
République de Colombie
Programme d'options stratégiques pour le pays
(2024-2027)

Cote du document: EB/2024/OR/3

Date: 3 avril 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner le programme d'options stratégiques pour la République de Colombie (2024-2027).

Questions techniques:

Rossana Polastri
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.polastr@ifad.org

Juan Diego Ruiz
Responsable du pôle Andes et Cône Sud
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: j.ruizcumplido@ifad.org

Table des matières

Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays	iii
Résumé	iv
I. Contexte du pays	1
A. Contexte socioéconomique	1
B. Scénarios de transition	2
C. Enjeux liés au système alimentaire et au secteur agricole et rural	3
II. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience	5
A. Résultats obtenus au cours de la période couverte par le précédent COSOP	5
B. Enseignements tirés du précédent COSOP et d'autres sources	6
III. Stratégie pour des programmes de pays porteurs de transformation	7
A. Théorie du changement du COSOP	7
B. Objectif général et objectifs stratégiques	8
C. Groupe cible et stratégie de ciblage	10
IV. Interventions du FIDA	10
A. Instruments financiers	10
B. Contribution à l'élaboration des politiques au niveau du pays	11
C. Renforcement des capacités institutionnelles	11
D. Innovations	11
E. Gestion des savoirs	11
F. Technologies de l'information et des communications au service du développement	11
G. Partenariats stratégiques et coopération Sud-Sud et triangulaire	12
V. Exécution du COSOP	13
A. Volume et sources des investissements	13
B. Ressources à l'appui d'autres activités	13
C. Transparence	14
D. Gestion du programme de pays	14
E. Suivi-évaluation	14
VI. Participation du groupe cible	14
VII. Gestion des risques	14

Appendices

- I. Theory of change graphic
- II. COSOP strategic objectives
- III. COSOP results management framework
- IV. Key files
- V. Transition scenarios
- VI. SECAP background study
- VII. Agreement at completion point
- VIII. COSOP preparation process
- IX. South-South and Triangular Cooperation Strategy
- X. Financial management issues summary
- XI. Procurement risk matrix
- XII. Integrated country risk matrix

Équipe d'exécution du COSOP

Directrice régionale:	Rossana Polastri
Directeur de pays:	Juan Diego Ruiz
Économiste régional:	Ricardo Fort (par intérim)
Spécialiste régional changements climatiques et environnement:	Oliver Page
Spécialiste climat et environnement:	Maemi Chinen
Responsable des finances:	Armando Cortez

Carte des zones d'intervention du FIDA dans le pays



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.

Carte établie par le FIDA | 03/10/2023

Résumé

1. La République de Colombie, qui s'étend sur 1,14 million de kilomètres carrés, est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à développement humain élevé (indice de 0,752). Elle compte 52 millions d'habitants, dont environ 24% vivent en milieu rural. Bien que le produit intérieur brut (PIB) réel ait augmenté de 36% ces dix dernières années, d'importantes inégalités (indice de Gini de 0,523 en 2021) et de grands écarts de pauvreté entre zones urbaines et rurales subsistent. En 2022, la part de personnes vivant dans la pauvreté multidimensionnelle était de 12,9% au niveau national, mais atteignait 27,3% dans les zones rurales.
2. Dans l'accord de paix signé en 2016 entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP, communément appelées les FARC) et le Gouvernement colombien, il est reconnu que pour atténuer les effets du conflit et éviter qu'il n'éclate à nouveau, les conditions sociales et économiques des zones rurales doivent changer et le bien-être de tous les habitants doit être assuré au moyen d'une initiative de réforme rurale intégrée.
3. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP), qui couvre la période 2024-2027, est fondé sur le Plan national de développement (2022-2026) de la Colombie, le Cadre stratégique 2016-2025 du FIDA, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable en Colombie et les enseignements tirés du précédent COSOP.
4. La finalité du présent COSOP est de contribuer à l'amélioration des moyens d'existence et de la résilience des populations rurales pauvres, grâce à la promotion des investissements ruraux qui favorisent la productivité et la compétitivité des filières agricoles et non agricoles inclusives d'une manière durable sur le plan environnemental, social et économique. À cette fin, la stratégie visera également à renforcer les environnements institutionnels locaux et les environnements porteurs favorables à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire en tant que droit humain, à la gouvernance environnementale et à la consolidation de la paix.
5. Le présent COSOP a deux objectifs stratégiques:
6. **Objectif stratégique n° 1. Contribuer à renforcer la capacité productive des populations les plus vulnérables ayant un accès limité aux avoirs productifs et aux services financiers et non financiers, dont les terres, les technologies, les systèmes d'irrigation, l'assistance technique, le crédit et l'assurance agricole.** Les gains de productivité et de compétitivité devraient se traduire par des filières plus résilientes, plus inclusives et moins vulnérables aux changements climatiques.
7. **Objectif stratégique n° 2. Contribuer à renforcer les environnements réglementaires et politiques bénéfiques propices à la transformation des économies rurales et des systèmes alimentaires, de façon à les rendre plus inclusifs, plus productifs, plus résilients et plus durables.**
8. Le programme cible les ménages ruraux pauvres pratiquant l'agriculture familiale. En Colombie, 56% des unités de production agricole relèvent de l'« agriculture familiale », en raison de leur dépendance à l'égard de la main-d'œuvre familiale et de la petite superficie des terres cultivées. Les revenus de ces ménages sont contraints par plusieurs facteurs de taille, ce qui se traduit par de faibles niveaux d'inclusion productive et des écarts de revenus importants entre les zones rurales et urbaines.
9. Dans le présent COSOP, il est envisagé d'allouer des ressources au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) et des ressources non remboursables provenant des cycles couverts par les Douzième et Treizième

reconstitutions des ressources du FIDA (FIDA12 et FIDA13). La Colombie devrait participer à des initiatives mondiales et régionales financées par des dons du FIDA et d'autres partenaires internationaux.

République de Colombie

Programme d'options stratégiques pour le pays (2024-2027)

I. Contexte du pays

A. Contexte socioéconomique

1. La République de Colombie, qui s'étend sur 1,14 million de kilomètres carrés, est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à développement humain élevé (indice de 0,752)¹. Elle compte 52 millions d'habitants, dont environ 24% vivent en milieu rural². Son produit intérieur brut (PIB) réel a augmenté de 36% ces dix dernières années, et sa croissance annuelle devrait se stabiliser autour de 2 à 3% pendant la période couverte par le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP).
2. La croissance économique de la Colombie n'a toutefois pas réduit les inégalités (indice de Gini de 0,523 en 2021)³, et plusieurs obstacles, liés au genre, à l'appartenance ethnique ou à l'enclavement géographique, s'interposent encore entre ces populations et leurs débouchés économiques. En 2022, la part de personnes vivant dans la pauvreté multidimensionnelle était de 12,9% au niveau national, mais atteignait 27,3% dans les zones rurales.
3. Les inégalités structurelles du pays sont essentiellement associées à la mainmise de quelques propriétaires sur un vaste territoire (indice de Gini relatif à la concentration des terres de 0,89) et au morcellement des terres restantes en très petites parcelles. Cette situation est étroitement liée au conflit armé interne en Colombie ces soixante dernières années⁴. Par exemple, les unités de production agricole (UPA)⁵ de moins de 5 hectares représentent 70,4% du total des UPA, mais ne couvrent que 2% des terres cultivées. En revanche, les UPA de plus de 1 000 hectares ne représentent que 0,2% du total, mais couvrent 73,8%⁶ des terres⁷. Par ailleurs, 82% des propriétés rurales sont plus petites que la superficie minimale d'une unité agricole familiale (UAF)⁸.
4. Les populations rurales ont peine à accéder à la terre et à ses droits d'exploitation. Seuls 37,4% des ménages ruraux (1 421 200) ont accès à la terre⁹. Dans 59% des cas, aucun droit foncier ne leur est formellement reconnu¹⁰.
5. Par ailleurs, l'utilisation productive des terres rurales est nettement orientée vers l'élevage. En 2019, sur un total de 50 102 269 hectares, 77,9% étaient destinés à l'élevage extensif, 10,3% à la sylviculture, 9,2% à la production végétale et 2,6% à d'autres utilisations¹¹.

¹ Profil de pays – Colombie. Voir <https://donnees.banquemondiale.org/pays/colombie>.

² La Colombie est devenue membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2020.

³ https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/2021/Comunicado-pobreza-monetaria_2021.pdf. Consulté le 11 juin 2023.

⁴ De 1985 à 2020, le conflit a provoqué le déplacement de 4,9 millions de personnes à l'intérieur du pays.

⁵ Une unité de production agricole peut être constituée d'une partie d'une exploitation entière ou d'un groupe d'exploitations.

⁶ Troisième recensement national de l'agriculture. Voir <https://www.dane.gov.co/files/images/foros/foro-de-entrega-de-resultados-y-cierre-3-censo-nacional-agropecuario/CNATomo2-Resultados.pdf>. Consulté le 16 décembre 2023.

⁷ Selon le premier point de l'accord de paix final (2016), la réforme rurale intégrée est un processus qui jette les bases d'une transformation structurelle des campagnes, établit les conditions nécessaires au bien-être des populations rurales et contribue à l'instauration d'une paix stable et durable.

⁸ Le terme « UAF » est défini à l'article 38 de la Loi 160 de 1994.

⁹ En outre, 1 690 200 ménages ruraux ne possèdent pas de terres (DANE, 2011).

¹⁰ DANE, 2014.

¹¹ DANE, 2019. Enquête nationale sur l'agriculture (ENA). Voir

https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/agropecuario/enda/ena/2019/boletin_ena_2019.pdf. Consulté le 15 septembre 2023.

6. La Colombie n'est pas considérée comme un pays fragile au sens de la liste des pays présentant un niveau élevé de fragilité établie par la Banque mondiale. Cependant, certains territoires affichent des niveaux élevés de fragilité, en raison de l'aggravation de la pauvreté multidimensionnelle, des effets du conflit armé, de l'économie souterraine et du manque de capacités institutionnelles, administratives et de gestion au niveau local. En vertu du cadre de l'accord de paix final (2016), les programmes de développement à ancrage local seront exécutés en priorité dans ces zones¹².
7. Au cours des dernières décennies, la Colombie a fait face à d'épineuses difficultés en matière de développement. Celles-ci sont liées: i) à la mise en œuvre de mécanismes efficaces de concertation entre les acteurs publics et privés et de plaider en faveur de politiques et de programmes sectoriels et territoriaux; ii) aux difficultés d'insertion sur les marchés financiers internationaux, iii) aux obstacles à la consolidation d'une transition productive soutenue, qui consiste à passer de structures essentiellement basées sur les ressources naturelles et une main-d'œuvre peu qualifiée à des modèles plus solidement fondés sur l'innovation technologique et sociale.

Tableau 1
Indicateurs concernant le pays

<i>Indicateur</i>	<i>Données</i>	<i>Année de référence</i>
Revenu national brut par habitant	6 104,1 USD	2021
Croissance du PIB	7,50%	2022
Dette publique (en % du PIB)	64,04	2022
Ratio du service de la dette	74,30%	2021
Ratio dette/PIB	62%	2020
Taux d'inflation (%)	13,12%	2022
Population	51 516 562	2021
Population féminine	26 101 320	2021
Population jeune	13 300 000	2021
Taux de chômage	10,70%	2022
Indice de fragilité	78,1	2023
Indice de risque INFORM	7	2020

Source: Banque mondiale 2022 – section Colombie.

B. Scénarios de transition

8. La Colombie a traditionnellement fait preuve d'une solide gestion macroéconomique et budgétaire inflation maîtrisée, taux de change flottant et politique budgétaire moderne. Une telle gestion garantit la stabilité macroéconomique, un facteur nécessaire mais non suffisant pour réduire la pauvreté.
9. En octobre 2023, le Congrès national colombien a adopté le nouveau budget général de la nation; ce dernier bénéficie principalement au secteur agricole, dont le budget augmentera de 69%, passant de 1,350 million d'USD en 2023 à

¹² Les programmes de développement à ancrage local relèvent d'une stratégie de planification participative du développement engagée dans le cadre de l'accord de paix en Colombie.

2,305 millions d'USD en 2024, dont 1,004 million d'USD (44%) destinés à l'acquisition de terres¹³.

10. Néanmoins, la Colombie reste confrontée à des difficultés structurelles majeures: i) le taux de croissance économique prévu n'est pas suffisant pour que le revenu par habitant converge vers celui des pays à revenu élevé; ii) l'inégalité reste parmi les plus importantes au monde¹⁴; iii) le ratio élevé de la dette extérieure par rapport au PIB (57%), bien qu'en baisse, réduit la capacité budgétaire de l'État à faire face à des chocs cumulés ou à augmenter durablement les dépenses sans ressources supplémentaires; et enfin, iv) l'actuel Plan national de développement (2022-2026) donne la priorité à la transition économique du pays vers une économie neutre en carbone et résiliente aux changements climatiques, ce qui exige des investissements importants dans l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies.

C. Enjeux liés au système alimentaire et au secteur agricole et rural

11. L'accord de paix signé entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP) et le Gouvernement colombien en 2016, après 50 ans de conflit armé interne¹⁵, a jeté les bases de la transformation structurelle du monde rural. Actuellement, les principaux enjeux de la stratégie de développement rural en Colombie sont la réduction des écarts sur le plan de la croissance économique, de l'éducation, de la santé, des infrastructures et d'autres services publics dans les zones rurales.

Difficultés et perspectives

12. L'augmentation de la demande alimentaire mondiale est une chance pour le secteur agricole colombien. Les activités agricoles génèrent actuellement 8,3% du PIB et représentent 16% des emplois du pays.
13. L'agriculture familiale est fondamentale pour la sécurité alimentaire et la production agricole en Colombie, puisqu'elle produit 80% des aliments consommés dans le pays. En outre, elle représente la moitié de la production agricole et 57,5% des unités de production¹⁶.
14. La Colombie doit résoudre des problèmes majeurs liés à la forte concentration et fragmentation de la propriété foncière, à la faible productivité agricole et à la préférence pour les villes qui caractérise le modèle de développement national depuis le milieu du XX^e siècle.
15. En effet, les territoires ruraux sont à la traîne par rapport aux principaux centres urbains du pays au regard de la quasi-totalité des indicateurs économiques et sociaux. Dans les zones rurales, les niveaux d'études accusent un retard de trois ans par rapport aux zones urbaines. Le taux de mortalité maternelle y est deux fois plus élevé que dans les villes, et seulement 29% de la population a accès à Internet, contre 70% dans les zones urbaines¹⁷.
16. Les petits producteurs peinent à accroître leur productivité et leur compétitivité en raison des inégalités d'accès aux avoirs et aux services productifs. Seuls 6% des producteurs agricoles font partie d'associations d'agriculteurs, seuls 24% d'entre

¹³ Voir

https://www.minhacienda.gov.co/webcenter/portal/SaladePrensa/pages_DetalleNoticia?documentId=WCC_CLUSTER-231097. Consulté le 14 décembre 2023.

¹⁴ En 2020, la Colombie a enregistré le niveau le plus élevé d'inégalités de revenus infrarégionales parmi les pays de l'OCDE.

¹⁵ En juin 2023, les données de l'Unité d'assistance aux victimes et d'indemnisation intégrale font état de 9 514 863 victimes du conflit armé, dont 7 551 822 sont admissibles à une aide.

¹⁶ Ministère colombien de l'agriculture et du développement rural.

¹⁷ OCDE, 2022.

eux bénéficient d'une assistance technique et seules 16,4% des exploitations ont accès aux technologies agricoles¹⁸.

17. Le manque d'infrastructures rurales, notamment de routes tertiaires et de systèmes d'irrigation, de drainage et d'atténuation des inondations, compromet également la productivité agricole. Seuls 6% des routes tertiaires sont goudronnées¹⁹. L'une des principales perspectives qui s'offrent consiste à promouvoir les politiques publiques en faveur d'une planification territoriale efficace axée sur la gestion intégrée de l'eau, ce qui conduira à un développement territorial lié à l'eau et, partant, stimulera la productivité, la compétitivité, la résilience et l'innovation.
18. La Colombie compte environ 3,8 millions de ménages ruraux, dont 31,6% sont dirigés par une femme. Parmi ces derniers, 46,9% vivent dans la pauvreté²⁰. Sur l'ensemble des parcelles détenues individuellement, 63,7% appartiennent à des hommes et les 36,3% restants à des femmes (72,1% des parcelles étant inférieures à trois hectares)²¹.
19. Environ 23,8% de la population rurale est âgée de 14 à 28 ans, dont 47,5% sont des femmes et 52,5% des hommes. Quelque 34,9% des jeunes ruraux vivent dans la pauvreté multidimensionnelle, contre 13,5% des jeunes urbains. Dans le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et des autres utilisations des terres, les jeunes représentent 24% de l'ensemble des travailleurs²².
20. Selon le dernier recensement de la population, réalisé en 2018, les peuples autochtones de Colombie se chiffrent à 1 905 617 personnes (4,4% de la population du pays). L'incidence de la pauvreté multidimensionnelle est particulièrement élevée dans ce groupe, où elle atteint 49,2%²³.
21. En Colombie, les peuples autochtones et les communautés noires, afro-colombiennes, *raizal* et *palenquero* sont considérés comme des groupes ethniques historiquement et culturellement distincts, jouissant de droits humains et territoriaux collectifs. D'après le recensement de 2018, 4 671 160 personnes s'identifient comme appartenant à ces communautés (9,34% de la population totale). En 2019, le taux de pauvreté multidimensionnelle parmi ces communautés s'élevait à 30,6%, soit 11 points de pourcentage de plus que le taux de pauvreté national²⁴.
22. Les effets des changements climatiques et le réchauffement climatique font peser une nouvelle menace sur l'agriculture et la sécurité alimentaire du pays²⁵. Le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et des autres utilisations des terres est celui qui a le plus contribué aux émissions de gaz à effet de serre en Colombie (63,4% en moyenne entre 1990 et 2018). La déforestation est responsable de 32,7% des émissions, et le secteur agricole de 22,1%²⁶.

¹⁸ DANE, 2014.

¹⁹ Voir <https://www.oecd.org/regional/rural-development/Rural-Policy-Review-Colombia-PH-EN.pdf>.

²⁰ Selon la dernière Enquête nationale sur la situation nutritionnelle (ENSIN, 2015), plus de la moitié des ménages interrogés (54,2%) sont en situation d'insécurité alimentaire – un taux encore plus élevé parmi les ménages dirigés par une femme (57,6%).

²¹ Appendice VI.

²² DANE. Enquête intégrée à grande échelle auprès des ménages. Février 2023. Voir https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/ech/ech/bol_empleo_feb_23.pdf. Consulté le 9 septembre 2023.

²³ DANE, 2022.

²⁴ DANE, 2019.

²⁵ Selon les prévisions, la température moyenne du pays pourrait augmenter de 0,9 °C d'ici à 2040, en particulier dans les municipalités de l'Amazonie, les zones qui sont au cœur de la réforme agraire et les municipalités couvertes par les programmes de développement à ancrage local.

²⁶ Toutefois, à la COP 28, la Colombie a présenté un portefeuille d'investissements en faveur de l'action climatique de 34 milliards d'USD, destiné à remettre en état plus de 750 000 hectares de forêts, à réduire la vulnérabilité du pays aux inondations et aux sécheresses de 30% et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre de près de 20% d'ici à 2026. Voir <https://www.minambiente.gov.co/colombia-presenta-en-la-cop28-portafolio-de-inversion-climatica-por-usd34-billones/>.

Contexte institutionnel et cadre de l'action publique

23. Le Plan de développement national, intitulé « Colombie: Puissance mondiale de vie », repose sur cinq piliers de transformation qui correspondent aux priorités suivantes: planification territoriale dans les domaines de l'eau et de la production alimentaire, sécurité humaine, droit humain à l'alimentation²⁷, diversification durable de la production, et réduction des disparités sociales et économiques entre les ménages et entre les régions du pays.
24. Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme rurale intégrée, premier point de l'accord de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP, communément appelées les FARC), le Plan de développement national donne la priorité à la garantie d'un accès à la terre pour les personnes sans terre ou possédant trop peu de terres, grâce à l'établissement de divers mécanismes d'acquisition de terres^{28, 29}.
25. Du fait de la hausse considérable du budget de l'État alloué au secteur agricole, principalement pour l'acquisition et la distribution de terres et l'attribution de titres fonciers, le FIDA pourra mener des interventions en appui aux investissements publics qui favorisent l'accès des ménages ruraux à la propriété foncière dans le cadre d'initiatives axées sur le développement inclusif du monde rural. À cette fin, un accent particulier sera mis sur les activités d'assistance technique et la prestation de services financiers et non financiers, de manière à favoriser le développement de la capacité des agriculteurs familiaux à améliorer la productivité et la sécurité alimentaire, à accroître la résilience climatique et, en fin de compte, à améliorer la qualité de vie des populations rurales.

II. Engagement du FIDA: bilan de l'expérience

A. Résultats obtenus au cours de la période couverte par le précédent COSOP

26. Le COSOP pour 2017-2022 avait pour finalité de contribuer à un nouveau programme rural, en créant des possibilités accrues pour l'agriculture à petite échelle et les entreprises rurales. Ses objectifs stratégiques étaient axés sur: i) la hausse de la productivité et des revenus ainsi que l'élargissement de l'accès aux services financiers et non financiers au profit de la population cible; ii) le renforcement du cadre de définition des politiques publiques et du cadre institutionnel au service du programme de développement rural découlant des accords de paix.
27. L'évaluation de la stratégie et du programme de pays réalisée en 2022 met en évidence les réalisations suivantes: le Programme de développement des microentreprises rurales: apport de capital, assistance technique et soutien à l'investissement (*Oportunidades Rurales*), grâce auquel 47 000 familles rurales ont bénéficié d'une hausse des revenus productifs de 76% et d'une hausse des avoirs productifs de 95%; et le Projet de renforcement de la capacité entrepreneuriale en milieu rural: confiance et possibilités (*Campo Emprende*), qui a bénéficié à 46 607 familles rurales, dont 46% ont vu leur revenu augmenter de plus de 60%³⁰.

²⁷ Pour contribuer à garantir le droit humain à l'alimentation, le Plan de développement national prévoit la création de zones de récupération nutritionnelle dans le cadre de l'initiative pour des écosystèmes stratégiques au service de la souveraineté alimentaire. Dans ces zones, les marchés publics locaux serviront de levier pour favoriser le développement des chaînes d'approvisionnement alimentaire.

²⁸ L'accord de paix prévoit la création d'un Fonds foncier permettant d'octroyer des dons en appui à la Réforme rurale intégrée, afin de démocratiser l'accès à la terre.

²⁹ Parmi lesquels figurent: l'acquisition de terres; l'acquisition directe de terres confisquées par le Fonds pour la réhabilitation, l'investissement social et la lutte contre la criminalité organisée (FRISCO); l'acquisition directe de terres financée par le Fonds de réparation des préjudices subis par les victimes; le transfert direct par d'autres entités publiques; le recensement, la hiérarchisation et l'acquisition de terres dans le cadre de la Réforme rurale intégrée, et la procédure d'achat par voie d'offre volontaire.

³⁰ Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. Évaluation de la stratégie et du programme de pays (2022).

28. En ce qui concerne l'accès aux services financiers, le FIDA a fait œuvre de pionnier dans le développement de services financiers destinés aux populations rurales pauvres en Colombie. Quant à l'accès aux services non financiers, le constat est que la solidité des associations de ruraux pauvres allait de pair avec la continuité de leur accès.
29. Concernant la concertation sur les politiques, les innovations mises au point dans le cadre des projets du FIDA ont alimenté la formulation de politiques de développement rural, notamment la loi sur le financement du secteur agricole (loi 1731 de 2014) – qui a pris en compte l'expérience acquise dans le cadre du Programme *Oportunidades Rurales* et du Programme de développement des microentreprises rurales –, et le Projet *Campo Emprende*, qui a apporté des contributions techniques à la politique nationale en matière d'entrepreneuriat, à la politique d'inclusion financière, à la politique sur les associations productives rurales, à la politique relative à la jeunesse et à la loi sur l'agrotourisme (loi 2239 de 2022).

B. Enseignements tirés du précédent COSOP et d'autres sources

30. Les enseignements recensés dans l'évaluation de la stratégie et du programme de pays font apparaître que des « blocages hérités du passé » ont pénalisé les activités de coopération menées par le FIDA en Colombie (l'examen à l'achèvement du COSOP et l'accord conclusif figurent à l'appendice VII); il conviendra d'éliminer ces blocages au cours de l'exécution du COSOP pour 2024-2027.
31. **Une gestion des savoirs donnant la priorité à l'amélioration et à l'institutionnalisation des systèmes d'information.** Les nouvelles activités du FIDA en Colombie porteront notamment sur des systèmes d'information destinés à enregistrer et à analyser les données de référence, les résultats et les impacts, en lien avec les systèmes d'information institutionnels du Gouvernement colombien.
32. **La promotion de partenariats solides, opérationnels et axés sur les résultats grâce à la sélection des partenaires les plus appropriés.** La conclusion d'accords officiels de coopération interinstitutionnelle entre les principales parties prenantes sera encouragée, de même que l'utilisation de mécanismes de financement axés sur les résultats prévoyant, lorsque c'est possible, la création de nouveaux partenariats avec des entités publiques et dans le cadre d'initiatives public-privé. Le transfert direct de ressources aux communautés contribue au renforcement des capacités et de la gouvernance locales et à la consolidation du tissu social.
33. **Des mécanismes concrets pour la participation à l'élaboration des politiques et le dialogue sur les programmes et stratégies.** Il s'agira d'encourager la mise en place systématique de mécanismes de concertation sur les politiques et les programmes, avec la participation active des acteurs locaux publics et privés et des organisations rurales, de façon à accroître l'impact de ces derniers sur les investissements ruraux et les programmes de développement des territoires. Les nouvelles interventions porteront notamment sur des mécanismes concrets de concertation sur les politiques publiques visant à renforcer les cadres interinstitutionnels de nature à favoriser la réduction des inégalités sociales dans les territoires ruraux les plus vulnérables.
34. **L'inclusion de compétences et d'initiatives orientées vers une vision plus globale et durable de la gestion des ressources naturelles, de la biodiversité, de la gestion des risques naturels et des changements climatiques** au niveau territorial, associées à des interventions conjointes globales menées avec des entités publiques telles que le Ministère de l'environnement et du développement durable. Grâce aux expériences menées dans le domaine de la gouvernance climatique au niveau des territoires, en particulier les tables rondes locales sur les questions agroclimatiques, les petits producteurs ont pu obtenir des informations clés sur leurs territoires dans l'optique de réduire les effets négatifs du

climat. Dans le même ordre d'idées, le COSOP proposé contribuera au renforcement des capacités des communautés rurales et des institutions locales aux fins de la réduction des risques de catastrophe, de la promotion du droit humain à l'alimentation, de la réduction de la pauvreté et d'une meilleure résilience aux changements climatiques.

35. Dans le cadre du présent COSOP, on encouragera l'application de mesures visant à réduire la vulnérabilité des chaînes agricoles et alimentaires aux phénomènes climatiques et à renforcer la capacité des familles de petits exploitants à passer de pratiques agricoles classiques à des pratiques agricoles durables, en tenant compte de la gestion des catastrophes et de la mise en œuvre des accords de paix, et en promouvant les partenariats du Gouvernement colombien au titre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

III. Stratégie pour des programmes de pays porteurs de transformation

A. Théorie du changement du COSOP

36. Selon la théorie du changement, si les capacités et les ressources des agriculteurs familiaux – en particulier les ménages les plus pauvres ayant un accès limité aux avoirs productifs et aux services financiers et non financiers – sont renforcées de façon à accroître leur productivité et à les relier à des filières agricoles inclusives de manière durable sur le plan environnemental, social et économique, et si les environnements institutionnels favorables à la transformation des économies rurales et des systèmes alimentaires sont améliorés, alors les moyens d'existence seront renforcés, la sécurité alimentaire améliorée et la pauvreté rurale réduite en raison de la meilleure rentabilité des systèmes de production, de la plus grande résilience aux risques climatiques et de l'amélioration du paysage institutionnel, et ce, au profit du développement inclusif du monde rural et de la consolidation de la paix (appendice I).
37. Dans la théorie du changement, trois types de vulnérabilité compromettant la productivité du groupe cible ont été définis:
38. La **vulnérabilité socioéconomique**, qui résulte des inégalités territoriales en matière d'accès aux services de santé, d'éducation et de protection sociale; des inégalités dans la répartition des terres et l'accès à la terre; des mauvaises conditions de travail dans l'agriculture; de la faiblesse de la productivité, de la diversification et de la valeur ajoutée; du manque d'investissement et de la faible coordination des institutions en matière de développement d'infrastructures rurales; du manque d'accès aux avancées technologiques et aux innovations; de la migration des jeunes ruraux; de l'accès limité aux marchés et aux services financiers et non financiers; de la faible capacité d'association et de la présence limitée des institutions publiques dans les territoires ruraux.
39. La **vulnérabilité environnementale et climatique**, qui résulte du déboisement inconsidéré des forêts; de la croissance de l'élevage extensif; du développement de cultures illégales; de la dégradation des sols; des activités qui engendrent une perte de biodiversité et d'importantes émissions de gaz à effet de serre; de la pollution de l'eau, du sol et de l'air, ainsi que de la contamination des aliments due à l'utilisation abusive de produits agrochimiques.
40. La **vulnérabilité institutionnelle, qui résulte de la présence limitée des entités publiques nationales**; de la méfiance des communautés rurales et de leur faible participation à la gestion de leurs territoires, en particulier dans les zones sortant du conflit; du manque de coordination entre les institutions publiques locales et nationales; des capacités limitées des autorités locales en matière de planification, de gestion de l'information et des ressources et de gouvernance environnementale.

B. Objectif général et objectifs stratégiques

41. **La finalité du présent COSOP** est de contribuer à l'amélioration des moyens d'existence et de la résilience des populations rurales pauvres, grâce à la promotion des investissements ruraux qui favorisent la productivité et la compétitivité des filières agricoles et non agricoles inclusives d'une manière durable sur le plan environnemental, social et économique. À cette fin, la stratégie visera également à renforcer les environnements institutionnels locaux et les environnements porteurs favorables à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à la gouvernance environnementale et à la consolidation de la paix.
42. Le COSOP a deux objectifs stratégiques:
43. **Objectif stratégique n° 1. Contribuer à renforcer la capacité productive des populations les plus vulnérables ayant un accès limité aux avoirs productifs et aux services financiers et non financiers, dont les terres, les technologies, les systèmes d'irrigation, l'assistance technique, le crédit et l'assurance agricole.** Les gains de productivité et de compétitivité devraient se traduire par des filières plus résilientes, plus inclusives et moins vulnérables aux changements climatiques.
44. **Effet direct associé à l'objectif stratégique n° 1. Amélioration des moyens d'existence des agriculteurs familiaux pauvres grâce à l'accroissement de leurs revenus, de leurs actifs et de leurs compétences résultant de l'amélioration de la productivité, de la diversification et de l'utilisation durable des ressources naturelles et ce, au profit de la création de revenus et de l'amélioration de la qualité de vie.**
45. **Indicateur:** 26 000 ruraux pauvres augmentent leurs revenus de plus de 10%.
46. **Objectif stratégique n° 2. Contribuer à renforcer les environnements réglementaires et politiques bénéfiques propices à la transformation des économies rurales et des systèmes alimentaires, de façon à les rendre plus inclusifs, plus productifs, plus résilients et plus durables.**
47. **Effet direct associé à l'objectif stratégique n° 2. Renforcement de la capacité des acteurs locaux à mettre en place des environnements favorables à la réduction de la pauvreté rurale, à la sécurité alimentaire, à la gouvernance environnementale et à la consolidation de la paix.**
48. **Indicateur:** 102 administrations locales renforcent leurs services d'assistance technique et leurs investissements locaux afin d'améliorer les moyens d'existence des familles rurales.
49. Les objectifs du COSOP contribueront à la réalisation des objectifs de développement durable n°s 1 (pas de pauvreté) et de 2 (éliminer la faim et l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et promouvoir une agriculture durable). Ils contribueront également aux objectifs de développement durable n°s 5 (égalité femmes-hommes), 8 (travail décent et croissance économique), 10 (inégalités réduites) et 13 (action climatique).
50. **Durabilité.** La stratégie repose sur des interventions susceptibles de renforcer la capacité des acteurs régionaux à faire face aux vulnérabilités socioéconomiques et d'influencer l'élaboration des politiques publiques régionales et nationales, le but étant de contribuer à la réduction de la pauvreté, à la sécurité alimentaire et à la durabilité environnementale.
51. La conception de nouvelles activités du FIDA permettra de compléter ces interventions au moyen de partenariats, lesquels tireront parti des ressources du Gouvernement et du secteur privé destinées à l'exécution, susciteront l'engagement politique et l'appui institutionnel des autorités nationales et régionales en faveur du programme de pays, et contribueront à la réalisation des priorités et des objectifs du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le

développement durable en Colombie. À cette fin, les dons du FIDA en Colombie devraient être alignés sur les opérations de prêt en cours et favoriser la gestion des connaissances, la communication des résultats et l'impact sur les programmes publics.

52. **Reproduction à plus grande échelle.** La stratégie vise à aligner le nouveau programme de pays sur les priorités du Gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme rurale intégrée. Le FIDA apportera son expérience en matière d'accès aux avoirs productifs et aux services financiers et non financiers au profit des familles dont les terres sont mises à disposition ou dont la propriété foncière est officialisée par le Gouvernement, ainsi qu'au profit des familles vivant dans les territoires les plus vulnérables ciblés dans le cadre des programmes de développement à ancrage local. Cette stratégie permettra d'assurer la continuité des investissements du FIDA, de fournir au pays des innovations pour renforcer les moyens d'existence des populations les plus pauvres et, surtout, de généraliser, d'adapter et de favoriser le passage d'une réforme agraire fondée sur les transferts de terres à une véritable réforme rurale intégrée dans le cadre des politiques et programmes nationaux³¹.

Thématiques transversales

53. **Climat et environnement.** Au titre de l'objectif stratégique n° 1, on renforcera la capacité des producteurs à adopter des innovations pratiques et technologiques au service du développement durable et de la transition vers des systèmes agroécologiques résilients. Au titre de l'objectif stratégique n° 2, on renforcera la gouvernance environnementale et les capacités institutionnelles au profit d'un développement axé sur les ressources en eau et la remise en état des services écosystémiques et des ressources naturelles, entre autres aspects en phase avec le cadre politique et réglementaire du pays et avec ses engagements internationaux visant à atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.
54. **Sécurité alimentaire et nutrition.** Les interventions concerneront en priorité les zones à fort potentiel de production alimentaire et celles où se trouvent des agriculteurs familiaux, le but étant de renforcer les capacités locales de production d'aliments sains et d'instaurer des environnements favorables à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
55. **Égalité femmes-hommes et avancement socioéconomique des femmes.** Les interventions du FIDA contribueront à l'avancement des femmes par les moyens suivants: formation des bénéficiaires (femmes et hommes) en matière d'accès aux services publics via des portails numériques; contribution à l'avancement des femmes dans les espaces de décision communautaires; définition du rôle des femmes dans les associations et les espaces d'échange de connaissances et quantification de leur participation; formation des responsables de l'exécution des interventions au recensement des obstacles liés au genre.
56. **Jeunes.** Pour améliorer l'inclusion sociale et économique des jeunes ruraux, en particulier l'accès aux avoirs productifs, le présent COSOP prévoit de recenser les possibilités de création d'entreprises liées à l'utilisation durable des ressources naturelles, aux innovations technologiques et aux activités rurales non agricoles, sans oublier les possibilités de renforcement des réseaux de jeunes, qui sont autant de mécanismes de consultation, de dialogue et d'autonomisation des jeunes dans les communautés.

³¹ En particulier, les envois de fonds pourraient faciliter la reproduction à plus grande échelle des investissements du FIDA, au moyen de méthodes liées aux activités appuyées par le Fonds, à savoir: i) l'inclusion et l'éducation financières des bénéficiaires d'envois de fonds; ii) le renforcement du capital humain des familles bénéficiaires d'envois de fonds; iii) la concertation sur l'élaboration d'un cadre réglementaire applicable aux envois de fonds. À l'aide de son Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, le FIDA pourrait apporter une assistance technique dans ces domaines.

C. Groupe cible et stratégie de ciblage

Groupe cible

57. **Ménages ruraux pauvres pratiquant l'agriculture familiale.** En Colombie, 56% des UPA relèvent de l'« agriculture familiale », en raison de leur dépendance à l'égard de la main-d'œuvre familiale et de la petite superficie des terres cultivées. Les revenus de ces ménages sont contraints par plusieurs facteurs de taille, ce qui se traduit par de faibles niveaux d'inclusion productive et des écarts de revenus importants entre zones rurales et urbaines³².
58. Dans le cadre du ciblage des activités du COSOP, la priorité sera donnée aux ménages des communautés afrodescendantes, aux peuples autochtones, aux victimes du conflit et aux femmes et jeunes chefs de famille, compte tenu de la plus grande vulnérabilité observée parmi ces groupes. À cette fin, des approches différenciées seront appliquées pour sélectionner la population cible du programme.

Stratégie de ciblage

59. Trois considérations sont en jeu: i) les enseignements tirés du précédent COSOP, qui incitent à concentrer les interventions dans une région précise et à éviter la dispersion géographique; ii) la priorité donnée aux régions où les niveaux de pauvreté, la faiblesse institutionnelle, le nombre de victimes du conflit et l'offre de ressources naturelles sont les plus importants et qui sont stratégiques du point de vue de la viabilité mondiale; iii) les priorités du Gouvernement liées à la réforme rurale intégrée. En outre, compte tenu de la viabilité économique, sociale et politique des interventions, les régions proposées sont les suivantes: i) la région du Pacifique (Chocó, Valle del Cauca, Cauca et Nariño); ii) la région des Caraïbes (La Guajira, Magdalena, Cesar, Atlántico, Bolívar, Sucre et Córdoba); iii) la région de l'Orénoque (Meta, Arauca, Casanare et Vichada).
60. Les activités de communication stratégique joueront un rôle clé dans l'amélioration de la visibilité des interventions financées par le FIDA et des effets directs qui en découlent. Le FIDA et les autorités nationales assureront ensemble la coordination de ces activités, qui viseront à renforcer l'impact opérationnel tout en mettant en évidence les processus et les effets directs du COSOP et en renforçant le positionnement institutionnel de chaque partenaire auprès des principales parties prenantes.

IV. Interventions du FIDA

A. Instruments financiers

61. Dans le présent COSOP, il est envisagé d'allouer des ressources au moyen du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) et des ressources non remboursables provenant des cycles couverts par les Douzième et Treizième reconstitutions des ressources du FIDA (FIDA12 et FIDA13).
62. La Colombie devrait participer à des initiatives mondiales et régionales financées par des dons du FIDA et d'autres partenaires internationaux. Parmi ces derniers figurent le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour l'adaptation et le Fonds vert pour le climat, le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones et le secteur privé, ou encore le Mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire Chine-FIDA. D'autres initiatives multinationales sont à l'étude, notamment les initiatives d'inclusion financière et les initiatives relatives au régime foncier, en collaboration avec BNP Paribas et la Coalition internationale pour l'accès à la terre, respectivement.

³² « *Review of experiences of support to family farming* » (Examen des expériences en matière d'appui à l'agriculture familiale). Essays on Economic Policy (ESPE), n° 91, juillet, DOI: 10.32468/espe.91.

B. Contribution à l'élaboration des politiques au niveau du pays

63. Le FIDA continuera à tirer parti de l'expérience acquise, d'une part, dans le cadre des divers processus de concertation sur les politiques, en particulier avec les entreprises agricoles paysannes, familiales et communautaires, les associations et les jeunes ruraux, et d'autre part, dans le cadre de la promotion du patrimoine culturel des populations rurales, en particulier celui des peuples autochtones et des communautés noires, afro-colombiennes, *raizal* et *palenquero*.
64. Les interventions programmées favoriseront la concertation sur les politiques de développement rural entre les acteurs publics et privés et les organisations rurales pour garantir l'engagement politique. Des stratégies et des méthodes seront proposées aux fins de la mise en œuvre de la réforme rurale intégrée et des plans sectoriels directement liés au renforcement de la production des petits exploitants et de la production familiale et communautaire.

C. Renforcement des capacités institutionnelles

65. Le FIDA s'attachera à renforcer les capacités institutionnelles du Ministère de l'agriculture et de ses entités annexes, des administrations régionales et des organisations d'agriculteurs familiaux. Parmi les principaux domaines d'appui figurent les approches participatives de la gouvernance locale et les stratégies concrètes visant à atteindre les ménages les plus vulnérables et à leur proposer des services financiers et non financiers qui renforcent la sécurité alimentaire et nutritionnelle et contribuent à la transformation productive dans une perspective de neutralité carbone.

D. Innovations

66. Le portefeuille permettra de catalyser des interventions innovantes qui renforcent l'inclusion sociale, économique et environnementale des populations rurales cibles grâce à la mise à profit de partenariats stratégiques. Ces interventions portent sur: i) les innovations sociales au service d'une plus grande inclusion; ii) les innovations technologiques numériques destinées à améliorer le commerce électronique, les services financiers et des défis de l'innovation conjoints et ouverts à tous; iii) les innovations environnementales et climatiques au profit d'une exploitation durable de la biodiversité et du développement de pratiques axées sur l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.

E. Gestion des savoirs

67. Pour tirer parti des possibilités d'amélioration dans ce domaine, le FIDA appuiera la conception et la mise en service de systèmes d'information institutionnels et de systèmes d'information permettant d'enregistrer et d'analyser les données relatives aux effets directs et à l'impact des activités. Il systématisera les activités réussies et encouragera la concertation sur les politiques et le partage d'expériences sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés en matière de renforcement social, économique et environnemental, en particulier dans le cadre de la réforme rurale intégrée.

F. Technologies de l'information et des communications au service du développement

68. Dans le cadre du présent portefeuille, on cernerá et on évaluera l'utilisation des plateformes en ligne existantes, des applications et des services numériques d'assistance technique et de formation. Les meilleures options seront adaptées et mises à la disposition des organisations agricoles familiales dans le but de promouvoir la transition numérique.

G. Partenariats stratégiques et coopération Sud-Sud et triangulaire³³

Pouvoirs publics et société civile

69. Au niveau gouvernemental, les principaux partenaires seront le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'agriculture et du développement rural et ses entités connexes, le Ministère de l'environnement et du développement durable, le Ministère de la science, de la technologie et de l'innovation, le Ministère des finances et du crédit public, le Département national de planification et l'Agence présidentielle de coopération internationale. La Banque de développement des entreprises de Colombie (Bancoldex), le Fonds de financement du secteur agricole (FINAGRO) et la Banque agraire de Colombie participeront aux initiatives d'inclusion financière. Les universités contribueront à la recherche appliquée et à la gestion des savoirs en matière d'innovations et de méthodes dans le cadre du présent COSOP. Les organisations d'agriculteurs familiaux et les réseaux de jeunes ruraux, les organisations des femmes rurales et les organisations des peuples autochtones et des communautés noires, afro-colombiennes, *raizal* et *palenquero* garantiront la participation de la société civile.

Partenaires de développement

70. En tant que membres de l'équipe de pays des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) seront des partenaires importants en ce qui concerne le pilier relatif à la transformation productive inclusive défini dans le Plan-cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies (2024-2027)³⁴.

Secteur privé

71. Le FIDA encouragera une plus grande participation du secteur privé dans les zones rurales afin de relier les agriculteurs familiaux à des marchés de plus grande valeur et à des filières agricoles et alimentaires durables, tout en augmentant la valeur ajoutée de leurs produits. Pour ce faire, il apportera un appui aux partenariats commerciaux, aux réseaux de commercialisation de l'agriculture familiale, aux plateformes en ligne, aux entreprises de technologie agricole et aux sociétés de technologie financière.

Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire.

72. L'Agence présidentielle de coopération internationale, avec l'aide du Ministère des affaires étrangères, sera le principal partenaire dans le cadre de la promotion des initiatives de coopération Sud-Sud et triangulaire, et tirera parti de la vaste expérience de la Colombie en tant que bénéficiaire et donateur dans le domaine de la coopération au service du développement (voir l'appendice IX). Le partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'enseignements sur la transformation inclusive du monde rural, la sécurité alimentaire, les régimes fonciers, les services financiers, les modèles de production neutres en carbone et les systèmes agricoles et alimentaires durables seront des domaines prioritaires des activités menées au titre de la coopération Sud-Sud et triangulaire, en particulier avec les pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique.

³³ Appendice IX

³⁴ Des organisations telles que la Coalition internationale pour l'accès à la terre, la Fondation ACUA (*Fundación Activos Culturales Afro*), l'Organisation internationale du cacao, le Centre latino-américain pour le développement rural, la Fondation Capital et le Réseau international sur le bambou et le rotin contribueront également au présent COSOP.

V. Exécution du COSOP

A. Volume et sources des investissements

73. La Colombie est admissible aux ressources du MARE. Durant le cycle couvert par FIDA12 (2022-2024), une allocation de 50 000 000 USD est prévue pour financer une nouvelle initiative (« Ruralité pour la vie ») destinée à renforcer l'agriculture familiale et communautaire et la petite agriculture, ainsi que les processus associés à la réforme agraire intégrée. En outre, l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement contribuera à hauteur de 35 millions d'USD et le Gouvernement colombien à hauteur de 50 millions d'USD (financement à confirmer). Durant le cycle couvert par FIDA13 (2025-2027), un montant équivalent est prévu au titre du MARE, sous réserve de la disponibilité du budget, et sera complété par des ressources nationales et internationales provenant des partenaires de développement dans un cadre budgétaire analogue. Le guichet secteur privé du FIDA peut aussi être un mécanisme qui mérite d'être envisagé. L'équipe de pays cherchera à associer les fonds du MARE à ceux du Fonds pour l'adaptation, du Fonds vert pour le climat et du Fonds pour l'environnement mondial. S'agissant des initiatives hors prêts, certains dons multipays pourraient concerner la Colombie, l'objectif étant de faciliter la gestion des connaissances, la coopération Sud-Sud et triangulaire ou la participation à l'élaboration des politiques au niveau du pays dans le domaine du développement rural inclusif. Globalement, environ 2% des fonds disponibles dans le cadre du programme de pays pourraient être alloués à des activités hors prêts.

Tableau 2
Projets en cours ou prévus: financements du FIDA et cofinancements
(en millions d'USD)

Projet	Financement du FIDA	Source (Système d'allocation fondé sur la performance ou MARE)	Assistance technique remboursable	Cofinancement		Ratio de cofinancement
				National	International	
En cours						
Aucun						
Prévus						
Initiative « Ruralité pour la vie »	50	MARE – FIDA12		50	35	01:01,7
Nouvelle initiative*	50	MARE – FIDA13		50	35	01:01,7
Total	100			100	70	01:01,7

* À confirmer.

B. Ressources à l'appui d'autres activités

74. Le FIDA encouragera la mobilisation de fonds non remboursables provenant de différentes sources, notamment: i) le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones dans le cadre des projets de développement relatifs aux peuples autochtones; ii) les dons multipays à l'appui de la gestion des connaissances, de la coopération Sud-Sud et triangulaire et de la concertation sur les politiques en matière de développement rural inclusif; iii) le Fonds pour l'adaptation, le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial.

C. Transparence

75. Dans le cadre du présent COSOP, la participation continue des parties prenantes sera encouragée pour favoriser l'instauration d'un climat d'ouverture et de transparence. Il s'agira notamment de garantir l'obligation de rendre compte grâce à une large diffusion des résultats, à la gestion financière, et à des mécanismes de retour d'information du public et de réponse aux doléances en lien avec les projets. Les rapports de suivi-évaluation relatifs aux nouvelles interventions et au COSOP seront communiqués au Ministère des affaires étrangères et à l'Agence présidentielle pour la coopération; ils seront en outre rendus publics et accessibles sur les sites Internet du FIDA et des organismes d'exécution.

D. Gestion du programme de pays

76. Le bureau à Lima sera chargé de gérer le COSOP par l'intermédiaire de son équipe de pays interdivisions pour la Colombie, sous la direction stratégique de la Division Amérique latine et Caraïbes et en coordination avec les autres unités techniques du FIDA. L'équipe de gestion du FIDA dans le pays sera responsable de la gestion du portefeuille, de l'appui à l'exécution et du suivi, en collaboration avec le Gouvernement colombien et les partenaires stratégiques.

E. Suivi-évaluation

77. Parmi les activités de suivi-évaluation figurent: i) l'examen à mi-parcours des résultats du COSOP prévu en 2026; ii) les examens annuels du COSOP; iii) l'élaboration du rapport d'achèvement du COSOP prévue en 2027; iv) les rapports et évaluations relatifs à la supervision des activités. Le Cadre de gestion des résultats (appendice III) sera le principal instrument utilisé et devra être mis à jour à la lumière des indicateurs dérivés des opérations de prêt et de don. Des activités de suivi des améliorations de la capacité institutionnelle du Ministère de l'agriculture et d'autres acteurs territoriaux concernés sont également prévues, car elles favoriseront la pérennité des projets.

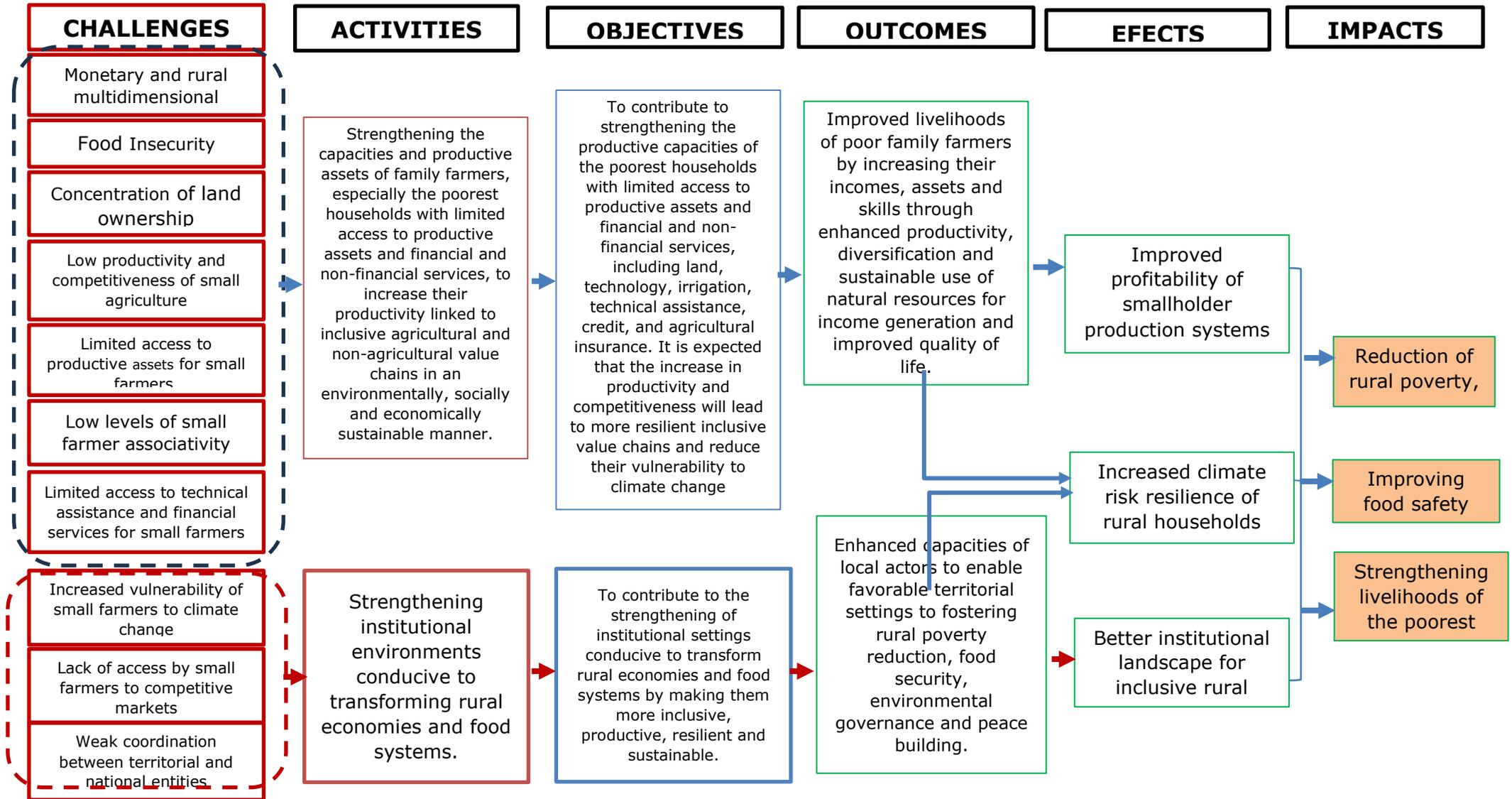
VI. Participation du groupe cible

78. Le FIDA utilisera des mécanismes de consultation et de conception participatifs pour associer les populations cibles aux différentes phases de l'exécution, conformément à ses principes opérationnels tels que le développement piloté par les communautés, le consentement préalable, libre et éclairé, ainsi que la mise à disposition de mécanismes de recours et de réponse aux doléances et de mécanismes de suivi participatif. De cette façon, le renforcement des capacités sera promu afin que la population cible puisse influencer les politiques publiques et interagir avec les structures locales et nationales.

VII. Gestion des risques

79. Durant la période d'exécution du présent COSOP, la Colombie devrait présenter des risques modérés en matière de politique et de gouvernance, susceptibles de remettre en question le leadership, les politiques, les stratégies et les priorités des organismes d'exécution. Ces risques pourraient être atténués par des missions régulières de supervision et d'appui à l'exécution des projets, par les ajustements des interventions du FIDA qui en résulteraient, et par l'application de procédures de gouvernance, le renforcement des partenariats et le maintien du dialogue avec les principaux partenaires. La Colombie présente également des risques en matière de comptabilité, de finance, d'environnement et de climat. Néanmoins, un scénario politique modérément stable est attendu dans le cadre du mandat présidentiel en vigueur.

Theory of change graphic



COSOP strategic objectives

Main Development Priorities (SO)	Institutions involved (International, National, Regional, Local)	Policy reform challenges	Proposed Intervention Proposals (credit and non-credit)
<p>SO1.</p> <p>To contribute to strengthening the productive capacities of the poorest households with limited access to productive assets and financial and non-financial services, including land, technology, irrigation, technical assistance, credit, and agricultural insurance. It is expected that the increase in productivity and competitiveness will lead to more resilient inclusive value chains and reduce their vulnerability to climate change.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Presidency of the Republic • National Planning Department • Ministry of Agriculture and Rural Development • FINAGRO • Agrarian Bank • Ministry of Environment • Governors' Offices • Municipal Mayors' Offices • RENAF - National Family Farming Network • SAC - Society of Farmers of Colombia • Grassroots social organisations • FAO and WFP • Inter-American Development Bank • World Bank • Spanish Cooperation (AECID) 	<p>NDC Colombia</p> <p>New UNS Cooperation Framework Colombia</p> <p>Comprehensive Rural Reform - National Sectoral Plans and PDETs</p> <p>National System of Agrarian Reform and Rural Development</p> <p>Public Policy for Peasant, Family and Community Farming</p>	<p>Sovereign debt operations financed through resources from BRAM IFAD12 and IFAD13.</p> <p>Projects financed by green mechanisms (GCF, AF, GEF).</p> <p>Regional and global donor initiatives in which Colombia participates.</p>
<p>SO2.</p> <p>To contribute to the strengthening of institutional settings conducive to transform rural economies and food systems by making them more inclusive, productive, resilient and sustainable.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • National Planning Department • Ministry of Agriculture • Ministry of Environment • Governors' Offices • Municipal Mayors' Offices • Grassroots social organisations • FAO and WFP • Inter-American Development Bank • World Bank • Spanish Cooperation (AECID) 	<p>Departmental and municipal development plans</p> <p>Comprehensive Rural Reform - National Sectoral Plans and PDETs</p> <p>National System for Agrarian Reform and Rural Development</p> <p>Public Policy for Peasant, Family and Community Agriculture</p>	<p>Sovereign debt operations financed through resources from BRAM IFAD12 and IFAD13.</p> <p>Regional and global donor initiatives in which Colombia participates.</p>

COSOP results management framework

Alineamiento a la estrategia país	Vinculación con UNSDCF*/SDG	ODS FIDA	Principales resultados del COSOP			
			Objetivos estratégicos	Inversiones actividades crediticias para el período del COSOP	Indicadores de Resultados	Indicadores de producto
<p>Construir un nuevo contrato social, que garantice la protección de la vida, la inclusión, el cambio de relacionamiento con el ambiente y la transformación productiva basada en el crecimiento sostenible (PND 2022-26).</p>	<p>ODS 1. 1.4 Para 2030, garantizar que todos los hombres y mujeres, en particular los pobres y los más vulnerables, tengan los mismos derechos a los recursos económicos, así como acceso a los servicios básicos, la propiedad y el control de las tierras y otros bienes, la herencia, los recursos naturales, las nuevas tecnologías y los servicios económicos, incluida la microfinanciación.</p> <p>ODS 2.4 Para 2030, asegurar la</p>	<p>ODS 1 Incrementar las capacidades productivas de la población rural pobre.</p>	<p>OE1. Contribuir a reforzar las capacidades productivas de los hogares más pobres con un acceso limitado a los activos productivos y a los servicios financieros y no financieros, incluidos la tierra, la tecnología, el riego, la asistencia técnica, el crédito y los seguros agrícolas.</p>	<p>Inversiones: nuevo proyecto de Desarrollo de Capacidades Productivas y Empresariales Sostenibles Rurales a nivel nacional (R4L).</p> <p>Actividades no crediticias:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Asistencia técnica - Desarrollo de capacidades - Apoyo en generación de información para la toma de decisiones en temas de reforma rural a través de plataforma de gestión de conocimientos. - Gestión de conocimientos 	<p>26000 personas rurales pobres que incrementan los ingresos en más de 10% (ODS 1)</p> <p>IC 2.2.1 5777 Personas rurales pobres con nuevos empleos/oportunidades laborales adecuadas</p>	<p>IC 1 26 000 personas reciben servicios promovidos por proyectos FIDA</p> <p>IC 1.a 26 000 hogares beneficiarios de proyectos FIDA.</p> <p>IC 1.b 78 000 miembros de hogares beneficiados por proyectos FIDA</p> <p>IC 2.1.2 26 000 personas rurales capacitadas en actividades generadoras de ingresos o gestión empresarial</p> <p>IC 1.1.4 26 000 personas rurales capacitadas en prácticas y/o tecnologías de producción</p> <p>1 Directorio de tecnologías con gestión de RN, ambiente y CC identificadas y adaptadas</p>

	<p>sostenibilidad de los sistemas de producción de alimentos y aplicar prácticas agrícolas resilientes que aumenten la productividad y la producción, contribuyan al mantenimiento de los ecosistemas, fortalezcan la capacidad de adaptación al cambio climático, los fenómenos meteorológicos extremos, las sequías, las inundaciones y otros desastres, y mejoren progresivamente la calidad del suelo y la tierra</p>	<p>ODS 3 Reforzar la sostenibilidad medioambiental y resiliencia climática de la población rurales pobres</p>	<p>OE2. Contribuir al fortalecimiento de entornos institucionales propicios para transformar las economías rurales y los sistemas alimentarios haciéndolos más inclusivos, productivos, resilientes y sostenibles.</p>	<p>Inversiones: nuevo proyecto de Desarrollo de Capacidades Productivas y Empresariales Sostenibles Rurales a nivel nacional(R4L).</p> <p>Actividades no crediticias:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestión de conocimientos -Comunicación y difusión de productos de gestión de conocimientos y de las acciones hechas con las entidades publicas - Asistencia técnica - Construcción de capacidades - Apoyo en generación de información para la toma de decisiones en temas de reforma rural a través de plataforma de gestión de <i>conocimientos</i>. - Generación de alianzas -Institucionalización del análisis de la vulnerabilidad y los 	<p>IC 1.2.4. 26 000 Personas rurales pobres que señalan haber logrado un aumento en la producción (ODS 2)</p> <p>26000 Personas rurales pobres que incrementa su resiliencia (ambiental y climática) (ODS13)</p> <p>CI 3.2.2 26000 Personas rurales pobres que declaran haber adoptado prácticas y tecnologías sostenibles desde el punto de vista</p>	<p>80 Proveedores de servicios y de instituciones capacitados en tecnologías productivas con enfoque ambiental</p> <p>IC 3.1.1 2000 Grupos que reciben apoyo para gestionar de manera sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima.</p>
--	---	---	--	---	--	--

				<p>riesgos climáticos en el proceso de planificación</p>	<p>ambiental y al cambio climático.</p> <p>1300 Productores de agricultura campesina, familiar y comunitaria que reportan participar en los procesos de planificación territorial.</p> <p>200 municipios impulsan sus servicios de asistencia técnica y sus inversiones locales para mejorar los medios de subsistencia de las familias rurales</p>	
--	--	--	--	--	---	--

Key files

Expediente principal 1: Cuestiones relativas a la pobreza rural y el sector agrícola (véase el capítulo I C)

Esferas prioritarias	Grupo afectado	Principales dificultades	Medidas necesarias
Seguridad alimentaria para 2,8 millones de personas del medio rural que sufren inseguridad alimentaria	Pequeños agricultores y población rural sin tierra	<ul style="list-style-type: none"> ● El sistema de producción sigue siendo vulnerable a las perturbaciones (climáticas y de precios) ● Producción en pequeña escala con acceso limitado a insumos mejorados, tecnología y servicios de apoyo ● Baja fertilidad del suelo ● Escasez y volatilidad del suministro de agua 	<ul style="list-style-type: none"> ● Fomentar los sistemas de producción, mediante la mejora de la tecnología y la organización ● Apoyar la producción de secano con buenas prácticas agrícolas y sistemas de riego en pequeña escala ● Aumentar el acceso a los servicios de apoyo
Acceso a insumos	Población rural	<ul style="list-style-type: none"> ● Acceso limitado a insumos de calidad a precios asequibles 	<ul style="list-style-type: none"> ● Mejorar los servicios de extensión, proporcionando asesoramiento sobre el tipo y la fuente de los insumos ● Trabajar con los agrodistribuidores para adaptar los productos y los pagos a las necesidades del grupo objetivo ● Prestar apoyo en la formulación de reglamentos apropiados para el sector

Esferas prioritarias	Grupo afectado	Principales dificultades	Medidas necesarias
Acceso a los mercados para los productos	Pequeños productores	<ul style="list-style-type: none"> ● Falta de acceso a los mercados en condiciones remunerativas (por ejemplo, precios claros, requisitos de calidad, etc.) ● Escasa coordinación a lo largo de las cadenas de valor de los productos básicos ● Ausencia de un sector privado proactivo (exceptuando el del tabaco) ● Nivel de organización de los agricultores relativamente deficiente 	<ul style="list-style-type: none"> ● Aumentar la coordinación a lo largo de las cadenas de valor ● Fortalecer las organizaciones de productores ● Colaborar con el sector privado en el ámbito de los insumos y los productos y supervisar que los acuerdos de asociación sean beneficiosos para los pequeños productores (sostenibles) ● Prestar apoyo en la formulación de reglamentos apropiados para el sector
Infraestructuras rurales de carreteras y de riego resilientes al clima	Población rural	<ul style="list-style-type: none"> ● Carreteras y puentes dañados por fenómenos meteorológicos graves, que dificultan el acceso a las zonas rurales y desde ellas ● Sistemas de riego dañados por los fenómenos meteorológicos y la sedimentación 	<ul style="list-style-type: none"> ● Invertir en carreteras o puentes rurales y realizar un mantenimiento adecuado y eficaz en función de los costos ● Invertir en sistemas de riego en pequeña y mediana escala ● Realizar una gestión y un mantenimiento de los sistemas de riego basados en los usuarios
Acceso al ahorro seguro	Población rural	<ul style="list-style-type: none"> ● Ausencia de instituciones rurales de microfinanciación autorizadas a captar depósitos (únicamente dos de las instituciones de microfinanciación) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Crear un incentivo de mercado para que las instituciones de microfinanciación establezcan una línea de operaciones de captación de depósitos.

Esferas prioritarias	Grupo afectado	Principales dificultades	Medidas necesarias
		aceptan depósitos).	
Servicio de extensión sostenible	Población rural y pymes	<ul style="list-style-type: none"> • Falta de prestación de servicios adecuados para los pequeños productores y pymes, pequeños agricultores y otros actores que intervienen en la cadena de valor. 	<ul style="list-style-type: none"> • Establecer un modelo sostenible de prestación de servicios del sector privado para abordar el problema antes mencionado.

Expediente principal 2: Definición del grupo objetivo Cuestiones prioritarias y posibles respuestas (véanse los capítulos I.C y III.C)

Tipo de grupo	Nivel y causas de la pobreza	Medidas paliativas	Necesidades prioritarias	Respuesta del COSOP
Población rural pobre económicamente activa	Hogares con seguridad alimentaria, ligeramente por encima del nivel de subsistencia (capaces de lograr pequeños ahorros y realizar inversiones mínimas)	Utilizar los ahorros en períodos de dificultades	<ul style="list-style-type: none"> • Planes de ahorro fiables • Acceso al crédito • Asistencia técnica (negocio y producción, comercialización) 	<ul style="list-style-type: none"> • Buenas prácticas agrícolas • Riego y conservación del suelo y el agua • Desarrollo de las cadenas de valor • Mecanismos de financiación rural • Incorporación transversal de la nutrición

Nuevos productores	Hogares pobres aquejados de inseguridad alimentaria con posibilidades de reinvertir pequeñas cantidades anual y paulatinamente para aumentar su base de activos	Reducir las inversiones de la temporada siguiente para hacer frente a las crisis actuales	<ul style="list-style-type: none"> • Acceso al crédito • Acceso a insumos • Asistencia técnica (negocio y producción, comercialización) • Seguros 	<ul style="list-style-type: none"> • Buenas prácticas agrícolas • Riego y conservación del suelo y el agua • Desarrollo de las cadenas de valor • Acceso a las cadenas de valor • Acceso a la financiación rural • Apoyo en materia de alimentación y nutrición • Formación en agricultura y comercialización
--------------------	---	---	---	--

Mujeres	<p>El 70 % de los agricultores son mujeres, pero solo el 10 % de las mujeres controlan el uso del crédito</p> <p>Las mujeres tienen tasas de alfabetización más bajas que los hombres</p> <p>Las mujeres asumen el 80 % de las tareas domésticas, incluida la recogida de leña</p> <p>Participan en menor medida que los hombres en trabajos asalariados</p> <p>Existen sistemas tanto patrilineales como matrilineales con efectos diferentes en el acceso a la tierra</p>	<p>Gran dependencia del marido</p> <p>Se dedican a la cría de ganado menor y a la horticultura</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● Acceso a formación en competencias ● Acceso a financiación ● Acceso a grupos de productores ● Formación en nutrición ● Acceso a los mercados ● Acceso seguro a la tierra y a los bienes 	<ul style="list-style-type: none"> ● Apoyo en materia de alimentación y nutrición ● Formación en competencias ● Apoyo en materia de alimentación y nutrición ● Apoyo en materia de tenencia de la tierra
---------	---	--	--	--

Expediente principal 3: Matriz de organización (análisis de las debilidades, amenazas, fortalezas y oportunidades) (véanse los capítulos I.C, III.B, IV.B, C, G)

Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades/Amenazas	Comentarios
Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural	<ul style="list-style-type: none"> · Es el responsable de formular, coordinar y evaluar las políticas públicas agropecuarias incluyentes que promuevan el desarrollo competitivo, equitativo y sostenible del sector agrícola, pecuario, pesquero y forestal · Es el coordinador de la reforma agraria que tramita el gobierno en el Congreso de la República. 	<ul style="list-style-type: none"> · No es el ejecutor directo de las políticas agrarias en el país. · Es una entidad expuesta a cambios permanentes del personal de la alta dirección 	<ul style="list-style-type: none"> · O: Interés político en una Reforma Rural Integral · A: Deficiente articulación interinstitucional entre las entidades adscritas y vinculadas al Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural 	<ul style="list-style-type: none"> · Se tramita una Reforma Agraria en Colombia que busca democratizar la propiedad de la tierra fértil. · Dar cumplimiento al punto 1 del Acuerdo de Paz firmado entre las FARC-EP y el Gobierno Nacional
Agencia de Desarrollo Rural	<ul style="list-style-type: none"> · Es la responsable de ejecutar la política de desarrollo agropecuario y rural con enfoque territorial formulada por el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural. 	<ul style="list-style-type: none"> · No cuenta con equipos que brinden asistencia técnica pre y pos a los proyectos, que apoya financieramente. · No cuenta con suficiente presupuesto para atender la alta 	<ul style="list-style-type: none"> · O: Trabajar por la transformación rural atendiendo principalmente a quienes están recibiendo sus títulos de tierra pro primera vez 	<ul style="list-style-type: none"> · La Agencia de Desarrollo Rural tendrá un papel fundamental para el cambio del campo colombiano con la

Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades/Amenazas	Comentarios
	<ul style="list-style-type: none"> La Agencia promueve la asociatividad para fortalecer las políticas agrarias y mejorar las condiciones de vida de los pobladores rurales y la competitividad del país. 	<p>demanda de proyectos de desarrollo agropecuario y rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> A: En las zonas rurales no se cuenta con suficiente personal profesional en áreas agropecuaria. 	<p>Reforma Rural Integral.</p>
<p>Agencia Nacional de Tierras</p>	<ul style="list-style-type: none"> Es la máxima autoridad de tierras, que tiene como misión consolidar y mantener el ordenamiento social de la propiedad rural, para mejorar las condiciones de vida de la población. Es la responsable de ejecutar las políticas formuladas por el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, sobre el ordenamiento social de la propiedad rural. 	<ul style="list-style-type: none"> No cuenta con suficiente presupuesto para la adquisición de predios. 	<ul style="list-style-type: none"> O: La Agencia Nacional de Tierras requiere una amplia articulación con el Ministerio de Interior, Agencia de Desarrollo Rural y demás entidades adscritas y vinculadas al MADR para la Reforma Rural Integral O: Colombia cuenta con miles de hectáreas de tierra que no están siendo aprovechadas A: Inflación de los precios de la propiedad rural por compra del Gobierno 	<ul style="list-style-type: none"> La Agencia Nacional de Tierras apoya en la construcción del catastro multipropósito.

Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades/Amenazas	Comentarios
Fundación ACUA	<ul style="list-style-type: none"> Se creó como un programa de FIDA y se convirtió en ONG, promueve el empoderamiento sostenible y contribuye a través de la gestión conjunta a la promoción de iniciativas innovadoras de generación de ingresos. 	<ul style="list-style-type: none"> Su enfoque está dirigido principalmente a comunidades afros Limitación de recursos financieros 	<ul style="list-style-type: none"> O: tiene intervención en otros países de Latinoamérica, lo cual permite intercambio de experiencias A: Existen otras ONG que intervienen en los mismos territorios donde se encuentra ACUA lo que a veces conlleva en competencias 	<ul style="list-style-type: none"> Al ser una ONG que inicio como un programa de FIDA se convierte en un aliado estratégico para la implementación de proyectos conjuntos
Fundación Capital	<ul style="list-style-type: none"> Promueve alianzas con gobierno y sector privado para desarrollar soluciones basadas en tecnologías digitales para capacitar en su propio espacio y aprovechar sus oportunidades económicas y tomar decisiones más informadas. 	<ul style="list-style-type: none"> Limitación de recursos financieros 	<ul style="list-style-type: none"> O: tiene intervención en otros países de Latinoamérica, lo cual permite intercambio de experiencias A: Existen otras ONG que intervienen en los mismos territorios donde se encuentra Capital, lo que a veces conlleva en competencias 	<ul style="list-style-type: none"> Los proyectos que desarrollan apoyan a los Objetivos de Desarrollo Sostenible (ODS) para que sean alcanzado de manera rápida y efectiva

Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades/Amenazas	Comentarios
<p>Fondo Multidonante de las Naciones Unidas para el Sostenimiento de la paz</p>	<ul style="list-style-type: none"> · Su enfoque principal es movilizar y coordinar financiamiento y cofinanciamiento para apoyar la implementación del Acuerdo de Paz. 	<ul style="list-style-type: none"> · Limitada articulación con otras instituciones del Gobierno para implementar proyectos 	<ul style="list-style-type: none"> · O: El Punto 1 del Acuerdo de Paz propone la Reforma Rural Integral para la transformación estructural de campo, cerrando las brechas entre el campo y la ciudad · A: Es susceptible de politización por la forma de nombramiento del Director (a) 	<ul style="list-style-type: none"> · El Fondo en sus 6 años de constitución a logrado posicionarse como un vehículo innovador para la estabilización de la paz en Colombia, mediante la financiación de iniciativas que están llevando dividendos de paz a zonas afectadas por el conflicto.
<p>Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura -FAO</p>	<ul style="list-style-type: none"> · Realiza procesos de cooperación técnica con el Gobierno en áreas estratégicas para el mejoramiento de la agricultura y la alimentación · Cuenta con amplia experiencia en los territorios del país 	<ul style="list-style-type: none"> · Limitación de recursos financieros 	<ul style="list-style-type: none"> · O: Contribuye a la implementación del programas y estrategias del sector agropecuario · A: Cambios en los intereses del gobierno 	<ul style="list-style-type: none"> · La FAO lidera el esfuerzo internacional por un mundo libre del hambre y malnutrición en la que la alimentación y agricultura contribuyen a

Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades/Amenazas	Comentarios
				mejorar los niveles de vida.
Banco Interamericano de Desarrollo	<ul style="list-style-type: none"> · Realiza procesos de cooperación técnica y financiera con el Gobierno en áreas estratégicas para el mejoramiento de la agricultura y la seguridad alimentaria. · Cuenta con amplia experiencia en los territorios del país. · Cuenta con recursos financieros. 	<ul style="list-style-type: none"> · Falta de especialización técnica en temas de desarrollo rural. 	<ul style="list-style-type: none"> · O: Contribuye a la implementación de programas y estrategias del sector agropecuario. Adicionalmente es un actor bien posicionado en el espacio público. · A: Cambios en los intereses del gobierno 	El BID cuenta con varios proyectos en temas de agricultura y seguridad alimentaria en el país, lo que lo hace un actor estratégico para avanzar puntos de agenda relevante con el gobierno.
Banco Mundial	<ul style="list-style-type: none"> · Realiza procesos de cooperación técnica y financiera con el Gobierno en áreas estratégicas para el mejoramiento de la agricultura y la seguridad alimentaria. 	<ul style="list-style-type: none"> · Falta de especialización técnica en temas de desarrollo rural. 	<ul style="list-style-type: none"> · O: Contribuye a la implementación de programas y estrategias del sector agropecuario. Adicionalmente es un actor bien posicionado en el espacio público. 	El Bando Mundial cuenta con varios proyectos en temas de agricultura y seguridad alimentaria en el país, lo que lo

Organización	Fortalezas	Debilidades	Oportunidades/Amenazas	Comentarios
	<ul style="list-style-type: none"> · Cuenta con amplia experiencia en los territorios del país. · Cuenta con recursos financieros. 		<ul style="list-style-type: none"> · A: Cambios en los intereses del gobierno 	hace un actor estratégico para avanzar puntos de agenda relevante con el gobierno.

Expediente principal 4: Potencial de las asociaciones estratégicas (véanse los capítulos IV.B, G, V.A)

Objetivo de asociación	Asociado	Tipo de proyecto o justificación de la asociación	Situación	Resultados que se esperan de la asociación
Cofinanciación	MinHacienda	<ul style="list-style-type: none"> • Proyectos Integrales de Desarrollo Agropecuario y Rural 	2024-2027	Coadyuvar con FIDA para la creación, ampliación y mejoramiento de la capacidad de producción, para incentivar la generación de ingresos o excedentes de producción, para contribuir a mejorar las condiciones de vida de los pobladores rurales
Gestión de colaboración técnica	MADS, MinCIENCIAS y DNP	<ul style="list-style-type: none"> • Proyectos Integrales de Desarrollo Agropecuario y Rural 	2024-2027	Potenciar y fortalecer las acciones del FIDA para la creación, ampliación y mejoramiento de la capacidad de producción, para incentivar la generación de ingresos o excedentes de producción, para contribuir a mejorar las condiciones de vida de los pobladores rurales
Cofinanciación	Agencia de Desarrollo Rural - ADR	<ul style="list-style-type: none"> • Proyectos Integrales de Desarrollo Agropecuario y Rural 	2023 - 2026	Coadyuvar con FIDA para la creación, ampliación y mejoramiento de la capacidad de producción, para incentivar la generación de ingresos o excedentes de

Objetivo de asociación	Asociado	Tipo de proyecto o justificación de la asociación	Situación	Resultados que se esperan de la asociación
				producción, para contribuir a mejorar las condiciones de vida de los pobladores rurales
Colaboración en incidencia académica, legal y política	Fundación ACUA	<ul style="list-style-type: none"> • Línea de incidencia académica, legal y política en temas de población indígena y afrodescendiente, 	2023	Apoyar en la articulación con la academia para promover la investigación, formación y gestión del conocimiento para el sector rural, así como impulsar los emprendimientos y cadenas de valor de bienes y servicios relacionados con estos para mejorar su acceso a mercados, además de generar incidencia en los ámbitos académicos, legales y políticos que permita el efectivo goce de sus derechos.
Colaboración en incidencia académica, legal y política	RIMISP	<ul style="list-style-type: none"> • Línea de incidencia académica, legal y política en materia de desarrollo territorial. 	2023	Apoyar en la articulación con la academia para promover la investigación, formación y gestión del conocimiento para el sector rural, así como impulsar los emprendimientos y cadenas de valor de bienes y servicios relacionados con estos para mejorar su acceso a mercados, además de generar incidencia en los ámbitos académicos, legales y políticos que permita el efectivo goce de sus derechos.
Gestión de colaboración técnica	Agencia Presidencial de Cooperación - APC	<ul style="list-style-type: none"> • Fortalecimiento de alianzas en la que representa el Mecanismo de Cooperación Sur-Sur 	2023	Promover agendas positivas a través del intercambio transferencia de conocimientos, buenas prácticas y experiencias entre países en desarrollo del Sur Global.

Objetivo de asociación	Asociado	Tipo de proyecto o justificación de la asociación	Situación	Resultados que se esperan de la asociación
Colaboración en incidencia académica, legal y política	Food Action Alliance	<ul style="list-style-type: none"> Proyectos o iniciativas que tengan el objetivo de lograr sistemas alimentarios sostenibles que ofrezcan mejores resultados a gran escala en materia de seguridad alimentaria y empleos dignos, sostenibilidad medioambiental y resistencia al cambio climático. 	2023	Generar mayor impacto en las intervenciones que tenga FIDA en materia de seguridad alimentaria, empleo digno, sostenibilidad medioambiental y resistencia al cambio climático, mediante el alineamiento de agendas, intercambio de buenas prácticas e intervenciones conjuntas.
Colaboración en incidencia académica, legal y política	International Land Coalition	<ul style="list-style-type: none"> Proyectos relacionados a derechos a la tierra y el agua para población campesina y pueblos indígenas, gestión de RRNN del territorio y sistemas agrícolas de pequeña escala, defensa y preservación de pueblos indígenas y afrodescendientes. 	2023	Fortalecer las intervenciones del FIDA en materia de reforma de tierras particularmente, que es un tema central en el Plan Nacional de Desarrollo del gobierno.
Gestión de colaboración técnica	Organizaciones del sector privado	<ul style="list-style-type: none"> Plataformas de comercio online como Frubana, Wawuwa, SiembraCo, Petalii. 	2023	<p>Generar sinergias entre plataformas de comercio online y productores para su acceso al mercado.</p> <p>Promover el uso de pagos online y productos financieros para productores beneficiarios de los proyectos del FIDA.</p>

Objetivo de asociación	Asociado	Tipo de proyecto o justificación de la asociación	Situación	Resultados que se esperan de la asociación
		<ul style="list-style-type: none"> ● FINTECHs como Nequi (BanColombia), LINERU, Movii, Aflore. ● AgTechs que tengan un foco particular en pequeños agricultores, como IncluirTec, Agromovil, AgroUne, Agrapp, entre otras. 		<p>Generar sinergias entre los diversos servicios que pueden proveer AgTechs y productores para su acceso al mercado.</p>
Gestión de colaboración técnica	Banco Mundial y Banco Interamericano de Desarrollo	<ul style="list-style-type: none"> ● Banco Mundial – Proyecto en preparación: “Nuestro Riego” de agricultura, ganadería sostenible y programa de riego. ● Banco Interamericano de Desarrollo – Proyectos en preparación: i) Implementación de Sistemas agroforestales sostenibles para fincas cacaoteras, ii) Estructuración e Implementación de proyectos agropecuarios integradores para el desarrollo rural sostenible, iii) Quipu, promoviendo la 	2023 - 2027	<p>Incrementar el impacto de los resultados del COSOP, a través de la sinergia de agendas, intercambio de experiencias y buenas prácticas.</p> <p>Posible escalamiento de intervenciones.</p>

Objetivo de asociación	Asociado	Tipo de proyecto o justificación de la asociación	Situación	Resultados que se esperan de la asociación
		<p>inclusión financiera de mujeres micro-emprendedoras, iv) Programa para fortalecer las políticas de igualdad y equidad dirigidas a mujeres y poblaciones diversas. Proyectos en implementación: i) Estrategia de desarrollo rural integral con enfoque de género, ii) AgriCapital: Democratizando la financiación del Agro en Colombia, iii) Inclusion financiera de micro y pequeñas empresas.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Banco de Desarrollo de América Latina (CAF), desde su línea de acción de Desarrollo rural para la inclusión y sostenibilidad. • Cassa Depositi e Prestiti (CDP), a través de su línea de trabajo de promoción del desarrollo rural. • Unión Europea, por su apoyo a programas de 		

Objetivo de asociación	Asociado	Tipo de proyecto o justificación de la asociación	Situación	Resultados que se esperan de la asociación
		<p>desarrollo rural sostenible</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), por sus programas de desarrollo rural sostenible. • Agencia Alemana para la Cooperación Internacional (GIZ), por su proyecto de Promoción del desarrollo económico rural sostenible. 		
Gestión de colaboración técnica	Bancos de Desarrollo Nacionales	<ul style="list-style-type: none"> • FINAGRO y Banco Agrario, son bancas de desarrollo que promueve el sector rural colombiano, con instrumentos de financiamiento que estimulan la inversión. 	2023	<p>Promover intercambio de experiencias, entre las que se encuentran los subsidios brindados en alianza con el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural y Davivienda para beneficiar a 14 000 productores a través del Seguro de Tranquilidad Rural, que protege a los productores de los efectos del cambio climático en sus producciones y los hace más resilientes.</p> <p>En el caso de Bancoldex, se tienen la experiencia de “Finanzas rurales” (implementada con USAID) que buscó mejorar los accesos financieros de las poblaciones rurales afectadas por el conflicto en 117 municipios de Colombia, a través de productos</p>

Objetivo de asociación	Asociado	Tipo de proyecto o justificación de la asociación	Situación	Resultados que se esperan de la asociación
		<ul style="list-style-type: none"> • Bancóldex es un banco de desarrollo que busca promover el crecimiento empresarial en Colombia, apalancando compañías de todos los tamaños, sectores y regiones del país, con servicios de conocimiento e instrumentos financieros. 		financieros para la producción agropecuaria, de micro, pequeñas y medianas empresas.
Gestión de colaboración técnica	Agencias de las Naciones Unidas en Colombia	<ul style="list-style-type: none"> • La Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación, Programa Mundial de Alimentos, Comisión Económica para América Latina y el Caribe, ONU Mujeres, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo y Organización de las Naciones Unidas para el Desarrollo Industrial. 	2023	Trabajar como socios en el pilar de transformación productiva inclusiva del Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible de Colombia.

Transition escenarios

Contexto político. Las elecciones presidenciales de Colombia en junio de 2022 resultaron en la victoria de Gustavo Petro de la coalición de izquierda Pacto Histórico. Las principales prioridades del gobierno de Petro son consolidar la paz, la justicia social, la justicia ambiental y el cambio para las mujeres¹.

Para ello, el Gobierno liderado por el presidente Petro se ha trazado llevar al Congreso de la República cuatro iniciativas con las que buscará más igualdad y equidad social. Se trata de la reforma tributaria, reforma de la salud y de las pensiones, una reforma del contrato laboral y una reforma de la educación. Actualmente, sólo ha sido aprobada la reforma tributaria y en un primer intento la reforma laboral ha sido hundida por el poder legislativo. Se espera retomar el trámite de dichas reformas a partir del segundo periodo legislativo del Congreso el cual inició el 20 de julio de 2023.

De otra parte, a finales de octubre de 2023, se llevarán a cabo las nuevas elecciones de autoridades departamentales y municipales en Colombia en donde se espera contar con un nuevo panorama político que pueda fortalecer y alinear las expectativas del Gobierno central y articular los planes de desarrollo locales y regionales con el actual Plan Nacional de Desarrollo "Colombia Potencia Mundial de la Vida".

Otro aspecto que afecta directamente este panorama es el hecho que pese al cambio de Gobierno y la política de paz total de Gustavo Petro, se siguen presentando atentados y hechos violentos en contra de líderes sociales. Aunque el primer semestre de este año haya presentado una reducción de asesinatos con respecto al último año de mandato de Iván Duque, la violencia contra líderes sociales sigue siendo una preocupación nacional.. Desde la firma del Acuerdo, más de 1.400 líderes o defensores de derechos han sido asesinados.²

Aspectos macroeconómicos. El PIB creció sólidamente a una tasa de 7,3% en 2022, pero la economía se sobrecalentó con la actividad operando por encima de su potencial, con una inflación acelerada, y un alto déficit de cuenta corriente. A medida que el rebrote del consumo reprimido durante la pandemia se desvanezca, las políticas monetaria y fiscal sigan en terreno contractivo, y la demanda externa se mantenga débil, se prevé que el PIB solo crecerá 1,7% en 2023 y que la economía se dirigirá a un aterrizaje suave, lo cual es necesario para corregir el surgimiento de desequilibrios internos y externos. Se prevé que el crecimiento aumente gradualmente a 2,0% en 2024 y 3,2% en 2025, conforme la demanda externa se reactive, y la inflación y las tasas de interés disminuyan.

De acuerdo con el Banco de la República, la inflación total cerró el segundo trimestre de 2023 en 12,1%. Entre las principales causas que explican este descenso en relación con el primer trimestre se encuentran: i) la caída de algunos precios internacionales de alimentos y bienes y de los costos logísticos; ii) buen abastecimiento de alimentos perecederos; iii) apreciación marcada del peso; iv) desaceleración de la economía (efectos acumulados de los aumentos de tasas de interés) y v) Reducción en las expectativas de inflación.

Solo se estima una modesta reducción en la pobreza durante 2022, pues la inflación — especialmente la de alimentos— mermó las ganancias en los ingresos laborales, reduciendo en un estimado de 5 puntos porcentuales la disminución de la tasa de pobreza nacional. El fuerte fenómeno de la Niña ha afectado a más de 750.000 personas y ha ocasionado daños en viviendas, cultivos, e infraestructura de salud, educación, y transporte. Se prevé que la pobreza se estanque en 2023, en cuanto el menor crecimiento

¹Wold Bank (2023). Colombia overview. <https://www.bancomundial.org/es/country/colombia/overview>

² El Espectador, Diario de Circulación Nacional. "El claroscuro panorama de los líderes sociales en Colombia durante 2023". Julio 2023

dificulte la recuperación en los ingresos laborales. Entre los riesgos más grandes para las finanzas del país está la llegada del Fenómeno del Niño. Esto aumentaría la crisis que ha vivido el país luego de casi 18 meses de lluvias intensas y continuas, que ha golpeado las infraestructuras de diferentes zonas del país, causando estragos y problemas logísticos en el transporte de alimentos.

Deuda externa. Según información revelada por el Banco de la República³, en enero de 2023, la deuda externa del país se ubicó en US\$ 187.012 millones, esta cifra es superior en un 8,84 % frente a los US\$ 171.828 millones registrados en el mismo mes de 2022, y estuvo por encima de la de diciembre pasado de US\$ 184.109 millones.

La política monetaria seguirá siendo restrictiva para reducir la inflación y volver a anclar las expectativas inflacionarias. La consolidación fiscal prevista es necesaria para garantizar el cumplimiento de las reglas fiscales. En vista de los riesgos existentes, sería prudente crear colchones fiscales adicionales. Entretanto, las recientes reformas tributarias aportan margen fiscal para las reformas propuestas en materia de pensiones y salud, las cuales abordan unas desigualdades persistentes desde hace tiempo y una baja cobertura de la protección social. Disminuir la informalidad y la promover la igualdad de género situaría a Colombia en la senda de un crecimiento más inclusivo.⁴

Colombia sigue enfrentándose a importantes retos estructurales. En primer lugar, la tasa de crecimiento potencial no es suficiente para garantizar la convergencia de la renta per cápita con la de los países de altos ingresos.

En segundo lugar, Colombia sigue siendo uno de los países más desiguales del mundo. El crecimiento económico por sí solo no ha sido suficiente para reducir la desigualdad, pues las barreras a oportunidades económicas persisten para ciertos grupos (incluyendo por género, etnia, y ubicación geográfica), limitando así la movilidad social. Para reducir la pobreza de forma duradera y aumentar la resiliencia entre los más vulnerables, es necesario ampliar la cobertura y adaptación del sistema de seguridad social, reducir las rigideces en la inclusión automática a los programas sociales, hacer que los mercados laborales sean más eficientes e inclusivos y mejorar el nivel y la calidad de la educación, la salud y la infraestructura.

En tercer lugar, aunque está disminuyendo, una alta relación deuda-PIB del gobierno general reduce el espacio fiscal para responder a choques agregados o incrementar el gasto de manera sostenible sin recursos adicionales.

Por último, el país necesita transitar a cero emisiones netas de carbono, a una economía resiliente a los cambios climáticos, y a un mundo que requiere menos petróleo y carbón, este es una de las principales metas planteadas en el Plan Nacional de Desarrollo del actual gobierno, considerado en la nueva hoja de ruta de la política denominada: *Transición Energética Justa*.⁵ Además de una inversión significativa y la movilización de financiamiento, esto requerirá aumentar la productividad y la adopción de tecnología, facilitar la transición de empleos, diversificar las exportaciones, revertir la deforestación, y encaminar los sectores de energía, infraestructura, y transporte a una actividad más verde. Reformas recientes, como la tributaria y el financiamiento verde, responden a algunos de estos retos, pero se necesitan más acciones para navegar estas transiciones al tiempo que se abordan las demandas sociales y de consolidación fiscal⁶.

³ <https://www.banrep.gov.co/es/estadisticas/deuda-externa-publica-y-privada-dolares>

⁴ Perspectivas Económicas de la OCDE 2023.

⁵ Puede encontrar mayor información y documentos detallados en: <https://www.minenergia.gov.co/es/servicio-al-ciudadano/foros/documentos-de-la-hoja-de-ruta-de-la-transici%C3%B3n-energ%C3%A9tica-justa/>

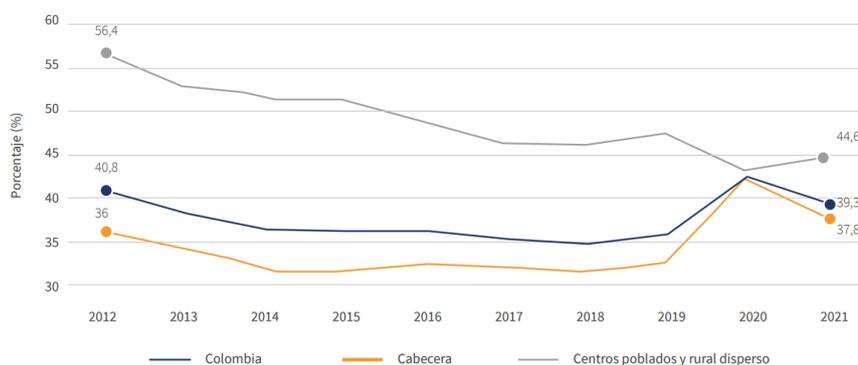
⁶ Colombia: panorama general (bancomundial.org) junio, 2023

Pobreza general y pobreza extrema. En 2019 el Departamento Administrativo Nacional de Estadística - DANE realizó una actualización metodológica en relación a las líneas de pobreza que son utilizadas para el cálculo de la pobreza monetaria extrema en Colombia, razón por la cual existe un cálculo realizado con esta nueva metodología para el periodo 2012-2021 y otro cálculo, con la anterior metodología, en el periodo 2002-2020.

De acuerdo con la nueva metodología del DANE las tendencias son similares: durante el período 2012-2019 la reducción promedio anual de la tasa de incidencia de la pobreza monetaria fue de 1,8% (5,1 pp) y la de la pobreza extrema fue de 2,2% (2 pp), con un crecimiento en 2018-2019 en ambos casos; esta es una cifra baja considerando que entre 2018-2019 se presentó un incremento de la tasa de incidencia de la pobreza monetaria en un 3% y de la pobreza monetaria extrema en un 17%.

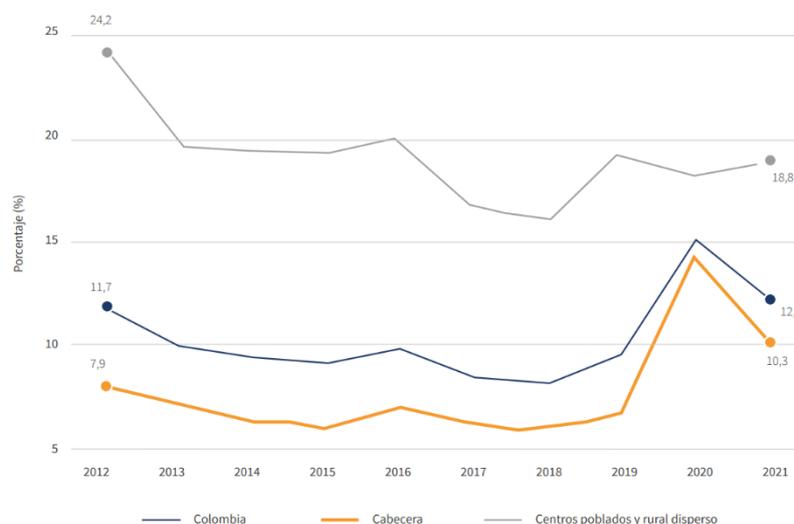
En 2020, **el incremento en la tasa de pobreza fue de 19% (6,8 pp) y el de la pobreza extrema de 57% (5.5 pp)**, lo que implicó que cayeron, en las condiciones de pobreza y pobreza extrema, 3,6 millones de personas y 2,8 millones, respectivamente, entre 3 y 5 veces lo alcanzado en la última década. Por otro lado, en 2021 se logró una recuperación de cerca de 3 pp en ambos indicadores. (Gráficos 1 y 2).

Gráfico 1. Pobreza monetaria en Colombia (2012 -2021)



Fuente: PNUD. Informe sobre Desarrollo Humano Colombia, 2022

Gráfico 2. Pobreza monetaria extrema en Colombia (2012 -2021)



Fuente: PNUD. Informe sobre Desarrollo Humano Colombia, 2022

Escenarios posibles

En materia política, uno de los escenarios posibles⁷ políticamente señala que el presidente Petro podría mantener diálogos tensos en sus negociaciones con legisladores, lo cual podría dificultar el avance de algunas reformas importantes de su agenda de gobierno. Este riesgo ha aumentado los últimos meses debido a escándalos mediáticos que involucran al entorno del presidente. Pese a ello, en mayo del 2023 se aprobó el Plan Nacional de Desarrollo cuatrienal, permitiendo mejorar el sistema de bienestar del país. En ese sentido, se prevé que ello, junto a las proyecciones de modesta recuperación económica hacia finales del 2023 puedan permitir mantener la popularidad del presidente y la estabilidad del gobierno. Para esto, la previsión es que Petro modere su agenda inicial para conseguir aprobación de al menos parte de ella, entre la que se encontraría la Reforma Rural Integral, la cual se encuentra alineado a la agenda del FIDA en el país, así como al desarrollo de sus nuevas operaciones.

Otro escenario sería que los legisladores bloqueen por completo la agenda reformista del presidente Petro, lo cual, según The Economist, aumentaría el riesgo de que intentara promulgar políticas económicas radicales por decreto (para no perder el apoyo de su base principal), aunque esta no es la previsión principal. Estas tensiones podrían resultar en un conflicto entre el poder ejecutivo – legislativo que impactaría el riesgo del país y la puesta en marcha de las operaciones en camino, cuya aprobación pasa por el Congreso.

En materia fiscal, Colombia tiene un historial de gestión macroeconómica y fiscal prudente, vinculado con metas proyectadas de inflación, un tipo de cambio flexible y una regla fiscal moderna, lo que asegura la estabilidad macroeconómica, factor necesario, aunque no suficiente, para la reducción de la pobreza.

La regla fiscal es un mecanismo para limitar el crecimiento del gasto público del gobierno y garantizar la sostenibilidad fiscal a mediano y largo plazo. El gobierno nacional con base en este mecanismo establece cada año una meta de déficit fiscal, expresado como porcentaje del PIB.

Recientemente, el Director del Departamento Nacional de Planeación, planteó el debate respecto a la necesidad de revisar y flexibilizar el mecanismo de la regla fiscal, considerando que el país tiene como prioridad transición económica hacia carbono-neutral, lo cual requiere una inversión de recursos significativa en innovación y adopción de nuevas tecnologías, una matriz energética que no dependa de los combustibles fósiles y un sector productivo más verde.

De otra parte, las metas de política social que propone el Plan Nacional de Desarrollo requieren importantes inversiones públicas, limitadas por el costo de la deuda externa, la cual representa cerca del 57% del PIB.

La posible flexibilización de la regla fiscal del país plantea dos escenarios:

1. El incumplimiento de la regla fiscal podría generar un deterioro en la capacidad de endeudamiento del país, lo que pondría en riesgo la sostenibilidad de las finanzas públicas y la confianza de los organismos financieros internacionales.
2. El Gobierno Nacional no logra que el Congreso de la República apruebe la modificación de la regla fiscal, lo cual le da un muy limitado espacio fiscal para cumplir con las metas de desarrollo propuestas en el actual Plan Nacional de Desarrollo.

⁷ Brief of The Economist by the Economist Intelligence Unit - <http://country.eiu.com/Default.aspx?country=Colombia>

SECAP background study

Introducción

1. El objetivo principal de este estudio es proporcionar la base analítica para informar y orientar estratégicamente la implementación del COSOP de Colombia para el período 2024 – 2027, así como la sostenibilidad social, ambiental y climática de las inversiones de FIDA. El estudio identifica los desafíos sociales, ambientales y climáticos actuales y potenciales, para analizar las tendencias y evaluar opciones viables y sostenibles y manejar adecuadamente los riesgos y oportunidades para lograr los objetivos estratégicos del Programa.
2. Para el desarrollo del estudio se procedió con una compilación, revisión y síntesis exhaustiva de la información secundaria disponible en el ámbito científico y académico, así como en los ámbitos institucional técnico, normativo y de política del país. Pese al contexto político cambiante del país, se realizaron Diálogos Preparatorios con actores locales, nacionales e internacionales con presencia en Colombia, sobre los retos y oportunidades del contexto nacional del sector agroalimentario y rural, que aporte en la definición del concepto, alcance y operacionalización de las nuevas apuestas estratégicas del FIDA en Colombia.

Parte 1: Análisis de la situación y principales desafíos

1.1 Situación socioeconómica y causas de fondo

3. **Pobreza.** La Pobreza multidimensional (IPDM) alcanza a un 12,9% a nivel nacional, con una marcada diferencia entre la pobreza Urbana y Rural. En las cabeceras municipales¹, el porcentaje promedio corresponde a un 8,7%, mientras que en los centros poblados y rural disperso alcanza hasta un 27,3%, es decir, el porcentaje de personas en situación de pobreza multidimensional en centros poblados y rural disperso es de 3,1 veces el de las cabeceras (DANE², 2023). En total, ordenadas según incidencia de PMD, las regiones con mayor IPMD son el Caribe con 21,4%, seguida del Pacífico 20,7% (sin Valle del Cauca que tiene un 9,7%), y Central con 11,7%. La zona Oriental y Antioquia empatan con un 10,7% y en último lugar Bogotá con un 3,8%. Debe destacarse que, a pesar de la existencia de zonas con alta concentración de pobreza, del 2021 al 2022 el promedio nacional descendió de un 16% a un 12,9%, condición que se replica en todas las zonas, menos el Valle del Cauca cuya incidencia creció de un 8,6% a un 9,7%.
4. En términos de pobreza monetaria DANE (2022), el país cuenta con un 39,3% de población que vive en condición de pobreza, y un 12,2% en condición de pobreza monetaria extrema. Consistente con los datos de IPMD, la pobreza monetaria se agrava en centros poblados y rural disperso, donde los porcentajes de pobreza alcanzan el 44,6%, superando el 37,8% de las cabeceras municipales
5. **Género.** Según proyecciones de la DANE³, el 51,19% de la población total son mujeres, que en zona rural representan el 48,2% (5 851 880). Según el *World Economic Forum*⁴ (2022) y su "Índice Global de la Brecha de Género", el país tiene un promedio de 0.710, bajando del puesto 59 (2021) al 75 (2022), es decir las condiciones para las mujeres han desmejorado, encontrando como principales dificultades el acceso a ingresos propios, a la tierra, la infraestructura, los mercados, la educación y la salud (Dirección

¹ Departamento Administrativo Nacional de Estadística - DANE: área más densamente poblada del municipio, donde funciona la sede de la Alcaldía Municipal. Su área geográfica está definida por un perímetro urbano, cuyos límites se establecen por "acuerdos" del Concejo Municipal.

² DANE - Departamento Administrativo Nacional de Estadísticas

³ DANE. Proyecciones de Población a nivel Nacional. Periodo 2020-2070.

⁴ WEF (2022). Global Gender Gap Report.

de la Mujer Rural - DMR, 2021⁵). Para el año 2020, 4 de cada 10 mujeres rurales en Colombia (37,3%) se encontraban en situación de pobreza multidimensional y 4 de cada 10 (44,6%) en situación de pobreza monetaria, condiciones desiguales también que se observan igualmente al compararse con la situación de las zonas urbanas, ya que las mujeres rurales tienen 3,5 p.p. más de incidencia de pobreza monetaria que las mujeres urbanas (43,1%) (DMR, 2021).

6. En concordancia, los datos del informe “Vivir sin Miedo” (PARES, 2023) reflejan que a pesar de que en 2022 se registraron 167 feminicidios (9,7% menos que el año anterior), los delitos sexuales aumentaron un 10,44%, pasando de un 25.151 a 27.285 casos. De estos delitos, la gran mayoría los sufre la niñez y la juventud, con un 52,84% de víctimas que corresponden a personas entre los 11 y 20 años, y el 15,3% a niños y niñas entre los 0 y 10 años. Además, para 2022 se atendieron 133.965 casos de violencia intrafamiliar, 14,3% con respecto al 2021(117.142). Es necesario recalcar el 72,8% de las víctimas fueron mujeres en 2022.
7. En las zonas rurales de Colombia hay cerca de 3,8 millones de hogares, de los cuales, el 31,6% (1,2 millones de hogares) están encabezados por una mujer. En concordancia con los datos de pobreza, el 46,9% de los hogares rurales de jefatura femenina están en situación de pobreza, este porcentaje es 5,4 p.p. mayor que el registrado para los hogares rurales con jefatura masculina (41,5%) (DMR, 2021). Según datos de la Encuesta Nacional de Uso del Tiempo (2021), de la población campesina⁶ que declaró como ocupación ser trabajador de su propia finca, en arriendo o aparecería, los hombres representan el 94,2%, mientras las mujeres representan un 5,8%. Adicionalmente, para la actividad jornalero o peón un 90,7% son hombres y un 9,3% en mujeres campesinas. En contraste, las personas que declararon como actividades ser empleadas domésticas el 94% son mujeres, versus un 6% de hombres. En referencia al ejercicio del trabajo no remunerado en población campesina, el mismo estudio señala que el 54,9% son hombres y el 45,1% son mujeres⁷.
8. En términos educativos a pesar de alcanzar altos niveles de lecto-escritura (89,4%), aún el 10,6% de las mujeres rurales de 5 años o más no sabe leer ni escribir. Y aunque cerca del 21,4% accede a la educación media, solamente el 7,9% de las mujeres rurales alcanzan educación superior o posgrado (DMR, 2021). Por grupos etarios también es posible evidenciar una enorme distancia, por ejemplo, entre las mujeres rurales de 60 años o más el 26,2% no tiene ningún nivel educativo, mientras que las de 19 a 29 años registran la mayor proporción con educación media (43,9%) y educación superior (18,2%) (DMR, 2021). En este grupo etario llama la atención que los principales motivos por los que las mujeres rurales entre 6 y 21 años no estudian son: encargarse de los oficios del hogar (23,7%), falta de dinero o costos educativos elevados (19,8%), embarazo (9,6%) o porque no le gusta o interesa estudiar (9,6%) (DRM, 2021). Además, según la DANE (2020) 8,4% de las mujeres de zonas rurales entre 6 y 21 años que no se encontraban estudiando, aseguraron haber dejado los estudios raíz de la pandemia por coronavirus.
9. A pesar de los logros en temas de género, en Colombia aún existen casos del llamado “Matrimonio infantil”, donde cerca de un 1,8% de las niñas de 10 a 14 años y el 12,3% de las adolescentes de 15 a 18 años estaban o habían estado alguna vez casadas o

⁵ Dirección de la Mujer Rural (2021). Situación de las Mujeres Rurales en Colombia, 2020. Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural

⁶ Se define como campesino a aquella persona involucrada en el trabajo directo con la tierra y la naturaleza, inmerso en formas de organización social basadas en el trabajo familiar y comunitario no remunerado o en la venta de su fuerza de trabajo y que se encuentra mayoritariamente en áreas rurales (Comisión de Expertos del Campesinado, 2018, pág. 7.

⁷ <https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/notas-estadisticas-casen/doc-CASEN-CaracsociodemoCampesinadoCO.pdf>

unidas en 2019 (DMR, 2021). Esta proporción es mayor en las zonas rurales, pues el 2,5% de las niñas de 10 a 14 años y el 19,2% de las adolescentes de 15 a 18 años estaban o habían estado casadas o unidas. En la misma línea la Tasa Global de Fecundidad en las zonas rurales es mayor a la registrada tanto a nivel nacional como en las zonas urbanas, presentado brechas de 0,8 p.p. y 0,9 p.p., respectivamente, pero particularmente preocupante que en 2020 la tasa de fecundidad infantil en las zonas rurales fue de 18,4 es decir, 8,6 puntos mayor que la de las zonas urbanas (DMR, 2021). En cuanto a la tasa de fecundidad adolescente (mujeres de 15 a 19 años) se observa que, al igual que la tasa de fecundidad infantil, es más alta en las zonas rurales que en las urbanas, alcanzando un 99,1, es decir, 43,8 puntos mayor que la de las zonas urbanas y 2,3 puntos menor que la registrada en las mismas zonas rurales en 2019 (DMR, 2021).

10. Frente a la inserción en espacios de producción en zona rural, las mujeres siguen estando en desventaja, pues a pesar de ser 46,8% de la PET (Población en Edad de Trabajar), solamente el 29,6% entran dentro de la PEA (Población Económicamente Activa), y dentro de ella, son minoría entre la población ocupada (27,2%) y mayoría entre la población desocupada (54,6%) (DMR, 2021)⁸.
11. Un elemento vinculado a este ingreso en la PEA en zona rural, es la posesión legal de tierras para producción, sin embargo, es general que la falta de posesión legal de tierras obstaculice y relegue a las mujeres sobre las decisiones de producción y administración de la propiedad (Vargas y Villareal, 2014⁹). La producción agropecuaria se encuentra en pocas productoras y, gran parte de ellas en predios con alta vulnerabilidad legal: de los predios que se usaron en zonas rurales para la producción agropecuaria, en el segundo semestre de 2019, se identificó que solamente 483.093 de estas, estaban dirigidas exclusivamente por mujeres productoras, lo que representa el 24,7% de las Unidades Productivas Agrícolas (UPA) en Colombia. Mientras que las UPA dirigidas únicamente por hombres corresponden al 73,2% (equivalentes a 1.430.822 UPA) y aquellas en las que las decisiones son tomadas en conjunto por hombres y mujeres representan el 2,1% (equivalentes a 41.918 UPA) (DMR, 2021).
12. Igualmente, significativo en este tema, y que ejemplifica las brechas de género presentes en la posesión y uso de la tierra, es el tamaño de los predios. La poca proporción de área de tierra para uso productivo agropecuario tiene consecuencias directas en el desarrollo productivo que se puede realizar en estos, pues el tamaño de la tierra resulta un factor primordial en el rendimiento agrícola y en su contexto social, dado que permite el acceso a recursos (DMR, 2021). Porcentualmente el 60,1% de las UPA en las que las decisiones son tomadas solo por mujeres tienen un tamaño menor a tres hectáreas, y entre las UPA de 3 hectáreas o más, la proporción en las que las decisiones son tomadas solo por hombres es mayor al de las que solo mujeres toman las decisiones.
13. En cuanto al uso de productos financieros, los hombres mostraron en todos los tipos mayores niveles de uso que las mujeres. La cuenta de ahorros es el producto de mayor uso. En 2020, el 52,5% de hombres y el 46,1% de mujeres contaban con una cuenta de ahorros activa. Las rurales de 66 años y más registraron el mayor rezago en el uso de productos financieros, mientras que las mujeres de 41 a 65 años mostraron los mayores niveles de uso en concordancia con ONU Mujeres¹⁰.

⁸ Los datos pueden ser corroborados en el Boletín Técnico "Población fuera de la fuerza de trabajo. Trimestre móvil noviembre 2021 - enero 2022" DANE. Extraído de:

https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/ech/ech_inactividad/boletin_GEIH_fueradelafuerzadetrabajo_nov21_ene22.pdf

⁹ Vargas, C., & Villareal, N. (2014). Programa Mujer Rural, Avances, Obstáculos y Desafíos. Oxfam, 2109 (1), 1-22. Extraído de: http://www.observatoriodeltierras.org/wp-content/uploads/2014/04/Oxfam_An%23U00e1lisis-del-Programa-Mujer-Rural.pdf

¹⁰ ONU Mujeres (2022). Mujeres y hombres: brechas de género en Colombia Segunda edición. Recuperado de: <https://colombia.unwomen.org/es/digital-library/publications/2022/11/mujeres-y-hombres-brechas-de-genero-2022> P. 48-50.

14. Al respecto de la toma de decisiones, el 46% de los puestos a nivel del Gobierno están ocupados por mujeres para el 2021, superando la meta de 44,55%, establecida en el marco de los ODS. A nivel del hogar, las mujeres rurales tienen menor autonomía para decidir sobre el trabajo, la socialización o su apariencia que las mujeres urbanas¹¹.
15. Es necesario resaltar, que las mujeres rurales en Colombia están expuestas a dificultades por cuenta de la desigualdad estructural en torno a sus condiciones socioeconómicas, y la falta de reconocimiento y valoración de su trabajo reproductivo, productivo y comunitario. Estos elementos se reflejan además en la disminución de su participación y liderazgo en espacios de toma de decisiones, y en los sistemas productivos; en la baja tenencia de la tierra y problemas de acceso o formalización, que crean barreras para participar en la economía y el acceso de productos financieros¹².
16. Persiste normas sociales discriminatorias y machista, con estereotipos y roles de género tan arraigados, que justifica como naturales actos de violencia y discriminación, así como relaciones de poder bajo las cuales el control y la dominación marcan las pautas de la toma de decisiones, tanto en lo privado como en lo público, incidiendo en las autonomía física, política y económica de las mujeres rurales.
17. **Juventud.** De acuerdo con las proyecciones poblacionales de la Consejería Presidencial para la juventud¹³, en Colombia cerca del 24% (12 528 149) son personas jóvenes entre 14 y 28 años¹⁴, de los cuales el 50,46% son hombres, y el 49,54% mujeres. De estos 12,5 millones (23,8%) reside en los llamados "centros poblados y áreas rurales dispersas", además el 7,21% se autoreconoce como NARP, mientras que el 4,8% como indígena. El 44,14% de los jóvenes reside en hogar biparental nuclear, seguido del biparental extenso (16,01%) monoparental nuclear (15,76%). (DANE, 2021¹⁵).
18. La participación en el mercado laboral (Tasa global de participación) alcanzó un 56,1% para personas entre los 15 y 28 años, y la tasa de ocupación llegó al 46,0% (DANE 2023¹⁶). Comparado con la anterior medición, la tasa de desempleo disminuyó 1,9 puntos porcentuales con referencia al primer trimestre de 2022, ubicándose en 18%. El 14,8% de la población joven se dedica a la agricultura, ganadería, caza, silvicultura y pesca (DANE 2023).
19. En Colombia, uno de los factores que afecta a los jóvenes el acceso al trabajo formal es el nivel educativo. Los jóvenes entre los 14 y 17 años se encuentran en los niveles de secundaria y media; sin embargo, el 11,63% de los hombres se encuentra en niveles inferiores (ninguno, preescolar, primaria), mientras que en las mujeres este porcentaje es del 6,86%. Con respecto a los jóvenes entre 18 y 26 años que se encuentra en la educación media, el 25,28% de los hombres en este rango de edad está por debajo de este nivel, mientras que en las mujeres es el 17,55%¹⁷. Según la Encuesta Nacional de Demografía y Salud (ENDS) del año 2010, 55% de adolescentes que han sido madres

¹¹ ONU Mujeres (2022). Ob. Cit, p. 71-91

¹² Al no ser propietarias ni contar con otros bienes inmuebles, deben asumir barreras de acceso al crédito al no contar con garantías tradicionales; esto puede llevar a que sean excluidas de recursos productivos y préstamos para financiar sus emprendimientos (Organización de los Estados Americanos, 2021)

¹³ Consejería Presidencial para la juventud. Reporte: Proyección de Población Joven 14-28. Extraída de: https://obs.colombiajoven.gov.co/observatorio/Observatorio.aspx?rpt=Buyel7PgAptVw9lwUXO_Fw%3D%3D

¹⁴ Ley E1622 de 2013

¹⁵ DANE (2021). Nota Estadística: Juventud en Colombia. Extraída de: <https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/notas-estadisticas/dic-2021-nota-estadistica-juventud-en-colombia.pdf>

¹⁶ DANE (2023). Mercado Laboral. Información Febrero-Abril 2023. Extraído de: [https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/mercado-laboral/mercado-laboral-de-la-juventud#:~:text=La%20tasa%20de%20desempleo%20de,2022%20\(20%2C0%25\)](https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/mercado-laboral/mercado-laboral-de-la-juventud#:~:text=La%20tasa%20de%20desempleo%20de,2022%20(20%2C0%25)).

¹⁷ DANE (2021). Nota Estadística: Juventud en Colombia. Extraída de: <https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/notas-estadisticas/dic-2021-nota-estadistica-juventud-en-colombia.pdf>

no tiene ningún nivel de educación; 46 % tiene primaria, 18% secundaria y educación superior 11%¹⁸.

20. El desinterés de los jóvenes rurales por continuar estudios es más alto que el de los jóvenes urbanos especialmente entre los hombres, lo que puede atribuirse a que el costo de oportunidad de no trabajar es más alto para ellos y a que no encuentran valor agregado en continuar el ciclo educativo. Entre los hombres jóvenes la necesidad de trabajar es la principal razón para no estudiar, mientras que para las mujeres encargarse de los oficios del hogar y la falta de dinero ocupan las principales razones¹⁹.
21. A pesar de estas mejoras, los niveles de informalidad laboral siguen siendo altos, llegando a un 57,9% de hombres y 52,1% de mujeres jóvenes (del 40,2% de tasa de ocupación país), (GEIH, 2020). Igualmente, el 24,2% % de las personas jóvenes en edad de trabajar no se encuentran estudiando ni tienen un trabajo en el mercado laboral (equivalentes a 2 742 000 millones de personas). De este porcentaje, el 16,1% representa a las mujeres y el 8,1% a los hombres jóvenes, es decir, las mujeres entre 15 y 28 años se encuentran en mayor probabilidad de encontrarse sin estudio o trabajo, y de las mujeres jóvenes en esta esta situación, el 59,6% se dedica a oficios del hogar (DANE,2021).
22. La división sexual del trabajo se observa en todos los grupos de edad, incluso en la franja de 10 a 17 años. La brecha se amplía drásticamente en el grupo de 18 a 24 años, con respecto al grupo de edad anterior, las mujeres jóvenes dedican casi 8 horas al trabajo no remunerado mientras los hombres jóvenes menos de 3 horas. El 79,1% de los jóvenes de 15 a 24 años tiene celular. De ellos, el 8% tiene celular convencional y el 92,4% Smartphone. El 84% de los jóvenes utilizan internet. (DANE, 2020).
23. Los índices de pobreza alcanzan a cerca del 46,8% de las mujeres jóvenes y 42,3% de los hombres jóvenes rurales colombianos (DANE,2021). Adicionalmente, la población joven indígenas y afrodescendiente enfrentan condiciones socioeconómicas más graves y se encuentran en una situación de mayor vulnerabilidad que el resto de la población²⁰.
24. Importante tomar en consideración elementos relacionados a la salud mental y a la violencia, pues en el 2020 se registraron 1.035 suicidios en personas entre 15 y 29 años; que representan el 38,1% del total de suicidios y el 16,3% de las muertes de jóvenes en estas edades. (DANE,2021). Y según la Unidad de Atención y Reparación Integral a las Víctimas (UARIV²¹), de las más de siete millones de víctimas que ha dejado el conflicto armado, cerca del 28,7% son jóvenes.
25. Según DANE, 2021, la edad promedio de los/as agricultores/as esta entre 41 y 64 años, y hay departamentos en los que la edad promedio supera los 57 años, aunado a la creciente desmotivación entre los jóvenes rurales, debido a los estereotipos sobre "trabajar la tierra", razón por la cual migran hacia las ciudades²². La Encuesta de Calidad de Vida del año 2015²³ revela que el 42,3% de los jóvenes emigra de las zonas rurales en búsqueda de oportunidades laborales (55,6% de los hombres y 31,3% de las mujeres), el 21,5% por amenazas o riesgo para su vida (13,4% hombres y 28,3%

¹⁸ <https://www.minsalud.gov.co/salud/Paginas/Embarazo-adolescente.aspx>

¹⁹ Pardo, R (2017). "Diagnóstico de la juventud rural en Colombia. Grupos de Diálogo Rural, una estrategia de incidencia". Serie documento N°227. Grupo de Trabajo Inclusión Social y Desarrollo. Programa Jóvenes Rurales, Territorios y Oportunidades: Una estrategia de diálogos de políticas. Rimisp, Santiago, Chile. Recuperado de: https://www.rimisp.org/wp-content/files_mf/1503000650Diagn%C3%B3sticodelajuventudruralenColombia.pdf

²⁰ Pardo (2017), Ob. Cit.

²¹ Página Oficial de Reportes UARIV: <https://www.unidadvictimas.gov.co/es/registro-unico-de-victimas-ruv/37394>

²² <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/censo-nacional-de-poblacion-y-vivenda-2018/donde-estamos>

²³ Disponible en <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/salud/calidad-de-vida-ecv/encuesta-nacional-de-calidad-de-vida-ecv-2015>

mujeres), el 18,3% por educación (14% hombres y 21,8% mujeres), casarse o formar una pareja 6,5% (2,7% hombres y 9,7% mujeres), entre otras causas.

26. ONU Mujer, informa que la “brecha de autonomía” más amplias se presentan en el grupo de 10 a 17 años (32,8%), además de que se trata de uniones tempranas que se consideran prácticas nocivas e legales en el caso de la comisión de actos sexuales con menores, apuntan a relaciones de poder claramente asimétricas y descienden significativamente en el resto de los grupos de edades, especialmente para el grupo de 18 a 28 años (10,7%), lo cual podría relacionarse en términos generales con la baja participación de las mujeres en el mercado laboral. Asimismo, indica que el grupo etario de 18 a 25 años registró los menores niveles de acceso a productos financieros²⁴.
27. A pesar de que los jóvenes rurales tienen limitaciones para acceder a los medios productivos como la tierra, la tecnología, la financiación, la información, y la educación se considera que tienen un potencial mayor para contribuir en la seguridad alimentaria, la generación de empleo, la reducción de la pobreza, y a la paz y estabilidad política²⁵.
28. **Pueblos Indígenas.** Según el último Censo, la población indígena en Colombia es de 1.905.617 millones de personas (4,4% del total nacional) que, a su vez, pertenecen a 115 pueblos originarios diferentes²⁶. En los últimos años, el crecimiento de la población indígena ha sido notable. Aproximadamente el 58,3% de esta población habita en 827 resguardos de propiedad colectiva²⁷. El 78,6% de la población indígena se concentra en zonas rurales y el 21,4 % en zonas urbanas. El área rural territorial de los pueblos indígenas tiene una cobertura vegetal del 89,3%, el cual tiene una destinación de conservación. El territorio indígena nacional que cuenta con producción agropecuaria es el 8,2% del total (Censo Nacional Agropecuario 2015). En el país se hablan 65 lenguas amerindias. De éstas, cinco no tienen capacidad de revitalización y otras 19, que están en serio peligro de desaparecer. Junto con campesinos y afrocolombianos, muchos pueblos indígenas en el país continúan luchando contra el desplazamiento forzado y la falta de tierra a consecuencia del conflicto armado interno en Colombia (IWGIA, 2023).
29. Según datos del DANE (2022), basado en el Censo Nacional de Población y Vivienda 2018, las poblaciones indígenas tienen una incidencia del 49,2% de hogares en pobreza multidimensional, un 15,5% de Población mayor de 9 años con presencia de analfabetismo (DANE, 2022), y un 34,5% de Población en condición de trabajo no estable. Como consecuencia de estas condiciones, también pueden encontrarse bajos niveles de salud y de nutrición, por ejemplo 75% de los niños indígenas de Colombia padecen desnutrición (CADPI/FIDA, 2017).
30. **NARP.** El Censo 2018 (último actualizado con cifras) establece el volumen estimado de la población autorreconocida NARP cercanos los 4,671,160 millones de personas (9,34% del total nacional). Cerca del 7,3% de esta población habita en 178 territorios colectivos de su propiedad, organizados en torno a Consejos Comunitarios IWGIA (2023). Según la DANE (2019²⁸), la pobreza multidimensional del grupo NARP nacional se ubicó en 30,6%, 11.0 p.p. por encima de la pobreza nacional. En las cabeceras, la pobreza de la

²⁴ ONU Mujeres (2022). Ob. Cit, p. 49 y 90.

²⁵ Julieth Lina Fernanda Zorro Melo, Juventud rural y migración del campo a la ciudad en Colombia, una aproximación desde el análisis narrativo de políticas públicas, 2021.
<https://repositorio.unal.edu.co/bitstream/handle/unal/80089/1026563509.2021.pdf?sequence=2&isAllowed=y>

²⁶ *Los pueblos indígenas en aislamiento voluntario (Jurumi, Passe y Yuri) no fueron censados, respetando su derecho a permanecer en dicha condición, y dando cumplimiento a la normatividad vigente: Decreto Ley 4633 de 2011 y reglamentado por el Decreto 1232 de 2018, de protección a los pueblos indígenas en aislamiento voluntario.

²⁷ Grupo Internacional de Trabajo sobre Asuntos Indígenas (2023). Extraído de: <https://www.iwgia.org/es/colombia/5083-mi-2023-colombia.html>

²⁸ DANE (2019). Autor reconocimiento Población NARP. Debate de Control político de la Comisión I de la Cámara sobre CNPV 2018. Extraído de: <https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/grupos-etnicos/presentacion-grupos-etnicos-poblacion-NARP-2019-debate-ctrl-politico-camara-rep.pdf>

población NARP se ubicó 13.6 p.p. por encima que la pobreza total, y en centros poblados y rural la brecha fue de 10.1 p.p.

31. Los proyectos de desarrollo rural que se quiera realizar en los territorios indígenas y NARP tienen que incluir asuntos como la formación, el fortalecimiento de capacidades productivas, el acceso a infraestructura, vías, tecnología, socios estratégicos y servicios básicos. Se prevén oportunidades y desafíos diferenciados en función de las distintas zonas focalizadas del proyecto y según sus propias necesidades en cuanto, por ejemplo, a nivel de presencia de pueblos indígenas y comunidades NARP y características de sus sistemas de gobernanza, sociales y de conocimientos, degradación ambiental y cambio climático, conflictos sociales, patrimonio cultural, características agroecológicas, acceso a los mercados e infraestructuras.
32. Es importante tener en cuenta que es poca la población indígena del país que desarrolla actividades agrícolas y que la agricultura indígena en el país está en transición, de una agricultura tradicional e itinerante a la sedentarización en muchas regiones del país. Se ha evidenciado que el mejoramiento de las economías de las mujeres y jóvenes indígenas contribuye a un mejor nivel de bienestar para las familias indígenas.
33. En Colombia, tanto los pueblos indígenas como las comunidades NARP son reconocidas como grupos étnicos, históricos y culturalmente diferenciados, con derechos humanos y territoriales de naturaleza colectiva. La Constitución Política de 1991 reconoció los derechos fundamentales de los pueblos indígenas y ratificó el Convenio 169 de la OIT. El gobierno de Colombia adoptó la Declaración de las Naciones Unidas sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas en 2007. A nivel nacional, los pueblos indígenas están representados por dos organizaciones: la Organización Nacional Indígena de Colombia (ONIC) y las Autoridades Indígenas de Colombia (AICO). La Ley Orgánica del Ordenamiento Territorial de 2011 define las relaciones y la coordinación entre las entidades territoriales de los indígenas, las municipalidades y los departamentos. Respecto a las comunidades NARP, Colombia integra y reconoce normativas especiales que protegen y reconocen los derechos de estas poblaciones, como la Convención Internacional sobre la Eliminación de todas las Formas de Discriminación Racial. El país cuenta además con una legislación respecto al reconocimiento de los territorios colectivos de esta población como es la Ley 70 de 1993, normatividad que reconoce legalmente a las comunidades NARP como grupo étnico sujeto de derechos colectivos como la identidad cultural, el territorio, la autonomía y la opción de un modelo de desarrollo propio. Así mismo especifica el marco general para el otorgamiento de los títulos territoriales colectivos al pueblo afrodescendiente del Pacífico, la conformación de los Consejos Comunitarios como máximas autoridades de administración interna de los Territorios. Actualmente, la Corte Constitucional Colombiana ha emitido muchas sentencias sobre el derecho fundamental a la consulta previa y ha incorporado el consentimiento previo libre e informado según estándares internacionales en la materia, incluidos los establecidos en la Declaración de Naciones Unidas sobre los derechos de los Pueblos Indígenas.
34. En la actualidad los pueblos indígenas y las comunidades NARP en Colombia presentan grandes desafíos, entre ellos: lograr la implementación de las normas reconocidas en favor de sus poblaciones; crear y ajustar la institucionalidad pública para la inmersión de funcionarios indígenas y afrodescendientes en todo el país; así como seguir fortaleciendo sus capacidades para incidir en la erradicación de la discriminación étnica y fomentar mayores niveles de justicia tributaria para la agenda indígena y NARP. La exclusión de los pueblos indígenas y afrodescendientes no solo les impide percibir los beneficios potenciales del crecimiento económico del país, sino que es perjudicial para el crecimiento de la economía de Colombia.
35. Las ideas de desarrollo de los pueblos indígenas en especial, no consideran la cultura como un medio para alcanzar objetivos de desarrollo convencionales, basados

exclusivamente en el crecimiento o la integración al mercado, sino que la ven como un aspecto central en la definición del tipo de desarrollo que colectivamente quieren y sus visiones sobre cómo debe implementarse. Con ese fin, las organizaciones indígenas promueven desde hace tiempo ideas como el desarrollo con identidad, el etnodesarrollo, el alterdesarrollo y el desarrollo con pertinencia cultural, que definen el desarrollo como un proceso que se origina y es impulsado por las comunidades. Es fundamental realizar un examen crítico de los datos disponibles y reconocer las brechas de conocimientos, así como llevar a cabo un análisis para definir indicadores y objetivos que reflejen la manera como los pueblos indígenas y afrodescendientes entienden el desarrollo y sus aspiraciones en ese sentido (Grupo Banco Mundial, Latinoamerica Indigena en el Siglo XXI. 2015.).

36. **Grupos en Vulnerabilidad. Personas con Discapacidad:** Según el Censo Nacional de Población y Vivienda (2018), en Colombia hay 1 784 372 personas con discapacidad (PcD), que corresponden al 4,07% de la población total. Los registros administrativos del Ministerio de Salud y Protección Social revelan que el 15% manifestó ser víctima del conflicto armado, y un 3,8% que manifestó pertenecer a un grupo étnico (72,6% indígena, 26,8% NARP y 0,52% como Rrom o Gitano) (MINSALUD, 2020²⁹). El porcentaje de mujeres con discapacidad alcanza a un 48,9%, y de hombres un 50,1%. Mayoritariamente se tiene registro de personas adultas mayores 39% y adultos con un 37%, mientras que los jóvenes alcanzan al 15% y las niñas y niños el 8% (MINSALUD, 2020).
37. Con la metodología de escala del grupo Washington³⁰, en Colombia hay 3 134 036 personas con dificultades para realizar actividades básicas diarias, de las cuales 1 784 372 reportaron tener dificultades en mayor severidad (Niveles 1 y 2³¹). 34,62% de las PcD (617.779) recibe ayuda de otras personas para realizar sus actividades básicas diarias. De quienes reciben apoyo, el 55,22% son mujeres y el 44,78% son hombres. (CNPV, 2018).
38. En términos de ingreso o de actividad para la subsistencia, la DANE (2018)³² encuentra que el 24,59% de las personas con discapacidad tienen una condición que les inhabilita permanentemente para trabajar (Informe alternativo de las Organizaciones de Personas con Discapacidad de Colombia 2021). Sin embargo, el 20,83% trabajaron por lo menos una hora al día en una actividad que le generó algún ingreso con especial vinculación de hombres, y el 23,82% se dedicaron a realizar oficios del hogar, con especial participación de mujeres (Informe alternativo de las Organizaciones de Personas con Discapacidad de Colombia 2021)
39. Importante tomar en consideración los elementos señalados por el "Informe alternativo de las Organizaciones de Personas con Discapacidad de Colombia"³³ (2021) que define como principales barreras los mínimos sistemas de información accesibles para las personas con discapacidad, la usencia de la oferta de transporte accesible, una infraestructura urbana y rural no accesible, que omite la norma de accesibilidad universal. Señala además la falta de atención a las necesidades básicas de la población con discapacidad, los limitados presupuestos para programas y proyectos dirigidos a la población con discapacidad, que sumado al desconocimiento de la discapacidad y del

²⁹ MINSALUD (2020). Boletines poblacionales: Personas con Discapacidad. Diciembre 2020. Extraído de:

<https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/DE/PS/boletines-poblacionales-personas-discapacidadl-2020.pdf>

³⁰ WGDS (2021). Indicadores de la gravedad de la discapacidad. Extraído de: https://www.washingtongroup-disability.com/fileadmin/uploads/wg/WG_Document_5E_-_Analytic_Guidelines_for_the_WG-SS_Severity_Indicators_Spanish_.pdf

³¹ Nivel 1 No puede hacerlo, Nivel 2 Sí, con mucha dificultad

³² International Disability Alliance (2021). Informe Alternativo de las Organizaciones de Personas con Discapacidad de Colombia. Extraído de: https://www.internationaldisabilityalliance.org/sites/default/files/informe_alternativo_ods_de_las_opd_colombia_julio_2021_logos.pdf

³³ Consultado en: https://www.internationaldisabilityalliance.org/sites/default/files/informe_alternativo_ods_de_las_opd_colombia_julio_2021_logos.pdf

abordaje a la población por parte de funcionarios públicos y comunidad en general, dificulta la cotidianidad y genera exclusión. Además, denuncia la dificultad al acceso en los servicios de salud, educación, trabajo, social y a la justicia, entre otros. La ausencia de capacitación, y la posibilidad de acceder a recursos de la cooperación internacional para apoyar las acciones que se desarrollan para el beneficio de las personas con discapacidad a nivel departamental y municipal. Y finalmente, la usencia de representatividad de las personas con discapacidad de Colombia en espacios internacionales y en contextos económicos (Informe alternativo de las Organizaciones de Personas con Discapacidad de Colombia, 2021).

40. **Víctimas del conflicto:** Una enorme cantidad de población colombiana ha sido, o es actualmente, víctima del conflicto, según la Unidad para la Atención y Reparación integral de las Víctimas (UARIV³⁴) a junio de 2023 reconoce a 9 514 863 víctimas del conflicto armado, de las cuales 7 551 822 son sujetas de atención. Del total de víctimas, un 50,2% son mujeres y 49,7% hombres, incluyendo 5 323 personas LGTBI y 426 personas consideradas Intersexuales. En términos de pertenencia étnica, del total de víctimas reconocidas, 267 893 Son Población Indígena, 1 218 078 son NARP, 9 094 RROM y 7 700 699 no se identifican con ninguna etnia.
41. Hasta el momento, se han tenido registros de cerca de 12 411 558 eventos, incluyendo acto terrorista, atentados, combates, enfrentamientos, hostigamientos, amenaza, delitos contra la libertad y la integridad sexual en desarrollo del conflicto armado, desaparición forzada, desplazamiento forzado, homicidio, secuestro, tortura, reclutamiento forzado, abandono o despojo forzado de tierras, que incluyen a un total de 8 473 850 personas en desplazamiento forzado, en su gran mayoría de zonas rurales UARIV (2022)³⁵.
42. **Población LGTBI.** Según la Gran Encuesta de Hogares (GEIH) para agosto de 2022 se estima un total de 456 000 personas lesbianas, gais, bisexuales, trans e intersexual, lo que equivale a 1,3% de la población mayor de edad del país³⁶. A pesar de que la tasa Global de Participación (76,2%), y la Tasa de Ocupación (65,0%) es mayor que la media nacional, su tasa de Desempleo es de 14,8%, 3,1 Puntos porcentuales mayor que la media nacional. Sobre la rama de ocupación, el 17,3% se encuentra en Administración Pública y defensa, mientras que solo el 5,4% en Agricultura, ganadería, caza, silvicultura y pesca.
43. Cabe mencionar que una de las mayores problemáticas que encuentra la población LGTBI es la violencia estructural a la que se enfrentan, incluyendo su invisibilización en las estadísticas nacionales. En zona rural las condiciones son aún más complejas, por tratarse de rubros laborales estigmatizados "para hombres".
44. **Nutrición.** Las condiciones de pobreza tienen su reflejo directo en la situación nutricional y la seguridad alimentaria del país, donde según la última Encuesta Nacional de Situación Nutricional (ENSIN, 2015) el 54,2% de los hogares encuestados se encuentran en condiciones de inseguridad alimentaria, registrando una marca mayor en aquellos donde una mujer es la mayor proveedora del hogar (Jefa de Hogar) llegando a un 57,6%. Es mayor aún la diferencia según la concentración poblacional ya que de estos hogares, el 64,1% se encuentran en zonas que no son cabecera municipal o departamental (centros poblados y rural disperso), incrementándose la prevalencia si la "jefatura" es población de origen afrocolombiano con 68,9% o de población indígena 77,0%.

³⁴ Página Oficial de Reportes UARIV: <https://www.unidadvictimas.gov.co/es/registro-unico-de-victimas-ruv/37394>

³⁵ ÍDEM.

³⁶ DANE (2022). Boletín Técnico Población LGTBI. Extraído de: https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/ech/ech_poblacion_lgbt/boletin_GEIH_poblacion_lgbt_sep21_aqo22.pdf

45. Según los resultados de la ENSIN, entre 1990 y 2015 la desnutrición crónica en menores de 5 años, pasando de una prevalencia de 26,1 a 10,8 respectivamente³⁷. El Plan Decenal de Salud Pública 2022-2031 señala que “este tipo de desnutrición resulta más común entre los grupos étnicos”. En el caso de Pueblos Indígenas, la prevalencia es de 29,6 y en afrodescendientes es de 7,1³⁸. Para 2015, la prevalencia de desnutrición crónica en el área rural fue de 15,4 mientras que en el área urbana 9,0. Así mismo, en Vaupés (27,0), La Guajira (26,1), Guainía (18,1), Amazonas (16,6), y Chocó (13,4) la desnutrición crónica supera el indicador nacional (Instituto Colombiano de Bienestar Familiar, 2015).
46. Durante el periodo comprendido entre 1995 al 2005, Colombia experimentó un aumento significativo de la lactancia materna exclusiva, pasando del 11,9% al 36,1 % de niños y niñas menores de seis meses. Sin embargo, en el siguiente decenio (2005 - 2015) este comportamiento descendió radicalmente reduciéndose en 10,8% respecto a 2005. El inicio temprano de la lactancia materna se incrementó en 15,4%, al pasar 56,6 de en 2010 a 72% en 2015, con mayor predominio en los Pueblos Indígenas en comparación con los afrocolombianos y sin etnia, sin diferencias por sexo, ingresos y región del país³⁹.
47. En Colombia, el 56,5% de la población adulta (18 a 64 años) tiene de exceso de peso, siendo que la población de mujeres obesas es mayor (22,4%) que en hombres (14,4%); La incidencia de obesidad en el área urbana es mayor (19,5%) que en la rural (15,9%) (ENSIN 2015). Por otro lado, la prevalencia por anemia es de 27,7%, un 0,4% más frecuente en niñas (24,7%) que en niños (24,6%). En área urbana fue de 24,1%, mientras que en el área rural fue de 26,1% (ENSIN 2015). Por otro lado, según datos de la Organización Panamericana de la Salud (OPS), la mortalidad infantil en Colombia pasó de 25.8 a 17.6 por 1000 nacidos vivos, lo que equivale a una reducción de 31.8%. Asimismo, el porcentaje de nacimientos con peso bajo (menos de 2500 g) se incrementó de 7.6% a 9.2% entre el 2002 y el 2020. Entre los principales retos que Colombia tiene por delante, según lo expresado por la OPS, está la necesidad de avanzar en el desarrollo inclusivo y equitativo en los planos económico y social⁴⁰.
48. Causas subyacentes de la malnutrición: La pobreza extrema y la vulnerabilidad socio-económica son condiciones que llevan inevitablemente a la malnutrición. Después de la pandemia del COVID-19, la pobreza extrema en Colombia aumentó de 2 puntos en las zonas rurales, llegando al 23,3% de la población en el año 2022 (PNUD, 2023). El aumento del costo de la vida obstaculiza el acceso a alimentos nutritivos y de calidad y eso se refleja en el costo de una dieta saludable que pasó de 2.86 dólares/día/persona en 2017 a 3.30 dólares en el 2021. Eso implica que en el 2021, 16 millones de personas en el país (31% de la población) no tenían los recursos para acceder diariamente a una dieta saludable.⁴¹
49. Mas allá del costo, otros factores tal como la disponibilidad de los alimentos saludables y el cambio de los hábitos alimentarios tienen impacto sobre la nutrición. Se nota efectivamente que el aporte calórico de los colombianos deriva en su mayor parte de los cereales, azúcares y aceites o grasas. Al revés, la disponibilidad en fruta, verdura es inferior a lo recomendado por la OMS (disponibilidad de 200 gramos/ per cápita/ día versus los 400g recomendados).⁴² Además, la población, y en particular los niños y adolescentes, se enfrentan a una mayor exposición a estrategias de comercialización que

³⁷ Ministerio de Salud: Plan Decenal de Salud Pública 2022-2031. Disponible en https://www.ifad.org/documents/38714170/40258424/colombia_ctn_s.pdf/1733d955-f27c-4c7b-b2de-9165d548b09c?t=1690884091957

³⁸ República de Colombia, Nota técnica de país sobre cuestiones de Pueblos Indígenas. <https://www.ifad.org/en/web/knowledge/-/publication/rep%C3%BAblica-de-colombia-nota-t%C3%A9cnica-de-pa%C3%ADs-sobre-cuestiones-de-los-pueblos-ind%C3%ADgenas>

³⁹ Ministerio de Salud: Plan Decenal de Salud Pública 2022-2031

⁴⁰ <https://hia.paho.org/es/paises-2022/perfil-colombia>

⁴¹ FAO, IFAD, UNICEF, WFP and WHO. 2023. The State of Food Security and Nutrition in the World 2023. Urbanization, agrifood systems transformation and healthy diets across the rural–urban continuum. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cc3017en>

⁴² ICBF-FAO (2018). Hoja de Balance de Alimentos (HBA) de Colombia, año 2013

incentivan al consumo de bebidas azucaradas y a alimentos ultra procesados, ricos en grasas y azúcares.⁴³ Este entorno, combinando a la falta de espacio para hacer ejercicio físico, prácticas inadecuadas de lactancia materna o de alimentación complementaria en los niños de 6 a 23 meses, contribuyen a la modificación de los hábitos alimentares y al aumento de la obesidad y del sobrepeso.⁴⁴

50. En Colombia, la violencia ocasionada por grupos armados ilegales y de manera más general el conflicto político ha agudizado por muchos años la brecha de oportunidades entre ámbitos urbanos y rurales. Las poblaciones rurales afectadas han sido desventajadas en el acceso a tierras e infraestructuras necesarias para acceder a mercados y oportunidades económicas. Por lo tanto, se ve afectado el autoconsumo, la capacidad de producir de manera diversificada y el acceso a canales de comercialización.⁴⁵ La remuneración por debajo del sueldo mínimo y la baja vinculación a la seguridad social que se observan en el sector agrícola, que constituye la mayor fuente de empleo en zonas rurales, tienen también incidencia en la pobreza y por lo tanto en el estado nutricional.⁴⁶ Los trabajadores agrícolas en Colombia se enfrentan también a la vulnerabilidad climática, agudizada por la pérdida de biodiversidad resultando de la deforestación y de la expansión de monocultivos. Afecta cada vez más su capacidad a producir y a alimentarse a partir de la producción local, e implica a la vez una pérdida del patrimonio cultural alimenticio, en particular de las especies salvajes que suelen presentar ventajas nutritivas particulares.

1.2 Contexto, tendencias y repercusiones en materia de medio ambiente y clima

51. **Recursos Naturales y Ambiente.** Colombia es uno de los países megadiversos, que presenta los mayores índices de biodiversidad en el planeta a nivel de ecosistemas y especies, y estima que alberga al 10% de las especies conocidas^{47,48}.
52. Aunque no se han identificado cifras consolidadas sobre la agrobiodiversidad de Colombia, la literatura refiere algunos ejemplos que dan cuenta del alto número de variedades vegetales y parientes silvestres que pueden ser utilizados para la producción de alimentos u otro tipo de materia prima de interés comercial. Por ejemplo, en la Amazonia existen alrededor de 200 variedades de yuca (*Manihot sculenta* Krantz), de las cuales más de 82 son empleadas por indígenas piapoco, y los sibundoyes o kamtzá tienen unas 22 variedades de arracacha (*Arracacia xanthorrhiza* Bancroft), en comparación con el conocimiento occidental que refiere alrededor de cuatro variedades⁴⁹.
53. Cerca del 53% del territorio de Colombia está cubierto por bosques principalmente en la Amazonia y el Pacífico⁵⁰, que ofrecen servicios ecosistémicos como la regulación del clima o del ciclo hidrológico, control de la erosión, hábitat de flora y fauna que son medios

⁴³ Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia, El sobrepeso en la niñez: Un llamado para la prevención en América Latina y el Caribe, ed. rev., UNICEF, Ciudad de Panamá, julio de 2022.

⁴⁴ La práctica no exclusiva de la lactancia materna en los seis primeros meses puede conducir a problemas para no reconocer la saciedad. Cabe resaltar también que, en algunos casos específicos, los factores genéticos predisponen también al desarrollo de la obesidad.

⁴⁵ Gobierno de Colombia (2015). Encuesta nacional de la situación nutricional 2015. Nota de Política.

⁴⁶ Gobierno de Colombia (2015). El campo colombiano: un camino hacia el bienestar y la paz. DPN 2015.

⁴⁷ Solo refiriéndose a mamíferos, aves, reptiles, plantas con flores, helechos y plantas vasculares.

⁴⁸ Instituto de Hidrología, Meteorología y Estudios Ambientales. Consultado en <http://www.ideam.gov.co/web/siac/biodiversidad#:~:text=El%20territorio%20colombiano%20alberga%20cerca,la%20biodiversidad%20en%20la%20Tierra.>

⁴⁹ Política Nacional de Gestión Integral de la Biodiversidad de Colombia. Consultado en <https://www.minambiente.gov.co/wp-content/uploads/2021/10/Pol%C3%81tica-Nacional-de-Gestio%C3%81n-Integral-de-la-Biodiver.pdf>

⁵⁰ Instituto de Investigación de Recursos Biológicos Alexander Von Humboldt. Consultado en <http://reporte.humboldt.org.co/biodiversidad/2016/cap1/106/#seccion4>

de vida de poblaciones rurales, recarga de embalses para generación de hidroenergía, entre otros servicios fundamentales para el bienestar de la población. El 53.4% de los bosques naturales se encuentra en territorios de grupos étnicos⁵¹.

54. El país ha identificado ecosistemas estratégicos por su rol en la provisión y regulación de servicios a la población, principalmente de provisión y regulación hídrica, estos son: a) los páramos que proveen recursos hídricos para más del 70% de la población colombiana⁵², almacenan grandes cantidades de carbono atmosférico en sus suelos y poseen altos niveles de endemismos; b) los bosques secos, la mayoría de ubicados en fincas o áreas privadas; c) los humedales cuya gestión es clave para reducir la vulnerabilidad de las comunidades ante eventos climáticos extremos⁵³; y d) los glaciares tropicales andinos.
55. La riqueza en capital natural y servicios ecosistémicos de Colombia representa una oportunidad para los negocios verdes, sobre la base de bienes y servicios de la biodiversidad, incluyendo negocios para la restauración, agrosistemas sostenibles, recursos genéticos y derivados, ecoturismo, productos derivados de la flora y fauna; ecoproductos industriales como aprovechamiento y valoración de residuos, energías alternativas; y mercados de carbono. Este crecimiento verde presenta desafíos importantes que se describen a continuación.
56. Según el Instituto Geográfico Agustín Codazzi (IGAC, 2021) la utilización actual de las tierras y los ecosistemas no corresponde a su capacidad ambiental: 17% de los suelos del país están sobre utilizados, causando impactos como disminución de la productividad, pérdida de biodiversidad, reducción y contaminación del agua; mientras que un 13% de los suelos están sub utilizados. Una causa principal de la sobreutilización es también el crecimiento de los micro y minifundios (resultado de la excesiva concentración de la tierra) y la consecuente intensificación por encima de la capacidad de resiliencia del ecosistema⁵⁴.
57. De los 15 millones de hectáreas con vocación agrícola solo el 40% se usa para agricultura, mientras que las actividades ganaderas se extienden en más de 38 millones de hectáreas, sobrepasando en más de 400% la superficie con vocación ganadera. Al 2015, se estimó que el 40% de la superficie continental e insular de Colombia presenta algún grado de degradación de suelos por erosión; y el 60% de la superficie de los suelos con vocación agrícola están erosionados, debido a condiciones climáticas, presión de uso del suelo, incendios, deforestación y minería⁵⁵.
58. En el periodo 2001 – 2021 se deforestaron en Colombia 3,182,876 hectáreas, de las cuales el 58% corresponde a la Amazonía y la tendencia es creciente⁵⁶. En los bosques secos, por efectos de la deforestación la superficie actual corresponde al 9% de la

⁵¹ Fondo para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas de América Latina y el Caribe. Consultado en <https://www.filac.org/indigenas-los-mejores-guardianes-de-los-bosques-en-latinoamerica-y-el-caribe/#:~:text=En%20el%20pa%C3%ADs%20el%2052,Resguardos%20equivalente%20a%2031.646.865>

⁵² Instituto de Investigación de Recursos Biológicos Alexander Von Humboldt.. Consultado en <http://reporte.humboldt.org.co/biodiversidad/2021/cap1/104/#seccion3>

⁵³ Colombia alberga 12 sitios RAMSAR y uno ha sido declarado por la UNESCO como Reserva de Biósfera. En <http://reporte.humboldt.org.co/biodiversidad/2021/cap1/105/#seccion6>

⁵⁴ Perfil de los Sistemas Alimentarios – Colombia. Consultado en <https://doi.org/10.4060/cc2298es>

⁵⁵ Estudio Nacional de la Degradación de Suelos por Erosión en Colombia. Consultado en <http://documentacion.ideam.gov.co/openbiblio/bvirtual/023648/Sintesis.pdf>

⁵⁶ <https://www.minambiente.gov.co/uncategorized/en-colombia-se-han-deforestado-mas-de-tres-millones-de-hectareas-de-bosque-en-las-ultimas-dos-decadas/>

⁵⁷ Meta, Caquetá, Guaviare, Putumayo, Norte de Santander y Antioquia son los seis departamentos más afectados.

original⁵⁸, y se estima que en el 65% del área deforestada la degradación es tan alta que hace inviable la agricultura y ganadería⁵⁹.

59. Colombia es uno de los nueve territorios del mundo con mayores recursos de agua, sin embargo, un tercio de su población urbana soporta estrés hídrico, principalmente en la región Andina y el Caribe⁶⁰; en el área rural a nivel nacional solo el 40% accede a agua segura y la cobertura del saneamiento seguro alcanza al 17% (DANE, 2016)⁶¹. La contaminación del agua por las industrias, los hogares y las áreas cafeteras agrava esta problemática, y se estima que entre 11.8 y 19 millones de personas en Colombia están expuestas a riesgos muy altos por la mala calidad del agua (Banco Mundial, 2021).
60. El uso elevado e inadecuado de agroquímicos (4,8 veces más que del promedio de los países de la OCDE) constituye una amenaza para la sostenibilidad medioambiental de los sistemas alimentarios en Colombia, y ha generado la contaminación de agua, suelos, aire y alimentos⁶². La inocuidad alimentaria por contaminación de alimentos afecta la seguridad alimentaria y nutricional.
61. Al 2017, se reporta una disminución del 18% de la biodiversidad⁶³, principalmente por el cambio de uso del suelo para el desarrollo de agricultura, ganadería extensiva, contaminación del agua, cultivos ilícitos, tráfico de especies silvestres y presencia de especies invasoras.
62. **Cambio climático.** La Tercera Comunicación Nacional de Cambio Climático refiere tendencias positivas en la evolución de la precipitación anual, excepto en las regiones climáticas asociadas con el piedemonte andino, pie de monte llanero, Alto Magdalena y la parte sur de la región del Alto Cauca. En relación a las sequías⁶⁴, la tendencia es al aumento en las regiones climáticas de Alto Magdalena, Sierra Nevada de Santa Marta y Alto Cesar, Alta Guajira y con menor claridad en la región norte del río Sogamoso en Santander; y en el resto del país se espera la disminución de días secos⁶⁵.
63. Otras tendencias analizadas en la Tercera Comunicación Nacional refieren la disminución del pH del océano hacia final del siglo, afectando la biodiversidad marina; la expansión de la erosión costera sobre nuevas áreas, con efectos negativos principalmente en la Guajira y Magdalena en el Caribe y el Chocó, Nariño, Valle del Cauca y el Cauca en el Pacífico; y la tendencia al incremento del nivel del mar sobre todo en el Caribe. Se prevé la desaparición de los glaciares, que en el periodo 2010 – 2019 han experimentado una reducción del 20.8% de su superficie⁶⁶.

⁵⁸ Bosques Secos Tropicales en Colombia. Consultado en <http://www.humboldt.org.co/en/research/projects/developing-projects/item/158-bosques-secos-tropicales-en-colombia>

⁵⁹ Bosques Secos Tropicales en Colombia. Consultado en <http://www.humboldt.org.co/en/research/projects/developing-projects/item/158-bosques-secos-tropicales-en-colombia>

⁶⁰ Colombia: rica en agua pero con sed de inversiones. Consultado en <https://www.bancomundial.org/es/news/feature/2020/09/02/colombia-water-security#:~:text=Aunque%20es%20uno%20de%20los,durante%20las%20%20C3%BAltimas%20dos%20d%C3%A9cadas.>

⁶¹ El 54.7% de las UPA declara tener problemas en el acceso al agua, mayormente por escasez (61.4%), por falta de infraestructura (24%) sobre todo en UPA menores a 5 ha, y por contaminación (6.6%).

⁶² El DANE (2016) reporta que el 45% de UPA, mayormente parcelas menores a 5 ha, utilizan fertilizantes; de estos el 70.2% aplicaron fertilizante químico. Estudios realizados refieren el uso excesivo, continuo y manejo inadecuado de plaguicidas Ib, III y IV y organoclorados prohibidos en Colombia.

⁶³ Instituto de Investigación de Recursos Biológicos Alexander Von Humboldt

⁶⁴ Tomando el indicador de número de días secos consecutivos/año

⁶⁵ Las proyecciones climáticas para el periodo 2040 – 2059 en un escenario RCP 8.5, señalan incrementos en la temperatura mayores a un grado y variaciones en la precipitación mayores al 10% del promedio histórico a nivel país. Climate Change Knowledge Portal <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/>

⁶⁶ Informe del estado de los glaciares colombianos 2019. Consultado en [http://www.ideam.gov.co/documents/11769/229819/Estado+de+los+glaciares+colombianos+2019/0fdd1967-28bd-4120-9d58-8ebe81deaf8c#:~:text=El%20C3%A1rea%20glaciar%20para%20Colombia,%20y%20Huila%20\(Wila\).](http://www.ideam.gov.co/documents/11769/229819/Estado+de+los+glaciares+colombianos+2019/0fdd1967-28bd-4120-9d58-8ebe81deaf8c#:~:text=El%20C3%A1rea%20glaciar%20para%20Colombia,%20y%20Huila%20(Wila).)

64. El nivel muy alto de riesgo climático se concentra en la zona insular del país, y en los departamentos de Amazonas, Guainía y Vaupés en la región amazónica; y el riesgo alto en Atlántico, Putumayo y Valle del Cauca⁶⁷. Se prevé efectos en el incremento e intensidad de eventos hidrometeorológicos, siendo los más recurrentes la inundación, movimiento en masa y avenida torrencial⁶⁸.
65. El Gobierno ha destinado recursos económicos para hacer frente a eventos climáticos⁶⁹ y en algunos casos la población está llevando a cabo la adaptación agrícola con sus propios medios⁷⁰. Se estima que un incremento de la inversión pública en 1% aportaría a la reducción del 60% de la tasa de desastres⁷¹.
66. El cambio climático afecta la lucha contra la pobreza por sus efectos en la reducción de la productividad agrícola, en el desabastecimiento de agua potable; y en el incremento en la incidencia de enfermedades como el paludismo, fiebre amarilla y dengue.
67. Se prevé que el cambio climático incrementará las desigualdades basadas en género, juventud y condición indígena⁷³.
68. Respecto a los efectos de la variabilidad climática (El Niño Oscilación Sur) incrementada por el cambio climático, el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural (2021)⁷⁴ menciona los siguientes efectos en el sector agropecuario: la afectación del desarrollo fisiológico de muchos cultivos como café, maíz, yuca, arroz, plátano, papa, ñame, sorgo, algodón y frijol; reducción de la producción de café (4.3%) y leche (4.9%), incremento de plagas en cultivos y pastos, y enfermedades del ganado; afectación de la migración de peces que disminuyó la pesca en algunos sectores; reducción del volumen de agua en ríos que afectó el funcionamiento de obras para distribución de agua y riego; generación de conflictos por el uso del agua que implicó cancelación de licencias de uso de agua con fines agrícolas; afectación de infraestructura productiva (galpones, invernaderos, otros); eventos asociados al cambio climático como incendios que afectan superficies agrícolas y la provisión de servicios ecosistémicos para la agricultura.
69. Se estima que para el 2040 habrá una reducción promedio del 7,4% en el rendimiento de una serie de cultivos (especialmente maíz, papa y arroz)⁷⁵ como consecuencia de temperaturas más altas. También se proyecta que la ganadería tendría pérdidas anuales en la producción de carne y leche del 1,6%, y que el sector pesquero experimentará disminuciones de la carga anual desembarcada del 5,3%⁷⁶. Se prevé que el incremento del precio de alimentos por afectaciones del cambio climático reduciría el bienestar de los hogares, sobre todo en hogares pobres; y que los mayores esfuerzos de adaptación deberán concentrarse en las actividades agropecuarias en el Caribe, Andes y Orinoquía.

⁶⁷ Actualización de la Contribución Determinada a Nivel Nacional de Colombia (NDC).

⁶⁸ Estos eventos representaron el 66% de las ocurrencias en el periodo 2008-2013. Otros eventos registrados para el país en Thinkhazard tool son inundaciones fluviales, costeras y urbanas, deslizamientos, ciclones, sequía, calor extremo e incendios forestales.

⁶⁹ El Gobierno de Colombia ha adquirido préstamos con el Banco Mundial para el fortalecimiento de capacidades ante eventos naturales adversos. El monto de endeudamiento entre 2008 y 2021 asciende a US\$ 700 millones Consultado en <https://www.bancomundial.org/es/news/press-release/2021/12/17/el-banco-mundial-otorga-us-300-millones-a-colombia-para-fortalecer-capacidades-ante-eventos-naturales-adversos#:~:text=WASHINGTON%2C%2017%20de%20diciembre%20de,incluidas%20las%20emergencias%20de%20salud>.

⁷⁰ Nota SECAP del Programa Inclusión, Resiliencia y Paz en Colombia. El Campo Emprende 2.0. Colombia.

⁷¹ Impactos económicos del cambio climático en Colombia – Síntesis. CEPAL.

⁷² Como referencia se cita que el Fenómeno de La Niña en 2011 implicó costos de \$2,6 billones de pesos solo en reconstrucción y reasentamientos.

⁷³ La herramienta INFORM del SECAP refiere para Colombia que las enfermedades como cólera, COVID y malaria no han incrementado o afectado las capacidades de la población para hacer frente a peligros climáticos; y que el conflicto no ha incrementado la sensibilidad de la población a peligros climáticos.

⁷⁴ Plan Integral de Gestión del Cambio Climático del Sector Agropecuario PIGCCS-Agropecuario <https://www.mincagri.gov.co/Normatividad/Resoluciones/RESOLUCION%20NO.%20000355%20DE%202021.pdf>

⁷⁵ <https://publications.iadb.org/publications/spanish/viewer/Impactos-Econ%C3%B3micos-del-Cambio-Clim%C3%A1tico-en-Colombia-Agricultura.pdf>

⁷⁶ <https://publications.iadb.org/publications/spanish/viewer/Impactos-econ%C3%B3micos-del-cambio-clim%C3%A1tico-en-Colombia.pdf>

Se estima que la Pérdida Anual Esperada (PAE) total por efectos del cambio climático oscila entre 3,55 y 4,33 billones de pesos, dependiendo del escenario de trayectoria de emisiones considerado. La PAE por sequía en los cultivos considerados (maíz y arroz) equivale al 1,30% del gasto en agricultura y desarrollo rural (1,7 billones de pesos), sin embargo, a nivel del portafolio agrícola se pueden esperar pérdidas mayores⁷⁷.

70. El acceso al agua potable se verá afectado principalmente en la región del Pacífico, Caribe y Andes. La reducción del caudal de los ríos en la Amazonía afectará los medios de vida, de transporte y de comercio de sus poblaciones. Las variaciones en precipitación y sequías, afectarán la generación de energía en el Caribe y los Andes⁷⁸⁷⁹; y podrían darse un incremento en la distribución de especies exóticas, en detrimento de especies nativas, en particular sobre zonas altas de los Andes, Caribe Pacífico⁸⁰.
71. La silvicultura sería uno de los sectores que se beneficiaría del cambio climático con incrementos en la producción de biomasa de alrededor de 6% anual⁸¹; y se prevé el incremento del valor promedio de especies nativas para biocomercio y otras de uso indirecto.
72. Las emisiones de gases de efecto invernadero (GEI) crecieron un 17,3 %⁸². El logro de la meta de carbono neutralidad al 2050 es un reto que demanda transformaciones sobre todo en el sector AFOLU, que al 2018 participó con el 59 % de las emisiones, y durante 2020 el 55% de las emisiones fueron generadas por el sector agrícola y forestal y por el cambio de uso de suelo asociado a la ganadería⁸³. Otras contribuciones importantes en las emisiones provienen de los sistemas productivos, que generan altos niveles de contaminación en suelos y aguas. El 87% de la huella forestal de los consumidores colombianos está asociada con productos alimenticios, de los cuales el 59% se debe al consumo de carne de res y el 16% a productos lácteos⁸⁴.

Parte 2: Instituciones y marco jurídico

Instituciones

73. **Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural – MADR** y sus entidades adscritas. A cargo de formular, coordinar y evaluar las políticas públicas agropecuarias incluyentes que promuevan el desarrollo competitivo, equitativo y sostenible del sector agrícola, pecuario, pesquero y forestal. Participa en la planificación de los instrumentos sectoriales de adaptación al cambio climático y está a cargo de implementar el enfoque de adaptación en el sector, las metas sectoriales para el desarrollo bajo en carbono. También está a cargo de las políticas, regulaciones, programas para gestión de riesgos sanitarios y fitosanitarios, biológicos y químicos en la actividad agropecuaria, y para la inocuidad alimentaria.
74. **El Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible** – MADS es el ente rector de la gestión del ambiente y de los recursos naturales renovables. Entre sus funciones se encuentra regular el manejo y aprovechamiento de los recursos naturales para gestionar

⁷⁷ Informe con los resultados de la propuesta de medidas de adaptación y su efecto en reducción del riesgo – Fase 1. Consultado en https://www.minambiente.gov.co/wp-content/uploads/2021/10/Modelacion_Adaptacion_Riesgo_Colombia.pdf

⁷⁸ Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático

⁷⁹ Otros efectos esperados del cambio climático son la desaparición de los glaciares del país, afectación de los arrecifes de coral de importancia para la biodiversidad marina, la expansión de la erosión costera sobre nuevas áreas, con efectos negativos principalmente en la Guajira y Magdalena en el Caribe y el Chocó, Nariño, Valle del Cauca y el Cauca en el Pacífico.

⁸⁰ <http://reporte.humboldt.org.co/biodiversidad/2021/cap2/202/#seccion3>

⁸¹ <https://publications.iadb.org/publications/spanish/viewer/Impactos-econ%C3%B3micos-del-cambio-clim%C3%A1tico-en-Colombia.pdf>

⁸² Plan Nacional de Negocios Verde 2022 - 2030

⁸³ Plan Nacional de Negocios Verde 2022 - 2030

⁸⁴ Plan Nacional de Negocios Verde 2022 - 2030

impactos por contaminación o deterioro ambiental, desarrollar estrategias para control de la deforestación, cambio de uso de la tierra y degradación; para la protección de la biodiversidad y de ecosistemas estratégicos; para la gestión de recursos hídricos y para la gestión del riesgo de desastres. Lidera la gestión del cambio climático y de la implementación de políticas y desarrollo de estrategias para desarrollo bajo en carbono, para la neutralidad de carbono al 2050, el Plan nacional de adaptación. Otras instancias que participan en la planificación de los instrumentos sectoriales de adaptación son el Departamento Nacional de Planeación – DNP. Las Corporaciones Autónomas Regionales - CAR son la máxima autoridad ambiental en el área de su jurisdicción y las ejecutoras de la política y de la normativa trazada por el MADS; y en materia de cambio climático tienen la atribución de implementar los Planes Integrales de Gestión del Cambio Climático - PIGCCT, e incorporar acciones estratégicas de adaptación y mitigación en los instrumentos de planificación y ordenamiento ambiental del territorio.

75. **Dirección de la mujer rural**, Coordinar, diseñar y evaluar las políticas, planes, y proyectos integrales de desarrollo rural con enfoque territorial, encaminadas a la provisión bienes públicos rurales, que incidan en el bienestar social y económico de las mujeres rurales.
76. **Consejería Presidencial para la Juventud**, encargada de asesorar y asistir al Gobierno Nacional y a las entidades territoriales, en el diseño, implementación, ejecución, seguimiento y evaluación de las políticas públicas que promuevan generación de oportunidades para la juventud y la eliminación de las barreras para su desarrollo, con miras a su transformación integral y al goce efectivo de sus derechos.
77. **Consejería para la Participación de Personas con Discapacidad**, órgano asesor presidencial en temas de discapacidad que hace efectiva la puesta en marcha de la política pública para la discapacidad a nivel central, departamental, municipal y local.
78. **Coalición colombiana por la implementación de la convención sobre los derechos de las personas con discapacidad (CDPD)**, plataforma que agrupa personas con discapacidad, organizaciones de y para personas con discapacidad, universidades y otros actores interesados en la garantía de los derechos humanos en Colombia.
79. **Prosperidad Social**, Entidad estatal encargada de implementar la ruta de superación de la pobreza a nivel institucional, gestionar la oferta social de manera articulada a nivel interinstitucional, y liderar las políticas públicas de inclusión social orientadas a la superación de la pobreza y la equidad social.
80. **Ministerio de Salud y Protección Social de Colombia**. Es el ente regulador que determina las normas y directrices en salud pública, asistencia social, población en riesgo y pobreza

Marcos reglamentarios y de políticas públicas

81. **General**. Principalmente se encuentra el marco del Plan Nacional de Desarrollo 2022-2026, que enmarca las líneas generales de trabajo a realizar a nivel nacional. En concordancia se encuentran la Política de Desarrollo Rural Integral, los Acuerdo de Paz y Planes sectoriales (Plan Nacional de Generación de Ingresos y Plan Nacional de Comercialización, Plan Marco de implementación -Conpes 3932 de 2018) , las Políticas en Asociatividad (Lineamientos de Asociatividad, Plan Nacional de Fomento a la Economía Solidaria – PLANFES y Conpes 4051 de 2021) y la Reforma Agraria Integral (Reforma Rural Integral – RRI).

56. **Género.** Políticas y normas en Género (Conpes 161 de 2013, Conpes 3784 de 2013, Ley 731 de 2002, Ley 1257 de 2008 y Ley 1761 de 2005).
82. **Juventud.** Políticas y normas en Juventud (Conpes 4040 de 2021, Ley 375 de 1997, Ley 2039 de 2020) y las Políticas en emprendimiento (Conpes 4011 de 2020 y ley 2069 de 2021).
57. **Pueblos Indígenas.** El Convenio 169 de la OIT sobre Pueblos Indígenas y Tribales ratificado por medio de la Ley 21 de 1991, y la Ley 70 de 1993 y Ley 1454 de 2011.
83. **Comunidades NARP.** Ley 70 de 1993 y el Decreto 1745 de 1995 marco general para el otorgamiento de los títulos territoriales colectivos NARP.
58. **Población con Discapacidad.** La Ley 1145 de 2007, organiza el Sistema Nacional de Discapacidad. También la Convención sobre los Derechos de las Personas con Discapacidad de Naciones Unidas, ratificada por Colombia mediante la Ley 1346 de 2009, y la Ley 762 de 2002, aprobación de la "Convención Interamericana para la Eliminación de todas las Formas de Discriminación contra las Personas con Discapacidad" y Ley Estatutaria 1618 de 2013, establecen las disposiciones para garantizar el pleno ejercicio de los derechos de las personas con discapacidad.
84. **Nutrición.** Ley 1355 de octubre 14 de 2009, Por medio de esta ley, se define la obesidad y las enfermedades crónicas no transmisibles asociadas a esta como una prioridad de salud pública y se adoptan medidas para su control, atención y prevención (Mineducación, 2019). Ley 2120 de julio 30 de 2021 Por medio de esta ley, se adoptan medidas para fomentar entornos alimentarios saludables y prevenir enfermedades no transmisibles y se adoptan otras disposiciones (GOV.CO, 2021). Plan Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional - El objetivo de la política es garantizar que toda la población colombiana disponga, acceda y consuma alimentos de manera permanente y oportuna, en suficiente cantidad, variedad, calidad e inocuidad. Estrategia de Atención y Prevención de la Desnutrición Infantil - Se trata de un conjunto de acciones en alimentación, y nutrición con una perspectiva pedagógica, familiar y social, encaminada a la atención y prevención de la desnutrición desde la gestación. Su objetivo es mejorar el estado nutricional de los beneficiarios, prevenir el bajo peso para la edad gestacional en las mujeres gestantes y la desnutrición en niños y niñas menores de 5 años de zonas previamente focalizadas. Plan Decenal de Lactancia Materna 2021 - 2030 - El Plan incluye un conjunto de intervenciones organizadas en líneas estratégicas que buscan promover, proteger y apoyar la práctica de la lactancia materna y la adecuada alimentación complementaria, una apropiación real y colectiva en ambos sentidos, el fortalecimiento del posicionamiento político y su articulación multisectorial y la posibilidad de reforzar los procesos institucionales y sociales para gestionar el conocimiento y la innovación tanto para la lactancia materna, como para la alimentación complementaria (Instituto Colombiano de Bienestar Familiar, n.d.).
85. **Ambiente.** Para la conservación de la biodiversidad Colombia cuenta con la Política Nacional para la gestión integral de la biodiversidad y sus **servicios** ecosistémicos - PNGIBSE (2012) y el Plan Nacional para la prevención, manejo y control de las especies introducidas, trasplantadas e invasoras en Colombia (2011). Sobre recursos hídricos cuenta con la Política para la gestión integral del recurso hídrico - PGIRH (2010), la Estrategia Nacional para la gestión integral de la sequía en Colombia (2018) y el Plan Nacional de lucha contra la desertificación y sequía (2005). Sobre el uso del suelo, el país cuenta con la Política para la gestión sostenible del suelo - PGSS (2015) y el Plan Nacional de restauración ecológica, rehabilitación y recuperación de áreas disturbadas (2015).

86. **Cambio climático.** Para la adaptación y atención de desastres el país ha formulado la Política Nacional de cambio climático (2016), la Ley 1931 de cambio climático (2018), el Plan Nacional de adaptación al cambio climático y la Estrategia de protección financiera ante desastres. En materia de mitigación y descarbonización de la economía, se cuenta con la Política de producción más limpia (1997), el Plan Estratégico Nacional de mercados verdes (2002), la Política de producción y consumo sostenible, la Declaración de crecimiento verde de la Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico (2014); a nivel de estrategias se tiene la Estrategia Colombiana de desarrollo bajo en carbono, la Estrategia Nacional para la reducción de emisiones por deforestación y degradación de bosques.
87. El PND 2022 – 2026 prioriza la acción climática, e incorpora como un eje transversal la adaptación, la resiliencia y la **mitigación** del cambio climático mediante la reducción de emisiones (descarbonización). Asimismo, releva la restauración de ecosistemas estratégicos, el ordenamiento del territorio en torno al agua, el freno a la deforestación y la eliminación progresiva del uso de agroquímicos.
88. Colombia ha suscrito y ratificado tratados y convenios en materia ambiental y climática: la Convención Marco sobre el Cambio Climático – CMNUCC (1994), el Acuerdo de París (2017), la Declaración de **Estocolmo** sobre contaminantes orgánicos persistentes (1972), el Convenio sobre la Diversidad Biológica – CNUDB (1994), la Convención sobre los humedales – RAMSAR (1997), la Convención de las Naciones Unidas de Lucha contra la Desertificación y Sequía– CNUCLD (1998), el Marco de Acción de Sendai 2015-2030 para la reducción del riesgo de desastres, el Acuerdo de Escazú (2022) para el acceso a la información ambiental y acceso a la justicia en asuntos ambientales.
89. En el marco de compromisos internacionales en materia climática, Colombia ha actualizado las Contribuciones **Determinadas** a Nivel Nacional (NDC, por sus siglas en inglés) para el periodo 2020 – 2030 con tres componentes: adaptación, mitigación y desarrollo bajo en carbono. Para el sector agropecuario, en términos de adaptación se han priorizado 10 cadenas de valor para la mejora de capacidades de adaptación a la variabilidad y cambio climático (arroz, maíz, papa, ganadería de carne, ganadería de leche, caña panelera, cacao, banano, café y caña de azúcar) y el impulso de las Mesas Técnicas Agroclimáticas; y respecto a mitigación se ha considerado la implementación de Acciones de Mitigación Nacionalmente Apropriadas (NAMA, por sus siglas en inglés) de ganadería bovina sostenible, y el establecimiento de plantaciones forestales comerciales por su aporte a la absorción de emisiones de CO₂. El Plan Integral de Gestión del Cambio Climático - PIGCC del sector agropecuario aprobado el 2021, articula y orienta las medidas del sector para alcanzar las metas de mitigación y adaptación. Entre los ejes que orientaron su elaboración se encuentra i) la integración de la información de base científica y el saber tradicional para la toma de decisiones; ii) la transición de la producción agropecuaria hacia la sostenibilidad iii) la integración de la gestión del riesgo de desastres con la adaptación al cambio climático y el desarrollo de mecanismos de financiamiento climático y el reconocimiento de los impactos diferenciados del cambio climático para hombres y mujeres.

Programas y asociaciones

90. Durante la elaboración del COSOP se identificaron oportunidades para el financiamiento ambiental en base a fondos internacionales que operan en el país: La cooperación española, a través del Fondo Español para el Desarrollo Sostenible – FEDES (antes conocido como FONPRODE), tiene como uno de los principales ejes de intervención la mejora de la Gestión Integrada de Recursos Hídricos apoyando la gobernanza del agua. El Banco Interamericano de Desarrollo – BID administra el Fondo Colombia Sostenible - FCS (US\$ 53 millones) para apoyar las metas de los ODS, las NDC y cumplimiento de los hitos de la Declaración Conjunta de Intención - DCI para la lucha contra la

deforestación⁸⁵. La Corporación Andina de Fomento - CAF financia el Programa de apoyo para el cumplimiento de metas de Cambio Climático (US\$30 millones), que será ejecutado por el Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible⁸⁶. El Fondo de Apoyo a los Pueblos Indígenas (IPAF), financia la conservación y la gestión sostenible de la biodiversidad por parte de los pueblos indígenas para su adaptación y resiliencia al cambio climático, priorizando el financiamiento con enfoque de género e inclusión social⁸⁷.

91. El Fondo para el Medio Ambiente Mundial (GEF por sus siglas en inglés), financia proyectos que atiendan biodiversidad, cambio climático y degradación de la tierra (US\$ 64 millones para Octava Reposición)⁸⁸. El Fondo Verde para el Clima (GCF por sus siglas en inglés) financia en Colombia proyectos de adaptación y mitigación del cambio climático (US\$280 millones grant + cofinanciamiento). El Fondo de Adaptación ha financiado proyectos para la adaptación y seguridad alimentaria (US\$25 millones)⁸⁹.
92. Es posible fortalecer acciones en apoyo mutuo con los programas dirigidos a la población en mayor vulnerabilidad del Departamento de Prosperidad Social (DPS), y manejados por la Subdirección General de Proyectos y Programas. En estos encontramos: los programas "Más Familias en Acción" y "jóvenes en Acción", que complementa ingresos de familias y jóvenes en mayor vulnerabilidad, a cambio del cumplimiento de compromisos, y es manejado por la Dirección de Transferencias Monetarias Condicionadas. Se encuentran los programas dirigidos a temas alimentarios "Iraca, Seguridad Alimentaria y Familias en su Tierra", de la Dirección de Inclusión Productiva, que buscan generar oportunidades de empleo y emprendimiento para poblaciones en pobreza extrema de las zonas rurales para que generen sus propios ingresos. Y los proyectos dirigidos a las mejoras infraestructurales de la Dirección de Infraestructura Social y Hábitat, que trabaja por mejorar la calidad de vida con obras como centros comunitarios, mejoras en colegios, puentes sobre quebradas y pavimentación de vías rurales; y que además cuenta con el programa "50 Mil Mejores Casas" que se enfoca en el arreglo de viviendas que no cuentan con baños, cocina, o pisos.
93. Por su parte el FIDA cuenta con el "Fondo de Apoyo a los Pueblos Indígenas" (IPAF), como instrumento de financiación que permite a los PI encontrar soluciones a los problemas que se enfrentan. Su objetivo es fortalecer las comunidades y sus organizaciones, financiando pequeños proyectos que fomentan el desarrollo autónomo. Estos proyectos deben ser diseñados y ejecutados por las comunidades de los PI y sus organizaciones, y se basan en la cultura, la identidad, los conocimientos y los recursos naturales. Se pretende con esto, establecer una asociación directa con los PI para que éstos puedan diseñar y ejecutar proyectos comunitarios de desarrollo basados en sus propias perspectivas.

Parte 3: Recomendaciones de carácter estratégico

Orientación estratégica

94. Debido a la diversidad del país, es siempre necesario formular consultas exclusivas con las poblaciones meta, en los sectores que se focalice geográficamente. Esto además

⁸⁵ El FCS cuenta con recursos aportados por los Gobiernos de Suecia, Suiza y Noruega. Al 2022 el presupuesto era de US\$51,83 millones, de los que US\$29,9 millones se encuentran en ejecución. <https://blogs.iadb.org/sostenibilidad/es/el-fondo-colombia-sostenible-y-algunas-lecciones-aprendidas/>

⁸⁶ <https://www.caf.com/es/proyectos/programa-de-apoyo-para-el-cumplimiento-de-metas-de-cambio-climatico-ndc-del-sector-ambiente-y-desarrollo-sostenible/>

⁸⁷ IPAF cerró su sexto ciclo en 2022. Para LAC el Fondo es cogestionado y coordinado por el Foro Internacional de Mujeres Indígenas <https://www.ifad.org/es/web/latest/-/convocatoria-de-propuestas-fondo-de-apoyo-a-los-pueblos-indigenas-ipaf->

⁸⁸ <https://www.thegef.org/projects-operations/country-profiles/colombia>

⁸⁹ <https://www.adaptation-fund.org/projects-programmes/project-information/projects-map-view/>

debe ser gestionado junto con un mapeo de oferta institucional presente, pues hay sectores donde la presencia de instituciones públicas e internacionales, sin formulación conjunta, deriva en proyectos de poca efectividad. El marco de los proyectos debe considerar las líneas de trabajo de otros organismos internacionales, de Naciones Unidas y del gobierno, para evitar la duplicación de esfuerzos y buscar asociar recursos que generen dinámicas fluidas, y o sobre oferta desvinculada en el país.

95. Los marcos políticos y estratégicos en los proyectos deben alinearse con las necesidades, sentido cultural, conocimientos, saberes e identidades locales, especialmente con Pueblos Indígenas y Comunidades NARP. Las innovaciones que se fomenten deben estar adecuadas a sus condiciones, y responder a sus necesidades, especialmente en los sectores de mayor lejanía y conectividad.
96. El fomento a la asociatividad debe ser dialogado y no impuesto. En muchos sectores se genera "forzadamente" para el acceso al recurso, pero sin apoyo deviene en la separación posterior al proyecto. Especialmente importante en zonas donde el conflicto ha dejado rupturas importantes en la comunidad.
97. En términos de población meta, el COSOP se ajusta a las dinámicas y prioridades actuales del Gobierno. En especial debe mencionarse la inclusión de personas con discapacidad, y personas LGTBI, que en otros COSOP y proyectos no han sido contemplados. En la misma línea se hace un esfuerzo por diferencias en base a datos relacionados a Pueblos Indígenas y Comunidades NARP, para aportar a la "invisibilización institucional". Principalmente se espera que los proyectos bajo el marco de vigencia de este "Programa de Oportunidades Estratégicas País", incluyan acciones específicas para el empoderamiento económico y político, y la inclusión efectiva de estas poblaciones (incluyendo mujer rural y jóvenes), y que además aporten con datos el seguimiento a la implementación de políticas públicas sobre el tema.
98. El apoyo al desarrollo de redes juveniles, es fundamental para fortalecer la participación de este sector. La generación de espacios desde el "trabajo rural no agrario" en toda la cadena de valor, es fundamental para la inclusión de mujeres y de jóvenes. Deben respetarse los mecanismos de autogobierno, especialmente con los Pueblos Indígenas y facilitar acciones que contemplen los diversos usos de la tierra (comunitaria), tanto con estos, como con las comunidades NARP. Para ello, los proyectos y programas, deberán buscar alianza con redes establecidas como la Red Nacional de Jóvenes Rurales, impulsada por el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, fomentando espacios participativos que les permite el intercambio de aprendizajes, saberes rurales, logros, experiencias y toma de decisiones⁹⁰.
99. Los proyectos en el marco de vigencia del COSOP, deben responder a las líneas propuestas tanto en el "Plan Nacional de Desarrollo 2022-2026" como en la "Reforma Rural Integral", pues en estos se basarán los esfuerzos gubernamentales hasta cambio de gestión. Además, estas líneas se encuentran acordes a las políticas del FIDA; y concuerdan en enfoques sociales, productivos y de medio ambiente, por lo que los proyectos pueden aportar al cumplimiento de ambas políticas.
100. La meta general del programa país de contribuir a la transformación de los sistemas alimentarios haciéndolos más inclusivos, saludables, sostenibles y resilientes, tiene correspondencia con el objetivo del país expresado en el PND 2022-2026, de construir un nuevo contrato social que garantice la protección de la vida, la inclusión, el relacionamiento con el ambiente y la transformación productiva basada en el crecimiento sostenible; incluyendo la mejora en los ingresos y activos de las y los productores de pequeña escala, asegurar su derecho a la alimentación, fomentar el uso sostenible de

⁹⁰ <http://jovenesrurales.minagricultura.gov.co/21>

los recursos naturales, proteger la biodiversidad y avanzar hacia la carbono neutralidad. Los objetivos del COSOP aportarán al ODS1 poner fin a la pobreza, ODS2 fin del hambre, inseguridad alimentaria y nutricional y promoción de la agricultura sostenible. Además, se contribuirá al ODS5 equidad de género, ODS8 crecimiento económico y trabajo decente y ODS13 acción por el clima. El COSOP contribuirá en aspectos prioritarios para las NDC del sector agropecuario específicamente en la gestión del recurso hídrico, agricultura resiliente, recuperación de suelos y pasturas, cadenas de valor mejor adaptadas; también contribuirá con el cierre de brechas en la inclusión de la agricultura familiar en espacios de diálogo, formulación e implementación de políticas sobre adaptación, y aportará en el establecimiento de lineamientos de cambio climático en proyectos estratégicos del sector.

101. En relación a medio ambiente y cambio climático, desde el Objetivo estratégico 1 se fortalecerán capacidades de las y los productores para la adopción innovaciones prácticas y tecnologías para el desarrollo limpio, la transición a sistemas agroecológicos resilientes y sensibles a la nutrición, y para la atención de desafíos ambientales y climáticos; y desde el Objetivo estratégico 2 se fortalecerá la gobernanza ambiental y las capacidades institucionales para el desarrollo territorial en torno al agua, restauración de servicios ecosistémicos y recursos naturales, entre otros aspectos alineados con el marco político y normativo nacional y compromisos del país a nivel internacional en torno a la gestión sostenible de la biodiversidad, adaptación al cambio climático, freno a la deforestación, restauración de ecosistemas y sus servicios, y avance hacia la meta de carbono neutralidad al 2050.

Medidas estratégicas y focalización

102. **Juventud.** Para el trabajo con jóvenes es necesario fortalecer la articulación y las redes, como mecanismo de consulta y empoderamiento. Debe fortalecerse la capacitación técnica, financiera y en el manejo de proyectos, y en consistencia, debe aportarse al acceso y mantenimiento al proceso educativo formal. Es necesario abrir espacios para el "empalme generacional" y la inclusión de jóvenes en puestos de liderazgo en las organizaciones fuertes. La construcción de estrategias de empoderamiento económico debe tomar en consideración el sentido cultural y fomentar el arraigo, y fortalecer los circuitos cortos, de menor desperdicio y más responsables con el medio ambiente. Las acciones, además, tienen un nicho importante en temáticas como el fortalecimiento de los sistemas alimentarios, el cuidado del medio ambiente y el cambio climático, pues son temas de alto interés para la población joven. El fomento del Trabajo Rural no Agrario converge en este punto, pues facilita el ingreso de jóvenes al mercado laboral, especialmente en temas como la gastronomía, el turismo rural comunitario, el uso de las TICs, la microindustria (café, cacao, etc.). Es necesaria la investigación para la formulación de tecnologías innovaciones y propuestas productivas acordes a los territorios, pero desde la visión de los jóvenes rurales. Las instituciones deben evaluar los requisitos de ingreso para las y los jóvenes, pues en muchas ocasiones limita el ingreso a proyectos.
103. De manera que, los proyectos contarán con programas de formación laboral, vocacional y educacional a partir de un estudio de demandas y compatibles con las oportunidades de desarrollo de los territorios priorizados en alianzas con los actores institucionales (públicos, privados, educativos, por ejemplo), asistencia técnica especializada para el desarrollo empresarial, líneas de financiación de iniciativas mediante cofinanciación flexible, acceso a tecnología, gestión de riesgos, garantizar la participación en las estructuras de gobernanza de las organizaciones rurales, así como en los mecanismos de participación existentes (Consejo de Juventud, Plataforma de juventudes, Asamblea de Juventudes, Red Nacional), entre otros) que brindan

oportunidad de representación y a la vez, y empoderamiento juvenil en conformidad con el marco jurídico e institucional⁹¹.

104. **Mujeres y Género.** Para el trabajo adecuado con mujeres rurales es necesario tener un conocimiento claro del territorio (dinámicas, actores, posibilidades), pues los territorios son heterogéneos, y es necesario abandonar las líneas "homogeneizantes" en la construcción de proyectos para las mujeres rurales. Para trabajar los territorios debe conocerse a sus actores, y diagnosticar en conjunto para formular adecuadamente. Deben fomentarse los "cambios sociales" específicamente vinculados con la mujer y su lugar en el espacio de lo rural (prácticas, creencias, entre otros), por tanto, las acciones deben incluir la búsqueda del trabajo "eco sistémico" del entorno de las mujeres rurales: el empoderamiento comunitario, y no solo personal. Como parte de esto, sería necesario generar agendas de investigación-acción, y apoyar la creación de "capital social", que facilite a las mujeres el conocimiento de sus derechos. En concordancia, la agenda de innovación debe mirar las prácticas a las que se dedican las mujeres, y fortalecer la reducción de sus cargas laborales, e inclusión: las tecnologías deben ser traducidas y accesibles a las mujeres. Como ejemplo se tiene en consideración las "manzanas de cuidado" implementadas en Bogotá. Deben incluirse además otros temas, como Habilidades para la Vida con enfoque de género, o los "derechos sexuales y reproductivos", como parte del empoderamiento de las mujeres en las organizaciones.
105. Por lo tanto, desde los enfoques de género transformadores se integrarán actividades de desarrollo más amplias en los proyectos, a partir de los resultados del impacto de género del desarrollo rural del programa TOP⁹² por parte del Instituto Internacional de Investigaciones sobre Políticas Alimentarias (IFPRI) como rutas de aprendizajes, intercambios entre mujeres, incluyendo las buenas practicas sobre "Mapeo de Rutas de Denuncia de VBG" y "Protocolos de atención", así como la implementación de metodologías como Cerrando Brecha permite identificar y ejecutar acciones afirmativas transformadoras en las organizaciones rurales y su incidencia en el hogar, las Libretas Agroecológicas fortalecen la autoestima de las mujeres y las empoderan junto a las Recomendaciones de las Ciencias del Comportamiento, presenta una caja de herramientas para reducir las barreras que contribuyen a la brecha de género. Y finalmente debe incluirse investigación y mecanismos de S&E, que permitan entender los impactos verdaderos, y asumir cambios necesarios en la implementación.
106. **Comunidades NARP.** Para las comunidades NARP, es importante tomar en consideración la "economía popular", especialmente circuitos cortos y el ordenamiento territorial y alimentación: Por ejemplo, las "compras públicas" de alimentos del estado a productores de los territorios, para alimentación de escolares, hospitales y fuerza pública. La infraestructura pública y la conectividad deben incluirse en los proyectos, tomando en consideración el no generar impactos negativos en Medio Ambiente, o buscando alternativas menos dañinas: Cables, aerodeslizadores, etc. Para la formulación de proyectos los valores y principios del territorio deben estar presentes, realizando consultas con la población, y aportando con un sentido de arraigo. Deben generarse centros de innovación con los enfoques locales, y construir una estrategia de nuevas narrativas para cambiar los imaginarios internos y externos. Es necesario aportar al sostenimiento de la educación formal (Técnica, Tecnológica y universitaria). Además, las innovaciones deben tener tecnologías pensadas en quien las va a utilizar. Es necesario recalcar que, en este tipo de población, deben considerarse generar actividades desde la línea de "economía diversificada", pues es común en la zona, y permitiría sentir mayor apropiación y resultados de proyecto.

⁹¹ <https://colombiajoven.gov.co/colombiajoven/legislacion>

⁹² Programa de Fomento de la Capacidad Empresarial Rural: Confianza y Oportunidades en: https://www.ifad.org/es/-/colombia-1100001491-top-supervision-report-december-2021?p_l_back_url=%2Fes%2Fcorporate-documents%3Fmode%3Dsearch%26catCountries%3D39090703

107. La sostenibilidad de los sistemas agroalimentarios y negocios verdes que impulse el FIDA, podría verse comprometida por limitaciones en la oferta y calidad de los recursos naturales, principalmente agua y suelo, y de servicios ecosistémicos clave para la población objetivo; con efectos negativos en los ingresos y seguridad alimentaria de los pequeños agricultores. En adición, el uso inadecuado de agroquímicos en la etapa productiva, podría tener efectos negativos en la inocuidad de los productos agropecuarios y volverlos no aptos para el consumo humano, afectando la seguridad alimentaria y nutricional sobre todo de poblaciones vulnerables. Asociado a ello, el uso inadecuado de agroquímicos genera la contaminación del agua y el suelo. El cambio climático puede afectar los sistemas alimentarios, limitando el acceso al agua, reduciendo la productividad agropecuaria y afectando los medios de vida, transporte y comercio.
108. Frente a este escenario, es vital que las operaciones del FIDA a) prioricen el enfoque agroecológico, e incluyan el fortalecimiento de capacidades para la transición necesaria, incluyendo la implementación de buenas prácticas agrícolas para asegurar la inocuidad de los alimentos y evitar la contaminación de fuentes de agua y suelo, así como la adaptación al cambio climático; b) consideren el financiamiento para la restauración de servicios ecosistémicos de provisión y regulación hídrica, control de la erosión y fertilidad del suelo, polinización, conservación de la biodiversidad, captura de carbono, entre otros; c) promuevan la innovación en el desarrollo de negocios verdes y la adopción de prácticas y tecnologías para el desarrollo limpio; y d) prioricen inversiones con enfoque territorial, en base a las limitaciones y potencialidad a nivel local expresadas en el ordenamiento territorial y planes de gestión. La atención de desafíos ambientales y climáticos del país demanda la intervención articulada en el marco de alianzas estratégicas con la población objetivo, sectores público y privado, y la cooperación internacional, que favorezcan efectos sistémicos, principalmente para la provisión y acceso al agua para fines agropecuarios y de consumo humano. Igualmente, es recomendable considerar el fortalecimiento institucional de las agencias de gobierno responsables de emitir licencias ambientales, con la finalidad de asegurar la priorización de proyectos con financiación externa, evitando retrasos la ejecución de los proyectos. Asimismo, se recomienda contribuir de manera estratégica con el desarrollo e implementación de políticas públicas para impulsar los negocios verdes, la agroecología y el uso sostenible de la biodiversidad.

Enseñanzas extraídas

109. La focalización en la población rural es una prioridad para el Gobierno y el FIDA, donde la identificación de sus perfiles, demandas y los temas que interesan a los jóvenes es un proceso continuo de estudio.
110. En Colombia, las brechas de pobreza y el bajo acceso de la población pobre a bienes y servicios siguen vigentes y son notorios, por lo que se deben tener en cuenta estrategias diferenciadas y acciones concretas para generar cambios sostenibles en la población en mayor nivel de vulnerabilidad (Mujeres, Jóvenes, Población NARP y Pueblos Indígenas).
111. La ampliación requiere dos elementos principales: el refuerzo de la capacidad de innovación y la escala de los resultados y el desarrollo de un plan que promueva esta ampliación desde el principio de la intervención. La implicación de los jóvenes refuerza la reproducción de las buenas prácticas y las innovaciones.
112. Cuando las herramientas para cumplimiento de los PESAC están previstas desde el diseño de los proyectos, tienen mayor potencial para orientar la intervención y gestionar los riesgos ambientales, climáticos y sociales, que se encuentran directamente vinculados con la sostenibilidad de los negocios rurales. La incorporación de los enfoques

de salvaguarda desde el diseño, permite un mejor alineamiento con los procedimientos y operatividad del proyecto, e incluso contribuye a reducir cuellos de botella que podrían retrasar la ejecución de instrumentos de inversión. Un ejemplo que destaca es la gestión de licencias ambientales, cuyos plazos pueden exceder el cronograma de ejecución de un plan de negocio, siendo necesario que los proyectos consideren durante la etapa de diseño los plazos, costos y la gestión de alianzas y acuerdos interinstitucionales para la atención de los requerimientos de la normativa nacional ambiental.

Seguimiento

En línea con el Marco de Gestión de Resultados del COSOP y los riesgos y oportunidades identificadas en temas sociales, se proponen los siguientes indicadores:

- Multiplicadores obligatorios (Hombres, Mujeres, Jóvenes, Pueblos Indígenas, Personas con discapacidad), en todos los indicadores básicos de alcance, Indicadores básicos de producto e Indicadores básicos de efectos directos que consideren los proyectos.
- Se recomienda incluir indicadores específicos para Comunidades NARP y personas de la comunidad LGTBIQ+
- Desarrollar un plan de consultas con Mujeres, Pueblos Indígenas, Jóvenes, Personas con Discapacidad, Comunidades NARP y personas de la comunidad LGTBIQ+ para el diseño de proyectos, medio término y cierre del presente COSOP.
- Se recomienda incluir el indicador: Número de políticas públicas diseñadas o implementadas en las que se promuevan los negocios verdes, la agroecología y el uso sostenible de la biodiversidad

Género

- IE 2.1: Individuos que presentan una mejora de empoderamiento y sus Multiplicadores obligatorios.

Nutrición

- IC 1.1.8: Hogares que recibieron apoyo específico para mejorar su estado nutricional y sus Multiplicadores obligatorios.
- IC 1.2.8: Mujeres que declaran una diversidad mínima en la dieta (MDDW)
- IC 1.2.9: Hogares cuyos conocimientos, actitudes y prácticas en materia de nutrición han mejorado (KAP)

Juventud

- IC 2.2.1: Personas con nuevos trabajos / oportunidades de empleo

En línea con el Marco de Gestión de Resultados del COSOP y los riesgos y oportunidades identificadas en materia ambiental y adaptación al cambio climático, se proponen los siguientes indicadores:

Para fortalecer la sostenibilidad ambiental y la resiliencia climática de las actividades económicas de la población rural pobre:

IC 3.1.1: Grupos apoyados para gestionar de forma sostenible los recursos naturales y los riesgos relacionados con el clima

COI 3.2.2: Hogares que informan la adopción de tecnologías y prácticas ambientalmente sostenibles y resilientes al clima

Referencias

CADPIFIDA (2017). Nota técnica de país sobre cuestiones de los pueblos indígenas de la República de Colombia. Centro para la Autonomía y Desarrollo de los Pueblos Indígenas

Carrillo, M., Jiménez, A. 2020. Evaluación ambiental por el uso y manejo de productos agroquímicos. Trabajo de Grado para Obtener el Título de Ingeniera Ambiental. Universidad de la Costa, Departamento de Ingeniería Civil y Ambiental, Programa de Ingeniería Ambiental. Barranquilla, Colombia. Consultado en <https://repositorio.cuc.edu.co/bitstream/handle/11323/7746/EVALUACION%20AMBIENTALES%20POR%20EL%20USO%20Y%20MANEJO%20DE%20PRODUCTOS%20AGROQUIMICOS.pdf?sequence=1&isAllowed=y>

Consejería Presidencial para la juventud. Reporte: Proyección de Población Joven 14-28. Extraída de: https://obs.colombiajoven.gov.co/observatorio/Observatorio.aspx?rpt=Buyel7PqAptVw9lwUXO_Fw%3D%3D

Departamento Administrativo Nacional de Estadística. 2016. Sostenibilidad Ambiental. Boletín Técnico. 3er Censo Nacional Agropecuario. Colombia. Consultado en <https://www.dane.gov.co/files/CensoAgropecuario/entrega-definitiva/Boletin-8-sostenibilidad-ambiental/8-Boletin.pdf>

Departamento Administrativo Nacional de Estadística. 2023. Condiciones de vida y pobreza multidimensional de poblaciones indígenas y afrodescendientes en Colombia a partir del CNPV 2018. UNFPA, Bogotá.

Departamento Administrativo Nacional de Estadística. 2019. Proyecciones de Población a nivel Nacional. Periodo 2020-2070.

Departamento Administrativo Nacional de Estadística. 2021. Nota Estadística: Juventud en Colombia. Extraída de: <https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/notas-estadisticas/dic-2021-nota-estadistica-juventud-en-colombia.pdf>

Departamento Administrativo Nacional de Estadística. 2023. Mercado Laboral. Información Febrero-Abril 2023. Extraído de: [https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/mercado-laboral/mercado-laboral-de-la-juventud#:~:text=La%20tasa%20de%20desempleo%20de,2022%20\(20%2C0%25\)](https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/mercado-laboral/mercado-laboral-de-la-juventud#:~:text=La%20tasa%20de%20desempleo%20de,2022%20(20%2C0%25).).
Página Oficial de Reportes UARIV: <https://www.unidadvictimas.gov.co/es/registro-unico-de-victimas-ruv/37394>

Departamento Administrativo Nacional de Estadística. 2019. Autor reconocimiento Población NARP. Debate de Control político de la Comisión I de la Cámara sobre CNPV 2018. Extraído de: <https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/grupos-eticos/presentacion-grupos-eticos-poblacion-NARP-2019-debate-ctrl-politico-camara-rep.pdf>

MINSALUD (2020). Boletines poblacionales: Personas con

Departamento Administrativo Nacional de Estadística. 2022. Boletín Técnico Población LGTBI. Extraído de: https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/ech/ech_poblacion_lgbt/boletin_GEIH_poblacion-lgbt_sep21_ago22.pdf

Departamento Administrativo Nacional de Estadística. 2022. Boletín Técnico "Población fuera de la fuerza de trabajo. Trimestre móvil noviembre 2021 - enero 2022" DANE. Extraído de: https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/ech/ech_inactividad/boletin_GEIH_fueradela fuerzadetrabajo_nov21_ene22.pdf

Departamento Nacional de Planeación. Banco Interamericano de Desarrollo. 2014. Impactos Económicos del Cambio Climático en Colombia – Síntesis. Bogotá, Colombia. Consultado en https://colaboracion.dnp.gov.co/CDT/Prensa/Impactos%20Econ%C3%B3micos%20del%20Cambio%20Climatico_Sintesis_Resumen%20Ejecutivo.pdf

Departamento Nacional de Planeación. 2023. Plan Nacional de Desarrollo 2022 – 2026. Colombia.

Departamento Nacional de Planeación. Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible. 2016. Plan Nacional de Adaptación al Cambio Climático. Colombia.

Dirección de la Mujer Rural (2021). Situación de las Mujeres Rurales en Colombia, 2020. Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural

Discapacidad. Diciembre 2020. Extraído de: <https://www.minsalud.gov.co/sites/rid/Lists/BibliotecaDigital/RIDE/DE/PS/boletines-poblacionales-personas-discapacidadI-2020.pdf>

FAO, Unión Europea y CIRAD. 2022. Perfil de sistemas alimentarios: Colombia. Catalizar la transformación sostenible e inclusiva de nuestros sistemas alimentarios. Roma, Bruselas y Montpellier, Francia. <https://doi.org/10.4060/cc2298es>

FIDA (2022). INNOVA Agricultura Familiar. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura. 2022. Colombia: Implementación de la NDC en el sector Agropecuario. Proyecto Gestión del Conocimiento para la Adaptación de la Agricultura Familiar al Cambio Climático. Colombia.

FIDA. 2022. Nota SECAP del Programa Inclusión, Resiliencia y Paz en Colombia. El Campo Emprende 2.0. Colombia.

Garzón, L., Mantilla, M. 2021. Alternativas para el proceso de recuperación de suelos contaminados por el uso de agroquímicos en el cultivo del tomate en el municipio de Gramalote departamento Norte de Santander Colombia. Trabajo de Grado para Obtener el Título de Ingeniera Ambiental. Universidad Nacional Abierta y a Distancia – UNAD, Escuela de Ciencias Agrícolas, Pecuarias y del Medio Ambiente (ECAPMA), Ingeniería Ambiental. Colombia.

Gobierno de Colombia. 2020. Actualización de la Contribución Determinada a Nivel Nacional de Colombia (NDC). Colombia.

Gobierno de Colombia. 2021. Estrategia climática de largo plazo de Colombia E2050 para cumplir con el Acuerdo de París. MinAmbiente, DNP, Cancillería, AFD, Expertise France, WRI: Bogotá

Grupo Internacional de Trabajo sobre Asuntos Indígenas (2023). Extraído de: <https://www.iwgia.org/es/colombia/5083-mi-2023-colombia.html>

ICBF (2015). Encuesta Nacional de Situación Nutricional. Ministerio de Igualdad y Equidad.

ICBDF (2015). Encuesta Nacional de Situación Nutricional. Extraído de: <https://www.icbf.gov.co/bienestar/nutricion/encuesta-nacional-situacion-nutricional#ensin3>

International Disability Alliance (2021). Informe Alternativo de las Organizaciones de Personas con Discapacidad de Colombia. Extraído de: https://www.internationaldisabilityalliance.org/sites/default/files/informe_alternativo_od_s_de_las_opd_colombia_julio_2021_logos.pdf

Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible, Colombia. 2022. Plan Nacional de Negocios Verdes 2022-2030. Banco Interamericano de Desarrollo (BID), Biointropic y Corporación Biocomercio Sostenible. Colombia. Consultado en <https://www.minambiente.gov.co/wp-content/uploads/2022/11/Actualizacion-Plan-Nacional-Negocios-verdes-2022-2030-VF2-2.pdf>

ONU Mujeres (2022). Mujeres y hombres: brechas de género en Colombia Segunda edición. Recuperado de: <https://colombia.unwomen.org/es/digital-library/publications/2022/11/mujeres-y-hombres-brechas-de-genero-2022>.

PARES (2023). "Vivir sin Miedo": Informe de Violencias Basadas en Género. Fundación "Paz y Reconciliación", Colombia.

Pardo, R. 2017. "Diagnóstico de la juventud rural en Colombia. Grupos de Diálogo Rural, una estrategia de incidencia". Serie documento N°227. Grupo de Trabajo Inclusión Social y Desarrollo. Programa Jóvenes Rurales, Territorios y Oportunidades: Una estrategia de diálogos de políticas. Rimisp, Santiago, Chile. Recuperado de: https://www.rimisp.org/wp-content/files_mf/1503000650Diagn%C3%B3sticodelajuventudruralenColombia.pdf

Vargas, C., & Villarreal, N. (2014). Programa Mujer Rural, Avances, Obstáculos y Desafíos. Oxfam, 2109 (1), 1-22. Extraído de: http://www.observatoriodetierras.org/wp-content/uploads/2014/04/Oxfam_An%23U00e1lisis-del-Programa-Mujer-Rural.pdf

WEF (2022). Global Gender Gap Report.

WGDS (2021). Indicadores de la gravedad de la discapacidad. Extraído de: https://www.washingtongroup-disability.com/fileadmin/uploads/wg/WG_Document_5E_-_Analytic_Guidelines_for_the_WG-SS_Severity_Indicators_Spanish_.pdf

Agreement at completion point

A. Introducción

1. Esta es la primera evaluación de la estrategia y el programa en el país (EEPP) que la Oficina de Evaluación Independiente del FIDA (OIE) lleva a cabo en la República de Colombia. El objetivo de la EEPP fue evaluar los resultados y el desempeño de la estrategia y el programa financiados por el FIDA en Colombia, con el fin de mejorar la eficacia de la asociación entre el FIDA y el Gobierno para la erradicación de la pobreza rural. La EEPP identificó lecciones útiles para el desarrollo del nuevo marco estratégico. En consonancia con el interés expresado por la División de América Latina y el Caribe del FIDA (FIDA ALC), las conclusiones y recomendaciones orientarán la formulación del nuevo Programa sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales (Country Strategic Opportunities Programme o COSOP) y la operación que está en proceso de diseño.
2. La EEPP abarca el período 2008-2022 y proporciona una evaluación estratégica a nivel de programa, formada por el análisis de tres dimensiones que se refuerzan mutuamente: (i) desempeño de la cartera crediticia, (ii) las actividades no crediticias (diálogo sobre políticas, gestión de conocimientos, alianzas), y (iii) el desempeño de los socios (FIDA y Gobierno de Colombia).
3. Este **Acuerdo en el Punto de Culminación** (APC) contiene las recomendaciones de la evaluación que la dirección del FIDA y el Gobierno de Colombia convienen en adoptar dentro de plazos específicos.
4. El seguimiento a la aplicación de las recomendaciones acordadas se llevará a cabo a través del Informe del Presidente del FIDA sobre el estado de Ejecución de las Recomendaciones de la Evaluación y sobre la Acciones de la Gerencia, el cual es presentado a la Junta Ejecutiva del FIDA por la Gerencia del Fondo con periodicidad anual.
5. El APC será firmado por el Gobierno de Colombia (representado por la Viceministra de Asuntos Multilaterales del Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia) y la Dirección del FIDA (representada por el Vicepresidente Asociado del Departamento de Gestión de Programas). El papel de la OIE es facilitar la finalización de la APC. El APC final se presentará a la Junta Ejecutiva del FIDA como anexo del nuevo Programa sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP) para Colombia. También se incluirá en el informe final de la EEPP del Colombia.

B. Recomendaciones

6. Sobre la base de la evidencia recogida, el análisis desplegado y las conclusiones extraídas, la presente EEPP ofrece las siguientes recomendaciones.
7. **Recomendación 1. Canalizar un portafolio de recursos más importantes para ampliar y dinamizar la estrategia y el programa del FIDA en el país.** Incrementar sustancialmente el portafolio de FIDA en Colombia pasa por: i) beneficiarse de la nueva ventana de financiamiento BRAM (por su sigla en inglés, Mecanismos de Acceso a Recursos Ajenos del FIDA); ii) concretizar e incrementar - en lo posible- el cofinanciamiento con la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo y renegociar con el Gobierno apoyos presupuestarios como el de la Unión Europea; iii) asegurarse la adecuada disponibilidad presupuestaria por parte del Ministerio de Hacienda y Crédito Público de Colombia; y iv) identificar y desarrollar nuevas alianzas con movilización de fondos compartidos con otras agencias de cooperación y sectores privados o mixtos.
8. **Recomendación aceptada: Parcialmente.** Se reconoce la importancia de contar con una disponibilidad importante de recursos, pero en caso de cofinanciamiento no necesariamente tiene que corresponder a la Cooperación Española. La identificación de posibles cofinanciadores es un ejercicio conjunto entre el FIDA y el Gobierno de Colombia, y debe responder a la coyuntura, visión estratégica propuesta en la operación en cuestión, y las condiciones financieras aceptadas por el país. En efecto, será el Gobierno de Colombia quien definirá los montos de financiamiento y su focalización, según prioridades y necesidades establecidas.

9. Con respecto al punto iii), asegurar la adecuada disponibilidad presupuestaria por parte del Ministerio de Hacienda y Crédito Público de Colombia es práctica habitual en la formulación de cualquier actividad crediticia.
10. **Seguimiento propuesto:** En el nuevo Programa sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales (COSOP) se propone incluir una identificación preliminar de posibles cofinanciadores, mismos que serán confirmados a la hora de diseñar las nuevas operaciones.
11. **Fecha límite para su implementación:** Inclusión según el cronograma de diseño del nuevo COSOP. Implementación durante la vigencia del COSOP.
12. **Recomendación 2. Definir una nueva agenda de cooperación con el Gobierno.** Desarrollar un diálogo con el Gobierno y los principales asociados que permita acordar, diseñar e implementar un COSOP y una cartera relevante y co-financiada de proyectos y donaciones, basada en:
 - a) **Prioridades temáticas abordadas desde un cambio sistémico**, definidas de acuerdo con el nuevo Plan Nacional de Desarrollo (2022-2026) para el agro, con especial atención a la implementación de la Reforma Rural Integral para lo cual el FIDA puede poner a disposición su experiencia anterior en estrategias rurales diferenciadas. Se sugiere apoyar especialmente la pluriactividad y multifuncionalidad de la agricultura familiar, y la conservación y puesta en valor del patrimonio cultural y la biodiversidad local, en clave de resiliencia y adaptación al cambio climático.
 - b) **Prioridades geográficas abordadas desde una lógica territorial**, definidas de una manera más concentrada que en el pasado para facilitar la real y profunda implementación del enfoque territorial, en una masa crítica de territorios. Por los antecedentes de FIDA, un espacio podría ser el de los cuatro departamentos del Pacífico (Chocó, Cauca, Valle del Cauca y Nariño), en sus distintos agro y ecosistemas, incluyendo pueblos y ciudades intermedias como núcleos articuladores.
 - c) **Prioridades poblacionales abordadas desde una orientación hacia los sectores en mayor condición de pobreza y desigualdad.** Se sugiere profundizar el apoyo a la población afrodescendiente, indígena, desplazada, y con menores oportunidades y activos, prevalentemente de mujeres y jóvenes, a través de mecanismos validados, como la transferencia directa de recursos a estos actores. El reto sería introducir una atención más integral, no ligada solo a los planes de negocio, sino al incremento del capital humano y social en los territorios seleccionados.
 - d) Una **estrategia de sostenibilidad**, apuntalada en el desarrollo de las capacidades locales, el fortalecimiento de la gobernanza territorial y el tejido social. En este marco, será importante definir mecanismos de cooperación con los gobiernos locales y dinamizadores territoriales que los puedan coadyuvar, evitando la centralización de las operaciones en Bogotá.
 - e) **Contrapartes de Gobierno** definidas con base en sus competencias, conocimientos y motivación para la implementación de estrategias rurales sostenibles, con enfoque territorial y ambiental. Esto implica revisar la focalización anterior casi exclusiva en el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural (MADR) y verificar a socios diferentes, como, por ejemplo, con el Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible y las agencias ligadas a tierra y territorio, desarrollo rural y renovación del territorio.
13. **Recomendación aceptada: Parcialmente.** Los criterios de prioridades geográficas deben ser de autonomía e interés por parte del Gobierno de Colombia teniendo en cuenta que se debe focalizar en zonas que presentan indicadores elevados de pobreza rural.
14. **Seguimiento propuesto:** En el marco del diseño del COSOP se propone trabajar de forma conjunta para identificar cuáles instituciones y aliados serán los más apropiados para alcanzar los objetivos estratégicos del programa. Este trabajo deberá contar con el involucramiento de los actores priorizados que permitan acordar y establecer procesos de articulación con instituciones del orden local, departamental

- y regional. Incluirá al Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible y las agencias ligadas a tierra y territorio, desarrollo rural y renovación del territorio, pero también otros posibles socios (Ministerio de Ciencias, Tecnología e Innovación, Agencia Presidencial de Cooperación Internacional, sector privado etc.). Además, se incluirá al Departamento Nacional de Planeación, por su incidencia en la orientación de ciclo de las políticas públicas del país, y por sus funciones en materia de crédito externo.
15. **Fecha límite para su implementación:** Inclusión según el cronograma de diseño del nuevo COSOP. Implementación durante la vigencia del COSOP, a través de operaciones crediticias y no crediticias.
 16. **Recomendación 3. Incrementar el involucramiento de FIDA en el diseño e implementación del nuevo programa y estrategia país en coordinación con el Gobierno y múltiples socios.** En el marco del fortalecimiento de la descentralización de FIDA, se debe tomar en cuenta la importancia de respaldar el equipo que maneja el programa en el país (apoyo técnico, personal internacional) de manera que en el siguiente COSOP se definan orientaciones estratégicas para superar los cuellos de botella históricos de la cooperación del FIDA en Colombia:
 - a) La **gestión de los conocimientos**, que priorice el fortalecimiento y la institucionalización de sistemas de información orientados a la medición y análisis del impacto, de manera articulada con los sistemas nacionales de información en Colombia.
 - b) La **construcción de alianzas sólidas y operativas orientadas a resultados concretos**, identificando los socios más adecuados y con los que se pueden construir sinergias de mediano/largo plazo, incluyendo el sector privado. No sirven marcos conceptuales generales sino acuerdos operativos con recursos compartidos y áreas de acción establecidas.
 - c) Los **mecanismos concretos para el diálogo y la incidencia en políticas, programas y agendas**, a través de la interlocución activa con los propios actores e instituciones locales a fin de contribuir a incrementar su influencia en las agendas territoriales y sectoriales.
 - d) La inclusión de competencias e iniciativas que se orienten hacia una visión más integral y sostenible del **manejo de los recursos naturales, la biodiversidad y la adaptación al cambio climático, a nivel territorial**. Este es un tema prioritario actualmente en el que el FIDA no tiene suficiente experiencia en Colombia, por lo que necesita nuevos socios.
 17. **Recomendación aceptada: Sí.**
 18. **Seguimiento propuesto:** Ya se viene trabajando, por ejemplo, con la Agencia Presidencial de Cooperación Internacional de Colombia (APC) sobre la Cooperación Sur-Sur y Triangular (SSTC, por sus siglas en inglés) en Colombia que está anclada en el Marco Estratégico del FIDA 2016-2025 como parte integral del modelo operativo del Fondo y de los programas en los países. En el marco del diseño del nuevo COSOP, se identificarán mecanismos para fortalecer: i) la gestión de los conocimientos, ii) la construcción de alianzas sólidas y operativas, iii) mecanismos concretos para el diálogo y la incidencia en políticas, programas y agendas que competan el mandato del FIDA, y iv) la inclusión de competencias e iniciativas que se orienten hacia una visión más integral y sostenible del manejo de los recursos naturales, la biodiversidad y la adaptación al cambio climático, a nivel territorial. Además de los entes a nivel nacional, será clave que la articulación se dé en los territorios, con múltiples actores que están involucrados en la cooperación para diferentes temáticas.
 19. **Fecha límite para su implementación:** Inclusión según el cronograma de diseño del nuevo COSOP. Implementación durante la vigencia del COSOP.
 20. **Recomendación 4. Desarrollo de capacidades.** La conclusión de un ciclo y los desafíos actuales de Colombia, requieren de una masa crítica de nuevas capacidades para la inclusión, la profundización del proceso de paz, la institucionalización y la sostenibilidad. Se pueden escalar las experiencias de los proyectos, aportando un sistema de desarrollo de capacidades en el que puedan confluir de manera

- estructurada instituciones como el Servicio Nacional de Aprendizaje, institutos técnicos superiores y universidades comprometidas con los territorios.
21. **Recomendación aceptada: Parcialmente.** Si no hay recursos no reembolsables disponibles para Colombia, es improbable cumplir con esta recomendación a un nivel adecuado. Sin embargo, se buscarán oportunidades por medio de fondos suplementarios para poder cumplir con la recomendación.
 22. **Seguimiento propuesto:** En el diseño del COSOP se identificarán las avenidas y mecanismos para apoyar las políticas públicas y fortalecer las capacidades (a nivel local, regional y nacional) que permitan la inclusión, la profundización del proceso de paz, la institucionalización y la sostenibilidad. El desarrollo de capacidades será incorporado dentro de actividades crediticias y no crediticias, con una identificación preliminar de aliados que podrían aportar fondos suplementarios.
 23. **Fecha límite para su implementación:** Inclusión según el cronograma de diseño del nuevo COSOP. Implementación durante la vigencia del COSOP a través de actividades crediticias y no crediticias.
 24. **Recomendación 5. Diseño de una estrategia de comunicación orientada a compartir y usar resultados como bienes públicos.** Dedicar recursos – respaldando el equipo que maneja el programa país - para establecer una estrategia creativa y participativa que permita: i) visibilizar los procesos y resultados de la nueva estrategia y programa país, desde las experiencias y las voces de los actores y territorios involucrados, en una tónica que supere lo micro y pueda “hablar” en escenarios más amplios y multi actorales; ii) posicionar las contribuciones del FIDA con el Gobierno y sus aliados en espacios relevantes de incidencia de política, de diálogo con los sectores privados y otros, tanto a nivel nacional como internacional; iii) apuntalar y difundir los resultados de la gestión del conocimiento como de la ampliación de escala.
 25. **Recomendación aceptada: Sí**
 26. **Seguimiento propuesto:** En el marco del proceso del diseño del nuevo COSOP y con el apoyo de la División de Comunicaciones del FIDA se acompañará el proceso de diseño de un documento de lineamientos de comunicación en Colombia. Este documento servirá de guía para la elaboración de planes estratégicos de comunicación que involucren al FIDA.
 27. Para la implementación de los planes de comunicación se requerirá de fondos específicos (un estimado de US\$ 20,000 por año) para el desarrollo de contenidos por el lado del FIDA, entre el segundo y el séptimo año de implementación del COSOP.
 28. **Fecha límite para su implementación:** Inclusión según el cronograma de diseño del nuevo COSOP. Implementación durante la vigencia del COSOP.

Firmado el _____ de _____ de 2023, por:

Firma: _____
 Elizabeth Taylor Jay
 Viceministra de Asuntos Multilaterales
 Ministerio de Relaciones Exteriores
 de Colombia
 República de Colombia

Firma: _____
 Donal Brown
 Vice Presidente Asociado
 Departamento de Gestión de
 Programas
 Fondo Internacional de Desarrollo
 Agrícola (FIDA)

COSOP preparation process

1. Para la elaboración del COSOP el equipo de trabajo (CDT por sus siglas en inglés), inició en enero de 2023, la preparación del borrador, el cual se esperaba presentar en el mes de abril de 2023. No obstante, debido a un periodo político con situaciones complejas en el nivel nacional, se decidió esperar la aprobación del Plan Nacional de Desarrollo 2022 - 2026, el cual fue publicado el 19 de mayo de 2023.

2. Una vez se contó con el Plan Nacional de Desarrollo, se retomó la interacción con el Departamento Nacional de Planeación (DNP), el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural (MADR), el Ministerio de Ambiente (MINAM) y el Ministerio de Relaciones Exteriores (MRE). y se programaron los diálogos preparatorios para la elaboración del COSOP, a partir de la programación de espacios de validación en grupos focales con actores locales, nacionales e internacionales con presencia en Colombia.

3. Estos Diálogos Preparatorios tuvieron como objetivo realizar un intercambio amplio, transparente y constructivo sobre retos y oportunidades del contexto nacional del sector agroalimentario y rural, y contaron con la participación de Cancillería de Colombia; Agencia Presidencial de Cooperación – APC; Ministerio de Hacienda y Crédito Público – MHCP; Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural – MADR; Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible – MADS y Departamento Nacional de Planeación. Se programaron diez espacios donde se priorizaron las siguientes temáticas y grupos poblacionales: Jóvenes; Género; Pueblos indígenas; Población NARP; Población en situación de discapacidad; Acceso a Tierras; Sistemas Agroalimentarios; Ambiente y Cambio Climático; Innovación, conectividad y acceso a la información; Acceso a Servicios Financieros. Algunos puntos importantes que salieron del taller y se toman en cuenta en el COSOP, son:

- Fortalecer los canales de comunicación entre FIDA con Cancillería, DNP, APC, sumado a los Ministerios y otras entidades sectoriales de tal manera que se generen acciones para fortalecer y apropiar capacidades en las entidades públicas a partir de la experiencia acumulada de FIDA en Colombia.
- La necesidad de mantener una correcta alineación del nuevo COSOP con el actual Plan Nacional de Desarrollo y la importancia estratégica de alinearse también con el nuevo Marco de Cooperación de ONU en Colombia.
- La necesidad de involucrar planes de trabajo específico para fortalecer la Cooperación Sur – Sur en la oferta de Cooperación de la APC y retomar las acciones sobre Cooperación Local: COL -COL.
- La oportunidad de vinculación de acciones FIDA con los Fondos Verdes.
- Se destacan las condiciones financieras que ofrece el FIDA en comparación con otros portafolios de Bancos de Desarrollo y la alineación de la estrategia del FIDA con las intenciones del MHCP.
- La urgencia para que las nuevas operaciones de FIDA inicien pronto y puedan vincularse a las proyecciones presupuestales del actual Gobierno.
- El acompañamiento técnico del FIDA es clave y necesario para que los proyectos alcancen los resultados; no se trata de co-ejecutar, sino de apoyar eficazmente.
- La focalización y priorización de FIDA da orientaciones claras para la implementación de las intervenciones en diferentes temas (cambio climático, generación de ingresos, DDHH)

4. Adicionalmente, se sostuvo una reunión bilateral con la DNP donde se sugirió considerar en el COSOP el énfasis del actual gobierno en dar cumplimiento a los Acuerdos de Paz y en particular en lo que respecta a la Reforma Rural Integral – RRI, avanzar en la adjudicación de tierra a la población campesina, reconociendo en FIDA un muy buen aliado estratégico para complementar este trabajo con las comunidades rurales, pueblos indígenas, afros, ROM entre otros y valorizando los aprendizajes acumulados en temas estratégicos como género, nutrición, juventud, entre otros.

5. Paralelamente, se programó la misión del CDT a Colombia para dar el cierre de actividades y presentar el documento a las autoridades nacionales. Este trabajo se hizo de la mano con la Dirección de Cooperación del Ministerio de Relaciones Exteriores y se convocó a las principales autoridades relacionadas con el trabajo del FIDA en Colombia, así como otras Agencias del Sistema de Naciones Unidas.

6. Una vez se contó con el documento con la información aportada por los diferentes actores, se culminó la elaboración del documento y se espera poner en consideración de las autoridades del FIDA.

7. Finalmente, es importante resaltar que el proceso de elaboración del COSOP tuvo como referencia las recomendaciones del Acuerdo de Punto de Culminación del COSOP anterior, en materia de estrategias para canalizar mayores recursos, la definición de una agenda de cooperación con el Gobierno, incrementar el involucramiento del FIDA en el diseño en coordinación con el Gobierno y múltiples socios, promover el desarrollo de capacidades y la necesidad de incluir una estrategia de comunicación.

South-South and Triangular Cooperation Strategy

I. Introducción

1. La Cooperación Sur-Sur y Triangular (CSST) es un instrumento muy importante dentro de las políticas operacionales del FIDA. Paulatinamente, ha venido siendo integrada en los principios básicos del Fondo y se entiende como un importante recurso complementario a las operaciones de crédito y las subvenciones, así como de las acciones de asistencia técnica y gestión y fortalecimiento del conocimiento.
2. El FIDA ha avanzado en la integración de la CSST en su política de subvenciones regulares, en las estrategias de gestión del conocimiento y de innovación y, principalmente, en su Marco Estratégico 2016 – 2025. La CSST ha sido vinculada por el FIDA en los programas nacionales, el diseño y ejecución de proyectos, la construcción de alianzas, el intercambio de conocimiento, así como en las acciones de movilización de recursos.
3. El mandato y enfoque del trabajo de FIDA es plenamente coincidente con las apuestas de desarrollo del actual Gobierno de Colombia, lo que, de hecho, genera importantes oportunidades de trabajo conjunto, de integración de las acciones del FIDA con las del Gobierno y abre un espacio para aprovechar y potenciar, a la vez de compartir con otros países, las capacidades nacionales en estos frentes. Desde la misma perspectiva, también es una oportunidad para ampliar el acceso a experiencias y conocimientos de otros socios nacionales y extranjeros. En suma, se genera un escenario propicio para reforzar el papel de la cooperación internacional, en general, y la CSST, en particular.
4. La CSST, como parte del COSOP, es importante para Colombia como un medio que permitirá escalar las buenas experiencias alcanzadas en su ejecución y en la del 2016 - 2023, así como las capacidades desarrolladas dentro del país y compartirlas con otros países cuyas condiciones sean similares a las de Colombia y las acciones del FIDA sean coherentes temática y técnicamente con las necesidades de aquellos.

I. Oportunidades para promover la inversión y los intercambios técnicos a favor del desarrollo rural

10. Colombia está catalogado como país de renta media alta (PRMA). A pesar de tal condición, dada la existencia y los efectos de un conflicto armado interno, el país sigue recibiendo apoyo de la cooperación internacional no reembolsable. Aparte de esta consideración, tal como ocurre con otros países en desarrollo, aún hay importantes retos que deben superarse para garantizar mayores niveles de bienestar para la población, en general, y la rural, en particular.
11. El país tiene altos niveles de desigualdad, pobreza y exclusión, que son más evidentes en las áreas rurales, y se reflejan, entre otros efectos, en la inseguridad alimentaria y la malnutrición. Adicionalmente, es un sector afectado por bajos niveles de acceso a servicios básicos, deficiente infraestructura y baja productividad. Esta situación afecta de forma significativa a mujeres, sobre todo en los pueblos indígenas y población NARP, jóvenes, personas con discapacidad, migrantes y comunidad LGBTIQ.
12. Por otra parte, Colombia también es un país con una amplia tradición democrática, fortaleza de sus instituciones, experiencias exitosas en acometer sus desafíos de desarrollo y sectores privado, no gubernamental y académico que han aportado de forma importante en el análisis, comprensión y generación de propuestas y experiencias para la solución a tales retos.
13. En materia de cooperación internacional para el desarrollo (CID) Colombia juega un papel dual, simultáneo, como oferente del conocimiento y capacidades generados por los diferentes actores del desarrollo y demandante de buenas prácticas de otros países, lo que se refleja en su agenda internacional. Evidentemente, este es un espacio propicio para desarrollar iniciativas de CSST.
14. El COSOP 2016 – 2023 y éste 2024 – 2027, han sido diseñados de tal forma que son coincidentes con varios elementos centrales de los recogidos en el Plan de Desarrollo

2022 – 2026. Por ejemplo, el COSOP 2016 – 2020 ha aportado enfoques y mecanismos innovadores para promover el desarrollo y reducir la pobreza y las desigualdades en las zonas rurales del país. Igualmente, contribuyó al fortalecimiento de la asociatividad y del tejido social, a la formalización de la actividad económica y al mejoramiento de la seguridad alimentaria. A su vez, los proyectos desarrollados fomentaron la igualdad de género y la mayor participación de los jóvenes, entre otros efectos positivos.

15. El COSOP 2024 – 2027 mantendrá la misma filosofía fortalecida con la posibilidad de contar con aportes muy importantes de la CSST en estas materias.

II. Justificación de la cooperación Sur-Sur y triangular

16. Colombia cuenta con una amplia tradición en la CSS y más reciente en la CT. Desde esa perspectiva se ha ganado una experiencia importante en el establecimiento de relaciones y alianzas internas y externas para desarrollar intercambios que capitalicen las capacidades nacionales y puedan acceder a las buenas prácticas de otros países que comparten situaciones de desarrollo similares.
17. Colombia cuenta con un grupo importante de socios nacionales e internacionales con los que se ha desarrollado un número significativo de iniciativas (de oferta, demanda o en doble vía) relacionadas con las problemáticas descritas en este documento. De acuerdo con el Informe de la Cooperación Sur-Sur y Triangular en Iberoamérica 2022¹, en la CSS bilateral² el país es predominantemente oferente (129³ de 189 iniciativas) y en la CT es ligeramente mayor su condición de receptor (11 de 20 iniciativas). En la CSS regional predominan las iniciativas de doble vía (44 de 58 iniciativas). Desde la perspectiva temática, las principales áreas de oferta⁴ son el fortalecimiento institucional y políticas públicas, salud y agropecuario. Del lado de la demanda están, en su orden, salud, agropecuario y fortalecimiento institucional y políticas públicas.
18. Colombia, y en particular sus autoridades políticas (diplomáticas) y técnicas, que coordinan la cooperación internacional del país, mantendrán y fortalecerán la presencia en los escenarios de la CSST de manera que, en conjunto con la cooperación tradicional, contribuyan al cumplimiento de los propósitos del Plan Nacional de Desarrollo 2022 – 2026 y de la Estrategia Nacional de Cooperación Internacional que está actualmente en diseño.
19. El COSOP 2024 – 2027, en línea con su articulación con las apuestas nacionales para generar mayores niveles de desarrollo rural, incluirá la CSST como un recurso fundamental para su ejecución e impacto. En particular la inclusión de la CSST en el COSOP responde a los objetivos de la Estrategia de CSST del FIDA para 2022 – 2027, pues se basará en la identificación y disseminación de conocimiento e innovaciones, tanto para el programa general como en los proyectos específicos.
20. El COSOP 2024 – 2027 estará alineado con los propósitos fundamentales del FIDA de apoyar el desarrollo de políticas para fortalecer la capacidad productiva, el acceso a los mercados y la resiliencia de las poblaciones rurales y se alineará con los pilares de los programas FIDA, a saber, compromiso político, asociaciones (alianzas) y conocimiento.
21. La estrategia de CSST y las acciones puntuales o proyectos particulares que se deriven o asocien con esta modalidad de cooperación apuntarán a la meta general del COSOP de “contribuir a la transformación de los sistemas alimentarios haciéndolos más inclusivos, saludables, sostenibles y resilientes”. De la misma forma, las experiencias, conocimientos y actividades específicas que se desarrollen bajo la modalidad de CSST estarán alineadas con los objetivos específicos “Fortalecer la inclusión productiva de

¹ Secretaría General Iberoamericana, febrero de 2023

² Que representa el 71% de las iniciativas (que fueron 267 en total)

³ Incluidas aquellas de doble vía (oferta y demanda simultáneas)

⁴ Según la clasificación SEGIB

las y los productores de pequeña escala en sistemas alimentarios inclusivos, saludables, sostenibles y resilientes” y “Apoyar el desarrollo de políticas públicas y las capacidades institucionales y de otros actores para la mejora del entorno rural, en favor de los sistemas alimentarios inclusivos, sostenibles, saludables y resilientes”

22. Finalmente, con la inclusión de la CSST en el COSOP 2024 – 2027, seguirá los principios guía de la estrategia de CSST para la identificación y diseño de las acciones puntuales o los proyectos, que son: la apropiación del país (enfoque de demanda), el alineamiento con los focos temáticos del FIDA, el potencial de escalamiento de las experiencias identificadas, la orientación a resultados y el ajuste al contexto específico del país.

III. Asociaciones e iniciativas

23. Para la definición de las iniciativas que sean pertinentes para apoyar o concretar la ejecución del COSOP 2024 – 2027 se pondrá en funcionamiento un Mecanismo estratégico de identificación de iniciativas de CSST⁵. Tal mecanismo se concretará en los siguientes elementos.
 - Será un espacio dinámico de identificación de iniciativas que recoja las capacidades y demandas de Colombia y los países involucrados en la medida en que se vayan presentando las necesidades particulares de intercambio.
 - Anualmente, se realizará una reunión (virtual o presencial) de diálogo estratégico y seguimiento a la ejecución de la estrategia de CSST del COSOP. En este encuentro participarán los niveles directivos de FIDA y APC Colombia (y aquellas otras que las partes consideren pertinentes).
 - Como principio rector para la identificación y/o priorización de iniciativas se deberá garantizar su alineación con las temáticas de ejecución del COSOP en Colombia, las líneas de inversión de FIDA en el país o en otros, los marcos estratégicos de Colombia (PND, ENCI, etc.) y el portafolio de oferta del país.
 - Se realizarán reuniones virtuales periódicas, o a conveniencia, para definir las iniciativas que se hayan propuesto con anterioridad para el estudio correspondiente.
 - El estudio y escogencia de las iniciativas a desarrollar estará sujeto a la disponibilidad presupuestal de FIDA (alineación con sus programas de inversión) y de los países intervinientes en cada una de ellas.
 - Igualmente, se podrá estudiar la posibilidad de incluir a otros socios o recurrir a otros espacios de CSST para ampliar su cobertura, impacto o financiación.
 - Para la estructuración de las iniciativas se utilizará un formato convenido por las dos partes.
 - En las mismas reuniones se realizará también el seguimiento a la concreción y ejecución de las iniciativas escogidas en sesiones previas para determinar el estado de avance, cancelación o terminación.
24. Teniendo en cuenta los contactos previos entre APC Colombia y FIDA, se promoverá la ejecución de una primera iniciativa para compartir la experiencia de los mecanismos de monitoreo y evaluación del proyecto Campo Emprende con el proyecto Pronorte de Honduras.

IV. Conclusión

⁵ En el anexo 1 de este aparte se incluye un mapeo general de agentes y temas, de acuerdo con las iniciativas desarrolladas principalmente por APC Colombia, que puede terminar concretándose en las iniciativas revisadas y aprobadas en el Mecanismo estratégico de identificación de iniciativas de CSST.

25. El componente de CSST de este COSOP recoge, en primer lugar, las decisiones estratégicas de FIDA por incorporar la CSST como un complemento determinante para ampliar la capacidad de generar resultados e impactos en sus intervenciones.
26. La amplia experiencia de FIDA en el trabajo en Colombia y en otros países, así como las capacidades y buenas prácticas desarrolladas por diferentes agentes en el país, constituyen una oportunidad para reforzar la ejecución del COSOP 2024 – 2027 y fortalecer la experiencia conjunta en el desarrollo de iniciativas de CSST.
27. Así como FIDA cuenta con una red mundial de agentes vinculados y de experiencias acumuladas, la institucionalidad pública colombiana y otros agentes de desarrollo del país son actores potenciales para la constitución de alianzas potentes para el fortalecimiento de la ejecución del COSOP y de las iniciativas de CSST.
28. Para garantizar la adecuada ejecución de la estrategia de CSST de este COSOP se concertará con APC Colombia la constitución de un Mecanismo estratégico de identificación de iniciativas.
29. La concreción de la estrategia de CSST de este COSOP dependerá de los siguientes elementos:
 - Poner en funcionamiento el Mecanismo estratégico de identificación de iniciativas de CSST, de acuerdo con los elementos constitutivos señalados anteriormente.
 - Fortalecer con APC Colombia el intercambio de información relevante para el conocimiento de las capacidades y necesidades colombianas, de otros países y las derivadas de la ejecución de los proyectos FIDA en el país.
 - Determinar los arreglos técnicos, operativos, financieros y logísticos para la ejecución de las iniciativas de CSST.
 - Aplicar metodologías de seguimiento y evaluación de la ejecución de las iniciativas de CSST, determinar su contribución en los resultados del COSOP y difundir la información pertinente.

Potenciales socios	Descripción
Socios del sur global ⁶	Antigua & barbuda, Argentina, Azerbaiyán, Birmania, Bolivia, Brasil, Brunéi, Camboya, Chile, China, Costa Rica, Curazao, Ecuador, Etiopía, Filipinas, Ghana, Granada, Guatemala, Honduras, India, Indonesia, Jamaica, Kenia, Laos, Malasia, Marruecos, México, Panamá, Paraguay, Perú, República Dominicana, San Cristóbal y Nieves, San Vicente y las Granadinas, Santa Lucía, Singapur, Surinam, Tailandia, Timor Oriental, Trinidad y Tobago, Turquía, Uruguay, Vietnam.

⁶ Identificados según las iniciativas de CSST que ha desarrollado Colombia en los últimos cinco años.

Potenciales socios	Descripción
Socios de la AOD ⁷	<p>Canadá (cacao, mujeres y jóvenes rurales), Estados Unidos (organizaciones comunitarias, sociedad civil, recursos naturales, servicios financieros, minorías étnicas), Alemania (reducción deforestación, territorios amazónicos, desarrollo inclusivo, en el medio rural, negocios verdes), Austria (conservación de ecosistemas, acceso al agua), España (producción sostenible, negocios verdes, formación personas vulnerables, acceso y uso del agua, saneamiento básico), Francia (uso del suelo, producción sostenible, financiación, microcrédito, reducción deforestación Amazonia, protección territorios indígenas), Países Bajos (catastro multipropósito, información predial y catastral, agricultura circular), Italia (cadenas agro productivas, fortalecimiento instituciones rectoras del sector, apoyo a pequeños productores), Reino Unido (reducción deforestación, manejo sostenible del bosque, ganadería sostenible, movilización de inversión privada a proyectos de infraestructura con bajas emisiones de carbono), Suecia (conservación de ecosistemas, economía circular, alianzas pequeños productores y empresas), Suiza (gestión y acceso a agua y saneamiento), Unión Europea (cadenas productivas láctea y cacao, rendimiento pequeñas y medianas empresas rurales, alianzas para producción, comercialización y conservación)</p>
Espacios regionales ⁸	<p>Comunidad Andina de Naciones (CAN), Alianza del Pacífico (AP), Proyecto Mesoamérica, Mercado Común del Sur (MERCOSUR), Agencia de Desarrollo de la Unión Africana (AUDA-NEPAD), Corredor Marino del Pacífico Este Tropical (CMAR), Triángulo de Coral sobre arrecifes de coral, pesca, seguridad alimentaria del sudeste asiático (CTICFF) y Non-Aligned Movement Centre for South-South Technical Cooperation (NAM CSSTC).</p>
Socios de CT ⁹	<p>Banco Interamericano de Desarrollo, Banco Mundial, Naciones Unidas (UNFPA y UNICEF), Swisscontact, Programa de Cooperación Triangular Costa Rica – España, Fondo Regional de Cooperación Triangular para América Latina y el Caribe de Alemania, Mecanismo Tripartito para la promoción de la Cooperación Triangular en América Latina y el Caribe entre Alemania (GIZ) Colombia y la Unión Europea (Ventana ADELANTE) y el Fondo de Cooperación para Agua y Saneamiento (FCAS) de España</p>

⁷ Identificados según los reportes de proyectos o las líneas estratégicas contenidas en los programas país vigentes o recién terminados.

⁸ Identificados según reportes de APC Colombia

⁹ Identificados según reportes de APC Colombia

Potenciales socios	Descripción
Socios privados, no gubernamentales, fundacionales y de academia ¹⁰	Federación Nacional de Cacaoteros (FEDECACAO), Federación Colombiana del Algodón (CONALGODÓN), Federación Nacional de Arroceros (FEDEARROZ), Cajas de Compensación Familiar, Red de Agencias de Desarrollo Local de Colombia (Red ADELCO), Fundación Corona, Universidad de la Sabana, Universidad de los Andes, Fundación ACUA, Fundación Capital, CIAT, PROCASUR, CORPORACIÓN PBA, Centro de Cooperación Internacional en Investigación Agronómica para el Desarrollo (CIRAD), Office National des Forêts International (ONFi), Agrónomos y Veterinarios Sin Fronteras (AVSF), Tropical Forest Alliance (capítulo Colombia).
Socios con propuestas basadas en tecnología ¹¹	Mucho, Frubana, Koshcampo, ComproAgro y Waruwa (comercialización). Bold, Addi, PayU, MoviiRed y Mesfix (Fintech)
Posibles temáticas ¹²	Productos (algodón, arroz, artesanías, cacao, cría de ganado, frutas, granada, guadua, hortalizas, leche, maíz, miel y derivados, ñame, piscicultura, soja), Alimentación (alimentación saludable, desnutrición, nutrición, seguridad alimentaria), Fortalecimiento productivo (diferentes sectores productivos, cadena apícola, competitividad sector agropecuario, formación sector agropecuario, técnicas agropecuarias, fortalecimiento de cadenas productivas, investigación agrícola y cadenas de producción, innovación y tecnología agrícola), Medio ambiente (áreas protegidas, biodiversidad costera, biodiversidad marina, biodiversidad y conservación de ecosistemas, cambio climático, carbono azul, ecosistemas forestales, evaluación y seguimiento ambiental de proyectos, economía azul - algas marinas, forestería comunitaria, negocios verdes, protección de la biodiversidad), Turismo (ecoturismo comunitario, ecoturismo y conservación de la agrosilvicultura, turismo cafetero, turismo rural / sostenible / etnoturismo), Sanidad agropecuaria (control enfermedades y plagas, controles y medidas sanitarias y fitosanitarias, inspección y cuarentena de productos agrícolas, manejo de plagas y enfermedades, sistemas de inocuidad de alimentos), Desertificación (caracterización de los suelos, fisiología y mejores prácticas agronómicas sobre el terreno, recuperación de suelos degradados, reducción desertificación, restauración productiva de tierras), Organización productiva (agricultura familiar, centros de emprendimiento,

¹⁰ Identificados por diferentes fuentes

¹¹ Identificados en publicaciones especializadas. Son una pequeña muestra de un universo muy amplio de este tipo de actores.

¹² Identificados según reportes de APC Colombia

Potenciales socios	Descripción
	<p>emprendimiento de jóvenes, experiencias en modelos empresariales de pequeños productores de cacao, fortalecimiento asociaciones agrícolas, fortalecimiento cooperativo, huertas familiares, liderazgo comunitario), Otros temas (agua potable, desarrollo alternativo, germoplasma vegetal, inclusión financiera / garantías recíprocas, insumos agrícolas, mecanización agrícola, preparación de abonos, biofábricas banco de germoesperma, producción, certificación y comercialización de productos orgánicos; seguros agrícolas, uso de abonos orgánicos y materiales genéticos)</p>

Financial management issues summary

I. General

Para lograr los objetivos propuestos y responder a las políticas públicas del país relacionadas, se realizarán contribuciones estratégicas que constituyen el portafolio de actividades:

1. Cinco donaciones regionales activas al 2023, que tienen a Colombia como país beneficiario.
2. Futura operación del FIDA, llamado hasta la fecha Programa para Inclusión, Resiliencia y Paz (Préstamo IFAD y contribución de AECID)

Estas iniciativas mantienen un enfoque integral, para contribuir a eliminar las causas estructurales que generan y reproducen la pobreza en las zonas rurales. Bajo este enfoque, las diferentes iniciativas se armonizadas bajo una misma visión estratégica, lo que permitirá una adecuada coordinación intersectorial.

El diseño del Programa para Inclusión, Resiliencia y Paz (R4L) está programado durante el 2023 para aprobación el 2024, usando IFAD 12 y apoyo contribuciones de la Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID). Este programa (ID 2000003906) apoyará el Incremento del capital social, humano, físico, natural y financiero de pequeños productores rurales en condición de pobreza, e incluirá una contribución potencial de IFAD de hasta USD 50 millones, y potencial cofinanciamiento adicional de AECID por hasta USD 34.9 millones. Se estudiará la posibilidad de obtener financiación adicional de fondos complementarios para el clima (GCF, GEF y AF).

Se realizarán los esfuerzos posibles para aprovechar otros instrumentos disponibles del FIDA, donde sea pertinente.

II. Fiduciary Summary – Resumen Fiduciario del COSOP

COUNTRY	<i>Colombia</i>	COSOP PERIOD	<i>2023 - 2027</i>
A. COUNTRY FM ANALYSIS			
<i>FM Risk</i>	Moderate		
<i>Country Disbursement Ratio (rolling-year)</i>	78.6 %		
<i>Outstanding Ineligible Expenditure</i>	0 USD		
<i>Outstanding Advances (Projects in Closed Status)</i>	1,452 USD There are no arrears for Colombia.		
<i>PBAS Available allocation (current cycle) :</i>	Allocated Amount: 0 - IFAD 12 Available Balance: 0 - IFAD 12 Ordinary Terms		
<i>BRAM access</i>	Indicative amount USD 50 million		
<i>Country income category</i>	UMIC		

TI: The 2022 CPI ranked Colombia 91st out of 180 countries, a 3-position improvement as compared to 2021, which places the country in the category of Substantial Risk. The 2022 CPI score is 39 and has remained fairly stable since 2017, when it scored 37 points. TI states that some of the main drivers of corruption in the country are: highly sophisticated corruption practices that influence public policies and budgets, non-compliance of norms or excessive control and persistence of social practices of fraud, cheating and corruption. (Source: *Transparency International*)¹.

PEFA 2016 Colombia's Public Financial Management system was found to be reasonably aligned with international standards and good practices. In particular, most of the indicators (77.4%) scored between A and C+. The pillars that obtained the best scores are "Budget Reliability", "Management of Assets and Liabilities" and "Policy-Based Fiscal Strategy and Budgeting". In these pillars, most of the indicator scores ranged from A to B, signifying them as strengths of the PFM system in Colombia. Lowest scores are recorded for "accounting and reporting" and "external scrutiny and audit". In addition, during the Covid-19 pandemic the country systems was assessed, and the main strengths identified were "flexible budget prioritization", "robust internal control systems" and "efficient disbursement procedures" (Source: PEFA).

The World Bank's Country Partnership Framework for the period 2016-21 identified the fiduciary risk at country level as Moderate. The document highlighted that the risks relate to the low administrative and governance capacity at the subnational level in general and in particular in regions where local governments might be subject to the influence of illegal groups and other non-state actors. This could result in project prolonged preparation times, implementation delays as a consequence of insufficient capacity to efficiently manage procurement processes or timely project management. In addition, the high incidence of crime and violence bears the risk that project supervision cannot be carried out sufficiently.

Debt Sustainability – IMF: As per the latest IMF Article IV consultation, issued in April 2023, public sector debt is assessed to be sustainable under a wide range of plausible shock scenarios and with high probability, with moderate medium-term sovereign and financing risks. Realism scenarios suggest that the consolidation efforts going forward are somewhat ambitious. However, given tighter financing conditions at home and abroad, the tight fiscal stance and sustained implementation of fiscal plans are critical for debt stabilization. The ambitious pension reform could be an important risk to long-term fiscal sustainability (Source: IMF)

GNI per capita: Colombia is classified as an upper middle-income country. The latest value for GNI per capita as per World Bank national accounts data (current US\$) in Colombia was US\$ 6,510 in 2022. Over the past 59 years, the value for this indicator has significantly increased from US\$ 290 in 1962, to US\$ 6,510 in 2022 (reaching its peak in 2014 - US\$ 8,260). (Source: *World Bank Country Data*).

¹ <https://transparenciacolombia.org.co/el-cambio-que-se-requiere-en-la-lucha-contra-la-corrupcion/>

IFAC: The Constitution of Colombia establishes the General Accounting Office (CGN) as the accounting standard-setter for the public sector. The CGN has adopted accrual-basis IPSAS since 2015, and currently requires the application of 2017 IPSAS through Resolution No. 425 of 2019. The regulators have adopted the ISA through Decree No. 2420 of 2015, updated annually and published in the Official Gazette for application in all audits. The 2018 ISAs are currently effective.

B.PORTFOLIO – LESSONS (Strengths and Weaknesses)

Existing Portfolio:

Project	Project Status	%Disbursed of all financing instruments	Project FM inherent risk rating	Performance Score: Quality of Financial Management	Performance Score: Quality & Timelines of Audit	Performance Score: Disbursement Rate	Performance Score: Counterpart funds	Completion date
TOP	Project Completed	89.77	Low	Satisfactory	Highly satisfactory	Moderately Satisfactory	Highly Satisfactory	31/12/2022

The FM performance of the only IFAD Financed project in the past years (TOP), which is actually in its closing stage. After initial issues due to delays in hiring finance staff and the implementation of a financial reporting system in accordance with IFAD standard, the Financial management has been qualified as Satisfactory and with low fiduciary risk. Projects in Colombia are implemented through external operators, which are selected through a competitive process. These external operators manage the funds, including contracting and payments. Currently, there is one project at design stage (R4L) which is intended to be implemented directly by the Ministry of Agriculture, and likely including a small Results Based lending component.

Audit reports:

Financial statements are prepared based on accounting standards issued by the General Accounting Office of the Nation which are mandatory for all entities subject to the application of the Public Accounting Regulations with IPSAS cash based accounting standards adopted. Audits are carried out by private audit firms. High quality audit reports with clean audit opinions have been issued on time and in accordance with the requirements as per the IFAD audit manual and with no significant internal control observations.

Lesson learned:

- Timely contracting of finance staff from the start-up of the project.
- Importance of implementing a complementary system that allows for monitoring of budgeted versus actual expenses, by category and component and generates reports required by IFAD.
- Regular reconciliations between project financial reporting system and govt accounting system SIIF.
- To secure adequate fiscal space, ensure timely registration of budgets in the systems of the National Planning Department.

Country Systems:

Projects are implemented in Colombia through dedicated PMUs within the Ministry of Agriculture. Project budgets are included in the consolidated annual budget of the Ministry of Agriculture and submitted to the Ministry of Finance for approval and subsequently approved by the General

Assembly as part of final budget approval. Projects are using the Government system SIIF for processing payments, which is complemented by the SISCAP system to allow for monitoring of budget and expenditure as per IFAD categories and components. The Ministry of Agriculture has an effective internal control office which carries out operational audits on processes within the Ministry and publishes its reports on their website.

The link Methodology Project is a grant linked to the PROINORTE project in Honduras with the International Center for Tropical Agriculture (CIAT) as an organization with headquarter based in Colombia as grantee and not related to Colombia portfolio. The overdue balance of US\$ 1,452 is related to a grant with Universidad de Los Andes.

Prepared by: Armando Cortez Tellez

Date: 26 June 2023 and updated 17 October 2023

Procurement risk matrix

Parte A, a nivel de país

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
Indicador # y sub indicador #	Descripción del subindicador ^[1]	Conclusiones sobre el posible incumplimiento de los objetivos del proyecto y el MRAP ^[2] del FIDA	Riesgo inherente de incumplimiento de los objetivos del proyecto y el MAP del FIDA	Medida/s de mitigación propuesta(s)	Riesgo Neto
1	El marco jurídico de la contratación pública cumple los principios acordados y cumple con las obligaciones aplicables				
1(a)	Ámbito de aplicación y cobertura del marco jurídico y reglamentario	Existe un marco legal, regulatorio y de políticas conveniente y adecuado bajo un orden jerárquico, en la normativa del Sistema de Compra Pública. Sin embargo, la dispersión normativa consistente en las diferentes modificaciones realizadas a las leyes de contratación y a la existencia de disposiciones que regulan el Sistema de Compra Pública que se encuentran contenidas en diferentes cuerpos normativos, podría generar una dificultad tanto en su identificación como en su aplicación por parte del operador jurídico. https://www.colombiacompra.gov.co/ – Ley 80 de 1993.	M	Facilitar a los partícipes de los proyectos FIDA una síntesis actualizada, compilada, y sobre la normativa y su aplicación para que no tenga que recurrir a diversas fuentes legales. Instrumentos	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=304</p> <p>- Ley 1,150 de 2007.</p> <p>https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=184686</p> <p>- Decreto 1082 de 2015: Decreto Único Reglamentario del Sector Administrativo de Planeación Nacional.</p> <p>https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=77653</p> <p>Asimismo, por el lado del FIDA, existen Lineamientos de Adquisiciones y un Manual que forman parte del Marco de adquisiciones del proyecto.</p>		<p>como cartillas, guías y manuales de apoyo a los procesos de contratación, así como cursos de formación presenciales y virtuales sobre las normas de contratación pública aplicables.</p>	

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
1(b)	Métodos de adquisición	<p>Las modalidades de contratación incluyen procedimientos de contratación competitivos, establece la Licitación pública como regla general de contratación de la Administración Pública, otras modalidades de contratación más ágiles dependiendo de la cuantía u objeto a contratar. Así como también incluye procesos de contratación no competitivos de manera excepcional como la contratación directa, regulada en el numeral 4° del artículo 2° de la Ley 1150 de 2007, la cual procede única y exclusivamente frente a las causales previstas en la ley.</p> <p>a) Licitación pública:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Las Entidades Estatales pueden utilizar el mecanismo de subasta inversa para la conformación dinámica de las ofertas en la licitación. <p>b) Selección abreviada:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Selección Abreviada para la adquisición de Bienes y Servicios de Características Técnicas Uniformes por Subasta Inversa. - Selección Abreviada para la adquisición de Bienes y Servicios de Características Técnicas Uniformes por compra por catálogo derivado de la celebración de Acuerdos Marco de Precios. - Selección abreviada para la adquisición de Bienes y Servicios de Características Técnicas Uniformes en bolsas de productos. <p>c) Concurso de méritos;</p>	B	Facilitar a los partícipes de los proyectos FIDA una síntesis actualizada, compilada, y sobre la normativa y su aplicación para que no tenga que recurrir a diversas fuentes legales.	B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		d) Contratación directa; y e) Mínima cuantía.			
1(c)	Normas y plazos de publicidad	El marco legal contempla la publicidad como herramienta fundamental para promover la amplia participación en los procesos de contratación, garantizar la igualdad de condiciones, promover la transparencia y dar a conocer las oportunidades de negocio y sus resultados. El artículo 223 del Decreto 019 de 2012 estableció que el SECOP es el único sistema de publicación de los procesos de contratación que involucren recursos públicos. La publicidad rige los procesos de contratación desde su inicio hasta el final, esto es, desde la obligatoriedad de publicar el PAA para dar a conocer las oportunidades de negocio con antelación para la preparación de las ofertas, publicación de los avisos de convocatoria con la información suficiente sobre el proceso, publicación de los contratos y hasta la liquidación de los mismos. El marco legal establece plazos mínimos adecuados en cada una de las	B	Facilitar a los partícipes de los proyectos FIDA una síntesis actualizada, compilada, y sobre la normativa y su aplicación para que no tenga que recurrir a diversas fuentes legales.	B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		modalidades de selección para la presentación de propuestas, incluso por parte de proveedores extranjeros.			
1(d)	Normas de participación	El marco legal contempla reglas claras sobre la elegibilidad y exclusiones de los proponentes. No obstante, existe una brecha acerca de la existencia de reglas para la participación de empresas públicas que promuevan una competencia justa, toda vez que, aunque el marco legal de las condiciones para que las empresas públicas puedan participar en procesos competitivos, establece igualmente como causal de contratación directa la celebración de contratos o convenios interadministrativos.	M	En caso de que se requiera en el marco de los proyectos FIDA un prestador de servicios/socio implementador de naturaleza jurídica estatal, será necesario revisar y analizar la conveniencia de establecer contratos o convenios interadministrativos como causal de contratación directa, tomando en cuenta variables de	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
				precios y calidad, buscando incentivar la competencia, incluyendo la participación de las opciones estatales.	
1(e)	Documentación y especificaciones de adquisiciones	<p>El marco legal establece el contenido mínimo de los Documentos del Proceso, el cual resulta suficiente para informar al público en general las condiciones principales del Proceso a adelantar que le permita establecer si está o no interesado en participar.</p> <p>También exige que la calidad de los bienes y servicios adquiridos se ajuste a los requisitos mínimos previstos en las normas técnicas obligatorias, sin perjuicio de la facultad de exigir que tales bienes o servicios cumplan con las normas técnicas colombianas o, en su defecto, con normas internacionales elaboradas por organismos reconocidos a nivel mundial o con normas extranjeras aceptadas en los acuerdos internacionales suscritos por Colombia. Esta exigencia garantiza la objetividad y neutralidad de las especificaciones, ya que la normativa prohíbe que las Entidades Estatales exijan en sus Procesos marcas específicas restringiendo la competencia.</p> <p>Permite que los potenciales proponentes soliciten aclaraciones al pliego de condiciones y observaciones y</p>	B	Facilitar a los partícipes de los proyectos FIDA una síntesis actualizada, compilada, y sobre la normativa y su aplicación, que incluya las guías de contenido mínimo y procesos para brindar información al público.	B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>comentarios al informe de evaluación, y la obligación de ser contestadas y resueltas por parte de la Entidad por escrito.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/transparencia/publicaciones</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/manuales-guias-y-pliegos-tipo/pliegos-tipo</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/documentos-tipo/documentos-tipo</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/conoce-mas-de-documento-tipo</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/manuales-guias-y-pliegos-tipo/contratos</p>			
1(f)	Criterios de evaluación y adjudicación	<p>El Sistema de Compra Pública brinda las herramientas necesarias para que la selección del futuro contratista se dé en un ambiente de objetividad, con reglas claras, precisas y dirigidas a realizar una evaluación imparcial aplicando las reglas establecidas desde el comienzo del Proceso en los Documentos correspondientes. Los criterios de evaluación son pertinentes a cada modalidad de selección atendiendo el objeto del Proceso de selección.</p>	B	Los criterios de evaluación y adjudicación son claros y públicos con la debida anticipación.	B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
1(g)	Presentación, recepción y apertura de ofertas	Si bien el marco legal establece la obligación de las Entidades Estatales de dejar constancia de la fecha y hora de recibo de las ofertas, indicando el nombre o razón social de los oferentes y sus representantes legales, no establece puntualmente cómo llevar a cabo la apertura de las ofertas después de la fecha cierre establecida en el cronograma. Asimismo, en el marco legal no existe una norma explícita que establezca hasta qué momento las ofertas deben ser confidenciales.	B	En los procedimientos de selección de proyectos del FIDA se deberá incluir en los documentos con precisión el procedimiento para realizar la apertura de las ofertas y el momento hasta el cual la Entidad deberá garantizar la reserva de las propuestas. Para lo cual se utilizará como referencia los documentos estándar del FIDA.	B
1(h)	Derecho a impugnar y apelar	Los participantes en un Proceso de contratación adelantado en el marco del Sistema de Contrataciones Públicas de Colombia sólo pueden impugnar las decisiones de la Entidad contratante en sede judicial, ya que no existe una Entidad independiente de la Entidad compradora u organismo de contratación encargado de tramitar las impugnaciones presentadas por los partícipes durante un proceso de	M	No es posible aplicar alguna medida de mitigación en la esfera de los proyectos FIDA, por cuanto pasa	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		contratación, con facultades para realizar una revisión administrativa.		por modificar la normativa existente y crear una autoridad administrativa para resolver los recursos de apelación. Se hará monitoreo de cualquier cambio en la normativa nacional sobre los mecanismos e instancias de impugnación y apelación a las decisiones relacionadas a las contrataciones públicas (fuera del área de influencia del proyecto).	
1(i)	Gestión de contratos	<p>El marco legal contempla la función de adelantar la gestión de los contratos asignando claramente las responsabilidades a los funcionarios públicos o particulares que colaboran con el Estado en la labor de seguimiento y vigilancia de los contratos estatales. Define las condiciones en que pueden realizarse modificaciones a los contratos, estableciendo un límite a las adiciones e imponiendo siempre el deber de justificar la necesidad que origina la modificación atendiendo a los principios de transparencia, responsabilidad y economía.</p> <p>La normativa del Sistema de Compras Públicas dispone de alternativas para la solución de conflictos sin la intervención de un juez o la necesidad adelantar un proceso judicial, acudiendo a procesos más expeditos, sencillos, ágiles, amistosos y con plenos efectos legales.</p>	B	<p>En el marco de acción de operaciones del FIDA, se debe contemplar la incorporación de</p>	B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
				<p>términos y condiciones que planteen en lo posible medidas viables para atender eventuales conflictos y controversias precontractuales, pasando por analizar la aplicación de lo previsto en las disposiciones del FIDA en la materia.</p>	
1(j)	<p>Contratación electrónica (e-Procurement)</p>	<p>El marco legal exige el uso de instrumentos electrónicos de contratación pública con cobertura de todo el proceso de contratación en el caso de SECOP II, y de forma parcial para el caso de SECOP I cuya función es únicamente de publicidad, encontrándose en uso la plataforma SECOP I por parte de aquellas entidades que aún no se encuentran programadas para la transición al SECOP II que se ha proyectado de manera gradual.</p>	B	<p>La normativa del Sistema de Compra, integrada también por los instrumentos electrónicos, son claros y públicos.</p>	B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>Los estándares de la plataforma permiten garantizar la seguridad, privacidad y autenticación de la información y de los usuarios.</p> <p>La normativa del Sistema de Compra, integrada también por los términos y condiciones de uso de la plataforma, señala las partes del proceso que se manejan de forma electrónica tanto en SECOP I como en SECOP II.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/secop/secop</p>			
1(k)	Normas para la custodia de registros, documentos y datos electrónicos.	El marco legal establece la obligación de las Entidades Estatales de garantizar la disponibilidad de información y de los registros de seguimiento de cada hito del proceso de contratación, incluida la gestión del Proceso, ya sea en físico o a través de herramientas electrónicas, de conformidad con la Ley General de Archivo. La política de retención de documentos es compatible con los términos de prescripción con el fin de que la información esté disponible para poder atender las auditorías o investigaciones que se adelanten.	B		B
1(l)	Principios de contratación pública en la legislación especializada	Los principios del Sistema de Contratación Pública de Colombia son la eficacia, eficiencia, economía, manejo del riesgo, competencia, sostenibilidad, rendición de cuentas y publicidad, y transparencia.	B	La normativa del Sistema de Contratación Pública de Colombia es de público acceso.	B
2	Los reglamentos y herramientas de implementación que respaldan el marco legal				

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
2(a)	Reglamentos de aplicación para definir las condiciones de los procesos y procedimientos	<p>Existe una normatividad que regula el Sistema de Compras Públicas accesible a cualquier interesado, dado que puede ser consultado en cualquier portal de Internet. Dicho marco legal establece los principios y reglas que deben regir las actuaciones en materia de contratación, así como el reglamento y documentos administrativos que aclaran su aplicación, señalando el detalle de las disposiciones. Los reglamentos son actualizados en atención a las necesidades y legislación vigente.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/transparencia/publicaciones</p>	B	La normativa del Sistema de Contratación Pública de Colombia es de público acceso.	B
2(b)	Modelos de documentos de contratación para bienes, obras y servicios	<p>El marco legal cuenta con documentos modelo que estandarizan las condiciones de un Proceso de selección para el caso de los pliegos de condiciones, a través de un pliego tipo, y de ejecución para el caso de los contratos a través de una minuta modelo, generando la confianza en sus destinatarios de que son tratados en plano de igualdad, e incrementando así la participación plural de oferentes. Los documentos modelo son elaborados y actualizados por CCE. En algunos casos, dependiendo de la especialidad del tema o el sector al que pertenezca la construcción de los documentos, tendrá la participación también del área o Entidad correspondiente.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/manuales-guias-y-pliegos-tipo/pliegos-tipo</p>	B	Los documentos del marco legal es público y de libre acceso.	B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
2(c)	Contrato estándar	<p>CCE ha puesto a disposición del público en general en su página web documentos estándar que facilitan los procesos de contratación, como modelos de pliegos de condiciones, proyectos tipo, modelos de documentos del Proceso de Contratación, modelos de contratos, en cumplimiento de la función de la Agencia de desarrollar e implementar estándares y documentos tipo para las diferentes etapas de la gestión contractual pública.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/manuales-guias-y-pliegos-tipo/contratos</p>	B	Los documentos estándar son públicos y de libre acceso.	B
2(d)	Guía del usuario o manual para las entidades de compras (insértese el enlace al manual si es posible)	<p>CCE como ente rector en materia de contratación pública ha proferido guías, manuales y circulares externas para las entidades contratantes, como herramientas que les facilite la aplicación de las leyes, los decretos, las políticas y los procedimientos del SCPC. Estos instrumentos son actualizados cada vez que el cambio del marco legal así lo exige.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/transparencia/publicaciones</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/manuales-guias-y-pliegos-tipo/manuales-y-guias</p>	B	Los instrumentos actualizados son públicos y de libre acceso.	B
3	Los marcos jurídicos y normativos apoyan el desarrollo sostenible del país y la aplicación de las obligaciones internacionales				

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
3(a)	Contratación Pública Sostenible (CPS)	<p>A pesar de que existen varios objetivos de política, Colombia no cuenta con una política o estrategia que implemente la contratación pública sostenible en el país. No obstante, CCE ha publicado recientemente las Guía de compras públicas sostenibles, para promover la implementación de procesos de abastecimiento con criterios de sostenibilidad en el Sistema de Compra Pública colombiano, como un primer paso, para guiar la toma de decisiones de las entidades estatales, facilitar la transición por parte de los proveedores y fortalecer el control ciudadano, en materia de Compras Públicas Sostenibles con el Ambiente y Compras Públicas Socialmente Responsables.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/colombia-compra/compras-publicas-sostenibles-cps</p>	M	<p>La integración y observancia del cumplimiento de los Procedimientos para la Evaluación Social, Ambiental y Climática (PESAC) del FIDA en las adquisiciones de proyectos, deberá concretarse en las operaciones en el País en atención a los riesgos específicos que se identifiquen y de acuerdo a la lista de verificación de evaluación ambiental y social de PESAC, que deberán mitigarse a través de medidas que se implementen en</p>	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
				las adquisiciones a través de: 1.Especificaciones técnicas, 2.Calificación del licitador, 3.Criterios de evaluación de ofertas, 4.Cláusulas contractuales. Para ello podrán tomarse como referencia lo previsto en las disposiciones de los documentos estándar del FIDA.	
3(b)	Obligaciones derivadas de acuerdos internacionales	El marco legal reconoce el contexto internacional y en este sentido incorpora a la legislación nacional las obligaciones relacionadas con contratación pública que derivan de los Acuerdos Comerciales suscritos por Colombia. Con el fin de dar una correcta aplicación a dichas obligaciones, CCE ha	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		proferido diferentes herramientas, como manuales y guías, que orientan a las Entidades compradoras en el cumplimiento de los compromisos internacionales.			
Resultados consolidados para el Pilar I			B		B
Pilar II – Marco institucional y capacidad de gestión					
4	El sistema de contratación pública está bien integrado con el sistema de gestión de las finanzas públicas				

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
4(a)	Planificación de adquisiciones y ciclo presupuestario	<p>Las Entidades cuentan con diferentes herramientas que les permiten realizar la planeación tanto financiera como de sus adquisiciones con el fin de cumplir con sus objetivos planteados para contribuir con los fines del Estado. En cuanto a la asignación presupuestal requerida por las Entidades, esta se encuentra limitada por la Ley Anual del Presupuesto, pues es el Gobierno quien autoriza y decreta el cupo fiscal. El presupuesto aprobado es una restricción que cada Entidad debe contemplar al momento de revisar el Plan de Acción preliminar para posteriormente ajustar el PAA. La interoperabilidad entre el SECOP II y el SIIF Nación existe sólo para entidades del orden nacional, porque, por mandato constitucional, las entidades territoriales tienen autonomía financiera y presupuestal y disponen de una arquitectura financiera independiente. En consideración de los dos criterios que constituyen este indicador, se concluye que las leyes de presupuesto y los procedimientos financieros apoyan de forma adecuada el proceso de adquisiciones, a nivel nacional.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/plan-anual-de-adquisiciones/que-es-el-plan-anual-de-adquisiciones</p> <p>https://community.secop.gov.co/Public/App/AnnualPurchasingPlanManagementPublic/Index?currentLanguage=es-CO&Page=login&Country=CO&SkinName=CCE</p>	M	A nivel de país se debe buscará conectar en las plataformas involucradas, la información financiera con las adquisiciones de las entidades territoriales, lo cual implica un trabajo mancomunado entre entidades como MinHacienda, DNP y CCE. En el marco de operaciones del FIDA, la puesta en marcha de la Plataforma OPEN cuyo uso es mandatorio para los proyectos permite vincular todo el ciclo del proceso de adquisiciones	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
4(b)	Procedimientos financieros y ciclo de adquisiciones	El SECOP II permite contar con un control automático que asegura que existe la disponibilidad de recursos para los procesos de adquisiciones públicas que se adelantan a través de la plataforma. En consideración de los dos criterios que constituyen este indicador, se concluye que las leyes de presupuesto y los procedimientos financieros apoyan de forma adecuada el proceso de adquisiciones, a nivel nacional.	B	incluyendo en la etapa temprana su alineamiento con el POA de los proyectos.	B
5	El país cuenta con una institución encargada de la función normativa/reguladora				
5(a)	Situación y fundamento jurídico de la función normativa/reglamentaria de la institución	<p>El Gobierno Nacional creó la Agencia Nacional de Contratación Pública CCE el 3 de noviembre de 2011, por medio del Decreto Ley 4170 de 2011. El sub indicador se considera cumplido por cuanto la asignación de la función normativa/regulatoria está claramente asignada a determinadas entidades dentro del gobierno. La función desempeñada por los diferentes organismos se realiza como un esfuerzo conjunto y bien coordinado.</p> <p>La Entidad tiene autoridades apropiadas para funcionar de manera eficiente, pues le corresponde el desarrollo y difusión de las políticas, normas e instrumentos para facilitar las compras y promover la eficiencia.</p> <p>CCE es un ente rector, más no una autoridad de control ni de auditoría. Debe asegurar que el sistema de compras y contratación pública obtenga resultados óptimos en términos de la valoración del dinero público a través de un proceso transparente; asegura los datos abiertos, vela por la publicidad de la información en materia de Compras Públicas</p>	B	El FIDA apoya a la Agencia Nacional de Contratación Pública mediante la provisión de información pertinente en materia de comprar públicas.	B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>para asegurar un mayor y mejor control por parte de las autoridades competentes; y trabaja por la consolidación de un sistema de compras y contratación pública, que es esencial para la aplicación de los principios del Buen Gobierno y el cumplimiento de los fines del Estado.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/secop/colombia-compra-eficiente</p>			
5(b)	Responsabilidad es de la función normativa/reguladora	<p>Se considera cumplido este criterio por cuanto CCE proporciona asesoramiento a entidades contratantes y a los usuarios del sistema, a través de la resolución de PQRSD y del aplicativo SINTESIS. La Entidad asesora, desarrolla e impulsa políticas y herramientas que ayudan a la Administración y a la ciudadanía para la organización y articulación de las compras públicas. La Subdirección de Gestión Contractual es la responsable principal en brindar asesoramiento a las entidades y a los usuarios; desarrolla manuales, guías y documentos tipo que facilitan y estandarizan las compras.</p> <p>CCE se encuentra constantemente trabajando por la redacción y unificación de políticas de adquisiciones para mejorar la organización y articulación del sistema, con el fin de lograr una mayor eficiencia, transparencia y optimización de los recursos del Estado.</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>En el marco de sus funciones, ha participado activamente en proponer enmiendas al marco legal y regulatorio, pues debe formular políticas, planes y programas buscando optimizar el Sistema de Compra Pública, fundamentándose en la elaboración de estudios, diagnósticos y estadísticas, así como la absolución de consultas.</p> <p>CCE, como ente rector, puede señalar lineamientos en materia de compras públicas al emitir Conceptos, Manuales, Guías y Documentos Tipo, y Circulares, que son de obligatorio de cumplimiento, más no es un ente de control.</p> <p>Como encargada de las tareas normativas/regulatorias, la institución tiene definido un conjunto de responsabilidades.</p> <p>https://www.colombiacompra.gov.co/transparencia-ii/colombia-compra-eficiente/organigrama</p>			
5(c)	Organización, financiación, dotación de personal y nivel de independencia y autoridad	<p>Como ente rector en materia de contratación pública, CCE ostenta un alto nivel y una posición de autoridad en el gobierno al ser una Entidad de la Rama Ejecutiva del Orden Nacional. A su vez, los órganos superiores de dirección y administración que están a cargo del director general y del Consejo Directivo, se encuentran integrados por funcionarios del más alto nivel.</p> <p>Si bien actualmente CCE cuenta con recursos asignados por el presupuesto general de la nación y financiación del préstamo del Banco Interamericano de Desarrollo que le permiten cumplir con sus funciones, se considera que, dado el continuo incremento en sus actividades, de continuar la tendencia decreciente de los recursos, la capacidad de la</p>	M	Como estrategia del FIDA en su rol de socio se prevé continuar el apoyo al fortalecimiento de las capacidades institucionales de apoyo al desarrollo productivo agrícola, en el	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		Entidad para atender las políticas públicas que el Gobierno se ha trazado en materia de contratación pública podría verse afectada.		orden de brindar las garantías necesarias para gestionar eficientemente los procesos de contratación.	
5(d)	Evitar conflictos de intereses	<p>CCE es una entidad que fue creada para cumplir funciones determinadas y satisfacer necesidades puntuales. La Ley tiene mecanismos establecidos que contemplan la definición y las disposiciones relacionadas con conflictos de intereses. CCE cuenta con un Código de Ética que dispone de iniciativas de comunicación para que su equipo de trabajo (funcionarios y contratistas) tenga presente dicho código y para asegurar que el equipo conoce el enfoque, principios y valores éticos y los pone en práctica en su comportamiento.</p> <p>La entidad cuenta también con un Manual de Buenas Prácticas que cubre el conocimiento de funciones y la forma como deben ser cumplidas.</p>	B		B
6	Las entidades adjudicadoras y sus mandatos están claramente definidos				

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
6(a)	Definición, responsabilidades y atribuciones formales de las entidades adjudicadoras	<p>Las Entidades Estatales y las responsabilidades y competencias de estas se encuentran claramente definidas en la Ley.</p> <p>La función designada y su grado de especialización depende de las características de cada Entidad, de su estructura dada por la Ley, de su jerarquía, de su organización interna y de su asignación presupuestal, así como también de las necesidades de cada proceso contractual.</p> <p>Al interior de cada Entidad se delega la competencia para realizar algunas funciones en materia de contratación para garantizar el cumplimiento de los principios de eficacia, economía y celeridad de la gestión administrativa.</p>	B		B
6(b)	Organismo de contratación centralizada	<p>CCE no es una entidad central de adquisiciones, pues cada Entidad Estatal adelanta sus propios procesos de adquisición de acuerdo con su régimen jurídico aplicable. No obstante, lo anterior, el Decreto 4170 establece que CCE puede celebrar acuerdos marco y utilizar otros instrumentos de agregación de demanda, que permiten centralizar ciertas adquisiciones. La operación secundaria, que es posterior a la suscripción del contrato entre CCE y los Proveedores, lo cual se efectiviza con la colocación de la Orden de Compra por parte de cada una de las entidades obligadas a contratar conforme al Acuerdo Marco. La Ley 1150 de 2007 introdujo en el SCPC dos conceptos novedosos: (i) los Acuerdos Marco de Precios y (ii) la adquisición de bienes y servicios de características técnicas uniformes y de común utilización a través de</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		instrumentos de compra por catálogos derivados de la celebración de los Acuerdos Marco de Precios.			
7	La contratación pública está integrada en un sistema de información eficaz				
7(a)	Publicación de información sobre contratación pública respaldada por la tecnología de la información	<p>Colombia cuenta con un sistema de información sobre las adquisiciones públicas en el país, al cual pueden acceder los usuarios (compradores y proveedores) e interesados.</p> <p>La cobertura del sistema de información es nacional. La mayoría de las Entidades utilizan el SECOP I, pero como ésta tiene sólo fines de publicidad, CCE se encuentra en la tarea de incentivar y capacitar para que las Entidades y usuarios utilicen únicamente SECOP II; así se atienden los principios de eficiencia, eficacia y transparencia.</p> <p>El sistema ofrece una ventanilla de servicio, donde los interesados pueden encontrar información sobre oportunidades y resultados de adquisiciones. Además, el sistema permite consultar los Planes Anuales de Adquisiciones de las entidades que los publican (70% del total)</p> <p>Colombia ha avanzado sustancialmente en la publicación de información contractual bajo la modalidad de datos abiertos.</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>Es así como el 97% de la información del Sistema de Contratación está disponible para descarga masiva.</p> <p>CCE es la administradora del SECOP, se encarga del buen funcionamiento del mismo, sin embargo, la responsabilidad de la gestión y operación de la información que se encuentra consignada está en cabeza de cada Entidad.</p>			
7(b)	Uso de la contratación electrónica	<p>Las adquisiciones electrónicas se utilizan actualmente en el sector público cada vez más, sin embargo, el proceso de transformación es complejo debido a la falta de disponibilidad de personal, recursos y necesidad de capacitación de los funcionarios de las Entidades. La implementación del SECOP II se ha hecho de forma gradual y progresiva para garantizar el adecuado funcionamiento de la plataforma. CCE, como administradora del SECOP II y la TVEC, tiene personal idóneo contratado para el desarrollo, administración y capacitación en estas herramientas y ha desarrollado esquemas de formación internos para la capacitación de nuevos funcionarios del gobierno para administrar y utilizar los sistemas de adquisiciones electrónicas.</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
7(c)	Estrategias para gestionar los datos de adquisiciones	<p>Hay en operación un sistema para recopilar datos sobre las adquisiciones de bienes, obras y servicios, con respaldo de adquisiciones electrónicas. Esta iniciativa de datos abiertos se da en atención a las políticas de Gobierno en Línea, la cual promueve la transparencia, el acceso a la información pública, la competitividad, el desarrollo económico, y la generación de impacto social a través de la apertura, la reutilización de los datos públicos, y el uso y apropiación de las Tecnologías de la Información y las Comunicaciones - TIC.</p> <p>El sistema administra datos para todo el proceso completo de adquisiciones y permite el análisis de tendencias, niveles de participación, eficiencia y economía de las adquisiciones, y cumplimiento de los requisitos. El SECOP II es un sistema de información estructurada donde los expedientes contractuales funcionan como formularios electrónicos donde las Entidades registran información desde que nace una adquisición (en el PAA) hasta que se liquida. La confiabilidad de la información es elevada. El análisis de la información se lleva a cabo de manera rutinaria, y se publica y recibe retroalimentación dentro del sistema.</p>	B	En el marco de las operaciones del FIDA en el país, el uso del OPEN con sus diferentes módulos a lo largo del ciclo de gestión de las adquisiciones y contrataciones facilitará la gestión de los datos de las adquisiciones del proyecto, para fines estadísticos y de análisis.	B
8	El sistema de contratación pública tiene una gran capacidad para desarrollarse y mejorar				

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
8(a)	Formación, asesoramiento y asistencia	<p>CCE se encuentra desarrollando programas de capacitación permanente, de calidad y contenido apropiados para las necesidades del sistema. Sin embargo, como se mencionó el equipo formación de SECOP II no da abasto para satisfacer la demanda de los usuarios del sistema. Por lo tanto, esta labor se ha ido implementando y desarrollando de manera progresiva. Así CCE organizó su oferta de formación informal dividida en dos frentes: (i) capacitaciones sobre el SCPC y sus herramientas; y (ii) programa de formación en aprovisionamiento estratégico. CCE cuenta con servicios de asesoramiento en materia de adquisiciones para organismos gubernamentales, proveedores potenciales y el público en general, en concreto la conforman los equipos de la TVEC y el SECOP II quienes asisten periódicamente a los agentes de la Mesa de Servicio en el uso de las plataformas y resolver preguntas frecuentes. En caso de ser necesario, CCE asiste a las Entidades Estatales en sus procesos de compra y de capacitación, a petición de la Entidad.</p> <p>El organismo brinda asesoría y acompañamiento en tres líneas: (i) asesoría a Entidades Estatales en la definición de estrategias de aprovisionamiento y el desarrollo de procesos de compra mediante asesorías y acompañamientos especializados y atención a consultas, (ii) soporte a los actores del Sistema en el uso del SECOP y (iii) administración de instrumentos de agregación de demanda.</p>	B	En el marco del proyecto, se realizará el fortalecimiento en temas de Contrataciones Públicas Sostenibles CPS para garantizar la adopción del PESAC, relacionado a los riesgos identificados e incorporados en las adquisiciones y contrataciones.	B

8(b)	Reconocimiento de la contratación como profesión	Este criterio se encuentra parcialmente cumplido por cuanto las adquisiciones se reconocen como una función específica y los puestos de adquisiciones se hallan definidos en diferentes niveles profesionales, con descripciones de carrera, y la especificación de las calificaciones y habilidades requeridas y se cuenta con un sistema de evaluación y capacitación constante. Las compras públicas requieren equipos multidisciplinarios; sin embargo, en Colombia la mayoría de los funcionarios de compras son abogados y no todos los profesionales que hacen parte del equipo de adquisiciones son especialistas en planeación, logística y gerencia de compras.	M	El fortalecimiento para la implementación de programas de formación de compradores de CCE y de las políticas establecidas por el Departamento Administrativo de la Función Pública -DAFP- y la Escuela Superior de Administración Pública -ESAP- está planificado y debe ser ejecutado y cumplido por los funcionarios de compras del estado. Por otro lado, el FIDA para ayudar a fortalecer los sistemas nacionales, desarrolló BuildPROC, un programa de creación de	M
------	--	---	---	---	---

				<p>capacidad en adquisiciones para el desarrollo agrícola y rural. Los participantes obtienen un diploma al completar tres niveles y es política del Fondo invitar a participar a los encargados de compras de los proyectos. Este programa es el resultado de una asociación entre el FIDA y el Centro Internacional de Formación de la Organización Internacional del Trabajo.</p>	
--	--	--	--	--	--

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
8(c)	Supervisión del rendimiento para mejorar el sistema	El indicador se encuentra parcialmente cumplido, por cuanto Colombia no cuenta con un sistema de medición estandarizado de desempeño que analice los resultados de los procesos de adquisiciones y que permita consolidar esa información a nivel nacional. Por lo mismo no hay una evaluación de resultados a nivel general. Sin embargo, con la iniciativa de datos abiertos y la Ley de Transparencia, las Entidades deben publicar constantemente la información mínima de manera proactiva en los sistemas de información del Estado o herramientas que lo sustituyan para que la ciudadanía conozca y los usuarios del sistema puedan utilizar la información para hacer estudios y tomar decisiones. CCE ha establecido planes estratégicos que incluyen marcos de resultados, y que se han usado para mejorar el sistema. De manera que la información que se recolecta se utiliza para apoyar la formulación estratégica de políticas sobre adquisiciones.	M	A nivel de país hay que fortalecer las iniciativas de CCE para desarrollar un sistema de supervisión del desempeño. En el marco de futuras operaciones del FIDA el uso del OPEN con sus diferentes módulos a lo largo del ciclo de gestión de las adquisiciones y contrataciones facilitará la gestión de los datos de las adquisiciones del proyecto, para fines estadísticos y de análisis de desempeño.	M
Resultados consolidados para el pilar II			M		M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
Pilar III – Operaciones de contratación pública y prácticas de mercado					
9	Las prácticas de contratación pública logran los objetivos declarados				
9(a)	Planificación de adquisiciones	<p>Cada Entidad Estatal debe consignar sus necesidades en el PAA, el cual es una herramienta que facilita la identificación, registro, programación y divulgación de las necesidades de bienes, obras y servicios que requiere contratar la Entidad Estatal, y por medio de la cual diseña estrategias de contratación basadas en agregación de demanda que permitan incrementar la eficiencia de los Procesos de Contratación.</p> <p>Dentro de los términos indicados en el PAA, la Entidad Estatal, con fundamento en lo establecido en las leyes 80 y 1150, y en el Decreto 1082, debe elaborar estudios de sector y de mercado que sirvan de soporte del proceso de contratación para que sea eficiente y pertinente con las necesidades de cada Entidad.</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
9(b)	Selección y contratación	<p>La selección de los métodos de contratación se hace con fundamento en el estudio previo que hagan del sector, incluyendo las perspectivas legal, comercial, financiera, organizacional, técnica y de análisis de los riesgos. La Entidad Estatal con observancia de las especificaciones del objeto del contrato, la cuantía, las características y especificaciones técnicas del bien, obra o servicio a contratar, debe determinar si el proceso de contratación debe llevarse a cabo por medio de una licitación pública, selección abreviada, concurso de méritos, contratación directa o contratación de mínima cuantía e indicarlo en los estudios y documentos previos del proceso de contratación. En general se cumple con este criterio, aunque se ha identificado una posible utilización de la contratación directa a través de los convenios interadministrativos en casos en que dicha modalidad no es la más conveniente en términos de lograr mayor valor por el dinero. En lo que respecta a los procedimientos para la presentación, recepción y apertura de ofertas, más allá de lo mencionado en el Pilar I, en todos se publicó un acta de recepción de ofertas. Lo anterior cobra importancia, ya que permite el monitoreo de la sociedad civil, y el conocimiento de la competencia y sus condiciones a los proponentes que participan en el proceso.</p> <p>Las adjudicaciones se publican en el SECOP I de acuerdo a lo establecido en la Guía de SECOP correspondiente. En lo relacionado con la incorporación de criterios de sustentabilidad en las cláusulas de ejecución contractual, como se indicó anteriormente, en Colombia aún no hay desarrollo normativo referente a la sostenibilidad en el marco de las Compras Públicas. Sin embargo, a partir de la</p>	M	<p>En caso que se requiera en el marco de los proyectos FIDA un prestador de servicios de naturaleza jurídica estatal, será necesario revisar y analizar la conveniencia de establecer contratos o convenios interadministrativos como causal de contratación directa, tomando en cuenta variables de precios y calidad, buscando incentivar la competencia, incluyendo la participación de las opciones estatales.</p>	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>publicación de las guías de compras públicas sostenibles, las entidades vienen incluyendo cada vez más, en los pliegos de condiciones criterios de asignación de puntaje relacionados con sostenibilidad ambiental, social o económica</p> <p>Finalmente, en cuanto a la eficiencia, eficacia y transparencia del proceso de selección y adjudicación, el análisis cuantitativo indica que la mayoría de procesos que inician las Entidades Estatales cumple con su finalidad de ser adjudicados. Ahora bien, los tiempos entre el inicio de los procesos y la firma del contrato, no difieren de los establecidos en la normativa nacional, teniendo como punto de referencia los términos obligatorios de ley. Adicionalmente, también de acuerdo con los datos del SECOP (incluyendo SECOP I y SECOP II) el plazo para la presentación de ofertas se ha ampliado para todas las modalidades de contratación, con excepción de la mínima cuantía.</p> <p>En definitiva, este subindicador cuenta con justificación legal y normativa suficiente para responder por una adecuada ejecución; y muchas de las leyes previamente definidas buscan velar por la transparencia, eficiencia y eficacia de los procesos contractuales utilizando procedimientos para la selección de los contratistas, documentos de contratación claros, integrados y estandarizados de acuerdo con el propósito y dando cumplimiento al marco legal.</p>			

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
9(c)	Gestión de contratos en la práctica	En lo que hace a la ejecución a tiempo de los contratos, los resultados muestran que el porcentaje de contratos con prórrogas de tiempo han presentado gran variabilidad en los últimos años con una notable disminución. Lo anterior refleja que, en las Entidades Estatales, se ha presentado una mejor planificación de las necesidades y de los procesos y una adecuada estructuración de los documentos que determinarán la ejecución del contrato. La ejecución de los contratos, en relación con la oportunidad de los pagos, se lleva a cabo según el planteamiento del marco normativo. Proveedores consultados aseguran que los pagos realizados por las entidades estatales con las que han contratado se han realizado bajo las condiciones pactadas, siempre o casi siempre. Con respecto a las enmiendas a los contratos, el marco normativo establece la obligación de las Entidades de publicarlas, y los procedimientos están previstos para facilitar esa publicación en las plataformas electrónicas SECOP I o SECOP II según corresponda. Finalmente, en lo que respecta a la completitud y la accesibilidad de los registros, se tiene que la garantía de la calidad de esta información puede encontrarse limitada al uso del SECOP II. Sin embargo, en la revisión del SECOP I, refleja que la mayoría de las entidades estatales adelantan de forma adecuada la publicación de los documentos que soportan el proceso, asegurando una mayor transparencia y permitiendo que la fuente de información sea confiable.	B	En el marco de las operaciones del FIDA en, se facilitará el registro, gestión y administración integrada de los contratos, con el uso del OPEN que incluye el módulo del Contract Monitoring Tool CMT, para tal fin.	B
10	El mercado de la contratación pública es plenamente funcional				

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
10(a)	Diálogo y asociaciones entre los sectores público y privado	El cumplimiento de los criterios de evaluación es razonable, en función de la cooperación existente entre el gobierno y el sector privado por medio de CCE y sus medios de información (Mesa de ayuda, correos de atención, publicación de modificaciones y documentos relacionados con la contratación estatal), incluyendo capacitación en información en materia de contratación pública.	B		B
10(b)	Organización del sector privado y acceso al mercado de la contratación pública	Colombia ha presentado un crecimiento sostenido en la creación de nuevas empresas en los últimos años mostrando un dinamismo del sector privado, lo que se ha reflejado en las inscripciones en el RUPE y el RUP, éstas últimas definen además las que se encuentran interesadas en participar en la compra pública, de los cuales un 92% de los proveedores registrados le ha sido adjudicado algún contrato de compra pública. Se debe destacar que no se evidencian restricciones sistémicas para la participación de MiPyMEs en los procesos de contratación nacional, aunque las tasas de aprobación de crédito para las empresas pequeñas son menores que las empresas medianas. https://www.colombiacompra.gov.co/content/registro-de-proveedores	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
10(c)	Sectores clave y estrategias sectoriales	<p>CCE ha realizado diversos estudios para determinar, a partir de datos históricos de contratación, cuáles son los sectores, bienes, modalidades de contratación, a los que corresponde la mayor parte del gasto de las Entidades Estatales. Estos estudios han permitido identificar algunas variables que pueden ser analizadas a partir de la información estructurada que las Entidades Estatales cargan en los sistemas de información relacionados con la contratación pública, tales como el nivel de concentración del mercado, los principales proveedores, el comportamiento de los precios, entre otras.</p> <p>Así, el SCPC provee de los bienes y servicios que requieren las entidades públicas y además se orienta acorde a la política sectorial nacional definida en el Plan de Desarrollo. Los procesos de contratación se elaboran con la previsión de los riesgos asociados al proceso y a la ejecución del contrato. CCE como ente rector de la Compra Pública ha dado los lineamientos para la adecuada asignación de riesgos en los sectores, con el fin de evitar lesiones en el mercado de la compra pública.</p>	B		B
Resultados consolidados del pilar III			B		B
Pilar IV – Rendición de cuentas, integridad y transparencia del sistema de contratación pública					
11	La transparencia y la participación de la sociedad civil fortalecen la integridad en la contratación pública				

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
11(a)	Entorno propicio para la consulta y el seguimiento públicos	<p>CCE tiene un espacio en su página web para la difusión de proyectos de Ley, borradores de decreto, manuales, guías y documentos tipo relacionados con el sistema de compra pública, y la publicación de los medios para enviar observaciones a los mismos. Este espacio incluye, por ejemplo, la difusión y los comentarios realizados al borrador de Decreto para contratar con Entidades sin Ánimo de Lucro y Reconocida Idoneidad -ESAL-.</p> <p>Las entidades deben dejar registro público de todas las opiniones, sugerencias o propuestas alternativas presentadas por cualquier interesado a los proyectos de regulación. Con base en lo anterior, cualquier interesado puede verificar qué elementos fueron comentados y modificados en los borradores del proyecto normativo. En este sentido, y ya que estos lineamientos cubren propuestas sobre el sistema de compra pública, hay evidencia de que el gobierno toma en consideración los aportes de la sociedad civil.</p> <p>Es posible concluir entonces que en Colombia hay un entorno propicio para la consulta y el monitoreo en el Sistema de Compra Pública, pues los cambios formulados sobre el sistema cuentan con procesos transparentes de consulta y participación efectiva.</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
11(b)	Acceso adecuado y oportuno a la información por parte del público	<p>De acuerdo con el análisis de cumplimiento del sub-indicador 1(d), la normativa aplicable al sistema de compra pública es fácilmente accesible y disponible a cualquier interesado sin costo alguno, en el marco de la Ley 1712 (Ley de Transparencia). Adicionalmente, de acuerdo con el análisis del sub-indicador 7(a), el SECOP, junto con la normativa aplicable a la publicidad en la contratación (Ley 1712, Ley 80), permiten a los interesados acceder de manera oportuna y en igualdad de condiciones a la información de los procesos de compra pública.</p> <p>En consecuencia, en Colombia la normativa y las prácticas vigentes permiten a todos los interesados contar con el mismo grado de transparencia y nivel de información de manera oportuna, de tal manera que se posibilita una amplia participación en los procesos de compra pública.</p>	B		B
11(c)	Participación directa de la sociedad civil	<p>En línea con el análisis de los sub-indicadores 11(a) y 11(c), la sociedad civil cuenta con los medios propicios para conocer de primera mano toda la información relacionada con los procesos de contratación y con la opción de cuestionar, controvertir u observar las decisiones o actuaciones de las entidades estatales responsables.</p> <p>Los ciudadanos pueden cuestionar o controvertir las condiciones de un proceso de compra, mediante la presentación de observaciones a la Entidad Estatal.</p> <p>La entidad, por su parte, debe recibir, analizar y responder todas las observaciones presentadas al proceso de contratación por parte de cualquier ciudadano o interesado.</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		Estas observaciones, según el criterio de la Entidad Estatal, pueden modificar las condiciones o el contenido de los documentos del proceso. Adicionalmente, de acuerdo con la normativa examinada en 11(a) y 11(c), la entidad estatal debe publicar las respuestas a observaciones y demás documentos de cada proceso de contratación en el SECOP, donde queda disponible toda la evidencia de esa participación.			
12	El país cuenta con sistemas eficaces de control y auditoría				
12(a)	Marco jurídico, organización y procedimientos del sistema de control	<p>Según la normativa aplicable, en Colombia hay un sistema organizado de controles internos y externos, con responsables definidos e independientes, que posibilitan un control efectivo de las compras públicas. Estos controles incluyen la consideración de riesgos y la generación y seguimiento de reportes y planes de mejora. En Colombia, la normativa establece un marco integral de controles y auditorías externas e internas. La administración pública, en todos sus órdenes, debe contar con un control interno con métodos y procedimientos para regular el ejercicio del control interno.</p> <p>Por su parte, el sistema de auditorías y controles externos también está regulado y asigna a la Contraloría General de la República -CGR- la responsabilidad de adelantar el control fiscal sobre las entidades y particulares que manejen fondos o bienes de la nación. Como resultado de las auditorías</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>externas, los contralores pueden imponer sanciones directamente o solicitar a la autoridad competente su aplicación. Asimismo, los contralores pueden amonestar o llamar la atención a cualquier entidad cuando determinen que han obrado contrariando los principios normativos, o cuando estas hayan obstaculizado las investigaciones y actuaciones adelantadas por las contralorías.</p> <p>Adicionalmente, los contralores deben comunicar los resultados del control fiscal a los órganos de dirección de la entidad, al despacho ejecutivo a la que se halle adscrita y a las autoridades con facultades para analizar las conclusiones y adoptar las medidas correspondientes, y también deben comunicar a la opinión pública los resultados de su gestión</p> <p>De acuerdo con la Guía de Auditoría de la CGR, una de las fases del proceso es el plan de mejoramiento elaborado por la entidad auditada. Este plan es reportado a través del Sistema de Rendición de Cuentas e Informes (SIRECI). Con base en el plan de mejoramiento, la contraloría evalúa la efectividad de las acciones emprendidas para eliminar la causa de los hallazgos detectados dentro del siguiente proceso auditor.</p>			
12(b)	Coordinación de controles y auditorías de la contratación pública	Los procesos de control interno y externo siguen parámetros establecidos en la normativa y en diferentes manuales escritos expedidos por las autoridades competentes. De igual manera, los resultados de las auditorías externas e internas quedan registrados y disponibles para la consulta pública por parte de cualquier interesado. Por otro lado, los canales de reporte son explícitos y conocidos, por lo cual el sistema	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>cuenta con mecanismos de monitoreo estructurados y definidos. Las contralorías cuentan con canales de comunicación y denuncia claros y confiables que permiten a cualquier interesado informar de irregularidades o malas prácticas en los procesos de contratación. Aunado a lo anterior, de acuerdo con la Guía de Auditoría de la CGR, una de las fases del proceso es el plan de mejoramiento elaborado por la entidad auditada, que es reportado a través del SIRECI.</p>			
12(c)	Observancia y seguimiento de las conclusiones y recomendaciones	<p>De acuerdo con la normativa aplicable, las Entidades Estatales deben cumplir con los planes de mejora derivados de los resultados de auditoría externa o interna de acuerdo con los tiempos particulares establecidos por la CGR o la oficina de Control Interno.</p> <p>Por otro lado, en Colombia hay establecidos sistemas de seguimiento y monitoreo para la implementación y observancia de las recomendaciones de auditoría externa e interna y planes de mejora resultantes.</p> <p>De acuerdo con la Guía de la CGR, como resultado del proceso auditor, la entidad debe elaborar un Plan de Mejoramiento y reportarlo a través del Sistema de Rendición de Cuentas e Informes -SIRECI-, así como avances del mismo. La CGR dentro del siguiente proceso auditor evaluará la efectividad de las acciones emprendidas por el objeto de control fiscal, teniendo en cuenta su efecto en la eliminación de la causa de los hallazgos detectados por la CGR.</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>La normativa no prevé un tiempo máximo para la implementación del plan de mejora, no obstante, la CGR establece normalmente un año como tiempo límite para la ejecución de las actividades correspondientes al plan.</p> <p>Para la auditoría externa, de acuerdo con la Guía de Auditoría de la CGR, una de las fases del proceso es el plan de mejoramiento elaborado por la entidad auditada. Este plan es reportado a través del SIRECI. Con base en el plan de mejoramiento, la contraloría evalúa la efectividad de las acciones emprendidas para eliminar la causa de los hallazgos detectados dentro del siguiente proceso auditor.</p>			
12(d)	Calificación y capacitación para realizar auditorías de adquisiciones	<p>Las autoridades competentes tienen programas estructurados de capacitación para los auditores internos y externos. Estas capacitaciones involucran formación en el Sistema de Compra Pública.</p> <p>La CGR cuenta con un programa de capacitación y formación de sus servidores, y ha habilitado recientemente una plataforma de capacitación en línea. Adicionalmente, los auditores son seleccionados de manera independiente, transparente y objetiva según sus competencias y conocimientos. Los procesos de selección de los funcionarios de la CGR buscan el ingreso a los empleos por el sistema de concurso abierto de méritos que incluye la convocatoria, el reclutamiento, la aplicación de pruebas, la conformación de lista de elegibles, el periodo de prueba y la inscripción en el registro público de empleados de carrera.</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
13	Los mecanismos de apelación de adquisiciones son eficaces y eficientes				
13(a)	Proceso de impugnaciones y apelaciones	En línea con la conclusión del subindicador 1(h), no existe posibilidad de impugnar las decisiones de la entidad contratante en sede administrativa. La única vía para impugnar es la judicial que, si bien cumple con los criterios de que las decisiones se toman en base a la evidencia y de que esas decisiones tienen carácter de exigibles, no es una instancia que funcione de manera eficaz ni eficiente. Tal como se ha mencionado en el análisis del subindicador 1(h), los plazos de resolución de los procesos judiciales son demasiado extensos, superando largamente los plazos de ejecución de los contratos cuya adjudicación se cuestiona.	M	Ídem 1(h)	M
13(b)	Independencia y capacidad del órgano de apelación	En línea con la conclusión del subindicador 1(h), no existe posibilidad de impugnar las decisiones de la entidad contratante en sede administrativa. La única vía para impugnar es la judicial que, si bien cumple con los criterios de independencia y capacidad que debe cumplir un órgano de apelaciones, no es una instancia que funcione de manera eficaz ni eficiente. Tal como se ha mencionado en el análisis del subindicador 1(h), los plazos de resolución de los procesos judiciales son demasiado extensos, superando largamente los plazos de ejecución de los contratos cuya adjudicación se cuestiona.	M	Ídem 1(h)	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo						
13(c)	Decisiones del órgano de apelación	En línea con la conclusión del subindicador 1(h), no existe posibilidad de impugnar las decisiones de la entidad contratante en sede administrativa. La única vía para impugnar es la judicial que, si bien cumple con los criterios de que las decisiones se toman en base a la evidencia, son equilibradas, y pueden estar sujetas a revisión por una instancia superior, no es una instancia que funcione de manera eficaz ni eficiente. Tal como se ha mencionado en el análisis del subindicador 1(h), los plazos de resolución de los procesos judiciales son demasiado extensos, superando largamente los plazos de ejecución de los contratos cuya adjudicación se cuestiona.	M		Ídem 1(h)	M
14	El país cuenta con medidas éticas y anticorrupción					
14(a)	Definición legal de prácticas prohibidas, conflictos de intereses y responsabilidades asociadas, rendición de cuentas y sanciones	La normativa actual define prácticas prohibidas en materia de compras públicas (leyes 80 y 1474) y disposiciones relacionadas con conflictos de interés (Constitución Política, leyes 190, 734 y 80). Adicionalmente, la normativa aplicable define responsabilidades, sanciones y mecanismos de rendición de cuentas para las personas halladas culpables de fraude, corrupción y otras prácticas prohibidas.	B			B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
14(b)	Disposiciones sobre prácticas prohibidas en los documentos de contratación pública	El sistema de compra pública no cuenta con normativa que obligue a incorporar un recuento de las prohibiciones legales sobre el fraude, corrupción u otras prácticas prohibidas. No obstante, como buena práctica, las Entidades Estatales incluyen formatos y documentos adicionales en sus procesos de contratación, con menciones explícitas a prácticas prohibidas como la corrupción, para incentivar la probidad de los contratistas y oferentes. CCE ha contribuido a estas prácticas mediante la incorporación del compromiso anticorrupción a pliegos y documentos tipo.	M	Se sugiere intensificar el uso de estas buenas prácticas con menciones explícitas en los documentos de licitación, a las prácticas prohibidas en compras públicas. Adicionalmente debe incluirse como una mejora la tipificación e incorporación en los documentos de los procesos de contratación adelantados en las operaciones con el FIDA la observancia de las Políticas del FIDA en materia de prevención del fraude y la corrupción en sus actividades y operaciones, así	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
				como la implementación del formulario de auto-certificación a todos los contratistas y proveedores de los proyectos.	
14(c)	Sanciones eficaces y de sistemas de aplicación	El marco normativo en Colombia establece que los funcionarios públicos están obligados a denunciar cualquier irregularidad que pueda constituir un evento delictivo. El procedimiento para interponer esta denuncia está claramente definido en la normativa. Para el sistema de compra pública, las Entidades Estatales deben verificar la capacidad jurídica de todos los proponentes de sus procesos de compra, de tal manera que puedan identificar la existencia de inhabilidades, incompatibilidades u otros impedimentos legales de dichos	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		<p>proponentes. Esta verificación debe quedar consignada en el SECOP.</p> <p>Por último, existe evidencia de que en Colombia se están cumpliendo las leyes sobre prácticas corruptas, mediante la aplicación de las sanciones establecidas.</p>			
14(d)	Marco anticorrupción y capacitación en integridad	<p>Colombia cuenta con un marco anticorrupción con herramientas para prevenir y detectar la corrupción en las compras públicas.</p> <p>El CONPES 167, estableció la Estrategia Nacional de la Política Pública Integral Anticorrupción. La implementación de la estrategia es liderada por la Secretaría de Transparencia de la Presidencia de la República y el DNP. Las acciones fueron concertadas con 18 entidades estatales y 24 dependencias del ejecutivo nacional y órganos de control. La Secretaría de Transparencia, a través del Observatorio de Transparencia y Anticorrupción, realiza el seguimiento a las acciones del CONPES 167, por medio de los Indicadores Política Pública Anticorrupción -PPIA-</p> <p>La Secretaría de Transparencia adelanta capacitaciones en transparencia y anticorrupción a funcionarios públicos y sociedad civil en todo el país, en el marco de las Comisiones Regionales de Moralización. El desarrollo de este marco ha implicado la consecución y elaboración de estadísticas relacionadas para hacer seguimiento.</p>	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
		https://www.funcionpublica.gov.co/eva/gestornormativo/norma.php?i=83097			
14(e)	Apoyo de las partes interesadas para fortalecer la integridad en las adquisiciones	Actualmente hay un ambiente propicio para el control de la sociedad civil en los procesos de compra pública. Diferentes empresas del sector privado apoyan activamente la integridad y conducta ética en sus actividades. No obstante, no hay un registro confiable sobre la cantidad y calidad de organizaciones de la sociedad civil que ejerzan control efectivo sobre los procedimientos de compra pública de las Entidades Estatales.	M	Identificar y caracterizar las organizaciones de la sociedad civil, para determinar las limitaciones y facilidades de control social, que permitan mejorar las actividades de auditoría. que realizan en el sistema de compra pública. En el marco de los proyectos FIDA el establecimiento de mecanismos y canales de denuncia de libre y fácil acceso, deben estar establecidos en	M

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
				los Manuales de Operaciones.	
14(f)	Mecanismos seguros para denunciar prácticas prohibidas o comportamientos poco éticos	Actualmente, hay sistemas seguros y confidenciales para interponer denuncias sobre casos de fraude, corrupción y otras prácticas prohibidas. No obstante, el marco normativo no contiene expresamente disposiciones legales para proteger a los denunciantes, por lo cual hay una brecha sustancial.	B	En el marco de los proyectos FIDA el establecimiento de mecanismos y canales de denuncia de libre y fácil acceso, deben estar establecidos en los Manuales de Operaciones, bajo garantías sobre el anonimato del denunciante de los posibles hechos.	B
14(g)	Códigos de conducta/códigos de ética y reglas	Existe normativa vigente sobre los deberes y derechos de los funcionarios públicos que se aplican en su totalidad a los funcionarios involucrados en procesos de compra pública. La	B		B

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo					
	de divulgación financiera	<p>normativa aplicable también contiene disposiciones sobre causales y soportes de conflictos de interés, los cuales deben ser accesibles para cualquier interesado. Aunado a lo anterior, hay programas establecidos de capacitación que buscan, entre otros, el fortalecimiento de la integridad, la transparencia y la ética de lo público. Así, El Departamento Administrativo de la Función Pública, capacita en transparencia, participación y servicio al ciudadano y temas que incluyen contenidos del Código Único Disciplinario.</p> <p>Adicionalmente, por medio del Decreto 4665 y la Resolución 390 (Función Pública), fueron actualizados los lineamientos del “Plan Nacional de Formación y Capacitación de Servidores para el desarrollo y la profesionalización del servidor público”. Las Entidades Estatales deben contemplar las temáticas establecidas por la Ley, especialmente las que buscan el fortalecimiento de la integridad, la transparencia y la ética de lo público. Lo anterior, incluye temas disciplinarios.</p>			
Resultados consolidados para el pilar IV			B		B
Conclusiones consolidadas a nivel de país		[a ser determinado por el ESA ^[4]]	[a ser determinado por el ESA]	[a ser determinado por el ESA]	[a ser determinado por el ESA]

Pilar I – Marco jurídico, reglamentario y normativo				
		B		B

[1] Los indicadores y subindicadores se extraen de MAPS II de la de 2017 con el fin de armonizar con otros BMD y ahorrar tiempo y esfuerzo en la realización de evaluaciones de la Parte A en caso de que se haya realizado una evaluación reciente del MAPS II para el sistema de país del prestatario. Los criterios que deben aplicarse en la evaluación de cada subindicador son los del MAPS II de la OCDE.

OCDE: La Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económico

[2] MRAP= MARCO REGULATORIO DE LAS ADQUISICIONES DE PROYECTOS.

[3] **A=Alto. S=Sustancial. M= Moderado. B=Bajo.**

[4] ESA: Especialista Senior de Adquisiciones

Integrated country risk matrix

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Contexto nacional</p> <p><i>Puede generarse un riesgo de inestabilidad política y debilidad en la gobernanza por parte del Gobierno central a partir de las rupturas en las coaliciones por parte del Poder Ejecutivo con el Legislativo.</i></p> <p><i>Aunque la gobernabilidad será cada vez más débil, la fortaleza de las instituciones colombianas frenará el riesgo de inestabilidad política</i></p>	Moderado	Moderado	El FIDA acompañará constantemente al país, a través de sus proyectos y la participación en el United Nations Country Team, para asegurar la consecución de los objetivos.
<p>Compromiso político</p> <p><i>Colombia experimenta cambios estructurales de índole política y legislativa que pueden afectar la ejecución de las intervenciones del FIDA.</i></p> <p><i>En particular estas reformas afectan las inversiones por parte del sector privado y repercuten también en la disponibilidad de recursos para inversión social.</i></p> <p><i>El cumplimiento de los acuerdos de Paz centra gran parte de las inversiones en la compra y entrega de tierras lo cual requiere alinearse a las políticas regionales y locales para mejorar la efectividad de los proyectos.</i></p>	Moderado	Moderado	<p>El presente COSOP tiene una duración casi equivalente al periodo presidencial. Las metas y enfoques pueden ser ajustadas tras la elección presidencial de agosto 2026 para asegurar que el mismo responde a la nueva visión y metas del gobierno entrante (en particular con los Planes Nacionales de Desarrollo).</p> <p>El FIDA mantendrá un diálogo constante con las autoridades para mantener la vigencia del COSOP.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
			Las intervenciones del FIDA (créditos y donaciones) sumadas a las alianzas estratégicas con otros organismos de cooperación internacional, ONG y entidades públicas y privadas a nivel nacional y con incidencia local, mejorarán la visibilidad del FIDA como Agencia del Sistema ONU en Colombia y contribuirá a crear espacios para el diálogo e incidencia de políticas que contribuyan a que los objetivos del COSOP se cumplan.
<p>Gobernanza</p> <p><i>La baja articulación entre el gobierno central con los gobiernos regionales y locales, pueden considerarse un factor de riesgo para llevar a cabo acciones de control y seguimiento a las intervenciones del FIDA, sumado a ello se reducen las oportunidades de crear sinergias en pro de mejorar la efectividad en los proyectos.</i></p>	Bajo	Bajo	El equipo país trabajará para mantener la transparencia del funcionamiento de la cartera mediante la supervisión de la periódica de la gestión programática, financiera y de adquisiciones, así como establecer un esquema de gobernanza del proyecto que permita la rendición de cuentas y una implementación eficiente.

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
			<p>Asimismo, se trabajará en fortalecer las relaciones con las contrapartes y actores claves para el desarrollo del proyecto a nivel nacional, regional y local.</p> <p>Por último se mantendrá una participación activa con la Oficina del Coordinador Residente en el país, así como alianzas con agencias de la NNUU con misiones similares como el PMA y la FAO, a fin de alinear el logro de objetivos.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
			<p>A nivel de las operaciones enmarcadas en el COSOP, se plantean dos medidas: de una parte generar procesos de selección del equipo ejecutor de los proyectos de manera transparente, con mecanismos de evaluación de desempeño que incluyen indicadores claros; de otra parte, definir procesos de acompañamiento virtual y presencial por parte del equipo FIDA en coordinación con el organismo ejecutor para identificar posibles cuellos de botella y tomar de manera oportuna las decisiones que permitan mejorar la eficiencia de la implementación de los proyectos.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Macroeconómico</p> <p>El comportamiento de la economía, empleo e inflación, se han visto reflejados en el apalancamiento de la población objetivo del FIDA.</p> <p>El sector rural se ve afectado en su competitividad dadas las restricciones de acceso a bienes y servicios, sumado a los diferenciales cambiarios que incrementan costos de producción y disminuyen márgenes de rentabilidad.</p>	Moderado	Moderado	<p>Los mecanismos de ejecución de los recursos se ajustan para asegurar una implementación rápida de las inversiones (en caso de alta inflación); o se realiza una priorización geográfica en caso sea necesario un ajuste de las metas por falta de recursos suficientes. La multiplicidad de fuentes de financiación permite mitigar posibles períodos donde los recursos de contrapartida sean más bajos, además el enfoque territorial podrá contribuir a la movilización de recursos adicionales locales.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Fragilidad y seguridad</p> <p>El resurgimiento del conflicto armado, las amenazas y asesinatos a líderes sociales y las manifestaciones de violencia que alteran el orden público, son un factor a considerar para la evaluación en la vulnerabilidad y riesgo que se presenta para el nuevo COSOP.</p> <p>Si bien por tradición se ha operado en zonas donde se presentan conflictos (especialmente armado) en Colombia, siempre hay que considerarse este escenario que puede ir en contra del curso normal de implementación de las intervenciones de FIDA.</p>	Alto	Moderado	<p>Las políticas de dialogo del nuevo gobierno y la puesta en práctica de los aprendizajes de proyectos FIDA y otras intervenciones similares en el área rural, requieren que los equipos territoriales establezcan relaciones de confianza con los actores locales (autoridades y comunidad) de tal manera que se identifiquen los potenciales riesgos y se establezcan las medidas pertinentes para su pronta mitigación.</p> <p>De igual manera, la selección de territorios requerirá la participación activa del gobierno nacional para asegurar que existan condiciones institucionales y capacidades para implementar efectiva y eficientemente las operaciones apoyadas por el FIDA.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
			<p>De acuerdo a la focalización territorial acordada para la nueva operación se realizarán evaluaciones de fragilidad y seguridad más contextualizadas.</p> <p>Se mantendrá constante comunicación con UNDSS para atender cualquier indicación relacionada a posibles alteraciones de orden público que impidan en normal desarrollo de las acciones de FIDA y sus aliados en el país</p>
<p>Estrategias y políticas sectoriales</p> <p><i>Hay debilidades para la articulación e implementación de políticas públicas sectoriales a nivel regional y local lo cual revierte en menor eficiencia de las intervenciones de FIDA en el país.</i></p>	Moderado	Moderado	<p>Los diseños de nuevas operaciones se articularán a las políticas nacionales y en particular a los planes y programas sectoriales de tal forma que se generen sinergias, recursos complementarios y mecanismos de implementación funcionales; todo esto fortalecido con los aprendizajes acumulados por FIDA a lo largo de 30 años de presencia en el país.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Armonización con las políticas</p> <p><i>Los planes sectoriales y en particular el marco de acuerdo de Paz sobre el cual se basa el COSOP demandan articularse con las agendas territoriales y la concurrencia de recursos complementarios.</i></p> <p><i>En particular, el cumplimiento del acuerdo de Paz – Reforma Rural Integral, demanda la participación activa de otros sectores, incluyendo la empresa privada.</i></p>	Moderado	Moderado	<p>El marco político actual es amplio y está desarrollándose para atender a las poblaciones con mayor vulnerabilidad, sin embargo, algunas pueden variar para mejorar su alcance poblacional, en concordancia con la propuesta Estatal. En línea con esto, El COSOP ha desarrollado consultas con actores institucionales y locales, y ha generado diálogos con algunos productos de conocimiento, que ayudarán a fomentar la participación en los espacios de formulación de las políticas públicas, para asegurar la incorporación de la población rural en condición de pobreza como foco de las nuevas políticas y estrategias.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Formulación y aplicación de políticas</p> <p><i>El Plan Nacional de Desarrollo 2024 -2027, tiene un amplio enfoque hacia el sector rural; sin embargo demanda además de la voluntad política, contar con capacidades de implementación que aún son deficientes en gran parte de las instituciones públicas en el país.</i></p>	Bajo	Bajo	<p>Los procesos de formulación y revisión del COSOP y de los proyectos FIDA incluyeron espacios de diálogo con actores institucionales y de la sociedad civil, y utilizan múltiples fuentes de análisis de la problemática rural para asegurar que las diversas perspectivas son incorporadas dentro del programa.</p> <p>Estos diálogos también han permitido generar vínculos con redes de representación de los grupos objetivo, que facilitarían su apoyo en la formulación de acciones de inclusión en los nuevos proyectos de inversión</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
			<p>En términos de focalización geográfica, los proyectos deben aportar a la diversificación de la oferta en el país, y particularmente en los sectores con presencia de otros actores nacionales o internacionales, evitar la "conglomeración" de oferta en un solo sector (Como en las zonas PDET), y ampliar el rango de implementación a otras comunidades que estén "fuera de la zonificación normalmente priorizada", justificando debidamente mediante la estrategia de focalización social presente en el COSOP.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Contexto ambiental, social y climático</p> <p>La sostenibilidad de sistemas agroalimentarios y negocios verdes que impulse el FIDA, podría verse comprometida por limitaciones en la oferta o calidad de los recursos naturales (agua y suelo) y servicios ecosistémicos necesarios (provisión y regulación hídrica, control de la erosión y fertilidad del suelo, polinización, captura de carbono) agravados por el cambio climático sobre todo en algunas regiones del país, con efectos negativos en los ingresos y seguridad alimentaria de los pequeños agricultores, en particular de poblaciones vulnerables.</p>	Alto	Alto	Las inversiones que impulse al FIDA deben estar alineadas con planes de ordenamiento y gestión territorial, planes de vida de las comunidades étnicas, políticas y estrategias nacionales para la gestión de la biodiversidad, negocios verdes, reducción del uso de agroquímicos, restauración ecológica, adaptación al cambio climático.
<p>El uso inadecuado de agroquímicos en la etapa productiva, podría tener efectos negativos en la inocuidad de los productos agropecuarios y volverlos no aptos para el consumo humano, afectando los ingresos de los agricultores y la seguridad alimentaria y nutricional sobre todo de poblaciones vulnerables. Asociado a este riesgo, el uso inadecuado de agroquímicos genera la contaminación del agua y el suelo.</p>	Alto	Moderado	Los proyectos del FIDA deben incluir financiamiento para recuperación de servicios ecosistémicos clave para la población objetivo, en el marco de alianzas estratégicas con actores públicos y privados que favorezcan efectos sistémicos.
	Alto	Moderado	

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>El cambio climático puede afectar los sistemas alimentarios, con mayor incidencia la población vulnerable en situación de pobreza, limitando el acceso al agua, reduciendo la productividad agropecuaria y afectando los medios de vida, transporte y comercio.</p> <p>El contexto Social es complejo y variable entre zonas de posible implementación. A pesar de tener la firma de "los acuerdos de Paz" desde 2016, y la efectiva disminución de la violencia desde este momento, en 2021 y 2022 se reactivaron grupos armados no estatales y organizaciones criminales que han expandido su presencia en varias regiones del país, en particular aquellas donde se desmovilizaron las FARC-EP, manteniendo al menos 6 "conflictos no internacionales". Estas dinámicas pueden vedar la implementación en dichas zonas, para población en alta vulnerabilidad (por temas de seguridad), afectar el desempeño efectivo de las inversiones en lugares donde se implemente, y desincentivar la articulación de redes y la asociatividad de organizaciones.</p>	Alto	Moderado	<p>Priorizar las inversiones orientadas a mejorar la provisión y acceso al agua para fines agropecuarios y consumo humano.</p> <p>Las inversiones del FIDA deberán priorizar el enfoque agroecológico, e incluir el fortalecimiento de capacidades para la transición necesaria, incluyendo la implementación de buenas prácticas agrícolas para asegurar la inocuidad de los alimentos y evitar la contaminación de fuentes de agua y suelo.</p> <p>Las inversiones del FIDA deberán diseñarse con base en la adaptación al cambio climático, a través de la diversificación, innovación, uso de TIC's, rescate de conocimiento tradicional.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
			<p>Los proyectos del FIDA deberán promover la participación del sector privado y el financiamiento climático para la adaptación de los sistemas alimentarios.</p> <p>Los inversiones del FIDA deberán buscar tener efectos estratégicos en la conservación de almacenes naturales de carbono (humedales, bosques, páramos) y desincentivar actividades generadoras de emisiones GEI</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
			Se formularán consultas con redes locales de población objetivos, para verificar posibilidades de implementación en terreno. Sin embargo, al ser los proyectos un aporte a la reconstrucción del vínculo social, y al cumplimiento de los objetivos de los "acuerdos de paz", se agotarán todas las medidas posibles para reducir el riesgo de los equipos y las comunidades, pero buscando asegurar la implementación de estos.
Gestión financiera	Medio	Medio	Las medidas de mitigación específicas por pilar son descritas abajo.

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p><i>El riesgo de que las actividades del COSOP no se realicen de conformidad con lo dispuesto en el Reglamento Financiero del FIDA y de que los fondos no se utilicen para los fines previstos, teniendo debidamente en cuenta los criterios de economía, eficiencia y eficacia en general es moderado. Existen significativos riesgos a nivel país, por ejemplo, según el índice CPI de Transparencia Internacional, el riesgo fiduciario es alto. Sin embargo, esto se ve mitigado por un sistema de gestión de las finanzas públicas generalmente sólido, según la evaluación del PEFA en 2016, especialmente en las áreas de supervisión de la inversión pública, previsibilidad de las asignaciones presupuestarias, auditoría interna, integridad de los datos financieros y auditoría externa.</i></p>			

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Organización y dotación de personal</p> <p><i>El riesgo de que el nivel de desarrollo de la profesión contable en el país sea bajo, provocando así una escasez de personal profesionalmente cualificado y bien capacitado que pueda contratarse durante la ejecución del proyecto. La ley exige que los contadores tengan un título universitario en contabilidad y un año de experiencia práctica para poder ejercer. Colombia cuenta con un gran número de profesionales cualificados,</i></p>	Bajo	Bajo	Para minimizar riesgos de rotación de personal, es importante garantizar unos niveles salariales acordes con el mercado para asegurar su retención.
<p>Elaboración de presupuestos</p> <p><i>El riesgo de que el ciclo de aprobación del presupuesto nacional no sea eficaz y afecte a la pronta disponibilidad de recursos para los proyectos financiados con fondos externos es moderado principalmente debido al riesgo de que no se asigne un espacio fiscal suficiente para la ejecución planificado al proyecto. Actualmente, el proceso de planificación presupuestaria de la evaluación Asper PEFA incorpora buenas prácticas internacionales en el proceso de formulación del presupuesto anual.</i></p>	Moderado	Moderado	Para mitigar el riesgo fiscal (y asegurar el presupuesto anual), los proyectos deben registrarse, formularse y actualizarse oportunamente en los sistemas del Departamento Nacional de Planificación. A título informativo, el presupuesto nacional anual es aprobado en octubre por el Congreso.
<p>Flujo de fondos y desembolsos</p>	Moderado	Moderado	Todas las cuentas bancarias del MHCP, incluida la cuenta única de tesorería, se concilian diariamente.

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p><i>El riesgo de que los fondos procedentes de distintas fuentes de financiación se desembolsen con retraso debido a complicados acuerdos de tesorería o se desvíen para financiar el déficit fiscal o las crisis económicas es moderado. Debido a que El MHCP administra un sólido sistema de cuenta única de tesorería, cuyo uso se recomienda para los proyectos financiados por el FIDA. Todas las cuentas bancarias del MHCP, incluida la cuenta única de tesorería, se concilian diariamente.</i></p>			
<p>Controles internos del país</p> <p><i>El riesgo de que los sistemas del país, como la auditoría interna, no sean adecuados y no proporcionen un control apropiado de los recursos del FIDA, dando lugar a un uso ineficaz o inadecuado de los recursos de los proyectos es moderado. La última evaluación del PEFA destaca como un punto fuerte el diseño del sistema de control interno.</i></p>	Moderado	Moderado	<p>Fortalecer los procedimientos de ejecución presupuestaria, automatizados por el sistema integrado de información financiera de la administración central, controlan adecuadamente el monto comprometido de gastos y mitigan en gran medida el riesgo de flujos no autorizados o no documentados. Las unidades de auditoría interna operan en toda la administración gubernamental central.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Contabilidad y presentación de información financiera</p> <p><i>El riesgo de que los sistemas de contabilidad y elaboración de informes del país no sean adecuados, lo que daría lugar a una presentación inexacta o con retraso de la información financiera para la toma de decisiones es moderado. La Contaduría General de la Nación (CGN), como ente normativo para normas contables para el sector público, ha adoptado las normas contables IPSAS de base devengada desde 2015. El uso del sistema gubernamental SIIF complementado por un sistema que permite el seguimiento del presupuesto y los gastos por fuente de financiación y según las categorías y componentes del FIDA y el sistema genera las NIIF y los estados financieros de conformidad con los requisitos del FIDA.</i></p>	Moderado	Moderado	<p>Actualizar la ejecución del Sistema Unificado de Inversión y Finanzas Públicas (SUIFP) bajo la supervisión del MADR y DNP.</p> <p>Identificar el software de contabilidad adecuado que se utilizará en el proyecto durante la fase de diseño y buscar opciones para avanzar en el proceso de adquisición para garantizar que el sistema esté en funcionamiento al inicio del proyecto.</p>
Auditoría externa	Bajo	Bajo	<p>Considerar el uso de las entidades fiscalizadoras superiores para la auditoría de los proyectos financiados por el FIDA.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p><i>El riesgo de que la institución de auditoría superior no sea independiente, no esté capacitada o no pueda realizar y presentar a tiempo la auditoría de las operaciones financiadas por el FIDA, lo que podría dar lugar a una tergiversación de los resultados financieros o a una falta de supervisión adecuada es bajo. Las normas internacionales de auditoría han sido ampliamente adoptadas en Colombia. Sobre la base de una legislación que le otorga la independencia y el margen adecuados para ejercer su función de auditoría externa, la entidad fiscalizadora superior ha logrado importantes avances a través del desarrollo de normas y procedimientos de auditoría gubernamental generalmente sólidos.</i></p>			

<p>Cuestiones vinculadas con las adquisiciones y contrataciones</p> <p><i>El riesgo de incompatibilidad de las operaciones de adquisiciones y contrataciones del proyecto o programa con el Marco del FIDA para la adquisición y contratación en el ámbito de los proyectos y el riesgo de que unos procesos de adquisición y contratación ineficaces o poco transparentes repercutan en la consecución de los objetivos previstos del proyecto o programa (efectos directos y productos).</i></p> <p><i>Tras el análisis de Parte A del PMR, se concluye sobre un alto nivel de compatibilidad del sistema nacional de contrataciones públicas de Colombia (SNCP) con las Directrices del FIDA para la adquisición de bienes y la contratación de obras y servicios; clasificándose el riesgo de la Parte A como bajo, ya que país cuenta con un amplio marco legal y regulatorio conveniente y adecuado que guía las compras institucionales, mostrando elementos de transparencia e integridad, y que es (material y sustancialmente) compatible con las buenas prácticas internacionales.</i></p> <p><i>En tal sentido, y en línea con las Condiciones Generales de Financiación del Desarrollo Agrícola del FIDA, las operaciones en Colombia se realizarán de conformidad con las disposiciones especificadas en las normas de adquisiciones y contratación del Prestatario/Receptor, salvo en aquellos casos puntuales, que partiendo del presente análisis se ha prescrito una medida asegurando la compatibilidad con las Directrices del FIDA dentro de una escala neta aceptable.</i></p>	Bajo	Bajo	Las establecidas en cada Pilar de forma detallada.
--	------	------	--

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<i>En este próximo período de vigencia del COSOP, el FIDA monitorea cualquier cambio en el marco legal e institucional así como en las áreas de tecnología e innovación, que implique redefinir o actualizar la estrategia, en materia de adquisiciones y contrataciones, con el objetivo de acompañar al país en los aspectos de capacidad institucional y Estado de Derecho, además de apoyar a la consecución de los objetivos de desarrollo del sector, manteniendo altos estándares de integridad y transparencia.</i>			

<p>Pilar I. Marco jurídico, reglamentario y de políticas</p> <p><i>Este pilar evalúa el marco jurídico, reglamentario y de políticas existente en materia de adquisición y contratación pública. Define cuáles son las normas y procedimientos formales que rigen las adquisiciones y contrataciones públicas y evalúa su adecuación a las normas internacionales. La aplicación práctica y el funcionamiento de este marco son objeto de los pilares II y III. Los indicadores de este pilar engloban los recientes avances e innovaciones cada vez más utilizados para aumentar la eficiencia de las adquisiciones y contrataciones públicas. El pilar I también tiene en cuenta las obligaciones internacionales y los objetivos nacionales en materia de políticas para garantizar que las adquisiciones y contrataciones públicas estén a la altura de su importante cometido estratégico y contribuyan a la sostenibilidad.</i></p> <p><i>Riesgo(s): El marco legal y regulatorio es conveniente y adecuado y por lo tanto aceptable para su uso en proyectos financiados por el FIDA. Se identificaron, sin embargo, i) el riesgo relacionado con la no existencia de disposiciones normativas sobre Contrataciones Públicas Sostenibles (CPS), en los términos análogos a los previstos en el PESAC (aun cuando se han emitido dos guías de la CCE, que promueven su uso), ii) el riesgo potencial que supone la existencia de la disposición para la celebración de los contratos inter-administrativos (entre entes de naturaleza estatal) mediante contrataciones directas, iii) la dispersión normativa que dificultando la identificación y aplicación de la norma y iv) la falta</i></p>	Bajo	Bajo	<p>Medidas de Mitigación: i) El FIDA vigilará la integración de las cláusulas y condiciones del PESAC, de forma complementaria en los documentos de licitación estándar de la normativa nacional, así como la observancia a su cumplimiento, en el marco de sus operaciones en el país, identificando medidas que se implementen en las adquisiciones y contrataciones a través de:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Especificaciones técnicas/TDRs, 2. Calificación de oferentes/proponentes, 3. Criterios de evaluación de ofertas/propuestas, 4. Cláusulas contractuales; <p>en atención a los riesgos específicos de futuras operaciones, de acuerdo a la lista de verificación de evaluación ambiental y social del PESAC, ii) la selección de los socios implementadores de naturaleza estatal (si corresponde), debe llevarse a cabo mediante una selección competitiva a menos que se puedan proporcionar pruebas convincentes de que un asociado en la ejecución de un solo proveedor ofrece una mejor relación</p>
--	------	------	---

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<i>de una instancia administrativa para resolución de impugnaciones en la etapa precontractual limitado los derechos de los eventuales interesados.</i>			<p>calidad-precio para las operaciones del país a precios competitivos, iii) establecer en los manuales de operaciones una síntesis de los procedimientos unificando, dando coherencia y simplificando la normativa nacional que aplica a los proyectos, y iv) establecer en los manuales de operaciones y en los documentos de licitación, medidas viables para atender adecuadamente de forma aceptable, eventuales conflictos y controversias precontractuales, pasando por analizar la aplicación de lo previsto en las disposiciones del FIDA en la materia.</p>

<p>Pilar II. Marco institucional y capacidad de gestión <i>Este pilar analiza el modo en que el sistema de adquisiciones y contrataciones, tal como se define en el marco jurídico y reglamentario de un país, funciona en la práctica por conducto de las instituciones y de los sistemas de gestión que forman parte de la gobernanza general del sector público. Evalúa la eficacia del sistema de adquisiciones y contrataciones en el cumplimiento de las obligaciones establecidas en la ley, sin lagunas ni solapamientos. En concreto, evalúa y) si tiene vínculos adecuados con el sistema de gestión de las finanzas públicas del país, ii) si existen instituciones que se encarguen de las funciones necesarias y iii) si las capacidades técnicas y de gestión son suficientes para llevar a cabo unos procesos de adquisiciones y contrataciones públicas eficientes y transparentes.</i></p> <p><i>Riesgo(s): Dado el alto nivel de automatización -dispersión- de las plataformas de apoyo (SECOP I, SECOP II, Tienda Virtual, Planes de Adquisición y de Multas y Sanciones, que asegura la trazabilidad de la gestión de los procesos de adquisición a nivel nacional y territorial, existe el riesgo potencial asociado al acceso de a tecnologías de información y comunicación, y a la falta de capacidad institucional para su uso efectivo y adecuado en las etapas de planificación, ejecución, administración y supervisión de los procesos de adquisición y contratación de bienes, obras y servicios. A lo anterior se une la falta de vinculación con el sistema financiero que requiere de mayor esfuerzo y conocimiento para la consolidación de la información y</i></p>	Moderado	Moderado	<p>Medidas de Mitigación: A nivel de la estrategia de país, el FIDA continuará brindando apoyo a personal de los organismos ejecutores y de los proyectos en la profesionalización en el área de adquisiciones y contrataciones invitando a la participación en "BuildPROC2 un programa de creación de capacidad en adquisiciones para el desarrollo agrícola y rural bajo una perspectiva que busca un impacto en los resultados de desarrollo, gracias a un uso más eficiente de los fondos públicos, al fortalecimiento de las instituciones, al fortalecimiento de una buena política gubernamental y a la mejora de la capacidad del sistema de contratación. A nivel de las operaciones, la estructura y los arreglos de implementación de los proyectos del FIDA deben contar con recursos para atender las complejidades del sistema nacional; i) personal a nivel central y territorial asignado para atender la gestión de adquisiciones y</p>
---	----------	----------	--

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p><i>en general para usar los datos generados por los sistemas para analizar y medir el desempeño y tomar acciones oportunas que redunden en una mayor eficiencia, transparencia y logros de los objetivos. Ampliar los mecanismos para la profesionalización del personal de adquisiciones.</i></p>			<p>contrataciones, ii) desarrollo de procedimientos claros y objetivos en los manuales de operaciones, con la síntesis de la normativa aplicable en el ámbito nacional/territorial, bajo la observancia de la normativa nacional, y asegurando su compatibilidad con las Directrices del FIDA, integrando los procedimientos PESAC iii) fortalecimiento de los procesos de apoyo, capacitación y acompañamiento en la materia, acorde con la naturaleza de los actores y las brechas de información y conocimientos identificadas, y iv) uso mandatorio del sistema integrado OPEN del FIDA en todos sus módulos, desde la formulación del PAC hasta el cierre de contratos, permitiendo la generación de reportes útiles a la toma oportuna de decisiones.</p>

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
<p>Pilar III. Operaciones de adquisiciones y contrataciones públicas y prácticas del mercado <i>Este pilar evalúa la eficiencia operativa, la transparencia y la eficacia del sistema de adquisiciones y contrataciones a nivel de las entidades ejecutoras responsables de la gestión de las adquisiciones y contrataciones concretas (entidad contratante o adjudicadora). Además, considera el mercado como un medio para juzgar la calidad y la eficacia del sistema en la aplicación práctica de los procedimientos de adquisición y contratación. Este pilar se centra en el funcionamiento y el desempeño en la práctica del sistema de adquisiciones y contrataciones públicas de un país.</i></p> <p><i>Riesgo(s): La amplia gama de supuestos para la aplicación de la contratación directa en la normativa nacional, incluyendo la existencia de la disposición para la celebración de los contratos inter-administrativos (entre entes de naturaleza estatal) mediante contrataciones directas supone un riesgo potencial.</i></p>	Bajo	Bajo	<p>Medidas de Mitigación: La selección de los socios implementadores de naturaleza estatal (si corresponde), debe llevarse a cabo mediante una selección competitiva a menos que se puedan proporcionar pruebas convincentes de que un asociado en la ejecución de un solo proveedor ofrece una mejor relación calidad-precio para las operaciones del país a precios competitivos</p>

<p>Pilar IV. Rendición de cuentas, integridad y transparencia del sistema de adquisiciones y contrataciones públicas</p> <p><i>El pilar IV comprende cuatro indicadores que se consideran necesarios para que un sistema funcione con integridad, que disponga de controles apropiados que respalden la aplicación del sistema de conformidad con el marco jurídico y reglamentario, y que cuente con medidas adecuadas para hacer frente a los posibles riesgos de corrupción en el sistema. También abarca aspectos importantes del sistema de adquisiciones y contrataciones, que incluyen a las partes interesadas, también a la sociedad civil, como parte del sistema de control. Este pilar tiene en cuenta el sistema de adquisiciones y contrataciones y el entorno de gobernanza correspondiente para garantizar que se definan y estructuren de manera que promuevan la integridad y la transparencia.</i></p> <p><i>Riesgo(s): El sistema muestra claros elementos de transparencia e integridad, sin embargo, se identificaron los siguientes riesgos: i) la no incorporación del recuento de las normas de anticorrupción en los documentos de licitación, que no obliga al cumplimiento de las mismas, ii) no existe un mecanismo adecuado que promueva el control social ni la canalización de denuncias/quejas reclamos bajo condiciones de seguridad para el denunciante, y iii) la falta de una instancia administrativa para resolución de impugnaciones en la etapa precontractual limitado los derechos de los eventuales interesados.</i></p>	Bajo	Bajo	<p>Medidas de Mitigación: En los proyectos: i) la incorporación explícita en los documentos de licitación de las políticas sobre prácticas prohibidas, acoso sexual y procedimientos PESAC, así como la adopción del Formulario de Auto-certificación, en todos los procedimientos de adquisiciones y contratación, ii) establecimiento de mecanismos de control social, para que la gestión de las adquisiciones se realice dentro de un marco de control social adecuado, y con canales de denuncia accesibles que consideren la focalización territorial y social del proyecto (dispersión/comunidades indígenas/lenguas nativas), así como en un entorno de protección para el denunciante, lo cual debe estar incorporado en los manuales de operaciones de proyectos, iii) establecer en los manuales de operaciones y en los documentos de licitación, medidas viables para atender adecuadamente de forma aceptable,</p>
--	------	------	--

Matriz integrada de riesgo del país			
Tipo de riesgo	Riesgo inherente	Riesgo residual	Medidas de mitigación
			eventuales conflictos y controversias precontractuales, pasando por analizar la aplicación de lo previsto en las disposiciones del FIDA en la materia.

Background study

1. Contexto Nacional

1. **Contexto político.** Las elecciones presidenciales de Colombia en junio de 2022 resultaron en la victoria de Gustavo Petro de la coalición de izquierda Pacto Histórico. Las principales prioridades del gobierno de Petro son consolidar la paz, la justicia social, la justicia ambiental y el cambio para las mujeres.
2. Para ello, el Gobierno liderado por el presidente Petro se ha trazado llevar al Congreso de la República cuatro iniciativas con las que buscará más igualdad y equidad social. Se trata de la reforma tributaria, reforma de la salud y de las pensiones, una reforma del contrato laboral y una reforma de la educación. Actualmente, sólo ha sido aprobada la reforma tributaria y en un primer intento la reforma laboral ha sido hundida por el poder legislativo. Se espera retomar el trámite de dichas reformas a partir del segundo periodo legislativo del Congreso el cual inició el 20 de julio de 2023.
3. De otra parte, a finales de octubre de 2023, se llevarán a cabo las nuevas elecciones de autoridades **departamentales** y municipales en Colombia en donde se espera contar con un nuevo panorama político que pueda fortalecer y alinear las expectativas del Gobierno central y articular los planes de desarrollo locales y regionales con el actual Plan Nacional de Desarrollo “Colombia Potencia Mundial de la Vida”, tema que se describirá más adelante especialmente para el sector rural colombiano.
4. Otro aspecto que afecta directamente este panorama es el hecho que pese al cambio de Gobierno y la política de paz total de Gustavo Petro no se siguen presentando atentados y hechos violentos en contra de líderes sociales. Aunque el primer semestre de este año haya presentado una reducción de asesinatos con respecto al último año de mandato de Iván Duque, la preocupación y la violencia siguen siendo dos fenómenos cuando se habla de líderes sociales en Colombia. Desde la firma del Acuerdo, más de 1.400 líderes o defensores de derechos han sido asesinados.¹
5. **Aspectos macroeconómicos.** El PIB creció sólidamente a una tasa de 7,3% en 2022, pero la economía se sobrecalentó **con** la actividad operando por encima de su potencial, con una inflación acelerada, y un alto déficit de cuenta corriente. A medida que el rebrote del consumo reprimido durante la pandemia se desvanezca, las políticas monetaria y fiscal sigan en terreno contractivo, y la demanda externa se mantenga débil, se prevé que el PIB solo crecerá 1,7% en 2023 y que la economía se dirigirá a un aterrizaje suave, lo cual es necesario para corregir el surgimiento de desequilibrios internos y externos. Se prevé que el crecimiento aumente gradualmente a 2,0% en 2024 y 3,2% en 2025, conforme la demanda externa se reactive, y la inflación y las tasas de interés disminuyan².
6. De acuerdo con el Banco de la República³, la inflación total **cerró** el segundo trimestre de 2023 en 12,1%. Entre las principales causas que explican este descenso en relación con el primer trimestre se encuentran: i) la caída de algunos precios internacionales de alimentos y bienes y de los costos logísticos; ii) buen abastecimiento de alimentos perecederos; iii) apreciación marcada del peso; iv) desaceleración de la economía (efectos acumulados de los aumentos de tasas de interés) y v) Reducción en las expectativas de inflación.

¹ El Espectador, Diario de Circulación Nacional. “El claroscuro panorama de los líderes sociales en Colombia durante 2023”. Julio 2023

² DANE, en <https://www.dane.gov.co/files/operaciones/PIB/bol-PIB-Iltrim2023.pdf>

³ Informe de Política monetaria, Julio de 2023. Ver en: <https://www.banrep.gov.co/es/publicaciones-investigaciones/informe-politica-monetaria/presentacion-julio-2023>

7. Solo se estima una modesta reducción en la pobreza durante 2022, pues la inflación —especialmente la de alimentos— **mermó** las ganancias en los ingresos laborales, reduciendo en un estimado de 5 puntos porcentuales la disminución de la tasa de pobreza nacional. El fuerte fenómeno de la Niña ha afectado a más de 750.000 personas y ha ocasionado daños en viviendas, cultivos, e infraestructura de salud, educación, y transporte. Se prevé que la pobreza se estanque en 2023, en cuanto el menor crecimiento dificulte la recuperación en los ingresos laborales. Entre los riesgos más grandes para las finanzas del país está la llegada del Fenómeno del Niño. Esto aumentaría la crisis que ha vivido el país luego de casi 18 meses de lluvias intensas y continuas, que ha golpeado las infraestructuras de diferentes zonas del país, causando estragos y problemas logísticos en el transporte de alimentos⁴.
8. **Deuda externa:** Según información revelada por el Banco de la República⁵, en enero de 2023, la deuda externa del país se ubicó en US\$ 187.012 millones, esta cifra es superior en un 8,84 % frente a los US\$ 171.828 millones registrados en el mismo mes de 2022, y estuvo por encima de la de diciembre pasado de US\$ 184.109 millones.
9. La política monetaria seguirá siendo restrictiva para reducir la inflación y volver a anclar las expectativas inflacionarias. La consolidación fiscal prevista es necesaria para garantizar el cumplimiento de las reglas fiscales. En vista de los riesgos existentes, sería prudente crear colchones fiscales adicionales. Entretanto, las recientes reformas tributarias aportan margen fiscal para las reformas propuestas en materia de pensiones y salud, las cuales abordan unas desigualdades persistentes desde hace tiempo y una baja cobertura de la protección social. Disminuir la informalidad y la promoverla igualdad de género situaría a Colombia en la senda de un crecimiento más inclusivo.⁶
10. Colombia sigue enfrentándose a importantes retos estructurales. En primer lugar, la tasa de crecimiento potencial no es suficiente para garantizar la convergencia de la renta per cápita con la de los países de altos ingresos.
11. En segundo lugar, Colombia sigue siendo uno de los países más desiguales del mundo. El crecimiento económico por sí solo no ha sido suficiente para reducir la desigualdad, pues las barreras a oportunidades económicas persisten para ciertos grupos (incluyendo por género, etnia, y **ubicación** geográfica), limitando así la movilidad social. Para reducir la pobreza de forma duradera y aumentar la resiliencia entre los más vulnerables, es necesario ampliar la cobertura y adaptación del sistema de seguridad social, reducir las rigideces en la inclusión automática a los programas sociales, hacer que los mercados laborales sean más eficientes e inclusivos y mejorar el nivel y la calidad de la educación, la salud y la infraestructura.
12. En tercer lugar, aunque está disminuyendo, una alta relación deuda-PIB del gobierno general reduce el espacio **fiscal** para responder a choques agregados o incrementar el gasto de manera sostenible sin recursos adicionales.
13. Por último, el país necesita transitar a cero emisiones netas de carbono, a una economía resiliente a los cambios **climáticos**, y a un mundo que requiere menos petróleo y carbón, este es una de las principales metas planteadas en el Plan Nacional de Desarrollo del actual gobierno, considerado en la nueva hoja de ruta de la política denominada: *Transición Energética Justa*.⁷ Además de una inversión significativa y la movilización de financiamiento, esto requerirá aumentar la productividad y la adopción de tecnología, facilitar la transición de empleos, diversificar las exportaciones, revertir

⁴ <https://www.semana.com/economia/macroeconomia/articulo/como-seguira-la-economia-en-colombia-asi-se-comportara-con-el-fenomeno-de-el-nino-las-reformas-la-inflacion-y-el-dolar/202306/>

⁵ <https://www.banrep.gov.co/es/estadisticas/deuda-externa-publica-y-privada-dolares>

⁶ Perspectivas Económicas de la OCDE 2023.

⁷ Puede encontrar mayor información y documentos detallados en: <https://www.minenergia.gov.co/es/servicio-al-ciudadano/foros/documentos-de-la-hoja-de-ruta-de-la-transici%C3%B3n-energ%C3%A9tica-justa/>

la deforestación, y encaminar los sectores de energía, infraestructura, y transporte a una actividad más verde. Reformas recientes, como la tributaria y el financiamiento verde, responden a algunos de estos retos, pero se necesitan más acciones para navegar estas transiciones al tiempo que se abordan las demandas sociales y de consolidación fiscal⁸.

14. **Recomendaciones OECD para Colombia:** De **conformidad** con el último informe de la OCDE para Colombia, indica que si bien la economía se ha recuperado significativamente postpandemia y se encamina hacia una sólida recuperación, deberá atender de manera prioritaria aspectos tales como la inflación, la desigualdad salarial – que es uno de los más altos de los países de la OCDE en LAC, dado que deja por fuera muchos de los trabajadores del sistema de protección social y por ello ven en la reforma tributaria aprobada por el Congreso de la República una oportunidad para superar las metas de recaudo fiscal y hacer inversiones en las principales problemáticas sociales que afronta el país y que aumentan las brechas. En particular, reducir la pobreza y generar mecanismos más igualitarios para acceso a los servicios básicos en salud y educación; fomentar una recuperación económica más inclusiva; generar mecanismos funcionales que permitan mejor participación en los mercados internacionales y avanzar con mayor decisión en el cumplimiento de los compromisos del país en el cumplimiento de los ODS hacia 2030, haciendo énfasis en la lucha contra la deforestación⁹.

Influencia de algunos factores externos:

- El conflicto bélico en Ucrania y las tensiones geopolíticas que hoy se suscitan en varios lugares del mundo generan tensiones en los mercados y en para el caso de Colombia, induce que la recuperación post pandemia de la economía vaya a un ritmo muy lento y quede supeditada a los acontecimientos políticos, y las crisis energéticas y alimenticias están a la orden del día.
- Las condiciones económicas y financieras internacionales, entre ellas **la estanflación**¹⁰, entendida como un crecimiento bajo o nulo que coincide con una alta inflación, continuará siendo la tendencia predominante en buena parte del mundo. Además, es probable que algunas grandes economías entren en recesión en 2023. Lo anterior ha provocado estrés en los mercados financieros, lo que además se ha potenciado por las fuertes alzas en las tasas de interés adoptadas por la mayoría de los bancos centrales. En suma, la economía global impondrá condiciones financieras más apretadas y volátiles, menor demanda de las exportaciones y términos de intercambio que se moderarán desde sus máximos recientes.
- La ampliación del déficit fiscal desde la pandemia y la intensificación del desbalance frente al resto del mundo resultante del avance de la demanda interna desde 2021 han aumentado la dependencia de Colombia a los flujos de capitales internacionales. **A esto se suma la incertidumbre causada por la agenda de reformas de la nueva administración, la cual genera inquietudes en frentes con altos impactos en lo económico y lo financiero.**¹¹

15. **Tasa de desempleo:** Para el mes de junio de 2023, la tasa de desempleo del total nacional fue 9,3%, lo que representó una disminución de 1,9 puntos **porcentuales** respecto al mismo mes de 2022 (11,3%). La tasa global de participación se ubicó en 64,3%, en junio de 2022 fue 63,7%. Finalmente, la tasa de ocupación fue 58,3%, lo

⁸ [Colombia: panorama general \(bancomundial.org\)](https://www.bancomundial.org) junio, 2023

⁹ <https://www.oecd.org/economy/panorama-economico-colombia/>

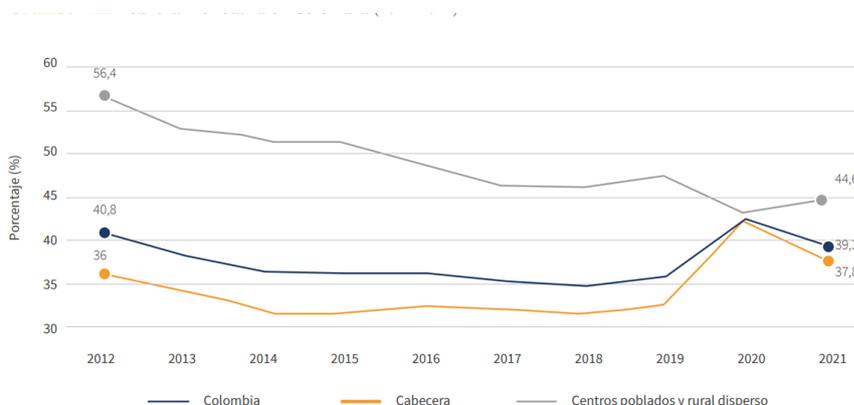
¹⁰ [Estanflación - Qué es, definición y concepto | 2023 | Economipedia](#)

¹¹ Guía Bancolombia 2023: La economía – Resumen. Dirección de Investigaciones Económicas, Sectoriales y de Mercado, Noviembre 2022

que representó un aumento de 1,8 puntos porcentuales respecto al mismo mes de 2022 (56,5%)¹².

16. **Índice de Gini:** En 2021, el coeficiente de Gini en el total nacional fue 0,523 y en 2020 fue 0,544. Esto significa una disminución en la desigualdad del ingreso de los hogares¹³.
17. **Índice de Desarrollo Humano.** En 2020 y 2021, el IDH en Colombia cayó por primera vez en la historia de su medición. La caída del IDH se debió principalmente al impacto que tuvo la pandemia en la salud y que se redujo la esperanza de vida al nacer de manera importante. Además del impacto señalado en 2020-2021, la última década no ha sido la mejor en la tasa de crecimiento del IDH, incluso si solo se analiza la tendencia hasta 2019: mientras que el crecimiento del IDH fue de 0,9% en la década del 2000, en el período 2011-2019 fue de casi la mitad, de 0,57%, y en el periodo 2011-2021 fue de 0,32%¹⁴
18. **Pobreza general y pobreza extrema**¹⁵. En 2019 el Departamento Administrativo Nacional de Estadística - DANE realizó una actualización metodológica en relación a las líneas de pobreza que son utilizadas para el cálculo de la pobreza monetaria extrema en Colombia, razón por la cual existe un cálculo realizado con esta nueva metodología para el periodo 2012-2021 y otro cálculo, con la anterior metodología, en el periodo 2002-2020.
19. De acuerdo con la nueva metodología del DANE las tendencias son similares: durante el período 2012-2019 la reducción promedio anual de la tasa de incidencia de la pobreza monetaria fue de 1,8% (5,1 pp) y la de la pobreza extrema fue de 2,2% (2 pp), con un crecimiento en 2018- 2019 en ambos casos; esta es una cifra baja considerando que entre 2018-2019 se presentó un incremento de la tasa de incidencia de la pobreza monetaria en un 3% y de la pobreza monetaria extrema en un 17%.
20. En 2020, **el incremento en la tasa de pobreza fue de 19% (6,8 pp) y el de la pobreza extrema de 57% (5.5 pp)**, lo que implicó que cayeron, en las condiciones de pobreza y pobreza extrema, 3,6 millones de personas y 2,8 millones, respectivamente, entre 3 y 5 veces lo alcanzado en la última década. Por otro lado, en 2021 se logró una recuperación de cerca de 3 pp en ambos indicadores. (Gráficos 1 y 2)

Gráfico 1. Pobreza monetaria en Colombia (2012 -2021)



Fuente: PNUD.

Informe sobre Desarrollo Humano Colombia, 2022

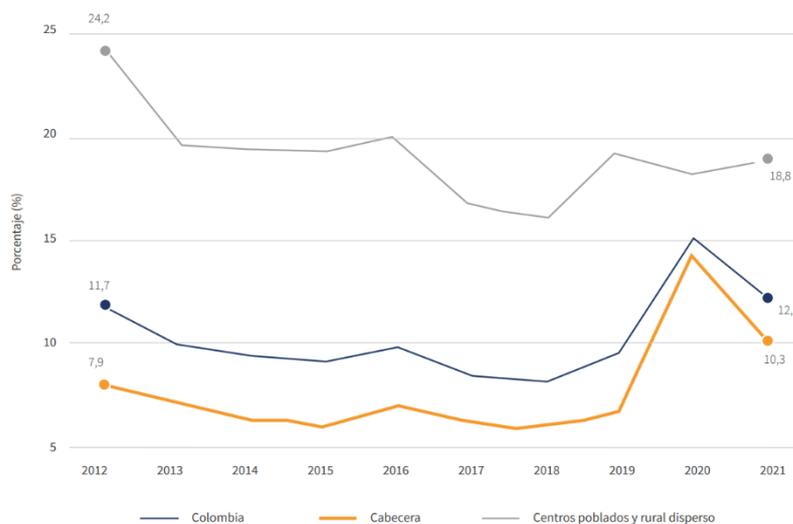
¹² <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/mercado-laboral/empleo-y-desempleo>

¹³ DANE, comunicado de prensa, abril de 2022.

¹⁴ PNUD. Evolución de los últimos 10 años en Desarrollo Humano. Informe sobre Desarrollo Humano para Colombia – Cuaderno 1. Noviembre 2022

¹⁵ PNUD. Informe sobre Desarrollo Humano Colombia, 2022, página 47.

Gráfico 2. Pobreza monetaria extrema en Colombia (2012 -2021)



Fuente: PNUD. Informe sobre Desarrollo Humano Colombia, 2022

21. **Seguridad Alimentaria y Nutricional.**¹⁶ La Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura - FAO, junto con el DANE, reportaron que el 30% de la población no tienen las raciones de alimentación necesaria o que las comidas diarias que consumen no tienen las bases nutricionales necesarias, esto significa que están en situación de inseguridad alimentaria moderada; es decir, que se reducen las cantidades de comidas o se saltan comidas involuntariamente usualmente por falta de recursos.
22. Según el informe, las personas que tienen un problema grave de insuficiencia alimentaria ascienden al 5,2%, es decir que cerca de **2,6 millones de colombianos** aguantan hambre. En el total nacional, la prevalencia de inseguridad alimentaria grave fue de 4,9%, lo que significa que en 5 de cada 100 hogares al menos una persona se quedó sin comer durante todo un día por falta de dinero u otros recursos en los últimos 12 meses.
23. Respecto a la prevalencia de la inseguridad alimentaria¹⁷ en las cabeceras municipales en comparación con la prevalencia en áreas rurales (centros poblados y rural disperso), los resultados de la Escala de Experiencia de Inseguridad Alimentaria - FIES indican que 27 de cada 100 hogares urbanos experimentaron inseguridad alimentaria moderada o grave, mientras que en hogares rurales la prevalencia fue mayor con 33 de cada 100 hogares en esta situación. (Gráfico 3)

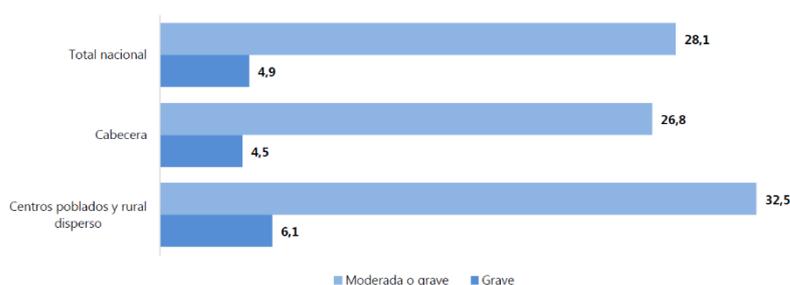
Gráfico 3. Prevalencia de la inseguridad alimentaria en hogares: moderada o grave, y grave (%)

Total nacional y áreas

¹⁶ Estado de la seguridad alimentaria en Colombia desde la Encuesta Nacional de Calidad de Vida – ECV 2022. FAO – DANE. Julio 2023

¹⁷ Para ampliar información y detalle técnico del estudio, se sugiere visitar: <https://www.dane.gov.co/files/operaciones/FIES/pre-FIES-2022.pdf>

⊙ Niveles de inseguridad alimentaria más altos en la zona rural que en la urbana.



Fuente: DANE ECV 2022

24. Los mayores niveles de inseguridad alimentaria en el país pertenecen a aquellos que tienen jefatura femenina en especial cuando hay menos de cinco años dentro del núcleo familiar.
25. Los departamentos de La Guajira (59,7%), Sucre (47,9%), Atlántico (46,1%), Magdalena (45,3%), Chocó (43,2%) y Cesar (41,1%) tienen las mayores prevalencias de inseguridad alimentaria moderada o grave. En estos departamentos 40 de cada 100 hogares experimentaron dificultades para acceder a alimentos en calidad y cantidad suficientes durante los últimos 12 meses. Por su parte, Caldas (14,6%), San Andrés (17,2%), Quindío (17,3%) y Risaralda (17,5%) contabilizan entre 14 y 17 de cada 100 hogares en inseguridad alimentaria moderada o grave, siendo las prevalencias más bajas en el país.
26. Adicionalmente hay que considerar que con la llegada del Fenómeno del Niño, prevista para el segundo semestre del año, estas regiones se pueden ver gravemente afectadas, lo cual repercute en un latente y potencial riesgo que puede incrementar la inseguridad alimentaria y nutricional en el país.
27. **Mercado laboral.** El comportamiento del desempleo en Colombia tuvo un resultado más favorable durante la década de 2011- 2021 frente a la década inmediatamente anterior, pues el desempleo anual promedio se redujo de 12,9% a 11%. El logro en la última década fue mantener la tasa de desempleo a un dígito en la mayor parte de los años, aunque este se mantuvo en un nivel casi constante.
28. En la última década, se observa un decrecimiento sostenido de la tasa de desempleo entre 2011 y 2015, consistente con el ciclo económico, y un aumento posterior progresivo hasta 2019, que finalmente concluyó con el crecimiento de más de 5 puntos porcentuales entre 2019 y 2020 debido a la crisis del COVID 19. En 2021, con una tasa de desempleo del 13,8%, el número de personas desocupadas se redujo en 508.900, una señal de la reactivación económica del país¹⁸. (Gráfico 4)

¹⁸ PNUD. Informe sobre Desarrollo Humano Colombia, 2022, página 89

Gráfico 4. Tasa de desempleo en Colombia 2011 – 2021

Fuente: PNUD. Informe sobre Desarrollo Humano Colombia, 2022

29. Los datos del DANE revelaron que el total nacional para enero del 2023 fue del 13,7% en la tasa de desempleo. Entretanto, **para las 13 ciudades y áreas metropolitanas fue del 14,5%**, para los centros rurales y poblados del 9,7%, para las cabeceras del 15,2% y para las 10 ciudades del 14,6%. Todas estas presentaron una reducción en comparación con los datos del 2022¹⁹.
30. **Migración venezolana.** A pesar de la apertura de la frontera y la reactivación de las relaciones con Venezuela, el número de migrantes provenientes de Venezuela en Colombia continúa en aumento. De acuerdo con el reporte oficial de Migración Colombia, en 2022 hay 2.45 millones de refugiados y migrantes venezolanos en el país, la mayoría con intención de permanencia en las principales ciudades del país²⁰.
31. El Estatuto Temporal de Protección para Migrantes Venezolanos, adoptado por medio del Decreto 216 del 2021, es una política que busca ofrecer al migrante venezolano un régimen migratorio ordinario. En un periodo de 10 años los migrantes venezolanos pueden obtener una visa de residencia, y, de este modo, mejorar sus oportunidades de integración Socioeconómica. El ETPV se ha convertido en un gran paso para Colombia en su política migratoria y un gran referente para Latinoamérica y el Caribe.

¹⁹ <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/mercado-laboral/empleo-y-desempleo>

²⁰ OCR - ONU Colombia. Informe Anual de Resultados 2022.

2. El sector agropecuario y rural

32. El contexto del sector rural colombiano es complejo y diverso, y presenta múltiples desafíos y oportunidades para el desarrollo económico y social del país. A continuación, se presentan algunos aspectos relevantes que caracterizan este contexto:

- Alberga el 22% de la población colombiana, pero también concentra el 32% de la pobreza y el 33% de la población indigencia del país. Esto evidencia la existencia de brechas sociales y económicas entre el campo y la ciudad, y la necesidad de generar políticas públicas que promuevan la inclusión y el bienestar de las poblaciones rurales.
- Es fundamental para la seguridad alimentaria y la producción agrícola del país, ya que el 80% de los alimentos que se consumen en Colombia son producidos por agricultores familiares.
- Genera empleo para más de 4 millones de colombianos, lo que representa el 17% de la población ocupada del país.
- Está conformado por 2,7 millones de productores agrícolas, de los cuales el 63,5% son pequeños. Sin embargo, estos productores enfrentan dificultades para acceder a recursos financieros, técnicos y comerciales que les permitan mejorar su productividad y competitividad.
- Según el Censo Nacional Agropecuario, solo el 6% de los productores están asociados y solo el 24% han recibido asistencia técnica.

33. Al tratarse de un sector tan heterogéneo y dinámico, influenciado por las características geográficas, culturales, políticas e históricas de cada territorio, se requiere una visión integral y diferenciada de la ruralidad, que reconozca la diversidad de actores, intereses y necesidades que conviven en el campo colombiano. Así mismo, se requiere una articulación entre los diferentes niveles de gobierno, el sector privado, la academia y la sociedad civil para generar soluciones participativas e innovadoras para el desarrollo rural.

34. **PIB Agropecuario.** Con un crecimiento de 3,3% durante el primer trimestre de 2021, el sector agropecuario acumuló cinco años consecutivos de variaciones anuales positivas en el PIB real del primer trimestre y un promedio aritmético del 4,5%.

Gráfico 5. PIB Agropecuario por actividad (variación % anual real)



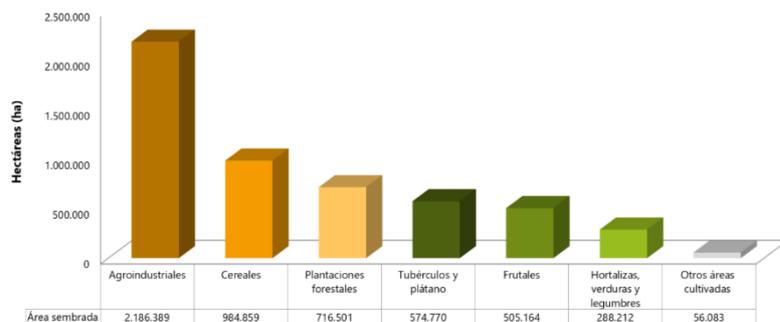
Fuente: DANE – Grupo BANCOLOMBIA 2021

35. Cabe resaltar que el café fue el rubro que más impulsó el crecimiento. El PIB real de este cultivo creció en el primer trimestre 21,4%, después de un comportamiento negativo en el 1T20 (-19,1%). Sin embargo, aunque existe un efecto base inmerso dentro de la cifra de este año, el aumento del 13% de la producción a marzo sería, en parte, la razón de este repunte. Los crecimientos en los rubros de cultivos agrícolas (sin café) y ganadería evidenciaron las ventajas de una producción diversificada.
36. Aquí se nota una variación anual positiva para el primer trimestre durante cinco años seguidos, o incluso más si se analiza el rubro de ganadería, que agrupa las diferentes actividades de producción pecuaria y muestra esta tendencia desde 2015. Una producción dispersa en muchos subsectores agropecuarios como en Colombia tiene la desventaja de una menor economía de escala, pero la diversidad ofrece otros beneficios, entre ellos, una menor volatilidad y vulnerabilidad a variables exógenas¹.
37. **Desequilibrios productivos.** Los datos recaudados con la última Encuesta Nacional Agropecuaria (DANE, ENA 2019), cotejados con FAO, se destaca que la mayoría del PIB agrícola se compone de cultivos agroindustriales² El desequilibrio entre rubros agropecuarios se evidencia también considerando el uso del suelo para fines productivos, cuyo total es más de 50 millones de hectáreas con 2.085.423 de unidades productivas agrícolas (UPA) censadas en 2019. De estas, el 77,9% está ocupado por la ganadería extensiva (39 017.179 ha), el 10,3% son bosques (5.175.846 ha), mientras la producción agrícola sólo ocupa el 9,2% (4.617.116) y otros usos el 2,6% (1.292.128 ha).
38. **Irracionalidad en el uso del suelo.** Considerando la ocupación del suelo, en el país predomina la producción ganadera. Sin embargo, este uso sigue siendo altamente ineficiente, puesto que más de 27 millones de cabezas de ganado que pastan en 39 millones de hectáreas, significan que cada res ocupa casi una hectárea y medio (1,44 ha). Esta situación no es homogénea en todo el país, pues la distribución del ganado varía de acuerdo con la región, siendo las zonas montañosas donde hay más ganado.
39. **Bajos rendimientos, altos costos de producción y concentración de la tierra.** Considerando aún el sector ganadero, la ENA 2019 evidencia que la producción diaria promedio por vaca es de 6,3 litros, versus, por ejemplo, la producción promedio de una res italiana, que produce en promedio diariamente 28 litros por un periodo de 10 meses.
40. Según la Encuesta Nacional Agropecuaria 2019, el área total sembrada en el país fue de 5.311.977 hectáreas, encontrando que, los cultivos agroindustriales presentaron la mayor participación con un 41,2% y un área de 2.186.389 hectáreas, seguido de los cereales que representaron el 18,5% con un área de 984.859 hectáreas y las plantaciones forestales con el 13,5% y un área de 716.501 hectáreas. Los tubérculos y plátano contaron con una participación del 10,8% y un área de 574.770 hectáreas, le siguen los frutales con 9,5% y un área de 505.164 hectáreas, el grupo de hortalizas, verduras y legumbres con 5,4% y un área de 288.212 hectáreas y las otras áreas cultivadas con 1,1% y un área de 56.083 hectáreas.

Gráfico 6. Área sembrada o plantada por grupos de cultivos (hectáreas) Total nacional 2019

¹ Grupo Bancolombia. Radiografía del sector agropecuario. Junio 2021

² Cultivos agroindustriales: café, palma de aceite, caña para azúcar, caña para panela, cacao, soya, algodón.



Fuente: DANE. Encuesta Nacional Agropecuaria ENA. 2019

41. Por otro lado, los productores, sobre todo los medianos y pequeños, enfrentan altos costos de producción por unidad de medida. La combinación entre bajos rendimientos y altos costos de producción contribuye a determinar el estancamiento de las economías rurales, pues estos productores tienen bajas utilidades, no las tienen o tienen pérdidas. A esto contribuye desde luego también el tamaño de las unidades de producción agrícola (UPA): del total de las UPA censadas, el 48,1% tienen áreas menores a 3 hectáreas; de estas, el 25,5% miden entre 1 y 3 ha (532.268 UPA); el 17,6% entre 10 y 50 ha (366.450 UPA); y el 0,5% de las UPA miden 1.000 ha o más (9.708 UPA).
42. La concentración de la tierra, el uso de una gran superficie de tierra productiva para ganadería extensiva, los bajos rendimientos y los altos costos de producción, limitan al desarrollo de la pequeña y mediana agricultura, así como de la agroindustria, y justifican la importación de alimentos que podrían producirse en el país. Debido también al dumping efectuado por los países de renta alta y al Tratado de Libre Comercio con Estados Unidos, Colombia importa alrededor del 80% del maíz que se consume en el país, casi todo el trigo y la cebada, volúmenes importantes de arroz, frijol, arroz, papa y otros productos. Por otro lado, la deuda externa bruta de Colombia ha aumentado, llegando en 2021 al 64,2% del PIB.³
43. **Pobreza rural y brecha campo/ciudad.** En todos los datos analizados se mantiene la brecha campo/ciudad. Tomando como referencia la incidencia de la pobreza monetaria calculada en 2019, es decir sin los efectos en las cabeceras departamentales causados por la pandemia, se evidencia que, frente a una incidencia respecto al total de la población nacional del 35,7%, en las cabeceras esta proporción fue el 32,3% mientras en los centros poblados y rural disperso fue el 47,5%: 1,5 veces la incidencia en las cabeceras.

Gráfico 7. Cálculos de la pobreza rural en Colombia

44. Igualmente pasa con la incidencia de la pobreza multidimensional. En 2020 esta era del 12,5% en las cabeceras departamentales y del 37,1% en los centros poblados y rural disperso: tres veces mayor que en las ciudades grandes e intermedias. Los retrocesos registrados para 2019 y 2020 en la incidencia de pobreza multidimensional fueron de 0,6 puntos porcentuales a nivel nacional, 0,2 puntos porcentuales en las cabeceras y 2,6 puntos porcentuales en los centros poblados y rural disperso. Es decir

³ International Monetary Fund (IMF), Data Mapper, Abril 2021 - www.imf.org/en/Countries/COL#countrydata



que estos cambios fueron estadísticamente significativos sólo para los centros poblados y rural disperso.

45. De acuerdo a los datos reportados por el DANE en agosto 2021, el Indicador de la Pobreza Multidimensional (IPM) aumentó en 2020 tras el registro de 500.000 nuevas personas en esta condición. Estas viven también en ciudades densamente pobladas, pero sobretodo en las áreas rurales rezagadas.⁴

46. **Pueblos indígenas (PI).** Las personas que se auto-reconocieron como indígenas en

el Censo 2018 fueron **1.905.617**.⁵ Esto significa que la población indígena tuvo un incremento del 36,8% desde el censo de 2005, cuando era equivalente al 3,4% del total nacional. En 2018 llegaba al 4,4%, con un incremento significativo de un punto porcentual. El último censo puso en evidencia que en Colombia existen 115 pueblos, mientras en 2018 habían sido identificados 93, es decir que han sido reconocidos otros 22 pueblos indígenas.⁶ Más allá de un muy probable incremento demográfico y de poco probables procesos de etnos-génesis, caben dos interpretaciones plausibles para estas notables diferencias: un censo con mayor cobertura en territorios con predominancia indígena y la voluntad de un mayor número de personas de declararse como indígenas.

47. Los PI en Colombia son, por tanto, conformados por casi dos millones de personas, que viven en 24 departamentos, con el **79% que reside en zonas rurales**. Las familias pertenecientes a los pueblos indígenas pueden vivir en caseríos o veredas,⁷ o según un patrón de asentamiento tradicional. En general ocupan territorios amparados por la ley y definidos *resguardos* o *parcialidades indígenas*, sobre los cuales tienen derechos colectivos y jurisdiccionales especiales, cuya superficie tiene una gran variabilidad y cuya autoridad político-administrativa es el Cabildo Indígena.⁸ De acuerdo al censo 2018 constituyen entre el 17,9% y el 81,68% del total de la población de 7 departamentos (Cauca, Putumayo, Amazonas, Vaupés, Guainía, Vichada y La Guajira), siendo situados en los dos extremos los departamentos del Putumayo

⁴ DANE, Boletín Técnico. Pobreza multidimensional en Colombia. Información actualizada al 31/01/2020.

⁵ Censo Nacional de Población y Vivienda, DANE, 2018.

⁶ <https://geoportal.dane.gov.co/geovisores/sociedad/autorreconocimiento-etnico/> - <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/demografia-y-poblacion/grupos-etnicos>

⁷ **Vereda** es un término usado en [Colombia](#) para definir un tipo de subdivisión micro territorial principalmente en zonas rurales. Es un término homólogo de "senda" o "camino", pues comúnmente se constituye por medio del asentamiento de una población que puede variar aproximadamente entre 50 y 1.200 habitantes, alrededor de un camino rural ("veredal"); Sociedad Geográfica de Colombia <http://www.sogeocol.edu.co>

⁸ **Resguardo:** Es un territorio con límites establecidos por la ley, ocupado por uno o más pueblos indígenas, con organización social propia y con títulos de propiedad colectiva, inembargable e intransferible. **Parcialidades indígenas:** Definidas por el decreto 2164/95 como agrupaciones de descendencia amerindia que tienen conciencia de su identidad y comparten valores, rasgos, usos y costumbres culturales, formas de gobierno y sistemas formativos propios que los distinguen de otras comunidades, pero que no tienen el carácter de resguardos indígenas, sino que poseen títulos individuales o comunitarios (DANE, Colombia una Nación multicultural. Su diversidad étnica, 2007).

(menor porcentaje) y el del Vaupés (mayor porcentaje). Siguen los departamentos con un porcentaje entre 4,66% y 15,5% (Chocó, Nariño, Guaviare, Cesar, Sucre, Córdoba y Caldas), siendo ubicados en los dos extremos los departamentos del Chocó y Nariño (mayor porcentaje) por un lado y César (menor porcentaje) por el otro. Los demás departamentos muestran porcentajes menor del 5%. La dinámica del poblamiento y despoblamiento de los departamentos de parte de los PI se tiene que analizar a la luz de la dinámica del desplazamiento forzoso causado por el conflicto armado, con departamentos expulsores (como el Chocó) y otros acogedores y expulsores a la vez (como el Putumayo).

48. Los departamentos con mayor porcentaje de población indígena son acomunados por algunas características: i) son departamentos fronterizos (con la excepción del Cauca, aunque este colinde con el océano Pacífico); ii) una porción importante de su superficie está constituida por áreas protegidas; iii) son territorios rurales u ocupados por ecosistemas frágiles que albergan una enorme biodiversidad; iv) la mayoría viven en uno de los 811 resguardos indígenas que existen en el país; v) una parte importante de la superficie de los resguardos se superpone con áreas protegidas. Dos de estos departamentos, Cauca y Putumayo, están además particularmente afectados por la expansión de los cultivos ilícitos, que sigue determinando un contexto de fuerte violencia y conflicto social, que ha causado en 2020 el asesinato de muchos líderes sociales, incluyendo a líderes indígenas. Una situación que se debe a la ubicación geográfica de estos dos departamentos, que permite el transporte de los productos ilícitos a través del Pacífico, sin enfrentar los altos costos logísticos de los departamentos amazónicos. Esta situación está causando actualmente numerosas movilizaciones de PI sobre todo del Cauca, que pretenden la protección de sus derechos.
49. Según el Informe Nacional de Empleo Inclusivo (INEI),⁹ en Colombia el indicador de pobreza multidimensional en los grupos indígenas es 2,5 veces mayor que el total nacional. Los datos del censo 2018 indican niveles de acceso a servicios muy bajos como, por ejemplo, unas coberturas educativas inferiores en 15 puntos porcentuales a las registradas en los departamentos en los que predomina la población sin pertenencia étnica. Más del 55% de los indígenas que residen en los 236 municipios donde se ubican los resguardos tradicionales tienen asegurado su derecho al agua segura y en 105 de estos municipios esta privación afecta a 3 de cada 4 indígenas. En efecto, la privación del acceso al agua, sobre todo al agua segura, se incrementa en proporción con el peso relativo de la población indígena en los municipios, debido a la postergación de la actuación de políticas públicas para garantizar el derecho al agua en los territorios indígenas.
50. **Población Negra, Afrocolombiana, Raizal y Palenquera (NARP).** La población Negra, Afrocolombiana, Raizal y Palenquera (NARP), calculada por el DANE en 2018 en 4.671.160 personas, el 9,34% de la población total nacional.¹⁰ En comparación con el Censo General 2005, esta cifra representa un crecimiento poblacional del 8.3%. Sin embargo, el PNUD estima que esta población asciende entre el 15% y 20% de la población total. Las costas del Pacífico y del Atlántico son las regiones con mayor concentración de población afrodescendiente: ocupa el primer lugar el departamento del Chocó con 82,1%, seguido por San Andrés con 57%, Bolívar con 27,6%, Valle del Cauca con 27,2%, Cauca con 22,2%, y Nariño con 18.8%.

⁹ Fundación Corona, Fundación ANDI, y el Programa de Alianzas para la Reconciliación de USAID y ACDI/VOCA, Informe Nacional de Empleo Inclusivo - INEI 2018-2019.

¹⁰ DANE, Encuesta de Calidad de Vida (ECV), 2018.

51. Para la población NARP se estima un nivel de pobreza multidimensional 1,5 veces mayor al promedio nacional.¹¹ El porcentaje de afrodescendientes con NBI (Necesidades Básicas Insatisfechas) alcanza 34,5% frente al 24,4% en el nivel nacional. En los departamentos del Pacífico de Chocó, Cauca y Nariño, la incidencia de la pobreza es de 51,5%, frente al 27,8% en el nivel nacional. En esta población el índice de pobreza extrema representa el 17,0% frente al 7,9% a nivel nacional. Para 2015, el porcentaje de personas en pobreza multidimensional en la región Pacífica (sin incluir Valle del Cauca) fue de 33,8%, y en la región Atlántica fue de 31,2%, frente al porcentaje total nacional que es de 20,2% (DANE, 2015).
52. Este grupo poblacional vive en 10 departamentos y 51 municipios. El 66,7% de la población NARP vive en las cabeceras municipales y el 33,3% en el área rural (centros poblados y rurales dispersos).¹² La población NARP se ubica también en 192 territorios colectivos titulados, cuya autoridad político-administrativa es el Consejo Comunitario o Mayor.¹³
53. Las mujeres afrocolombianas, raizales y palenqueras representan el 28% de la población total en situación de desplazamiento forzado por causa del conflicto armado (UARIV, 2014). Adicionalmente, es importante ver otras afectaciones del conflicto armado en la población afrodescendiente, pues la mayor proporción de mujeres víctimas de agresión física se encuentra en la Región Pacífica (41,1%). Esta situación es atribuible a la coyuntura de violencia que aún atraviesa esta zona y que ha generado cambios en los roles de la mujer (PNUD, 2012).
54. **Brechas de Género.** Colombia ha ratificado todos los tratados internacionales vigentes sobre derechos humanos y derechos de las mujeres, y ha avanzado significativamente en el desarrollo de leyes para promover la igualdad de género y garantizar los derechos humanos de las mujeres. El Informe Global de Brecha de Género 2020 por el World Economic Forum (WEF), ubica a Colombia en la posición 22, delante a México (25), Ecuador (48), Perú (66) y Brasil (92). El país ha cerrado el 31,8% de su brecha frente al 20,3% de la evaluación anterior y sobresale en logros educativos y salud, pero aún enfrenta desafíos en áreas relacionadas con oportunidades económicas y empoderamiento político. Además, frente al 22% de los jóvenes en Colombia que según la OIT ni estudian ni trabajan (también conocido como "NiNi"), la tasa para las mujeres es el 31%.
55. Las mujeres rurales son 4.937.611, el 22% del total a nivel nacional (Censo 2018). En las subregiones PDET¹⁴ este porcentaje se incrementa al 40% de la población local. Las brechas son más profundas en el contexto rural, puesto que los hombres tienen un rol preponderante en las actividades primarias y en la toma de decisiones. En términos salariales las mujeres rurales se encuentran en peor situación versus sus pares urbanas. En 2018 las mujeres rurales ganaban en promedio 265 mil pesos mensuales menos que los hombres y trabajaban 12 horas más que estos a la semana. En las zonas rurales las mujeres dedican 8 horas a trabajo no remunerados, mientras los hombres solo 3 y, por cada hombre que realiza actividades de cuidado no

¹¹ Fundación Corona, Fundación ANDI, y el Programa de Alianzas para la Reconciliación de USAID y ACIDI/VOCA, Informe Nacional de Empleo Inclusivo - INEI 2018-2019.

¹² **Centro poblado.** Es un concepto creado por el DANE para fines estadísticos. Se refiere a la concentración de mínimo veinte (20) viviendas vecinas, ubicadas en el área rural de un municipio o de un Corregimiento Departamental puede ser un caserío, una inspección de policía, o de un corregimiento municipal.

¹³ Ley 70. De Comunidades Negras (1993).

¹⁴ Los Programas de Desarrollo con Enfoque Territorial (PDET), fueron creados, mediante el Decreto Ley 893 de 2017, para la implementación prioritaria de la Reforma Rural Integral. Esta focalización geográfica y social identifica a las zonas más necesitadas y urgidas con base en los siguientes criterios: i) niveles de pobreza y, en particular, de pobreza extrema y de necesidades insatisfechas; ii) grado de afectación derivado del conflicto; iii) debilidad de la institucionalidad administrativa y de la capacidad de gestión; iv) presencia de cultivos de uso ilícito y de otras economías ilegítimas.

remuneradas, hay 13 mujeres haciéndolas sin ser pagadas por ello. La mayor carga de trabajo tiene efectos en la vida de las mujeres: limita los empleos a los que pueden acceder, el tiempo para su educación, su participación en la vida pública, sus redes sociales. Las barreras de acceso a servicios públicos, a la información y los mayores costos de transacción típicos del área rural, implican para las mujeres mayores dificultades para acceder a la oferta institucional en salud, salud sexual y reproductiva, educación e información. Las mujeres rurales son aquellas que más barreras de acceso han tenido al sistema educativo en el nivel primario: el 12 % de las mujeres rurales en Colombia no sabe leer ni escribir.¹⁵

56. Así como los jóvenes rurales, debido a las normas sociales, tienen menor acceso a la propiedad de la tierra, históricamente informal y masculina. Estas condiciones de las mujeres son peculiares también de otros contextos rurales en América Latina. En Colombia hay que considerar que también los procesos de movilidad humana, causados por desplazamiento forzado interno (por violencia o amenazas), migración económica, inducida o voluntaria, generan mayores vulnerabilidades por la pérdida de las redes sociales y familiares de proximidad que generan. Estas redes son fundamentales para el apoyo mutuo en el cuidado familiar, para mitigar los riesgos de explotación sexual y laboral y la violencia basada en género. Por otro lado, los procesos de movilidad también pueden constituir oportunidades para un mejor acceso a la educación, a labores más cualificados y a dinámicas de empoderamiento de las mujeres.
57. En el contexto del conflicto armado, que históricamente ha incidido sobre todo en el área rural, las mujeres han sido víctimas de amenazas, asesinato, torturas, desapariciones forzadas, esclavitud sexual, violaciones, abuso sexual, embarazos y abortos forzados. Datos oficiales indican que más de 400.000 mujeres han sido víctimas de homicidio en el marco del conflicto armado, y hay más de 57.000 mujeres víctimas de desplazamiento forzado.¹⁶ Todos los hechos sufridos y el contexto de violencia actual, tiene consecuencias sobre su salud mental que limitan aún más los procesos de emancipación y empoderamiento.
58. **Contexto Socio – Ambiental.** El sector agropecuario en general presenta una baja productividad de la tierra, con dificultades estructurales como la limitada asistencia técnica, y la baja productividad del agua con pérdidas de hasta el 50% en distritos de riego. La minería legal e ilegal contamina las fuentes hídricas de departamentos como Chocó, Meta, Caquetá, Amazonas, Valle del Cauca, Santander, Nariño y Magdalena, principalmente. La minería provoca conflictos ambientales y daños, a veces irreparables, para las comunidades locales, sobretodo indígenas y afrodescendientes, por el cambio de uso del suelo, la contaminación de los ríos, las afectaciones en la salud como las enfermedades respiratorias, la reducción en el acceso a fuentes productivas y el incremento de los casos de violencia y abuso sexual para mujeres y niñas.
59. El modelo de explotación extractivista, sumado a la expansión de los cultivos ilícitos, provoca la persistencia de los problemas de seguridad en estos territorios, asesinatos selectivos de líderes sociales y defensores y defensoras del medio ambiente, desplazamientos forzosos y la limitación de los derechos de participación civil y

¹⁵ UNFPA & MSPS. Triage poblacional de género: Subregiones y municipios PDET. Bogotá: Fondo de Población de las Naciones Unidas y Gobierno de Colombia.

¹⁶ Entre 1995 y 2011, la violencia en el conflicto armado ha generado el desplazamiento interno de más de 2.700.000 mujeres (cerca de 6% de la población total del país y el 51% del total de personas desplazadas); 15,8% de las mujeres desplazadas declaran haber sido víctimas de violencia sexual. Las mujeres pertenecientes a grupos étnicos indígenas y afrocolombianas se han visto afectadas de manera desproporcionada por la violencia derivada del conflicto; de 3.445 casos de homicidios de personas indígenas y afrocolombianas, el 65,5% eran mujeres. Ver: Urrutia Hurtado Diana María, *Mujeres y construcción de paz en Colombia*, Colombia, diciembre 2017.

comunitaria. Además, al no poder acudir tranquilamente a sus reuniones o encuentros, se debilitan las acciones colectivas participativas de incidencia política y procesos organizativos.

60. Aunque en Colombia, uno de los países con mayor biodiversidad en el planeta, exista un avanzado sistema de leyes para protección y conservación de los recursos naturales, y el sistema de áreas protegidas sea muy desarrollado, también en comparación con otros países de la región, algunas áreas protegidas existen sólo en el papel. No hay medidas claras y eficientes para detener la deforestación, la degradación de los ecosistemas y la pérdida de los recursos naturales, todo ello causado por la expansión de la frontera agrícola, el acaparamiento de las tierras para ganadería extensiva y cultivos intensivos (por ejemplo, palma africana), los cultivos ilícitos, la extracción de recursos forestales maderables, el desarrollo de infraestructura vial, la extracción ilícita de minerales y los incendios forestales. La tasa de deforestación, en 2016, aumentó en el país a una escala preocupante. El IDEAM, encargado de calcular la cantidad de bosque que pierde Colombia, calcula que la deforestación aumentó un 44 % respecto a 2015. Es decir, Colombia desapareció de su territorio 178.597 hectáreas de bosque. El 34 % de la deforestación de 2016 se presentó en áreas de los departamentos de Putumayo, Caquetá, Meta y Guaviare. El 95 % de la tala de bosque está concentrada en tan sólo 30 municipios y el 60,2% corresponde a la región del Amazonas. El principal motor de la deforestación en el país ha sido la ganadería extensiva, la cual fue responsable del 39.7% de ella en el periodo 200-2005 (1.574.953 ha) y 55.5% en el periodo 2005-2010 (1.196.331 ha). Aunque lejos, en segundo lugar, se encuentra la ampliación de la frontera agrícola, con el 12,9 y el 9,1% para los mismos periodos. En algunos casos, los colonos rurales y los pequeños agricultores venden tierras deforestadas, a veces de manera oportunista, en otras ocasiones porque son forzados, a productores agrícolas más grandes y bien organizados, quienes a su vez esperan que el gobierno adopte políticas de tenencia de la tierra favorables a sus intereses.
61. Un estudio reciente¹⁷ reporta los datos del análisis sistemático y cuantitativo "antes y después del conflicto" de una gran muestra de áreas protegidas (AP) y áreas circundantes de amortiguamiento ("buffer zones"), utilizando un conjunto de datos de cambio forestal global de acceso abierto. Analizando 39 AP¹⁸ durante tres años antes y luego del Acuerdo de Paz con las Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC) en 2016, se demuestra como ha habido un aumento dramático y muy significativo en la tasa de deforestación para la mayoría de estas áreas y sus zonas de amortiguamiento. Históricamente, en Colombia, las formaciones guerrilleras, especialmente las FARC, han sido importantes actores tanto en iniciar, como en controlar, la deforestación en las áreas protegidas del país. El incentivo a la deforestación fue (y es) debido a la expansión de los cultivos ilícitos como fuente de recursos para sustentar sus frentes. El desincentivo está relacionado con la gobernanza (ilegal) del territorio y el efecto refugio que las áreas protegidas, en montañas y bosques, ofrecen para los grupos al margen de la ley, así como para los desplazados de otras áreas del país. Por estas razones las FARC defendían estas áreas de los procesos de colonización. Algo similar ha sucedido en Perú, donde, cinco años después del fin del conflicto armado con Sendero Luminoso, la pérdida de superficie forestal se incrementó del 58%, debido a los incentivos públicos para la agricultura y al incremento de las inversiones de privados. La conclusión es que el fin de los

¹⁷ N. Clerici, D. Armenteras, P. Kareiva 3, R. Botero4, J. P. Ramírez-Delgado, G. Forero-Medina7, J. Ochoa8, C. Pedraza, L. Schneider, C. Lora, C. Gómez, M. Linares, C. Hirashiki & D. Biggs, "Deforestation in Colombian protected areas increased during post-conflict periods", Scientific Report, 2020.

¹⁸ Tanto Parques Naturales Nacionales (PNN) como Reservas Naturales Nacionales (RNN).

conflictos armados constituye un fase importante y muy delicada para la conservación del medio ambiente.

62. En Colombia, muchas importantes áreas protegidas se solapan parcialmente, incluyen o están incluidas en territorios colectivos indígenas (resguardos y parcialidades) o afro. Por ejemplo, la región de la Sierra Nevada de Santa Marta, que se extiende en tres departamentos (La Guajira, Magdalena y Cesar), incluye cinco resguardos indígenas, dos parques nacionales naturales y una reserva forestal, siendo además declarada Reserva de la Biosfera y Patrimonio de la Humanidad por la Unesco en 1979. Estudios¹⁹ y la experiencia empírica, han demostrado que las AP y los territorios colectivos, especialmente los resguardos indígenas, pueden reducir la deforestación, aunque la magnitud de este efecto varía sustancialmente dependiendo de otras co-variables de gobernanza y de la existencia de oportunidades alternativas para generación de ingresos.
63. **Protección de la Amazonía.** en la Cumbre Amazónica de Brasil, realizada a principios de agosto, el Ministerio de Medio Ambiente ha manifestado **la meta de preservar el 80% de la Amazonía al 2025** en la declaración de países de la OTCA y la necesidad de fortalecer la capacidad estatal para afrontar este reto. Los ejes de trabajo para la recuperación y protección de la Amazonía son: i) Punto de no retorno; ii) Preservación del bioma a 2025; iii) Frenar la frontera de hidrocarburos; iv) Fortalecimiento de la capacidad estatal y v) Reconocimiento del conocimiento de los saberes de las comunidades en los territorios amazónicos²⁰.

Subsectores agropecuarios rurales en Colombia

64. La principal estrategia de la política agropecuaria colombiana para impulsar el desarrollo de los subsectores agrícolas está representada por las Organizaciones de Cadena reconocidas ante el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, conformadas por representantes de los sectores público, centros de investigación y sector privado.
65. A partir del 2003, la estrategia, se constituyó en una Política de Estado, con la expedición la Ley 811, el Decreto Reglamentario 3800 de 2006 y la Resolución 186 de 2008 que, en lo fundamental, crean las Organizaciones de Cadena del sector agropecuario, pesquero y forestal y establecen los mecanismos para su inscripción ante el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural – MADR.
66. Las Organizaciones de Cadena constituyen un espacio de diálogo que surge de la libre decisión de empresarios, gremios y las organizaciones más representativas de las cadenas agrícolas, pecuarias, forestales, acuícolas y pesqueras, para coordinarse o aliarse con el fin de mejorar la productividad y competitividad de las cadenas, después de un análisis del mercado y de su propia disposición para adecuarse a las necesidades de los socios de cadena.
67. Las Organizaciones de Cadena inscritas ante el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural “se constituyen en cuerpos consultivos del Gobierno Nacional respecto a las orientaciones y medidas de política que les conciernen, así mismo representan órganos de concertación permanente entre los distintos eslabones de las cadenas y entre estos y el Gobierno” (Ley 811 de 2003, artículo 102, parágrafo 1).
68. Los actores claves que intervienen en las organizaciones de cadenas, son:
69. Representantes del sector público: El Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural - MADR, a través del Director de Cadenas Productivas Agrícolas y Forestales o su

¹⁹ Armenteras, D., Rodríguez, N. & Retana, J., “Are conservation strategies effective in avoiding the deforestation of the Colombian Guyana Shield?”, *Biological Conservation* 142, 2009:1411–1419. Rodríguez, N., Armenteras, D. & Retana, J. “Land use and land cover change in the Colombian Andes: dynamics and future scenarios”, *Land Use Sci* 7, 2012: 1–21.

²⁰ <https://www.minambiente.gov.co/comunicado-de-prensa/colombia-fija-su-posicion-para-salvar-la-selva-en-cumbre-amazonica-de-brasil/>

- delegado; y el Ministerio de Comercio, Industria y Turismo -MINCIT, a través del Director de Productividad y Competitividad o su delegado.
70. Representantes del sector de investigación: La Corporación Colombiana de Investigación Agropecuaria - AGROSAVIA, a través de su Director o su delegado, como centro de investigación especializado en el sector agropecuario participa en todas las Organizaciones de Cadena. Otros centros de investigación especializados participan en otras Organizaciones de Cadenas, dependiendo de su especialidad, por ejemplo, el Consorcio Latinoamericano y del Caribe de Apoyo a la Investigación y al Desarrollo de la Yuca - CLAYUCA - participa en la Organización de la Cadena de Yuca.
 71. Representantes del sector privado: Representante de los gremios y asociaciones de productores, de las grandes, medianas y pequeñas industrias, participan en las Organizaciones de Cadena, junto al Director de la Cámara de Alimentos de la Asociación Nacional de Industriales - ANDI, y de un representante de los Comités Regionales de la Cadena.
 72. El Sistema de Información de Gestión y Desempeño de las Organizaciones de Cadenas - SIOC[1] es un instrumento que la Dirección de Cadenas Productivas del Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural ha puesto a disposición de los actores públicos y privados, para facilitar la toma de decisiones, el seguimiento y evaluación de las estrategias, acciones y metas establecidas por las Organizaciones de Cadenas para el mejoramiento continuo de su competitividad.
 73. A continuación se presenta el estado actual por cada una de las cadenas productivas que conforman cada subsector de conformidad con los lineamientos del MADR.

1. Subsector Agrícola

74. Conformado por 26 cadenas productivas que se describen a continuación:

1.1. Aguacate:

75. La Cadena Productiva de aguacate, ha registrado un acelerado desarrollo dada la favorabilidad de las condiciones agroecológicas para el cultivo en el territorio nacional, en este sentido Colombia es el único país que se encuentra ubicado sobre la línea ecuatorial que ha implementaron con éxito sistemas productivos con la variedad Hass como monocultivo comercial, lo que ha permitido diversificar las exportaciones del país mediante la incursión del aguacate colombiano en los mercados internacionales. Actualmente, en el ranking mundial del Aguacate, Colombia es el cuarto país productor y el tercero en términos de área cosechada con 54.000 hectáreas y el cuarto en producción de 550.000 toneladas.
76. El cultivo de aguacate en Colombia durante la última década ha ganado importancia socioeconómica debido a la dinámica comercial y social que se presenta al interior de cada uno de los eslabones actualmente, debido principalmente, a su constante demanda de mano de obra para las labores de mantenimiento del cultivo, así como las actividades relacionadas con el transporte, el mercadeo y la venta de la fruta, posicionándose como una alternativa para el desarrollo del país; se estima que la cadena genera más de 62.000 empleos sumados directos e indirectos.
77. Gracias a la diversidad agroclimática del País, el aguacate se puede cultivar desde el nivel del Mar hasta los 2.500 msnm, pero se recomienda entre los 800 y 2.500 msnm; con lo que en el país se tienen diferentes regiones que cuentan con las condiciones para su desarrollo y por lo que en casi todas las regiones el área de cultivo está creciendo. De esta manera dentro de las variedades más representativas son Criollos Antillanos (principalmente en Costa Caribe y Santanderes), Papelillos y Pieles verdes

como Choquette, Fuerte, Santana, Semil, Booth - 8, Coleen Redd, etc (principalmente, en Tolima, Eje cafetero, Valle y Cundinamarca) y el Hass (destacándose en los departamentos del Tolima, Quindío, Valle; Cauca, Risaralda, Caldas, Huila y Antioquia).

78. El área establecida de aguacate en Colombia está distribuida en 16 de los 32 departamentos, con un registro de más de 76.897 hectáreas para el año 2018 y, dadas las condiciones actuales de apertura y consolidación de mercados, para la comercialización de la fruta en fresco; en el 2019 se espera que el aumento de área establecidas en el cultivo llegue a estar a las 84.587 hectáreas.
79. El cultivo de la variedad Hass corresponde aproximadamente al 25% del total de área sembrada con aguacate en el país, cabe anotar que el incremento del área sembrada es cercano al 73%, pasando de 11.000 hectáreas en 2014 a 20.182 hectáreas en el 2019; en contraste, el crecimiento de la producción ha sido exponencial pasando de 28.500 toneladas en 2014 a 148.429 toneladas en 2019, lo cual estaría ligado al logro de la madurez productiva de una porción importante de las áreas establecidas con esta variedad. No obstante, se estima que cerca del 26% del área sembrada se encuentra en etapa de desarrollo, por lo tanto se espera que la producción anual del fruto se incremente en los próximos años.
80. Por lo anteriormente, expuesto la cadena productiva de aguacate es considerada como una de las de mayor proyección para fortalecer la oferta exportadora de productos no tradicionales en el país y hace parte de las diferentes estrategias productivas, comerciales y ambientales del Gobierno Nacional, para la consolidación de una cadena de valor en torno a este sistema productivo.

1.2. Algodón

81. En 1995, se firmó el Acuerdo Sectorial de Competitividad para la Cadena Algodón – Textil-Confecciones; en el año 2000 se firmó el Acuerdo de Competitividad de la Cadena Textil- Confecciones para la región del Tolima.
82. La cadena está compuesta por los eslabones de proveedores, productores de fibra de algodón, integradores, comercializadores de fibra, industria del hilado, industria textil, comercializadores de textiles, industria de confecciones, comercializadores de confecciones y consumidor final. Son representativos a nivel nacional los gremios de productores de fibra asociados en CONALGODÓN; la empresa constituida por los textileros para la compra y distribución de fibra de algodón, DIAGONAL, Comertex, Hilandería Fontibon y otros; los fabricantes de hilos, hilazas y telas agremiados en ASCOLTEX; los confeccionistas asociados en INEXMODA; y ACOLTEX que es la Asociación Colombiana de Técnicos y Profesionales Textiles y de la Confección y la ANDI. Esta cadena presenta una de las mayores participaciones en la generación de valor agregado y de empleo con más 800.000 anuales.

1.3. Alimentos Balanceados

83. La Cadena tiene como objetivo aumentar la competitividad de todos sus eslabones y es el escenario de concertación y de toma de decisiones para el desarrollo asociativo, empresarial y socioeconómico del sector. Las principales decisiones son; definición de contingentes de importación, fijación de precios de referencia, instrumentos de comercialización.
84. La cadena productiva del maíz amarillo, soya, yuca, alimentos balanceados, avicultura y porcicultura, firmó el Acuerdo Nacional de Competitividad en 1997 y en el 2003 creó el Consejo Nacional Avícola y porcícola en donde participan: Fenalce por parte de los productores de maíz, sorgo y soya y por parte de la industria están los representantes de la industria avícola y porcícola y de alimentos balanceados representados en

Federación Nacional de Avicultores FENAVI, Asociación Colombiana de Porcicultores-ACP, ANDI Cámara sectorial de alimentos balanceados y Federal. Otros actores son la Bolsa Nacional Agropecuaria BNA, Acosemillas.

85. Se han definido cinco núcleos de producción que son: Valle del Cauca, Tolima- Huila, Sur de Cesar y Santander, Llanos Orientales y la región del Caribe Húmedo integrada por los departamentos del Córdoba y Sucre. De estos cinco núcleos se tiene acuerdo de competitividad para tres de ellos que son: Región del Sur del Cesar- Santander firmado en el 2001, Valle del Cauca 20001 y Caribe Húmedo 2001.
86. Información del Fondo Parafiscal: El Fondo de Fomento Cerealista y de Leguminosas de Grano, fue creado por la ley 51 de 1966 modificado por la Ley 67 de 1983, adelanta acciones que contribuyen a: Mejorar la competitividad de los cultivos frente a los productos de importación, garantizar el abastecimiento de la industria con materia prima nacional de la mejor calidad, preservar la seguridad alimentaria para la población colombiana, y mejorar el nivel de vida de los cultivadores. Las Cuotas de Fomento deben pagarlas todas las personas naturales o jurídicas que produzcan o comercialicen en el territorio nacional.
87. El órgano rector del Fondo de Fomento Cerealista y de Leguminosas de Grano es la Comisión Nacional Cerealista, según lo estipula la Ley 114 de 1994 que amplió la Comisión de Fomento Cerealista creada por la Ley 67 de 1983 y fue reglamentada por el decreto 1000 de 1984.

1.4. Arroz

88. En el 2002 se creó el Consejo Nacional del Arroz mediante Resolución 28 de 28 de enero de 2002, como organismo asesor del Ministerio en materia de política agrícola para el sector arrocero.
89. La Cadena productiva del arroz es un escenario de concertación integrado por los productores representados por Fedearroz, la industria agremiada en la Cámara Sectorial del Arroz de la ANDI- INDUARROZ, Acosemillas (Entidad que reúne a los productores de semilla) y la Bolsa Nacional Agropecuaria.
90. Tiene como objetivo fortalecer y consolidar las ventajas competitivas de los actores de la cadena y garantizar el desarrollo económico y sostenible del sector arrocero nacional. Se cuenta con un Acuerdo Nacional del Competitividad firmado en junio de 1998 y uno regional para la zona de centro firmado en el 2000.
91. Actualmente se cuenta con tres núcleos de producción como son: Tolima- Huila, Meta-Casanare, Bajo Cauca. Estas regiones se destacan por su productividad en los cultivos, cultura campesina y desarrollo de la industria molinera.

1.5. Banano

92. La cadena de Banano se encuentra actualmente en proceso de reestructuración, realizando un trabajo conjunto con los productores de banano de exportación asociados a AUGURA, productores producción nacional, comercializadoras, industrias de procesamiento, productores de material vegetal, proveedores de insumos, universidades, centros de investigación e instituciones adscritas al gobierno que acompañan el proceso como CORPOICA, el ICA y el SENA. La Cadena del banano firmó un Convenio de Competitividad Exportador en el año 2005, el cual siendo retomado.
93. En Septiembre de 2011 se conformó el Consejo Nacional de Banano, como órgano consultivo del Gobierno Nacional en materia de política para la sostenibilidad y competitividad de la cadena. El Consejo cuenta con la participación de AUGURA, UNIBAN, BANACOL, CENIBANANO, UNIVERSIDAD NACIONAL, UNIVERSIDAD CATÓLICA DE ORIENTE, COOPERATIVA MULTIACTIVA SAN JUAN y la dirección de Cadenas Productivas del Ministerio de Agricultura.

94. La cadena de Banano a través del Consejo, constituyó cuatro mesas temáticas para trabajar en torno de la competitividad de este rubro: Infraestructura Fortalecimiento y seguimiento a crédito (financiamiento), innovación, investigación, ciencia y tecnología, y Asistencia técnica.
95. El banano genera en el país, 95 millones de cajas año, con un valor aproximado de US\$ 730 millones año y constituye el 3.0% de las exportaciones totales y el 6.0% de las no tradicionales. Participa con el 0.4% del PIB Colombia. El principal comprador de banano para Colombia en el 2011 fue, la Unión Europea, con una participación del 75,28%; seguida de Estados Unidos, hacia el cual se exportaron 20.75 millones de cajas, que representan el 22,02% del total.
96. Las principales zonas productoras de banano se encuentran concentradas en el departamento de Antioquia, Magdalena, y Sur de la Guajira.

1.6. Cacao y chocolate

97. Mediante la Resolución 00329 noviembre 2009 de Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural da Reconocimiento de la organización de cadena de cacao y chocolate, dicha cadena está conformada por diferentes eslabones como: de producción primaria (productores de cacao en grano, asociaciones), procesadores (productores de chocolates y confites pequeños, medianos y grandes) e institucionalidad (Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, Ministerio de Comercio, Industria y Turismo, ANDI, Agrosavia,,el Gremio y representantes de los comités departamentales)
98. La cadena suscribió el Acuerdo Nacional de Competitividad en octubre de 2001 y que fue actualizado en el año 2009 con una visión al 2022, denominado Acuerdo de competitividad de la cadena del cacao y su agroindustria 2009 – 2022 cuyo propósito es “La nueva visión de la cadena se focaliza en el aumento de la capacidad productiva, el bienestar de los trabajadores y la satisfacción de los consumidores, en condiciones de sostenibilidad. El Acuerdo incluye por primera vez un conjunto de valores y principios que orientarán las relaciones entre los miembros de la cadena e inspirarán las acciones conjuntas necesarias para lograr los objetivos del Acuerdo. Dichas acciones se enmarcan en cuatro grandes áreas con sus respectivos objetivos estratégicos. Finalmente, el Acuerdo contiene un Plan de Acción cuatrienal, en el cual se establecen los proyectos y actividades a desarrollar, con sus respectivos objetivos específicos, los resultados esperados y metas, los indicadores de cumplimiento, las fechas de ejecución, las entidades responsables, el costo aproximado de los proyectos o actividades, y las fuentes de los recursos. El llenado de toda la información indicada para cada proyecto apenas se inicia con la suscripción del nuevo Acuerdo, y será el resultado de un proceso continuo de concertación dentro de la cadena, liderado en cada caso por la entidad responsable de la ejecución del respectivo programa o proyecto.
99. Debido a las dinámicas de la cadena como zonas con mayores producciones y de mejor potencial exportador, El Consejo definió 5 núcleos como prioritarios para adelantar acciones de apoyo en el mejoramiento competitivo de sus productores como: Huila-Tolima; Santander– Norte de Santander; Antioquia – Eje Cafetero; Costa Atlántica; Meta y Arauca.
100. En el año 2019, se lanzó la Estrategia Nacional de Cacao, iniciando por su componente de inocuidad, mecanismo que le permitirá al país minimizar los riesgos, enfrentar desafíos y aprovechar las oportunidades relacionadas con las normativas que establecen los niveles máximos de concentración de elementos químicos y metales pesados en el cacao y sus derivados, particularmente el cadmio.

1.7. Café

101. El comportamiento de la Cadena de café, que se concentra principalmente en el café verde para exportación, está fuertemente determinado por la dinámica del mercado mundial de este producto, lo que afecta tanto a la producción como a la actividad Cafetera nacional y el desempeño de los agricultores.
102. Esta cadena está conformada por los eslabones: i) Producción: como eslabón primario de la cadena reunidos por la Federación Nacional de Cafeteros de Colombia - FNC; ii) Comercializadores: agrupados por Asoexport, quienes comercializan entre el 60% y el 70% de las exportaciones de café y iii) Trilladores de café e Industrializadores.
103. La Federación Nacional de cafeteros de Colombia hace parte de todos los eslabones así:
104. Producción de Café: A través del gremio y con el apoyo directo del Ministerio de Agricultura garantiza la Asistencia Técnica, la transferencia de tecnología y capacitación, en aspectos técnico-ambientales, económicos y sociales a las 550.000 familias cafeteras; por intermedio de CENICAFE realiza la Investigación para mejorar la competitividad del sector.
105. Comercialización: A través de las 34 Cooperativas de Caficultores: Cumple una importante función estabilizadora de la comercialización con valor agregado de productos y servicios asociados con el café verde, que satisfacen las necesidades de los clientes, asegurando competitividad y eficiencia. Promoción del desarrollo cooperativo, como instrumento para la ejecución de la garantía de compra, el suministro del café y la puesta en marcha de otros programas.
106. Por intermedio de Almacafé se encarga de la exportación de café colombiano, cumple con la función que la FNC tiene en el aseguramiento del cumplimiento de la normatividad aplicable a la exportación de café Colombiano.
107. Industrialización: A través de la fábrica de Liofilizado Buencafé realiza la transformación final del producto. Esta Fábrica es una de las más grandes y modernas del mundo en este tipo de producto y es la única planta de liofilización existente en Colombia. Se localiza en el municipio de Chinchiná, corazón del eje cafetero colombiano. En ella se procesan diferentes tipos de producto en especial los cafés especiales con destino al mercado nacional e internacional.
108. Las Tiendas Juan Valdez[2] son una estrategia de comercialización que la FNC creo hace 10 años con el fin de generar mayor valor agregado al producto nacional. Hoy en día cuenta con más de 200 tiendas en el mundo con presencia en Colombia (151 tiendas), Aruba (2 tiendas), Chile (12 tiendas), Ecuador (27 tiendas), México (1 tienda), España (4 tiendas), Estados Unidos (7 tiendas), Panamá (4 tiendas) y Perú (7 tiendas).
109. Existen alrededor de 955.000 hectáreas de café a lo largo y ancho del país, ubicadas entre los 1.100 msnm y los 2.000 msnm en 21 departamentos y 592 municipios. 574.000 familias dependen del café.

1.8. Caña de azúcar

110. La Cadena Productiva de la Caña de Azúcar se encuentra actualmente en proceso de estructuración.
111. Inició sus actividades en 2011 diseñando un Plan de Acción conjunto con las principales asociaciones que trabajan en torno al cultivo de la caña de azúcar en Colombia: Asociación de Cultivadores de Caña de Azúcar de Colombia -ASOCAÑA-, Asociación Colombiana de Productores y Proveedores de Caña de Azúcar -PROCAÑA-, Centro de Investigación de la Caña de Azúcar de Colombia -CENICANA- y Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural -MADR-.
112. Actualmente se trabaja en función de la integración de los diferentes eslabones de la cadena con el objetivo de concertar y llegar a metas concretas como son: la

conformación de la Organización de Cadena, el Acuerdo Nacional de Competitividad y la Agenda Nacional de Investigación, Desarrollo e Innovación para el sector azucarero de Colombia

1.9. Cítricos

113. El Consejo Nacional Citrícola tiene el propósito de fortalecer y modernización la cadena productiva de los cítricos en Colombia, con miras a aprovechar plenamente las oportunidades en los mercados internos y externos.
114. Desde el 2012 la Organización de cadena de cítricos viene trabajando en pro del sector citrícola del país, actualmente este espacio de concertación cuenta con la representatividad de todos los eslabones de la cadena y de los principalmente representantes de productores de cada uno de los núcleos identificados como principales, los cuales encuentran distribuidos así: i) Costa Atlántica, Nor – Oriente; ii) Centro, iii) Llanos Orientales y iv) Occidente y Sur.
115. Este espacio cuenta con dos encuentros anuales donde desarrolla un plan de acción anual que se encuentra acorde a los 9 objetivos de la ley 811 de 2006, en el cual cada uno de los núcleos desarrollan acciones que impulsan el desarrollo del sector citrícola del país, El Acuerdo Nacional de Competitividad de la Cadena Productiva de los Cítricos, fue firmado el 19 de diciembre de 2000, en el mismo, se priorizaron seis Núcleos o Capítulos Regionales así: Costa Atlántica (Atlántico, Cesar, Bolívar y Magdalena), Nor – Oriente (Boyacá, Norte de Santander y Santander), Centro (Cundinamarca, Huila y Tolima), Llanos Orientales (Casanare y Meta), Occidente (Antioquia, Caldas, Quindío, Risaralda y Valle del Cauca) y Sur (Cauca y Nariño)

1.10. Coco

116. La Cadena Nacional del Coco en Colombia está conformada por los productores, comercializadores, industrias de procesamiento, universidades, centros de investigación e instituciones regionales que acompañan el proceso como el ICA. Cuenta además con el apoyo de Cooperación Internacional a través de USAID y las Naciones Unidas.
117. En Marzo de 2010 se creó el Consejo Nacional del Coco, como órgano consultivo del Gobierno Nacional en Materia de política para la sostenibilidad y competitividad de la cadena. El Consejo cuenta con la participación La Red de Consejos Comunitarios del Pacífico Sur – Recompas -, la Asociación de Consejos Comunitarios de Timbiqui, La Asociación de Consejos Comunitarios del Norte de Nariño, Coagropacífico, Coagrotimbiquí, Agroprocesos del pacífico, Gobernaciones de Nariño y Cauca, Depósitos de Coco La Fuente y Tumaco, la Cámara de Comercio de Tumaco, el CIAT, la Universidad Nacional, Cordeagropaz, Fedepalma, Unodoc, Midas, el ICA, Corpoica y el SENA.
118. La Cadena del Coco a través del Consejo, constituyó tres mesas temáticas: 1. Investigación, Desarrollo tecnológico y Capacitación, 2. Comercialización y Agroindustria, y 3. Asistencia Técnica y Apoyo Institucional.
119. Las regiones priorizadas para el desarrollo de Cadenas regionales son Nariño, Cauca y Costa Caribe, de acuerdo con su representatividad en términos de área sembrada, producción y potencialidad.

1.11. Fique

120. El cultivo de fique en Colombia ha sido motor de desarrollo socioeconómico específicamente para los departamentos de Cauca, Nariño, Antioquia, Santander, Boyacá, Caldas, Risaralda y Guajira, principalmente en la industria de sacos de

empaque de productos como café, cacao y papa, entre otros. Tradicionalmente también se elaboran artesanías que son reconocidas en el mercado nacional e internacional.

121. La principal región productora de fique en el país es la región Andina, Se cultiva fique en 10 departamentos de los cuales 72 municipios dependen de esta actividad económica, los seis principales departamentos productores de fique son Cauca, Nariño, Santander, Antioquia, Caldas y Guajira cubriendo cerca del 99% del área sembrada y la producción nacional.
122. Gran parte de los campesinos cultivadores de fique son minifundistas, propietarios de pequeñas extensiones de tierra, situadas por lo general en regiones con bajo potencial productivo y de difícil orden público. El número de productores a nivel nacional se estima es de 22.000 y cerca de 70.000 familias se benefician en los eslabones primario, artesanal e industrial.
123. En los últimos cinco años el área de siembra ha crecido en un 5%. Factores como la afectación de los fenómenos agroclimáticos (Fenómeno del Niño y Niña), floración temprana de los cultivos y el poco interés de los productores en la siembra de cultivos de tardío rendimiento, entre otros, han ocasionado pérdidas y un lento crecimiento del sector.
124. La producción en los últimos cinco años ha presentado un crecimiento del 23% debido principalmente a que en algunas regiones del país como Antioquia y Guajira están implementando cultivos con paquetes tecnológicos que inciden positivamente en la producción y rendimiento.
125. El (70%) de la fibra de fique se utiliza para la elaboración de sacos (empaques) para productos agrícolas como café, cacao, papa, maíz, arveja, frijol, cebolla; además para la producción de agromantos y geotextiles (15%), cordeles y sogas (10%) y productos artesanales (5%).
126. La Cadena Agroindustrial del fique se conforma en el año 2004 bajo la Ley 811 de 2003 y su Decreto Reglamentario 3800 de 2006. Actualmente se encuentra integrada por las instituciones públicas y privadas, las cuales componen cada uno de los eslabones (primario, artesanal, industrial, de investigación y desarrollo tecnológico). y hacen parte la Federación Nacional de Cultivadores, Artesanos y Procesadores del Fique - FENALFIQUE, asociaciones como Asprocofitambo, Asdefique, las empresas Ecofibras Ltda., Compañía de Empaques S.A.; Coohilados del Fonce Ltda., Empaques de Cauca S.A., Hilanderías Colombia Ltda., CORPOICA, Artesanías de Colombia, entre otros.
127. Actualmente se está realizando la actualización de documentos con el objeto de formalizar la cadena ante el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural y consolidar el Consejo Nacional Fiquero como órgano asesor del Gobierno en materia de política para la sostenibilidad y competitividad de este importante subsector. En este sentido, se priorizan las estrategias de Ordenamiento de la Producción y Agricultura por Contrato, lideradas por el MADR, buscando promover la transformación productiva del sector, fortaleciendo los procesos de planificación para hacer un uso eficiente de los recursos, suavizar ciclos de sobreoferta y escasez, reducir la volatilidad de los precios, fomentar la innovación y el desarrollo tecnológico, mejorar la calidad de las fibras naturales y subproductos en función de las demandas del mercado, integrar la producción de fique con la agroindustria, ganando competitividad para el sector agrícola nacional.

1.12. Flores

128. Colombia se ha consolidado como el segundo exportador mundial de flores y el primer proveedor de los Estados Unidos, al cual llega el 78%, seguido por Reino Unido

- y Japón con 4% de participación, Canadá y Holanda 3%, y Rusia con el 2%. Adicional a esto, las flores llegan a más de 90 países alrededor del mundo.
129. El subsector representa el segundo renglón de exportaciones agrícolas del país. Genera un importante ingreso de divisas al país con alrededor de 1.402 millones de dólares en 2018 y aporta cerca del 17% del impuesto de renta del agro colombiano. El 95% de la producción se exporta. Es un subsector que nació con enfoque en el mercado internacional. Además, representa el 75% de la carga aérea nacional exportada, con entre 300 y 400 millones de dólares anuales en fletes aéreos.
 130. Tales avances son producto del trabajo mancomunado de la cadena y el apoyo del Gobierno en acciones de acompañamiento técnico, promoción en los mercados internacionales, fortalecimiento y acceso a instrumentos de política, apoyo que requiere su continuidad para que la cadena consolide su actividad exportadora e incursione en nuevos mercados ampliando la oferta exportable.
 131. El país cuenta con 8.000 has sembradas, destinadas a la producción de flores y follajes para la exportación, que se encuentra concentrada en los departamentos de Cundinamarca (66%) y Antioquia (32%) y el 2% restante en el Eje Cafetero, con presencia en 102 municipios, generando 130.000 empleos directos especialmente de madres cabeza de familia.
 132. La Cadena está conformada por los gremios Asocolflores, Ceniflores, Grupo GEFFA-FENALCO, Caproflor, Colviveros; por entidades públicas, como son el MADR, ICA, Sena, ProColombia, Banco Agrario.
 133. Cabe mencionar que a partir del 2016, el subsector viverista (de plantas ornamentales), representado por Colviveros también es parte de esta cadena. De este subsector se señala que está compuesto en un 90% por un esquema de economía familiar campesina del cual participan, de manera estimada, más de 5.000 productores y comercializadores directos a lo largo de todo el territorio nacional, y son aproximadamente son 35 mil familias que dependen directa e indirectamente de esta actividad.
 134. Este tiene un potencial de crecimiento importante. Para el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural- MADR, es importante potenciar también este subsector de plantas ornamentales.
 135. Respecto al subsector floricultor, se destaca el apoyo del MADR en programas de promoción que han desarrollado sostenidamente desde hace algunos años. Con estas acciones se han impulsado las ventas y temporadas de flores y follajes en los diferentes mercados, se ha promovido y posicionado la floricultura colombiana en el mercado mundial de flores.

1.13. Fresa

136. La Fresa es una Baya - o Berry- cuya producción asciende en Colombia a las 85.000 toneladas anuales, a partir de cerca de 2.600 hectáreas en siembras, ubicadas en 14 de los 32 departamentos del país. A pesar de la extensión del cultivo a lo largo del país, la fresa se concentra en los departamentos de Cundinamarca, que aporta el 64% de la producción, y Antioquia, que participa con el 19%, seguidos de Cauca, Norte de Santander, Boyacá y Nariño.
137. El área sembrada en fresa en el país aumentó en un 61% entre 2015 y 2018, lo que evidencia la consolidación de esta actividad productiva como rentable y una fuente efectiva de generación de ingresos para las familias que a ella se dedican. La mayoría del material vegetal que se siembra en Colombia se importa, aspecto en que constituye un reto en el ámbito de investigación y adaptación de semillas para la producción propia. Así mismo, la corta vida útil de la fruta una vez se cosecha suscita retos para el subsector fresero en el sentido de dinamizar el transporte en frío y generar tecnologías de conservación del fruto.

138. El manejo del cultivo de fresa demanda un uso importante de insumos agrícolas, a partir de lo que la implementación de estrategias de trazabilidad y reducción de máximos residuales en la producción constituyen igualmente desafíos para los actores del subsector. Otro reto del subsector productivo de la fresa en Colombia trata del manejo sostenible del suelo, ya que dada la necesidad de altura del cultivo de la fresa se siembra en ladera, y ello tiene impacto sobre el medio ambiente.
139. El corto periodo de vida del fruto de la fresa genera que esta tenga un amplio espectro en el mercado nacional más que en el internacional, especialmente en el segmento del mercado de hoteles, cafeterías y restaurantes, hecho que propone el alto potencial de la fresa para alcanzar mayores niveles de formalización de las relaciones comerciales entre sus actores a través de contratos de proveeduría, propio de lo que se propone en el marco de la estrategia de política de Cosecha y Venta a la fija.
140. Con miras a superar las dificultades que proponen los aspectos antes presentados, el Gobierno Nacional se ha propuesto el abordaje de la fresa desde su organización de cadena, de manera que se identifique y atienda de manera estructurada a sus problemas, con un enfoque territorial, que contribuya a la efectividad y eficiencia de las intervenciones en pro del desarrollo de la fresa. En tal sentido, desde la Dirección de Cadenas Agrícolas y Forestales se ha identificado el liderazgo de los departamentos de Cundinamarca y Norte de Santander en la conformación de una organización de cadena a través de la cual se gestione y coordine esfuerzos en pro de la competitividad y ordenamiento productivo del sector.

1.14. Guayaba

141. El cultivo de guayaba es originario del trópico americano, actualmente existen aproximadamente 150 variedades nativas de América Tropical y subtropical divididas en las de pulpa blanca y pulpa roja. En Colombia hay presentes 3 variedades: común, pera y manzana.
142. La guayaba es reconocida por la Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación FAO, como un producto alternativo, junto con la panela, para superar la crisis alimentaria y el desempleo en los países en vía de desarrollo. Es considerada como la "fruta reina", por ser la más nutritiva. Es la única fruta conocida hasta hoy que contiene 16 vitaminas; ocupan el tercer lugar en su contenido de vitamina C y pectina.
143. La producción mundial de guayaba es de alrededor de 2.075.000 toneladas, Pakistán es el principal productor con una participación del 22% del total de la producción mundial, seguido por Brasil con un 17%, India 16%, México 15% y Egipto el 12%. En el ranking mundial Colombia ocupa el sexto lugar como productor de guayaba tanto común como variedades mejoradas principalmente la guayaba pera y la guayaba manzana.
144. La guayaba común tradicionalmente se ha sembrado en los departamentos de Santander, Boyacá y Atlántico con cerca del 67% de la producción nacional. Se destaca la participación en cultivos de variedades mejoradas (guayaba pera) en los departamentos del Meta, Santander, Caldas y Valle del Cauca con una participación del 99% de la producción nacional.
145. Se han venido consolidando las organizaciones de cadena de la guayaba en diferentes regiones, destacándose el Comité Regional de la Guayaba en los departamentos de Santander y Boyacá que se ha venido constituyendo, estructurando y fortaleciendo con productores, comercializadores y demás eslabones de la cadena.
146. En la Región Rio Suarez se cuenta actualmente con el "clúster agroindustrial de la guayaba-bocadillo", (principalmente los municipios de Vélez, Barbosa, Guavatá, Puente Nacional en Santander y Monquirá, Pauna, Tunungua y Briceño en Boyacá).

Se produce guayaba, empaque natural (bijao), cajitas de madera y se transforma la guayaba en bocadillo veleño. Esta región cuenta con Marketing Territorial y Marca Región (MINCIT). Lo cual permite fortalecer su identidad regional, y la hace más competitiva en el ámbito nacional, girando en torno a la producción ancestral del bocadillo de guayaba. El Bocadillo, tendrá protección jurídica y reconocimiento legal del estado por medio de la "Denominación de Origen del Bocadillo Veleño", por parte de la Superintendencia de Industria y Comercio.

147. Es importante resaltar que actualmente diferentes regiones productoras de guayaba han manifestado el interés de realizar la formalización de la cadena ante el MADR. En este sentido, se priorizan las estrategias de Ordenamiento de la Producción y Agricultura por Contrato, lideradas por el MADR, buscando promover la transformación productiva del sector, fortaleciendo los procesos de planificación para hacer un uso eficiente de los recursos, suavizar ciclos de sobreoferta y escasez, reducir la volatilidad de los precios, fomentar la innovación y el desarrollo tecnológico, mejorar la calidad de la fruta y subproductos en función de las demandas del mercado, ganando competitividad para el sector agrícola nacional.

1.15. Hortalizas

148. La Política Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional, promulgada por el CONPES 113 de 2008, define, que para llevar una vida saludable y activa, se debe procurar por la disponibilidad suficiente, estable y oportuna de alimentos nutritivos de calidad e inocuidad, por lo anterior, el consumo de hortalizas, aporta una baja densidad energética, son relativamente ricas en vitaminas, minerales y otros componentes bioactivos, además, de ser fuente de fibra y de fitoquímicos que pueden reducir el riesgo de enfermedades crónicas.
149. La Cadena Agroalimentaria de las hortalizas en Colombia está conformada por los productores primarios, comercializadores mayoristas, almacenes de cadena y grandes superficies, industrias de procesamiento, productores e importadores de semilla, plantadores, proveedores de insumos- servicios y exportadores.
150. La producción hortícola en Colombia es de economía campesina y destinada a satisfacer el mercado interno y el autoconsumo. La escasa generación de valor a través de procesos de transformación limita la oferta a la comercialización de productos en fresco. El consumidor colombiano, poco exigente en la calidad e inocuidad de los alimentos, contribuye al lento desarrollo competitivo de la cadena de las hortalizas.
151. De acuerdo con los indicadores de área (ha), producción (ton) y rendimiento (ton/ha), la Cadena ha priorizado cinco núcleos productivos en los departamentos de Antioquia, Boyacá, Cundinamarca, Nariño y Norte de Santander, que en conjunto representan las mayores dinámicas productivas hortícolas a nivel nacional. La producción de hortalizas en Colombia la conforman más de 30 tipos de cultivos. La mayor área de cosecha para arveja, tomate, cebolla de bulbo, zanahoria, ahuyama y cebolla de rama. El mayor volumen de producción en cultivos tomate, y los mejores rendimientos por área para la producción de tomate bajo cubierta (invernadero).
152. La importancia socioeconómica de la Cadena de las Hortalizas es grande por la cantidad de mano de obra familiar y no calificada, directa e indirecta, asociada al establecimiento, sostenimiento y cosecha de los cultivos en el eslabón primario, se estima que los productos hortícolas generan permanentemente más de 75.000 empleos rurales directos, además; de dinamizar la economía local por los montos del capital invertido, destinados al pago de jornales, insumos agrícolas, servicios productivos y transporte.
153. En desarrollo de los compromisos del Acuerdo Nacional de Competitividad de la Cadena, se viene trabajando en la consolidación del Consejo Nacional de las Hortalizas

como órgano asesor del Gobierno en materia de política para la sostenibilidad y competitividad de este importante subsector. En este sentido, se priorizan las acciones del acuerdo con la estrategia de Ordenamiento de la Producción liderada por el MADR, que propende por la focalización productiva en zonas con el mejor desempeño competitivo, bajo los principios de rentabilidad económica, responsabilidad social y sostenibilidad ambiental, y promueve procesos de gestión de riesgos, la innovación, el uso eficiente del suelo, además, de fortalecer las capacidades para responder a los cambios y tendencias de los consumidores y del mercado.

1.16. Mango

154. El 10 de Junio del año 2009, se creó el Consejo Nacional de Mango, con el propósito de identificar y fortalecer estrategias conjuntas entre el sector público y privado, para incursionar y posicionar el Mango de Colombia en los mercados internos y externos. Para ello, se promoverá a lo largo de la cadena, un ejercicio de carácter empresarial, bajo criterios de diferenciación de variedades y estandarización de calidad que permitan la ampliación de su mercado y su sostenibilidad, como los más altos retos de la competitividad de esta cadena.
155. El Consejo Nacional de Mango está constituido por las siguientes instituciones: Gremios de Productores: Asohofrucol, Fedemango, Representante de productores de mango del Antioquia, Atlántico, Cundinamarca, Córdoba, Magdalena, Tolima, exportadores y Comercializadores nacionales.
156. Gracias al potencial e importancia que han tomado en las últimas décadas las frutas tropicales en el mundo, el mango ha tomado un gran rol en la economía campesina nacional por tal motivo desde el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural se han venido desarrollando estrategias para fomentar y fortalecer la cadena productiva en las cuales desde el 2014 al 2018 desde el Fondo de Fomento Hortifrutícola (FFH) se han invertido cerca de \$ \$884.400.000 millones de pesos en proyectos productivos, adaptación de tecnologías y procesos de monitoreo en mosca de la fruta, por otra parte a través de FINAGRO ha aportado \$ 145.965.874.420 millones de pesos. En cuento a los incentivos LEC se estima un apoyo de \$ \$231.545.762 millones de pesos y en ICR se estima un monto de \$8.277.027.767 entre el 2014 y 2018, invertidos en infraestructura agrícola, renovación, plantación y mantenimiento de los cultivos, en cuento a lianzas productivas fueron entregados \$730.757.171 millones de pesos en proyectos desde el 2014 al 2018 para un total de inversión en el sector de \$ \$152.185.911.028 millones.
157. En desarrollo de los compromisos del Acuerdo Nacional de Competitividad de la Cadena, se viene trabajando en la consolidación del Consejo Nacional de las Hortalizas como órgano asesor del Gobierno en materia de política para la sostenibilidad y competitividad de este importante subsector. En este sentido, se priorizan las acciones del acuerdo con la estrategia de Ordenamiento de la Producción liderada por el MADR, que propende por la focalización productiva en zonas con el mejor desempeño competitivo, bajo los principios de rentabilidad económica, responsabilidad social y sostenibilidad ambiental, y promueve procesos de gestión de riesgos, la innovación, el uso eficiente del suelo, además, de fortalecer las capacidades para responder a los cambios y tendencias de los consumidores y del mercado, enfocado a procesos de agricultura por contrato.

1.17. Mora

158. La Mora es un cultivo permanente que hace parte de la familia de las Bayas – o Berries- y su producción comercial en Colombia asciende a las 130.000 toneladas

anuales según las Evaluaciones Agropecuarias Municipales 2018. En el país se contabilizaron cerca de 16.000 hectáreas en siembras de esta fruta, que se extienden desde el Putumayo hasta el Magdalena Medio, en 18 de los 32 departamentos, entre los 1.600 y 2.400 metros sobre el nivel del Mar, siendo la variedad de Mora de Castilla la más cultivada por su adaptabilidad a las variaciones climáticas y de niveles de humedad.

159. la actividad morera agrupa una gran cantidad de pequeños productores a nivel nacional, pues sus áreas de siembra se encuentran entre 1 y 2 Hectáreas. Esto genera retos para el subsector en términos de la generación de capacidades asociativas y de coordinación para llevar de la manera más eficiente la mora desde los cultivos a todos los segmentos de mercado que ésta presenta: En fresco, jugos, congelada, liofilizada, deshidratada, mermeladas y pulpas, en un ejercicio de ordenamiento de la producción.
160. A pesar de la diversidad del mercado de la mora, que se comercializa principalmente en fresco, ésta presenta altas fluctuaciones de precio en las centrales mayoristas de abastos derivados de las dinámicas simétricas de cosecha entre los diferentes núcleos de producción, a partir de lo que desde el Gobierno Nacional se buscará orientar a los diferentes segmentos de la cadena hacia el ordenamiento estratégico de la producción a través de la activación de los escenarios de consenso nacional y los comités departamentales de la cadena de la Mora.
161. El subsector productivo de la Mora presenta desafíos importantes en cuanto a la dinamización en el acceso a transporte de frío y la disposición de tecnologías de almacenamiento y/o conservación que permitan a los agricultores mayor capacidad de negociación de sus productos frente al eslabón de comercialización.
162. La Mora tiene un amplio espectro en el mercado nacional más que en el internacional, especialmente en el segmento del mercado de hoteles, cafeterías y restaurantes, hecho que propone el alto potencial de la fruta para alcanzar mayores niveles de formalización de las relaciones comerciales entre sus actores a través de contratos de proveeduría.

1.18. Palma de aceite

163. Esta cadena está conformada por el eslabón industrial (productores de aceites y grasas, cosméticos y biodiesel), el de comercialización (comercializadoras, distribuidores, grandes superficies, exportadores de aceites) y el eslabón primario (productores de palma y extractoras de aceite).
164. A las reuniones de cadena asisten representantes de Fedepalma, grupo Team, Grasco, Cenipalma y está apoyada por integrantes de las instituciones del sector público, academia y entes de investigación.
165. El sector palmero cuenta con un centro de investigación- Cenipalma, que adelanta los programas de investigación en los temas de cultivo y extracción
166. El Acuerdo de Competitividad de la cadena fue firmado en octubre de 1998 y contiene las principales estrategias de trabajo. Igualmente, mediante CONPES 3477 de julio del 2007 se recogen las políticas para el sector palmicultor.
167. Los núcleos regionales priorizados se localizan en los departamentos de Meta, Bolívar, Cesar, Magdalena, Santander, Norte de Santander y Nariño.

1.19. Panela

168. La Cadena está integrada por los productores, los intermediarios del sistema de transporte y los procesadores. Los eslabones comerciales están constituidos por mercados mayoristas municipales y regionales que surten a los comerciantes mayoristas y minoristas y a los almacenes de cadena.

169. El Consejo Nacional de la Cadena, está conformado por los productores; comercializadores; procesadores, proveedores de insumos y maquinaria. También se tiene la participación de la academia, entidades de investigación y sector público.
170. El 18 de diciembre de 2001, la Cadena firmó el Acuerdo Nacional de Competitividad con el objetivo de mejorar la competitividad a través del desarrollo productivo y la transferencia de tecnología, el fortalecimiento empresarial de las organizaciones de productores y la implementación de esquemas de financiamiento que conlleven a la modernización de la infraestructura productiva, mejoramiento de la calidad del producto e inserción en nuevos mercados.
171. Los núcleos en los cuales viene trabajando la Cadena son: Hoya del Río Suárez (Santander y Boyacá); Eje Cafetero; Antioquia; Cundinamarca; Nariño; Huila y Tolima.
172. Por otro lado, desde el 2004 en el marco de la Comisión Nacional de Vigilancia para la Calidad de la Panela, la cual es integrada por los Ministerios de Agricultura y Protección Social, así como por el Invima, la DIAN, la Fiscalía General de la Nación, la Policía Nacional, Procuraduría General de la Nación, Fedepanela y Asocaña, se adelantan a nivel nacional, acciones de coordinación y apoyo que le den cumplimiento a la normatividad existente para la vigilancia y control de la calidad de la panela.
173. En ese sentido, el sector también cuenta con el Reglamento Técnico sobre los requisitos sanitarios que se deben cumplir en la producción y comercialización de panela, el cual fue expedido por el Ministerio de la Protección Social el 17 de Marzo de 2006 mediante Resolución 779. Este Reglamento fue prorrogado en algunos de sus apartes mediante las Resoluciones No 3462 de 2008 y 3544 de 2009 de Ministerio de la Protección Social.

1.20. Papa

174. A nivel mundial la papa ocupa el tercer lugar en importancia como producto alimenticio después del trigo y el arroz, con algo más de 388 millones de toneladas anuales producidas en 19 millones de hectáreas distribuidas en 158 países.
175. En Colombia la papa ocupa en relación con los cultivos transitorios, el tercer lugar en área sembrada y el primer lugar en valor de la producción. La participación del cultivo en la producción agrícola sin café, representó en promedio durante el periodo 2001-2017, el 9.9% del valor real y el 13% del volumen.
176. En el país existen unas 100.000 familias que se dedican al cultivo de la papa generándose en él a su vez, alrededor de 20 millones de jornales al año. Es el cultivo que mayor demanda hace en el país de fungicidas e insecticidas y el segundo de fertilizantes químicos después del café. Constituye asimismo la actividad que más servicios de transporte terrestre demanda con más de dos millones de toneladas al año, sumado esto a la movilización de los insumos que se utilizan en su producción.
177. Constituye así mismo eje fundamental de la economía regional en tres de los departamentos (Boyacá, Nariño y Cundinamarca) que concentran algo más del 80% de la producción del tubérculo, al significar en ellos la principal actividad agropecuaria generadora de ingresos y empleo.
178. La cadena productiva de la papa en Colombia inicia actividades en 1998 y al año siguiente se suscribe el Acuerdo de Competitividad. En 2010, se firma el acta de constitución de la organización de la cadena, se establece el reglamento interno y se actualiza el Acuerdo de Competitividad, lo que permite que sea oficialmente reconocida por el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural mediante la Resolución No. 0081 del 22 de marzo de 2011.
179. De acuerdo con el reglamento interno, la organización de la cadena de la papa tiene la siguiente estructura:

1. Consejo Nacional de la Papa
 2. Comités Regionales de la Papa
 3. Mesas temáticas
 4. Secretarías Técnicas del Consejo Nacional y de los Comités Regionales
180. La Cadena Agroalimentaria de la papa y su industria en Colombia está conformada por los productores primarios, comercializadores mayoristas y minoristas, industrias de procesamiento, productores de semilla certificada, proveedores de fertilizantes, agroquímicos y empaques, centros de investigación y academia (universidades).
181. La producción de papa en Colombia es, en general, de economía familiar campesina y destinada a satisfacer el mercado interno y el autoconsumo. No más del 8% de la producción se destina al procesamiento industrial y sólo alrededor del 20% recibe procesos de agregación de valor.
182. El Consejo ha priorizado cuatro núcleos de trabajo que corresponden a los departamentos de Cundinamarca, Boyacá, Nariño y Antioquia que, en conjunto, representan el 91% del área y de la producción total del país.

1.21. Pasifloras

183. Las Pasifloras están presentes en 24 Departamentos y 422 Municipios con más de 15.000 hectáreas representadas en su gran mayoría por pequeños productores que trabajan con la familia en las labores generales del cultivo, generando 4 empleos directos por hectárea, llegando en época productiva de 8 a 10 dependiendo la especie.
184. Los productores se clasifican en tres grupos: Pequeños: los que siembran hasta tres hectáreas; medianos: los que siembran entre tres y cinco hectáreas; grandes: los que siembran más de cinco hectáreas.
185. Al año 2019 se tienen identificados por el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, 5.511 productores, los cuales están distribuidos mayormente en los departamentos de Antioquia, Valle, Huila, Boyacá y Meta.
186. Las principales especies de pasifloras y que se encuentran priorizadas por el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural son Maracuyá, Gulupa, Granadilla, Curuba, Cholupa y Badea.
187. En el año 2010, en el marco del Primer Congreso Latinoamericano de Pasifloras, los productores, comercializadores y otros actores de trece regiones productoras de pasifloras, dejaron manifiesta la necesidad de constituir el Consejo Nacional de Pasifloras, como instancia de apoyo y proyección de estrategias de política pública y privada, para la promoción de la productividad y competitividad de la cadena, siendo claro que, componentes tales como los procesos de información entre los actores, la agenda de investigación y desarrollo tecnológico, el desarrollo de mercados de bienes y factores de la cadena, así como la generación de alianzas estratégicas, entre otros, proveerán las autopistas necesarias para su consolidación.
188. Teniendo en cuenta esta expectativa de desarrollo de la cadena, el día 31 de mayo de 2011, se creó El Consejo Nacional de Pasifloras, el cual quedó constituido por los representantes de los siguientes eslabones: proveedores de insumos, productores, comercializadores mayoristas, comercializadores minoristas, Industrias y sector exportador, así como las entidades de apoyo.

1.22. Plantas aromáticas, medicinales, condimentarias y afines

189. La cadena de plantas aromáticas, medicinales, condimentarias y afines, se encuentra en proceso de estructuración, se está realizando un trabajo conjunto con productores, comercializadores, transformadores, Universidades, Centros de Investigación, Gobierno, con los cuales se ha integrado un comité abierto que viene

impulsando las diferentes actividades para el desarrollo del Acuerdo Nacional de Competitividad.

190. Este cultivo se ha convertido en un importante componente del ingreso de la población rural, especialmente de pequeños y medianos productores y grupos de mujeres, por lo tanto, la cadena productiva sirve como escenario para diseñar estrategias encaminadas a proteger este subsector productivo naciente y lo preparen para insertarse en los nuevos escenarios de comercialización, los cuales se están generando bajo las expectativas de una potencial exportación a países de economías desarrolladas.
191. La cadena inicio formalmente con la "Declaración de Voluntades", firmada el 20 de abril de 2004, como resultado de la primera fase de concertación y se ha venido concretando en el país inicialmente con la firma de los Acuerdos Sectoriales de Competitividad suscritos con el departamento de Cundinamarca en mayo de 2006 y con el departamento del Valle en octubre de 2006

1.23. Plátano

192. La Cadena Agroalimentaria del plátano en Colombia está conformada por los productores, comercializadores, industrias de procesamiento, productores de semilla, proveedores de insumos, exportadores, universidades, centros de investigación e instituciones regionales y Nacionales que acompañan el proceso como el ICA, Sena, Unad, Ciat, Asohofrucol, secretarías de agricultura y corporaciones autónomas regionales, entre otras.
193. El Acuerdo Nacional de Competitividad de la Cadena firmado en el año 2010, y actualizado 2011-2020 definió su misión y visión basada en indicadores de productividad En el año 2015 la cadena productiva de plátano en Colombia comenzará transformaciones sustantivas en materia de productividad y competitividad, llevando su rendimiento de 7.3 a 10.0 toneladas por hectárea, los costos de producción reducidos en un 5%, el área de producción alcanzará la 600.000 hectáreas con una producción de 6.024.000 toneladas y con un incremento del 4% al 10% de la producción destinadas al comercio internacional, con procesos de investigación y mejoramiento genético como soporte fundamental de estos propósitos.
194. En el año 2025 la cadena productiva de plátano en Colombia habrá alcanzado el más alto grado de productividad y competitividad, alcanzando un rendimiento de 12 toneladas hectárea, reducido los costos de producción en un 10%, estabilizado el área sembrada en 750.000 hectáreas y destinado el 12% de su producción a los mercados internacionales y mejorado considerablemente las condiciones de vida y de trabajo de los productores.
195. La cadena productiva de plátano en Colombia a través de su Consejo Nacional tiene la misión de servir de órgano consultivo del gobierno en todos los temas relacionados con el sector platanero y agrícola del país, además, servirá de orientador, articulador y facilitador de todos los actores de la cadena en los diferentes procesos tendientes a fortalecer su negocio y alcanzar las metas propuestas hacia el 2015 y el 2025.

1.24. Sábila

196. La cadena de la Sábila en Colombia está compuesta por actores oferentes y/o demandantes de materias primas y/o insumos y/o productos terminados para consumo, de Aloe Vera, partiendo desde la Penca de Sábila y sus subproductos, pasado por Geles de Aloe Vera en distintas concentraciones y presentaciones, y dirigidos a distintos mercados o consumidores dentro y fuera del país.
197. En Colombia existe un excelente potencial para producir grandes volúmenes de Aloe vera con el fin de cubrir el déficit en la oferta de acíbar, pasta de aloe, gel fresco,

gel liofilizado en el mercado nacional e internacional, retribuyéndose en beneficios laborales, económicos, tecnológicos y comerciales para todos los actores que intervienen en esta cadena productiva.

198. Las regiones del país donde se ha venido impulsando el desarrollo de la cadena son: Región Caribe: Guajira, Cesar, Magdalena, Atlántico, Bolívar, Córdoba y Sucre. Región Centro: Cundinamarca, Tolima, Antioquia. Región Oriental: Santanderes. Región Occidental: Valle del Cauca.

1.25. Tabaco

199. La producción de tabaco a nivel nacional se ha caracterizado por brindar un sustento estable a familias campesinas (alrededor de 7.000 familias se dedican a este cultivo datos 2018). Esto debido a que la comercialización de la hoja de tabaco la tienen asegurada con la industria, lo que les permite hacer una proyección de cuánto deben sembrar con precios previamente pactados, sin tener que depender de las variaciones del mercado.
200. El cultivo del tabaco proporciona a nivel mundial cerca de 40 millones de empleos y 1,2 millones adicionales en las actividades de manufactura. Se cultiva en más de 120 países, produciendo alrededor de 4 millones de toneladas anuales.
201. La Cadena está conformada por las compañías tabacaleras Coltabaco, British American Tobacco, y CDF Colombia, así como por el Gremio tabacalero FEDETABACO y entidades de apoyo como el Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, el SENA, Agrosavia, Universidades, el Sena, entre otros.
202. El proceso productivo tiene dos etapas: i) Eslabón primario: producción y procesamiento de la hoja de tabaco y ii) Fase industrial: fabricación de cigarrillos.
203. Del tabaco se obtienen otros subproductos como los cigarros, puros y mezclas de tabacos para pipas que, sin embargo, son menos importantes en el país. Este subsector cuenta con un fondo parafiscal de fomento, denominado Fondo Nacional del Tabaco, el cual está administrado por el gremio Fedetabaco, y con el cual se desarrollan proyectos encaminados a al mejoramiento de infraestructura productiva, seguro de cosecha, asistencia técnica, mejoramiento de la calidad de vida de los productores, entre otros.
204. La producción de tabaco se encuentra distribuida en 6 departamentos del país, con un área de 5.762 Has y una producción 12.111 Ton en 2018. Sin embargo, se anota que la producción de tabaco en Colombia a partir del 2.010 ha presentado una reducción año tras año de manera sistemática, debido a variables como:
- Acuerdo Marco de Control al Tabaco (liderado por la OMS)
 - Disminución de contratos por parte de la industria tabacalera
 - Cambio del uso del suelo.
 - Importaciones de hoja de tabaco.
 - Contrabando de cigarrillos.
 - Cambio de hábitos de consumo de productos de tabaco
205. En relación al primer punto, se señala que este Acuerdo Marco genera presión en el mercado de productos, adicionado con nuevas medidas impositivas a los cigarrillos que favorecen el contrabando de producto y deterioran la industria nacional único comprador del tabaco en rama, conllevando a que en los últimos años disminuyan las siembras y la producción por lo que se trabaja en la cadena en la definición de acciones encaminadas a apoyar a los productores para el diseño e implementación de instrumentos de financiamiento, aseguramiento del riesgo, programas de adecuación de tierra y de la infraestructura de secado, vivienda, acompañamiento técnico, al igual que la búsqueda de actividades alternativas al cultivo.

206. Se requiere continuar con esta concertación de acciones en la cadena para que esta población que se considera vulnerable sea atendida adecuada. Dada la coyuntura de la Cadena, desde la política agropecuaria del MADR se busca una reconversión productiva para los productores que por distintos factores, han tenido que dejar de sembrar tabaco.

1.26. Yuca y Ñame

207. La Cadena tiene como objetivo aumentar la competitividad de todos sus eslabones y es el escenario de concertación y de toma de decisiones para el desarrollo asociativo, empresarial y socioeconómico del sector. Las principales decisiones son; instrumentos de comercialización, concertación de agendas tecnológicas y conformación de alianzas comerciales para todos los usos y aplicaciones que tiene el cultivo.

208. Se han definido cinco núcleos de producción que son: Valle del Cauca, Cauca, Tolima- Huila, Bolívar-Sucre-Atlántico y Llanos Orientales. Entre los representantes de los eslabones de la cadena se destaca ANNPY, MANDIOCA, CORYUMET, CIAT, CLAYUCA, INDUSTRIAS DEL MAÍZ, ARDECAN, SOLLA, CONTEGRAL, ITALCOL y COLANTA.

2. Subsector Pecuario

Conformado por 6 cadenas productivas que se describen a continuación:

2.1. Cadena Apícola

209. La Resolución 282 de 2012, reconoce a la CPAA, como cuerpo consultivo del Gobierno Nacional respecto a las orientaciones y medidas de política que conciernen, así mismo como órgano de concertación permanente entre los distintos eslabones y entre estos y el Gobierno en temas relacionados con el sector. El Consejo Nacional se encuentra integrado por la Federación Colombiana de Criadores de Abejas – FEDEABEJAS- en representación de los productores a nivel nacional, a nivel regional la Asociación de Apicultores de Cundinamarca –ASOAPICUN- y la Cooperativa de Apicultores del Cauca –COOAPICA- como proveedores de insumos la Red Ecolsierra del Magdalena y APINAL de Cundinamarca y como proveedores de insumos la empresa DISTRIAPÍCOLA y la Asociación de Apicultores del Meta -ADAM -.

210. La CPAA cuenta con la participación eventual de instituciones del sector público y privado, acorde a los temas a tratar en el marco del Consejo Nacional; como el ICA, el INVIMA, el SENA, El Banco Agrario, la ANLA, el Instituto de Investigaciones Biológicas Alexander Von Humboldt, el Ministerio de Ambiente y Desarrollo Sostenible, el Ministerio de Salud y Protección Social, el DNP, la Cámara Procultivos de la ANDI, la Universidad Militar, la Universidad del Tolima, entre otras, que han apoyado en algún momento la gestión de la CPAA. Las Secretarías de Agricultura o sus equivalentes a nivel departamental, promueven el funcionamiento de Comités Departamentales de la CPAA, a través de la asignación de Secretarios Técnicos en Antioquia, Boyacá, Cauca, Cundinamarca, Sucre, Córdoba, Valle del Cauca, Santander, Vichada y Meta.

2.2. Cadena Avícola

211. La avicultura, durante el año 2018 fue uno de los que registró un record en la producción de huevo y de pollo: 2.500.000 toneladas, lo que representó un crecimiento del 4,5% en relación con el 2017. La industria avícola generó 108.500 toneladas más que el año pasado de las dos proteínas.

212. El crecimiento de la producción avícola en el país ha sido sostenible y permanente en los últimos cinco años. Esto significa que los colombianos cada vez consumen más carne de pollo y más huevo por su aporte nutritivo y bajo precio comparado con otras proteínas de origen animal.
213. Por esta razón, la producción de pollo en el presente año ascendió a 1'624.000 toneladas. Lo que representa un crecimiento del 3,9% en comparación con el 2017 que alcanzó las 1.563.000 toneladas.
214. El huevo también es uno de las proteínas de origen animal preferido por el consumidor colombiano. Los resultados del 2018 son significativos, este producto alcanzó la cifra de 14.606 millones de unidades, representadas en 876 mil toneladas, con un crecimiento de 5,6%.
215. En temas de encasetamiento, durante el 2018, el número de aves que entraron a hacer parte de la población avícola fue de 840 millones. 60 millones más que en el 2017, representando un crecimiento proyectado de 2%.
216. Durante el 2018, el sector avícola cobro mayor importancia en el desarrollo agrícola del país, su aporte es fundamental en la economía nacional a través de mejores condiciones de calidad para el campo y ofrecer oportunidades laborales.
217. En el 2019, los avicultores continuarán trabajando en consolidar al sector como la industria que alimenta a Colombia, y enfrenará desafíos tan importantes como la lucha contra el contrabando de pollo y huevo, así como los esfuerzos en conjunto con el ICA en la erradicación de enfermedades como el Newcastle, clave para impulsar la exportación de pollo y huevo a los mercados internacionales.

2.3. Cadena Cárnica y Bovina

218. La cadena cárnica bovina y bufalina integra todos los eslabones de la cadena, iniciando por los productores primarios (ganaderos), transportadores de animales en pie, comercializadores de ganado de cría, levante y ceba, plantas de beneficio y de desposte, sector industrial, transportadores de producto procesado y los expendedores.
219. El Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, mediante Resolución 0049 de 2011 reconoce la Organización de la Cadena Cárnica Bovina, bajo la denominación de "Consejo Nacional de la Cadena Cárnica Bovina", y define que este consejo actuará como cuerpo consultivo del Gobierno Nacional en materia de política para el subsector de carne bovina. Este consejo está integrado por el sector público (Ministerios y entidades adscritas) y por el sector privado cuenta con representantes de los siguientes eslabones:

Eslabón primario	<ul style="list-style-type: none"> · Asociación Colombiana de Criadores De Búfalos – ASOBÚFALOS. · Federación Colombiana de Ganaderos – FEDEGÁN. · Unión Nacional de Asociaciones Ganaderas Colombianas – UNAGA. · La Nueva Federación de Ganaderos – NFG. · Federación Nacional de Fondos Ganaderos – FEDEFONDOS.
------------------	---

Sector Comercialización de animales	<ul style="list-style-type: none"> · Asociación de Subastas Ganaderas de Colombia – ASOSUBASTAS. · Bolsa Mercantil de Colombia – BMC.
Sector plantas de beneficio:	<ul style="list-style-type: none"> · Asociación Colombiana de Industriales de la Carne – ACINCA. · Asociación Nacional de Empresas Cárnicas – ASOCARNICAS. · Asociación de Frigoríficos de Colombia.
Sector industrial	<ul style="list-style-type: none"> · Asociación Nacional de Empresarios de Colombia – ANDI · Sector transportador: · ASISTRANSPORT SAS

220. De acuerdo con las cifras oficiales reportadas por el ICA del Censo de ganadería efectuado en el segundo ciclo de vacunación del 2018, hay en el país 24.413.227 cabezas, de estas 17.4 millones son hembras y 9 millones machos, con una vocación para ceba de 5.3 millones, cría 10 millones, doble propósito 9.2 millones y lechería especializada con 1.7 millones. Estos bovinos se encuentran pastando en 37.490.575 millones de hectáreas y en 600.578 predios, de los cuales el 81.4% son fincas de menos de 50 animales (pequeños ganaderos). Respecto al sacrificio, en el año 2018 se sacrificaron 3.439.252 animales que produjeron 772.501 toneladas de carne en canal. El consumo per cápita de carne en Colombia está en 18.2 kilos, y se exportaron 61.897 animales en pie y 18.471 toneladas de carne a Emiratos Árabes, Egipto, Curazao, Jordania, Líbano, Hong Kong, Rusia y Vietnam.

2.4. Cadena Cárnica Porcina

221. La Cadena Cárnica Porcina está conformada por diferentes eslabones los cuales se clasificaron de la siguiente manera: productores, Plantas de Beneficio, Procesados y Embutidos, Plantas de Desposte, Comercializadores, Supermercados, Restaurantes, Servicios de Alimentación y Sector Público.

222. El consejo Nacional de la Cadena Cárnica Porcina se consolidó a partir de la suscripción del acuerdo de competitividad en el año 2010, desde entonces actúa como órgano asesor del Gobierno en materia de política para el fortalecimiento de la productividad y competitividad del sector. En él participan: Asociación Colombiana de Porcicultores Porkcolombia, Uniporc S.A., Acinca, Cooperativa Colanta Ltda, ANDI, Friko S.A., Cerdito de la Corte, CERCAFE, Supertiendas y Droguerías Olímpica S.A., Acodrés, Productora de Alimentos y Servicios PAS Ltda y cuenta con el apoyo de las instituciones relacionadas con la cadena.

223. El Consejo ha priorizado cuatro núcleos productivos que corresponden a los departamentos de Antioquia, Valle de Cauca, Cundinamarca y Eje Cafetero, que en conjunto representan el 87% de la producción porcícola total del país.

2.5. Cadena Equina, Asnal y Mular

224. La Cadena Equina, Asnal y Mular colombiana está conformada por productores, transformadores y comercializadores, asociaciones de médicos veterinarios zootecnistas especializados en el sector, la academia, las fuerzas militares que usan al caballo como herramienta para desarrollar su labor.

225. El Consejo Nacional de la Cadena Equina, Asnal y Mular se conformó el 29 de abril de 2010 al establecer un acuerdo de voluntades entre los actores involucrados en el sector; para el año 2014 se firmó el acuerdo de competitividad y el plan estratégico con una proyección a 10 años.

226. Se han priorizado 6 núcleos productivos, que corresponden a Boyacá, Cundinamarca, Meta, Valle del Cauca, Córdoba, Antioquia, quienes cuentan con una mayor producción en comparación con el resto del país.

2.6. Cadena Láctea

227. La cadena láctea en Colombia es de gran importancia a nivel económico, produce al año 7500 millones de litros de leche, lo que representa el 12% del PIB del sector agropecuario. Esa relevancia también se refleja en su aporte social, pues vincula más de 700.000 trabajadores de manera permanente en todas las etapas de su producción. Actualmente, el consumo de leche per cápita de Colombia ronda los 152 litros al año, su tendencia es creciente, sin embargo, tiene un potencial de 18 litros más para alcanzar las recomendaciones internacionales de consumo como las de la Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO, por sus siglas en inglés) y la Organización Mundial de la Salud (OMS).

228. Para poder aprovechar ese potencial se requiere afrontar varios desafíos como, la informalidad, la baja productividad, las nuevas tendencias de consumo, temas de sostenibilidad ambiental y la baja escala de producción. Por esta razón, el MinAgricultura con el apoyo técnico de la UPRA, acompañó a los actores públicos y privados vinculados a la cadena láctea en la formulación del Plan de Ordenamiento Productivo (POP) con una visión prospectiva a 20 años, lo cual significa el compromiso de unir esfuerzos públicos y privados, para definir la hoja de ruta en beneficio de todos los eslabones de la cadena, que logre el cumplimiento de las metas planteadas en competitividad, asociatividad, el compromiso ambiental y el desarrollo territorial de la cadena láctea colombiana.

229. El POP de acuerdo con la Resolución 128 de 2017 del Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, se define como un proceso participativo de planificación de carácter técnico, administrativo y político que busca contribuir a mejorar la competitividad agropecuaria bajo los principios de responsabilidad social y sostenibilidad ambiental. Este proceso se diseñó en cuatro fases: en primer lugar en el análisis situacional

2.7. Cadena Ovina

230. Las ovejas y cabras tienen una importante función social para la población rural y comunidades indígenas del país, ya que proporcionan alimento, ofrecen medios para el mantenimiento cultural y de la economía rural, así mismo, tiene grandes posibilidades para suplir mercados altamente rentables.

231. La Cadena Productiva Ovino Caprina está conformada por los productores de ovejas y cabras en sus diferentes objetivos productivos como son animales para abasto,

animales para pié de cría, lana y leche; transformadores y comercializadores de productos y subproductos originados de estas dos especies; proveedores de insumos y prestadores de servicios para el desarrollo de las actividades productivas.

232. Suscribió su Acuerdo Nacional de Competitividad en Agosto de 2007, con el fin de mejorar las condiciones de producción y promover el desarrollo del sector en sus diferentes eslabones, creando un escenario que permita fortalecer el consumo interno y lograr ser competitivos en mercados internacionales de alto valor.
233. El Consejo Nacional de Cadena está integrado en la actualidad por organizaciones de los diferentes eslabones, representados por: ANCO, ASOOVINOS, UNAGA, ASOCAFROVIS, CAPRISAN, COMITÉ DE GANADEROS DEL TOLIMA, ASOLICAR, FRIGOOVINOS MANZANARES, AGRONEGOCIOS LA FORTUNA, GRANJA OVINA MI CARRETA, ACOVEZ, PROCODES FOOD, representantes de once COMITES REGIONALES DE CADENA OVINO-CAPRINA. El Consejo Directivo de la Cadena, priorizó los núcleos de Antioquia, Santander, Boyacá, Cesar, Córdoba, Guajira, Tolima, Cundinamarca, Magdalena, Valle del Cauca y Cauca.

3. Subsector Forestal y silvicultura

3.1. Cadena Forestal

234. La cadena forestal es la encargada de definir y coordinar acciones encaminadas al mejoramiento competitivo de los diferentes eslabones que la integran. La cadena está conformada por los eslabones industrial, comercial y primario. En el sector industrial se encuentran los transformadores de productos en segundo grado, tales como muebles, tableros aglomerados, contrachapados y otros, madera predimensionada y tableros de partículas; en el sector comercial se encuentran los comercializadores nacionales integrados principalmente por depósitos de maderas, aserraderos y comerciantes informales y a nivel internacional, las comercializadoras internacionales de productos de segundo grado de transformación y madera predimensionada; y el sector primario representado por productores forestales o reforestadores. Desde el punto de vista gremial se cuenta con la participación FEDEMADERAS que asocia tanto reforestadores como industriales del mueble, de tableros y de pulpa y papel.
235. En 1998 se suscribió el Acuerdo Nacional de Competitividad para la Cadena, actualizado en 2003 y nuevamente en abril de 2011, como el Acuerdo Nacional de Competitividad para la Cadena Productiva Forestal, Madera, Tableros, Muebles y Productos de Madera. A nivel regional se adelantan actividades en los núcleos forestales de Córdoba, Antioquia, Caldas, Orinoquía, Magdalena Bajo, los que cuentan con su respectivo Acuerdo Regional actualizado y comités operando. Además se cuenta con núcleos forestales en Santander-Norte de Santander-Sur del Cesar-Sur de Bolívar; Valle-Cauca; Tolima, Cundinamarca, Boyacá y Guajira

3.2. Caucho Natural

236. La Cadena Productiva del Caucho Natural y su Industria, está conformada por los eslabones de producción primaria, transformadores, comercializadores e industriales.
237. La Cadena tiene como objetivo fundamental, el desarrollo e impulso del Plan de Acción y compromisos definidos en el marco del Acuerdo Nacional de Competitividad, así como generar planes de negocios y productos diferenciados transables en el mercado que añadan valor, a través de la integración y participación de los diferentes actores y los inversionistas nacionales y/o extranjeros, que conduzcan hacia el aumento de la productividad, competitividad y sostenibilidad de la cadena.

238. El Acuerdo Sectorial de Competitividad se firmó el 21 de noviembre del 2002 y se creó el Consejo Nacional del Caucho y su Industria, como organismo asesor del Gobierno Nacional en materia de política del subsector cauchero, con representantes de los eslabones a través de la Confederación Cauchera Colombiana -CCC-, ASOCOLCAUCHOS, Goodyear de Colombia y un integrante de los comités regionales establecidos. Adicionalmente, la cadena cuenta con el apoyo institucional del sector público y entidades de investigación. La cadena del caucho a través del Consejo, constituyó seis mesas temáticas: Investigación, ciencia y tecnología; Fomento, asistencia técnica y capacitación; Crédito y Financiamiento; y Mercados.
239. Los núcleos priorizados por el Consejo son: Magdalena Medio Santandereano, Magdalena Centro; Cordón Cauchero-Cacaotero (Antioquia y Córdoba); Amazonia (Caquetá, Guaviare y Putumayo); Orinoquia (Meta y Vichada) y Zona Marginal Cafetera.

3.3. Guadua

240. La Cadena de la Guadua y su Industria está conformada por productores, transformadores, industria de la construcción, industrias de procesamiento para producción de mueble, artesanos, comercializadores, proveedores de insumos, universidades, SENA, Corporaciones Autónomas Regionales, Gobernaciones entre otros. En desarrollo de los compromisos del Acuerdo Nacional de Competitividad de la Cadena firmado en el año 2004, la Cadena priorizó nueve departamentos en los que se encuentran Caldas, Risaralda, Quindío, Tolima, Valle del Cauca, Antioquia Cauca, Cundinamarca y Huila, los cuales presentan mayor potencialidad para el desarrollo de esta actividad productiva. Los departamentos del Eje Cafetero representan el 60% de la producción nacional y de la generación de valor agregado en la producción de paneles laminados para la industria y en las líneas de negocios de construcción, fabricación de muebles para el jardín, hogar y oficinas, accesorios y artesanías.
241. Como resultado de las convocatorias del Ministerio de Agricultura y en alianzas Gobierno-Universidad- Empresa, en los últimos cuatro años, la cadena de la guadua ha logrado avances significativos en investigación y desarrollo tecnológico en sistemas constructivos con guadua y en el desarrollo de productos cosméticos y farmacéuticos a partir de los sub productos (del vinagre de guadua y de las hojas de la guadua). Estas innovaciones serán la base del direccionamiento estratégico de este encadenamiento hacia el desarrollo de nuevos productos bajo protocolos de calidad para participar en el mercado de la construcción, principalmente a nivel nacional y en los mercados de exportación de ingredientes naturales con sello verde.
242. Los procesos de normalización establecidos en la etapa naciente de la cadena, están contribuyendo en la formación de cultura empresarial hacia calidad y están sentando las bases para evolucionar hacia procesos más complejos que sean requeridos para consolidar el direccionamiento estratégico y el posicionamiento de productos competitivos. Es así como el Comité ICONTEC 178 que opera desde 2002, viene jugando un papel importante en la elaboración de normas para procesos productivos; en el mismo orden, la Mesa Sectorial de la Guadua cumple funciones en la definición de oficios y de competencias que los trabajadores deben lograr en su desempeño y en las normas bajo las cuales el SENA imparte la formación, evalúa y certifica la competencia laboral de los trabajadores; y, las normas para manejo y aprovechamiento del recurso expresadas en la "Norma Unificada de Guadua", tema liderado por la CAR del Eje Cafetero, Valle y Tolima regula el manejo y cosecha del recurso, su ámbito de aplicación es regional y se está tramitando su extensión a todas las regiones productoras de guadua.

4. Subsector Pesca y Acuicultura:

4.1. Pesca:

243. La actividad pesquera en Colombia se desarrolla en el Océano Pacífico y en el mar Caribe y se clasifica en pesca industrial y artesanal; así mismo están definidas los tipos de pesquerías siendo en la parte marina específicamente la de camarón y la de atún con un alto valor comercial en el mercado internacional, y son el soporte fundamental para la generación de divisas, convirtiéndose, especialmente la pesquería del atún, en la más representativa de la industria pesquera colombiana.
244. La pesca Industrial se realiza solo en aguas marinas, en los litorales Caribe y Pacífico, y se caracteriza por el uso de embarcaciones mayores a las 100 TRN, dotadas de sistema mecánico o eléctrico de apoyo a la maniobra de los artes de pesca, y cuentan con infraestructura y equipo abordo para la conservación de los productos pesqueros, usualmente con equipos electrónicos para la detección de peces.
245. La flota pesquera industrial del país está constituida por 135 embarcaciones inscritos ante AUNAP, de las cuales el 90% son de bandera nacional y el 10% de bandera extranjera que hayan sido contratadas, arrendadas, fletadas o afiliadas por empresas pesqueras nacionales debidamente autorizadas.
246. Las principales especies objetivo, tanto en el océano Pacífico como del Atlántico, son atunes, camarón de aguas someras y aguas profundas, pesca blanca (pargos, meros, tiburones, sierras, chernas, jureles, otras), pequeños pelágicos (carduma y plumuda), langosta, calamares, caracol y ocasionalmente especies oceánicas como el dorado, para lo cual utilizan artes de pesca como redes de encierro, redes de arrastre, y diversas modalidades de palangres o líneas de mano. En San Andrés, Providencia y Santa Catalina, la flota está dirigida a la pesca de peces demersales y pelágicos medianos, predominando especies de tiburón y de las familias Serranidae (meros y chernas) y Lutjanidae (pargos). Igualmente, y en segunda instancia, capturan langosta espinosa y caracol de pala, este último permitido solo para la pesca de subsistencia.
247. La industria atunera inició actividades a finales de la década de los años ochenta, consolidándose como la actividad más importante dentro del sector pesquero del país, en la actualidad cuenta con 14 embarcaciones afiliadas. El recurso atún está compuesto por especies transzonales y altamente migratorias, por ello su aprovechamiento es regulado por normas nacionales e internacionales emitidas por organizaciones regionales de ordenamiento pesquero, como la Comisión Interamericana del Atún Tropical - CIAT para el Océano Pacífico Oriental (OPO) y la Comisión Internacional para la Conservación del Atún Atlántico - CICA. Colombia es miembro parte de la CIAT desde octubre de 2007.
248. Las especies que más se capturan en el Océano Pacífico son atún aleta amarilla (*Thunnus albacares*), atún barrilete (*Katsuwonus pelamis*) y patudo (*Thunnus obesus*), aportando cerca del 80% de las capturas, y 20% del Océano Atlántico.
249. Las capturas registradas de pesca industrial en el año 2015 fueron de 28.344 TM con una participación en el Pacífico colombiano 15.653 TM, correspondiendo a los atunes cerca del 72 %. Colombia cuenta con cinco empresas – plantas de proceso atuneras en operación, todas localizadas en la costa Caribe; para el procesamiento del atún, el 80% del personal empleado son mujeres cabeza de familia.
250. En cuanto a la Industria Camaronera, las especies que conforman esta pesquería son Camarón de Aguas Someras – CAS, blanco o langostino (*Penaeus occidentalis*), tití (*Xiphopenaeus riveti*) y tigre (*Trachipenaeus biridy*), y en el Atlántico, la especie más común es el camarón rosado (*Farfantopenaeus notialis*). En cuanto a los Camarones de Aguas Profundas – CAP en el Pacífico, son el camarón coliflor (*Solenocera agassizii*), camarón café (*Farfantopenaeus californiensis*), camarón rojo

(*Farfantopenaeus brevirostris*) y camarón cabezón (*Heterocarpus vicarius* y *H. hostilis*)

251. La Pesca Artesanal es un sector productivo de alta sensibilidad social que ejerce la actividad especialmente a los recursos pesqueros marinos de orilla (1-3 millas) y a no más de 3-5 millas mar adentro, especialmente en zonas costeras y estuarinas del Pacífico y el Caribe, dirigida especialmente a la extracción de crustáceos como camarón de aguas someras, jaibas, cangrejos y langostas, peces de diferentes especies, y moluscos, tales como el caracol de pala, calamares y bivalvos, como la piangua, estructurándose como una pesquería costera de subsistencia y soporte social y económico a baja escala comercial; los recursos pesqueros continentales se realiza en las grandes cuencas hidrográficas, como son las de los ríos Magdalena, Cauca, San Jorge, Orinoco, Meta, Guaviare, Inírida, Arauca, Amazonas, Sinú, Atrato, Putumayo, Caquetá, y otros menores, con inclusión de ciénagas, ríos, lagunas, esteros del área continental; es una actividad que genera recursos para el autoconsumo, además de pequeños excedentes para la comercialización, es la base de la seguridad alimentaria de un número superior a 150.000 pescadores artesanales, 10.668 empleos directos y 290.000 indirectos, entre productores, proveedores y comercializadores, en donde participan actores multiculturales, tales como campesinos nativos, colonos, indígenas, afrocolombianos, negros, palenqueros y raizales, en su mayoría poblaciones socialmente vulneradas por los efectos de la pobreza, la violencia y en algunas regiones por el desplazamiento forzoso, causas que influyen directamente en la debilidad de la organización comunitaria y dificultan su acceso a bienes y servicios del Estado.
252. La producción nacional de pesca continental se centra en especies de cuero como bagres *Pseudoplatystoma* sp *Brachyplatystoma* sp; capaz (*Pimelodus grosskopfii*), bocachico (*Prochilodus* sp), pataló (*Ichthyoelephas longirostris*) entre otras; registrándose para el año 2015 9.183 TM; la participación en la producción nacional total de las grandes cuencas, indica que la Magdalénica aporta el 58% del volumen total, la Amazónica el 36%, Atrato con el 1%, la Orinoquia con el 4%, y Sinú con el 2%. Todo lo capturado en el área continental es para el consumo interno.
253. El Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural y La AUNAP están trabajando para la reconversión y modernización de la pesca marina y continental artesanal en el país, brindando capacitación en nuevas tecnologías, incorporado sistemas de navegación como GPS y ecosondas; acceso créditos e inversión con recursos del gobierno en infraestructura pesquera, con el objeto de obtener productos de calidad y competitivos en el mercado nacional e internacional.

4.2. Acuicultura:

254. La Cadena de la Acuicultura y Pesca en Colombia está conformada por los productores, comercializadores, industrias de procesamiento, productores de semilla, proveedores de insumos, centros de investigación y sector académico.
255. El Consejo Nacional de la Cadena de Acuicultura y Pesca se consolidó a partir de la suscripción del acuerdo de competitividad en el año 2013, desde entonces actúa como órgano asesor del Gobierno en materia de política para el fortalecimiento de la productividad y competitividad del sector. En él participan: Fedeaqua, Acuanal, Apropesca, Solla - Agrinal, Contegral, Piscícola New York, Langostinos del Llano, Truchas Suralá, Aquaeje, Truchicol, Acuapez, Acuica, la Universidad Nacional de Colombia, Unillanos, representantes de los Comités Regionales y cuenta con el apoyo de las instituciones relacionadas con la cadena.
256. El Consejo ha priorizado cinco núcleos productivos que corresponden a los departamentos de Huila, Meta, Antioquia, Tolima y Cundinamarca - Boyacá, que en conjunto representan el 71% de la producción piscícola total del país.

3. Principales lineamientos de política pública del gobierno en torno al sector agropecuario y rural.

257. **Plan Nacional de Desarrollo 2022-2026 “Colombia Potencia Mundial de la Vida”.** La propuesta parte de “*la construcción de un nuevo contrato social que propicie la superación de injusticias y exclusiones históricas, la no repetición del conflicto, el cambio de nuestra forma de relacionarnos con el ambiente, y una transformación productiva sustentada en el conocimiento y en armonía con la naturaleza*”.
258. Son tres los énfasis del PND, a saber: 1) El ordenamiento del territorio alrededor del agua. 2) La transformación de las estructuras productivas, de tal manera que las economías limpias y biodiversas replacen la producción intensiva en el uso del carbono. 3) La sostenibilidad tiene que estar acompañada de la equidad y la inclusión.

Principales aspectos que incluye el PND en relación con el sector rural colombiano²¹:

Eje temático	Texto en PND	Algunos avances en la implementación
Catastro multipropósito.	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Se avanzará en la implementación del catastro multipropósito como el motor para consolidar la gobernanza del territorio. En la ejecución de esta transformación se aprovechará la infraestructura del Sistema de Administración del Territorio (SAT) ◆ Se implementarán mecanismos para financiar o cofinanciar los procesos catastrales a cargo de los municipios, distritos y áreas no municipalizadas ◆ Se atenderán de manera privilegiada a los municipios PDET con vocación ambiental. 	<p>Esta acción se viene desarrollando desde el año 2016, derivado del Acuerdo de Paz de la Habana. A finales de 2022, el avance de este instrumento de política pública contaba con un avance del 40%</p> <p>Fuente: www.igac.gov.co</p>
Tenencia de la tierra	<ul style="list-style-type: none"> ◆ Se impulsará la formalización, regularización y adjudicación de la propiedad, con prioridad en la titulación en las áreas rurales ◆ Se fortalecerán los procesos de planeación relacionados con la formalización, adjudicación y regularización de la propiedad, en las áreas rurales, en favor de los campesinos y de las comunidades afrocolombianas e indígenas ◆ Se establecerá un mecanismo de estructuración y entrega de proyectos productivos sostenibles para los 	<p>A agosto de 2023, según cifras de la Agencia Nacional de Tierras – ANT, se han titulado 1,2 millones de hectáreas</p> <p>https://www.ant.gov.co/titulacion-rural-entregada/</p> <p>Por su parte el Ministerio de Agricultura, reporta en lo corrido del actual gobierno, 325.777 hectáreas gestionadas a</p>

²¹ Tomado de Sociedad Colombiana de Agricultores – SAC. *Revista Nacional de Agricultura Edición 1034 – Marzo 2023*

Eje temático	Texto en PND	Algunos avances en la implementación
	<p>campesinos beneficiarios del Programa de Formalización y Acceso a Tierras ♦ Se implementará una estrategia para garantizar la permanencia de comunidades campesinas en reservas forestales.</p>	<p>través de diferentes mecanismos https://www.minagricultura.gov.co/Paginas/2023/ContadorReformaAgraria.aspx</p>
<p>Trabajo digno y decente.</p>	<p>♦ La política contribuirá a la generación, protección y recuperación del empleo formal, el emprendimiento, la asociatividad y la formación para el trabajo.</p> <p>♦ Se mejorará la protección para el desempleo, la universalización de los beneficios de las cajas de compensación familiar y de gestión y colocación de empleo especialmente en las zonas rurales.</p> <p>♦ Se implementarán programas de empleo tanto de emergencia y de iniciativas complementarias a la gestión del sector privado, como de apoyos económicos a empleadores privados, con enfoque diferencial y de género, y en sectores priorizados, trabajadores rurales, firmantes de la paz y habitantes de los municipios PDET</p> <p>♦ A través de la estrategia CampeSena, se crearán mecanismos de caracterización o autorreconocimiento y atención diferencial, integral e incluyente para los campesinos. Se estimularán emprendimientos productivos y se adoptará una línea de formación continua y especializada para el fomento de la economía campesina y las organizaciones que la integran</p> <p>♦ Atender las necesidades de los pobladores del campo, especialmente los jóvenes, implicará el diseño y ejecución de programas y proyectos integrales de desarrollo rural no agropecuarios, que generen ingresos y empleo a partir de las potencialidades de cada territorio.</p>	<p>Se presentó una primera propuesta sobre Reforma Laboral, la cual no pasó a debate en el Congreso. El Gobierno prepara una nueva versión para ser presentada ante el legislativo.</p> <p>A través de la estrategia CAMPESENA: https://sena.edu.co/es-co/campesena/Paginas/index.aspx</p> <p>Dirigida a la población campesina de todas las regiones del país, asociaciones campesinas, cooperativas y organizaciones que la representan, se ofrece actualmente un nuevo portafolio de servicios exclusivos para el fortalecimiento de capacidades sociales y empresariales.</p>
<p>Transformación del sector agropecuario para producir</p>	<p>♦ Colombia debe producir más alimentos de manera eficiente e incluyente con los pequeños productores y utilizando ciencia, tecnología e innovación</p>	<p>A través de la Unidad de Planificación Rural Agropecuaria – UPRA se</p>

Eje temático	Texto en PND	Algunos avances en la implementación
<p>más y mejores alimentos</p>	<p>♦ Para avanzar hacia sistemas agroalimentarios territoriales es necesario formular, implementar, hacer seguimiento y evaluar los instrumentos de ordenamiento productivo para la planificación de la producción agropecuaria, identificar los mejores clústeres productivos y las alternativas de producción que permitan un desarrollo territorial sostenible e incluyente</p> <p>♦ Debe garantizarse el acceso oportuno y simultáneo a factores productivos como tierra formal, riego, capital para financiamiento, tecnología, extensión agropecuaria, conectividad y servicios complementarios a la producción (asociatividad, inclusión productiva, comercialización y logística).</p> <p>♦ El gobierno nacional gestionará activos que hoy en día tenga bajo su dominio destinándolos a organizaciones de economía campesina familiar y comunitaria para la producción agroalimentaria</p> <p>♦ Se desarrollarán cadenas productivas agropecuarias y agroindustriales, con base en la adaptación o adopción de tecnologías para el desarrollo sostenible, que tengan la participación de las comunidades</p> <p>♦ Se propiciarán modelos productivos agropecuarios a partir de procesos de investigación y desarrollo, que tengan en cuenta las necesidades de los territorios, sus poblaciones, sus necesidades logísticas y sus cadenas productivas priorizadas. Se fortalecerán los programas y actividades de transferencia tecnológica agroindustrial. El uso intensivo de datos y la adopción de tecnologías digitales permitirán transitar hacia una economía agraria e industrial intensiva en conocimiento, que facilite procesos de reconversión productiva local y de trazabilidad del desempeño de las pequeñas unidades productivas</p> <p>♦ La demanda de insumos de base biológica es una oportunidad económica de mercado y por ello una industria</p>	<p>vienen ejecutando acciones específicas en materia de planificación y ordenamiento territorial, esta entidad cuenta con diversos sistemas de información (Agronet; SNUIRA; SIPRA; SIGRA, EVA y el módulo de Información sectorial) que son base de consulta para toma de decisiones de política sectorial. www.upra.gov.co</p> <p>La Sociedad de Activos Especiales, cuenta con mecanismos para transferir activos incautados al narcotráfico o por extinción de dominio a productores rurales en condición de vulnerabilidad. Información en www.saesas.gov.co</p> <p>La Agencia de Desarrollo Rural – ADR se encuentra fortaleciendo proyectos integrales, asociatividad rural, extensión agropecuaria, estrategias de comercialización y adecuación de tierras. Más información en www.adr.gov.co</p> <p>Por su parte, AGROSAVIA (www.agrosavia.gov.co) es la entidad que se encarga de desarrollar y gestionar nuevas alternativas de producción para los sistemas agroalimentarios en Colombia.</p> <p>Finalmente el Instituto Colombiano Agropecuario</p>

Eje temático	Texto en PND	Algunos avances en la implementación
	<p>nacional de bioinsumos y de bioproductos es de vital importancia para lograr una mayor y mejor producción agropecuaria</p> <p>♦ Se fortalecerá su uso en la producción nacional de fertilizantes como las sales potásicas, sales de fosfato de amonio, amoniaco verde y la urea, así como el aprovechamiento agrícola de los biosólidos y biomasas.</p>	<p>– ICA a través de su plan de acción estratégico, desarrolla las labores de vigilancia y control a los sistemas agroalimentarios (www.ica.gov.co)</p>
<p>Cadenas de suministros eficientes, digitales y tecnificadas para potenciar el campo colombiano</p>	<p>♦ Se impulsará el acceso a servicios logísticos eficientes para pequeños productores, y se mejorará su conexión directa con los consumidores finales, a través de las tecnologías y la digitalización</p> <p>♦ Se promoverá la conformación de redes de infraestructura y servicios logísticos que sirvan como soporte para aumentar la competitividad y mejorar la eficiencia operativa del sector agropecuario</p> <p>♦ Se adoptará un plan nacional de agrologística</p> <p>♦ Se impulsará el comercio electrónico a través de la adopción de tecnologías digitales emergentes.</p>	<p>Existe actualmente una versión del Plan Nacional de Agrologística que se encuentra en revisión y ajuste (https://sioc.minagricultura.gov.co/DocumentosContexto/S3877-Plan%20Nacional%20de%20Agrolog%20C3%ADstica.pdf)</p>
<p>Transporte eficiente a lo largo de la cadena logística agropecuaria</p>	<p>Se requiere disponer de una red de infraestructura regional y social, basada en corredores carreteros, marítimos y fluviales, así como infraestructura y servicios aéreos y nodos logísticos, para el movimiento de productos e insumos entre los centros de producción, acopio y distribución de alimentos con las ciudades principales, centros poblados y la red de puertos de Colombia. Lo anterior se logrará a través de la intervención de carreteras de carácter regional, terminales fluviales, aeródromos y aeropuertos.</p>	
<p>Hacia menos intermediación y mayor rentabilidad en la comercialización</p>	<p>Se reducirá la intermediación en la comercialización agropecuaria, para lo cual se promoverán acuerdos para los principales productos, de tal manera que se avance en el acompañamiento y la asistencia técnica por parte de los aliados comerciales hacia los pequeños productores</p>	<p>Se encuentra en curso la iniciativa IDEMA 2.0 con la que se pretende pilotear la estrategia de comercialización de algunos productos en la región de la Guajira</p>

Eje temático	Texto en PND	Algunos avances en la implementación
acción de la producción agropecuaria	<p>♦ Se promoverá la planificación y fortalecimiento de la competitividad a lo largo de la cadena de la producción de los cultivos, unidades de producción pecuaria y acuícola, para que no solo suplan la demanda nacional, sino también para que consoliden una oferta agroexportadora ♦ La internacionalización de la producción agropecuaria es indispensable para que haya crecimiento, y se pueda modificar la estructura de las exportaciones.</p>	<p>Nota de prensa en: Idema 2.0, una de las apuestas del MinAgricultura para combatir la inseguridad alimentaria (wradio.com.co)</p>
Financiamiento para la acción climática, la reindustrialización y el desarrollo sostenible	<p>Se potenciará la banca pública para favorecer la economía popular, urbana y rural ♦ Se consolidará al Grupo Bicentenario como una iniciativa que beneficie la economía productiva, que fortalezca las capacidades estatales para la financiación del desarrollo, a través de economías de escala, optimizando el portafolio de empresas.</p>	<p>El Grupo Bicentenario, es una iniciativa creada en 2019 y con la cual el Gobierno Nacional busca crear el tercer grupo financiero más grande de Colombia. En lo que compete al sector rural, las entidades que hacen parte de este grupo son: Banco Agrario, FINAGRO, FIDUAGRARIA</p> <p>www.grupobicentenario.gov.co</p>
Modelos de desarrollo supramunicipales para el fortalecimiento de vínculos urbano-rurales y la integración de territorios	<p>Se impulsarán modelos de desarrollo supramunicipal que aprovechen las economías de escala y su vocación productiva para reducir las brechas regionales ♦ El país contará con una red de infraestructura de transporte regional, basada en corredores carreteros, marítimos y fluviales, así como servicios aéreos. Con el fin de avanzar hacia una conectividad de todos los municipios se intervendrá la red de transporte en tres partes: a) el mejoramiento de instalaciones portuarias fluviales, b) vías terciarias y caminos vecinales, y c) aeródromos ♦ Para la construcción, mejoramiento y mantenimiento de vías terciarias y caminos vecinales, el gobierno nacional promoverá mecanismos de concurrencia de recursos con entidades territoriales ♦ Se desarrollarán proyectos de construcción de vías, mediante la suscripción de convenios</p>	<p>Actualmente la Agencia para la Renovación del Territorio – ART, atendiendo los compromisos adquiridos en el marco del Punto 1 del Acuerdo de Paz, lidera el desarrollo y monitoreo de las intervenciones – Planes de acción que se efectúan en los Territorios PDET (170 municipios, 19 departamentos agrupados en 16 subregiones) en las que se postularon cerca de 33.000 iniciativas, agrupadas en 8 pilares, priorizadas 4.843 de ellas.</p> <p>Más información en www.renovacionterritorio.gov.co</p>

Eje temático	Texto en PND	Algunos avances en la implementación
	<p>solidarios con las organizaciones de acción comunal.</p>	<p>v.co/especiales/especial PD ET/</p>
<p>Hacia un nuevo campo colombiano : Reforma Rural Integral.</p>	<p>Esta tiene como base la democratización de la tierra, sustentada en el acceso, la formalización y la regularización de la propiedad. Para lograrlo, además de consolidar el Fondo de Tierras, el catastro multipropósito y la puesta en marcha de la jurisdicción agraria, se implementarán proyectos productivos que dispongan de tecnología, riego, extensión agropecuaria, financiamiento y vías terciarias, etc. Con el ánimo de promover el acceso a la tierra productiva, se avanzará en el diseño de instrumentos y vehículos financieros que permitan garantizar la financiación adecuada de los programas que tengan como objetivo facilitar la implementación de la Reforma Rural Integral ♦ El Ministerio de Agricultura liderará el diseño e implementación de una estrategia intersectorial con impacto territorial, que favorezca la productividad económica y la convergencia social, y que facilite la ejecución armónica de los dieciséis planes nacionales sectoriales (PNS) de la Reforma Rural Integral, como mecanismos de intervención estatal para la integración regional ♦ Los PDET se reorientarán y acelerarán, buscando estimular otro “<i>modelo de desarrollo</i>” con alcances supramunicipales</p>	<p>A principios de agosto de 2023, se ha lanzado el Sistema Nacional de Reforma Agraria. es un mecanismo de planeación, coordinación, ejecución, evaluación y seguimiento de las actividades dirigidas a la ejecución de la reforma agraria y la reforma rural integral, tiene como finalidad mejorar la calidad de vida, garantizar los derechos territoriales y los planes de vida de los trabajadores agrarios, y las personas, comunidades campesinas, comunidades negras, afrocolombianas, raizales, palenqueras y pueblos indígenas; y proteger y promover la producción de alimentos, sus economías propias y consolidar la paz con enfoque territorial. (ver más en www.minagricultura.gov.co)</p>
<p>Mujeres como motor del desarrollo económico sostenible, y protectoras de la vida y del ambiente</p>	<p>Las mujeres estarán en el centro de la transformación productiva del país. Para ello, se buscará aumentar el empleo, la permanencia en el mismo, la remuneración, protección social y su liderazgo, así como una mejora en sus condiciones laborales que implica espacios libres de violencias y discriminaciones, disminución de la brecha salarial de género, la armonización de la vida personal y el aumento de su bienestar integral. El gobierno implementará acciones para garantizar que las mujeres tengan</p>	<p>Actualmente la Dirección de la Mujer Rural del MADR, se encuentra en proceso de reestructuración y ajuste de los instrumentos de política pública entre ellos el Fondo de Fomento para las Mujeres Rurales – FOMMUR, reglamentado en 2021. (decreto 1731 diciembre de 2021)</p>

Eje temático	Texto en PND	Algunos avances en la implementación
	<p>prioridad y especial protección para acceder a las políticas de empleo, vivienda, tierra, salud y educación, con el objetivo de cerrar las brechas de género y avanzar hacia una sociedad más equitativa ♦ A través del Sistema Nacional de Cuidado, se articularán las políticas y acciones de distintos sectores para que se asegure el aumento de los servicios de cuidado en las áreas urbana y rural ♦ Se potenciará el Fondo de Fomento para las Mujeres Rurales (Fonmmur) para impulsar la capitalización, puesta en marcha e inserción de las unidades productivas de mujeres rurales de bajos recursos y pequeñas productoras, que desarrollen actividades rurales tradicionales y no tradicionales.</p>	
<p>El campesino colombiano como actor de cambio</p>	<p>Se busca crear la Jurisdicción Agraria y Rural, y reconocer al campesinado como sujeto de especial protección constitucional. Se están tramitando ajustes relacionados con el fortalecimiento institucional para la garantía de los derechos del campesinado, que incluyen arreglos institucionales en el Ministerio del Interior y otras carteras de gobierno, y se continuará con la formulación de la política pública del campesinado ♦ Se impulsará el desarrollo de figuras de territorialidad campesina, como las Zonas de Reserva Campesina (ZRC). Además de impulsar los planes de desarrollo de las ZRC actualmente constituidas, se estudiarán de manera activa las solicitudes de conformación de nuevas zonas presentadas por las organizaciones campesinas ♦ Se fortalecerán los procesos que contribuyan a la formalización, adjudicación y regularización de la propiedad en áreas rurales, y se estimularán los procesos de licenciamiento ambiental ♦ Se implementarán estrategias para que a los bienes administrados por la Sociedad de Activos Especiales, SAE, se les dé prioridad en su ingreso al Fondo de Tierras. Se pondrá en práctica el</p>	<p>Se cuenta con la Jurisdicción Agraria y el reconocimiento del campesinado como sujeto de derechos, ambas acciones aprobadas por el Congreso de la República.</p> <p>SAE – expuesto anteriormente.</p>

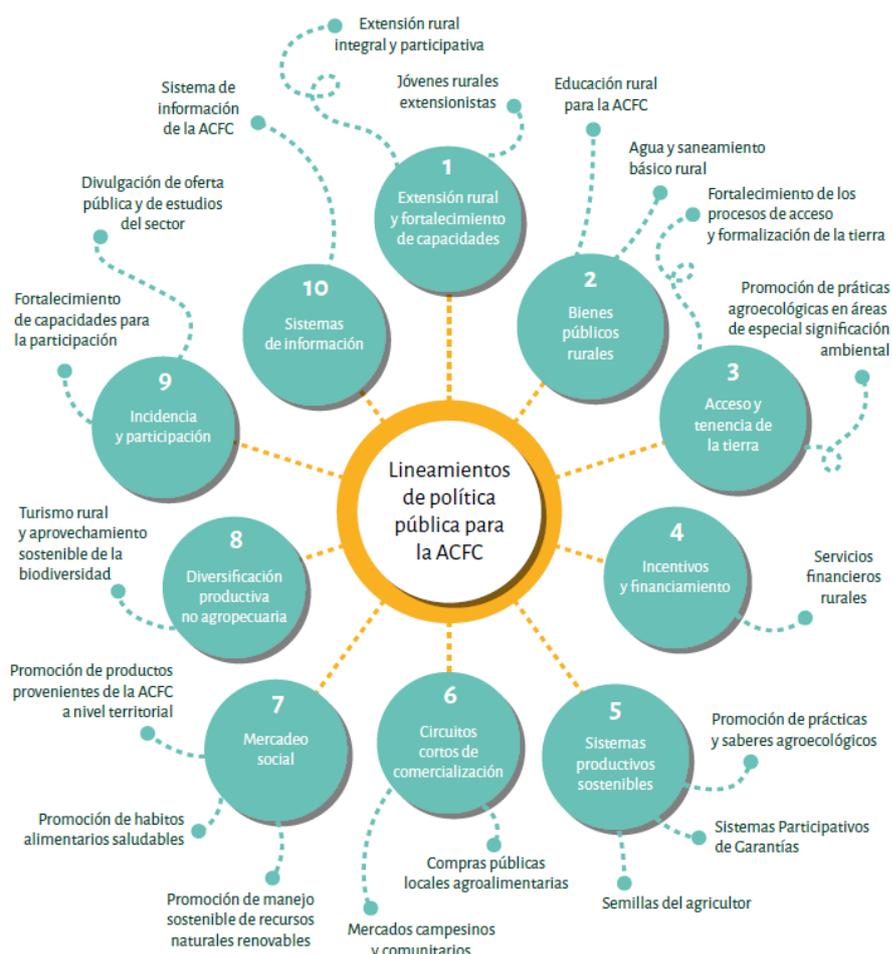
Eje temático	Texto en PND	Algunos avances en la implementación
	<p>Subsidio Integral de Acceso a Tierras (Siat), reglamentado a través del Decreto 1330 de 2020.</p>	
Educación con pertinencia para la población campesina.	<p>Se garantizará el derecho a la educación en las zonas rurales, desde la primera infancia hasta la posmedia. Se implementarán acciones orientadas a: i) la formación integral en la educación media que reconozca las realidades económicas, culturales y sociales de los territorios, i) la erradicación del analfabetismo, iii) el uso de estrategias de educación flexible, buscando que los establecimientos educativos sean centros comunitarios de desarrollo para la participación y la construcción de paz, iv) la consolidación de las escuelas normales superiores como centros de excelencia en la formación docente, y v) el fortalecimiento de capacidades territoriales para la gestión escolar.</p>	
Economía campesina	<p>La dimensión productiva del campesinado se fortalecerá con la promoción de la economía popular y comunitaria a través de la Reforma Rural Integral que impulsa la economía campesina, familiar y comunitaria. Se implementarán los lineamientos de la política pública de trabajo digno y decente en el campo y la estrategia CampeSena. Se incentivará la práctica de la agroecología, así como la pesca y acuicultura, como fuente de desarrollo y empleo digno. Se busca transitar hacia una economía productiva con un enfoque ecosistémico, social y de aprovechamiento sostenible de los recursos pesqueros y acuícolas.</p>	<p>Más adelante, se exponen los avances en materia de Agricultura Familiar Campesina y Comunitaria en un apartado específico del presente documento</p>
Economía popular	<p>La economía popular se refiere a los oficios y ocupaciones mercantiles (producción, distribución y comercialización de bienes y servicios) y no mercantiles (domésticas o comunitarias) desarrolladas por unidades económicas de baja escala (personales, familiares, micronegocios o microempresas), en cualquier sector</p>	<p>Recientemente BANCOLDEX ha diseñado y puesto en oferta una línea de crédito subsidiada dirigida específicamente a población que desempeña actividades enmarcadas en la economía popular.</p>

Eje temático	Texto en PND	Algunos avances en la implementación
	<p>económico. Los actores de la EP pueden realizar sus actividades de manera individual, en unidades económicas, u organizados de manera asociativa. El impulso a la economía popular parte de una comprensión de sus dinámicas intrínsecas. Estas actividades generan valor social y económico significativo, y una vez entendido su funcionamiento y lógica de acción, se implementarán mecanismos que contribuyan a su crecimiento y productividad.</p>	<p>(https://www.eluniversal.com.co/economica/bancoldex-tambien-apoya-a-la-economia-popular-HL8368119)</p> <p>Por su parte, Banco Agrario lanzó la línea de microcrédito Cultiva el Éxito, Más información en https://www.bancoagrario.gov.co/economia-popular-comunitaria</p>

259. **Lineamientos sobre Agricultura Familiar de Economía Campesina y Comunitaria - ACFC.** La resolución 464 de 2017, genera el marco jurídico a través del cual se adoptan los Lineamientos estratégicos de política pública para la Agricultura Campesina, Familiar y Comunitaria.

260. Para tal fin se conformó una mesa técnica interinstitucional, la cual inició formalmente en febrero del 2017; a partir del ejercicio de conceptualización realizado en el marco de la Mesa Técnica de ACFC, y construyendo sobre lo establecido en la Reforma Rural Integral del Acuerdo de paz; se entiende la economía campesina, familiar y comunitaria como el sistema de producción, transformación, distribución, comercialización y consumo de bienes y servicios; organizado y gestionado por los hombres, mujeres, familias, y comunidades (campesinas, indígenas, negras, afrodescendientes, raizales y palenqueras) que conviven en los territorios rurales del país. Este sistema incluye las distintas formas organizativas y los diferentes medios de vida que emplean las familias y comunidades rurales para satisfacer sus necesidades, generar ingresos, y construir territorios; e involucra actividades sociales, culturales, ambientales, políticas y económicas. Al respecto, se establecen 19 lineamientos estratégicos de política agrupados en 10 ejes temáticos:

Gráfico 8. Ejes estratégico y lineamientos de política



Fuente: MADR- Lineamientos de Política Pública ACFC. 2017

261. En junio de 2023, se llevó a cabo un encuentro en el que la Red Nacional de Agricultura Familiar- RENAF presentó los planteamientos y propuestas de sus organizaciones territoriales, con el fin de reactivar la Mesa Ampliada de ACFC con enfoque diferencial de género, étnico y etario con énfasis en los jóvenes, potencializando los aprendizajes previos de esta Mesa y avanzar en los temas estructurales que limitan la participación efectiva de las organizaciones de la ACFC para acordar la hoja de ruta (2023 – 2024).
262. De otra parte a través de la Ley 2046 de 2020 se establecen los mecanismos para promover la participación de pequeños productores agropecuarios locales y de la agricultura campesina, familiar y comunitaria en los mercados de compras públicas de alimentos; esta ley viene siendo operativizada a través del Plan Nacional para la Promoción de la Comercialización de la Producción de la Economía Campesina, Familiar y Comunitaria (resolución 006 de 2020²²). La Red Nacional de Agricultura Familiar - RENAF²³ organización de la sociedad civil conformada por cerca de 140 organizaciones, es la principal representante de las acciones que en materia de agricultura familiar se desarrollan en el país, este rol fue definido desde el 2014 año internacional de la Agricultura Familiar, adicionalmente es el punto focal de la iniciativa regional sobre AF de la Coalición Internacional para el Acceso a la Tierra - ILC²⁴

²² <https://www.minagricultura.gov.co/Normatividad/Resoluciones>

²³ <https://agriculturafamiliar.co/>

²⁴ <https://www.landcoalition.org/>

263. Finalmente, según FAO Colombia²⁵, las principales temas y prioridades para fortalecer la AF son: i) asistencia técnica y extensión rural; ii) acceso y tenencia de la tierra; iii) alimentación y nutrición; iv) financiamiento; v) asociatividad; vi) comercialización; vii) gestión del agua; viii) mujer y jóvenes rurales y ix) cambio climático.
264. **Jurisdicción Agraria y Rural: Reconocimiento del campesino como sujeto de derechos y especial protección.** Como se indicó anteriormente, una de las acciones específicas consignadas en el PND 2022-2026, busca que se hagan modificaciones para que el Estado Colombiano incluya al campesino dentro de la Constitución Política Nacional (una omisión que se dio desde 1991). Este acto legislativo fue aprobado por el Congreso de la República en junio de 2023. Con esta modificación a la carta magna, el Estado adquiere unas obligaciones específicas con el campesinado, como es su especial protección, garantizar las formas de territorialidad campesina, el reconocimiento de su dimensión económica, social, cultural, política y ambiental, la protección, respeto y garantía de sus derechos individuales y colectivos.
265. El cumplimiento de las obligaciones con relación a los derechos campesinos dependerá de las leyes reglamentarias, ajustes institucionales, mecanismos presupuestales que, en desarrollo del parágrafo 1 del artículo 64 modificado, se desplieguen. Las definiciones sobre el cumplimiento de las obligaciones deberán desarrollarse con la participación del campesinado, sus organizaciones y representantes.
266. Esta acción se alinea con la **Declaración de la Naciones Unidas sobre los Derechos de los Campesinos y de otras personas que trabajan en las zonas rurales**²⁶, resolución aprobada por el Consejo de Derechos Humanos del 28 de septiembre de 2018, en la cual se define como campesino “toda persona que se dedique o pretenda dedicarse, ya sea de manera individual o en asociación con otras o como comunidad, a la producción agrícola en pequeña escala para subsistir o comerciar y que para ello recurra en gran medida, aunque no necesariamente en exclusiva, a la mano de obra de los miembros de su familia o su hogar y a otras formas no monetarias de organización del trabajo, y que tenga un vínculo especial de dependencia y apego a la tierra”.
267. El documento indica que también aplica a los pueblos indígenas, y las comunidades locales que trabajan la tierra, a las comunidades trashumantes, nómadas y seminómadas y a las personas sin tierra que realizan tales actividades, a los trabajadores asalariados, incluidos todos los trabajadores migrantes, independientemente de su situación migratoria, y los trabajadores de temporada, que estén empleados en plantaciones, explotaciones agrícolas, bosques y explotaciones de acuicultura y en empresas agroindustriales
268. **Cooperación Sur Sur y Triangular.** Colombia cuenta con una amplia tradición en la CSS y más reciente en la CT. Desde esa perspectiva se ha ganado una experiencia importante en el establecimiento de relaciones y alianzas internas y externas para desarrollar intercambios que capitalicen las capacidades nacionales y puedan acceder a las buenas prácticas de otros países que comparten situaciones de desarrollo similares. El país cuenta con un grupo importante de socios nacionales e internacionales con los que se ha desarrollado un número significativo de iniciativas (de oferta, demanda o en doble vía) relacionadas con las problemáticas descritas en este documento. De acuerdo con el Informe de la Cooperación Sur-Sur y Triangular

²⁵ <https://www.fao.org/family-farming/detail/es/c/340293/>

²⁶ www.fao.org/family-farming/detail/es/c/1197484/

en Iberoamérica 2022²⁷, en la CSS bilateral²⁸ el país es predominantemente oferente (129²⁹ de 189 iniciativas) y en la CT es ligeramente mayor su condición de receptor (11 de 20 iniciativas). En la CSS regional predominan las iniciativas de doble vía (44 de 58 iniciativas). Desde la perspectiva temática, las principales áreas de oferta³⁰ son el fortalecimiento institucional y políticas públicas, salud y agropecuario. Del lado de la demanda están, en su orden, salud, agropecuario y fortalecimiento institucional y políticas públicas.

269. Colombia, y en particular sus autoridades políticas (diplomáticas) y técnicas, que coordinan la cooperación internacional del país, mantendrán y fortalecerán la presencia en los escenarios de la CSST de manera que, en conjunto con la cooperación tradicional, contribuyan al cumplimiento de los propósitos del Plan Nacional de Desarrollo 2022 – 2026 y de la Estrategia Nacional de Cooperación Internacional que está actualmente en diseño.

²⁷ Secretaría General Iberoamericana, febrero de 2023

²⁸ Que representa el 71% de las iniciativas (que fueron 267 en total)

²⁹ Incluidas aquellas de doble vía (oferta y demanda simultáneas)

³⁰ Según la clasificación SEGIB